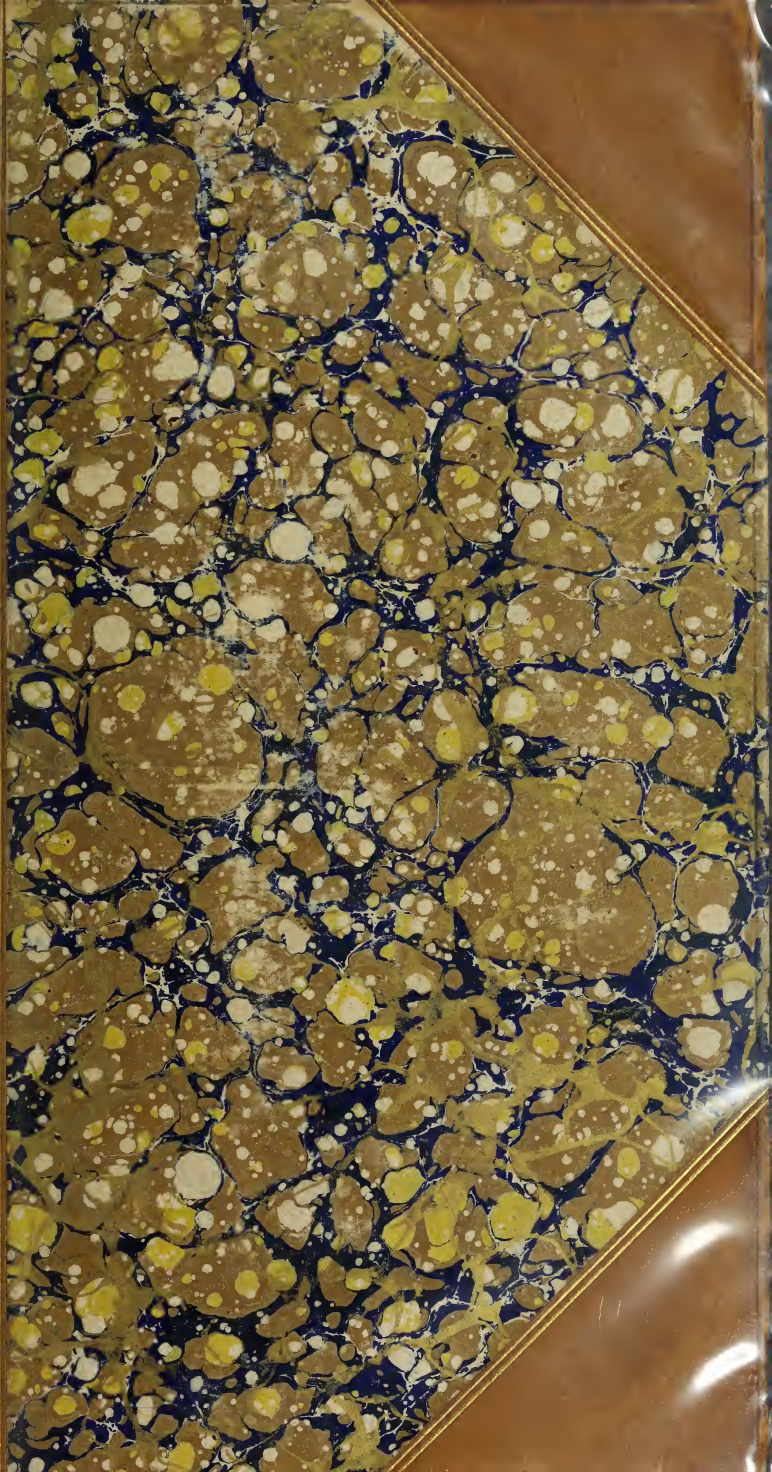


THE UNIVERSITY
OF ILLNIOIS
LIBRARY
949.6
W38p
v.2

LA PÉNINSULE

DES

BALKANS

LIBRAIRIE C. MUQUARDT

ÉDITEUR A BRUXELLES

ÉMILE DE LAVELEYE

LA PÉNINSULE DES BALKANS

VIENNE, CROATIE, BOSNIE, SERBIE, BULGARIE
ROUMÉLIE, TURQUIE, ROUMANIE

TOME II

BRUXELLES
LIBRAIRIE EUROPÉENNE C. MUQUARDT
MERZBACH ET FALK, ÉDITEURS
LIBRAIRES DU ROI ET DU Cte DE FLANDRE
18-20-22, RUE DES PAROISSIENS, 18-20-22
MÊME MAISON A LEIPZIG

1886
Tous droits réservés.

BRUXELLES
P. WEISSENBRUCH, IMP. DU ROI
45, RUE DU POINÇON

949.6
H38p
v.2
History

LA PÉNINSULE DES BALKANS

CHAPITRE PREMIER

LA SERBIE. — SOUVENIRS HISTORIQUES. DE BELGRADE A SOFIA.

J'avais cru qu'il n'y avait point en Serbie de parti socialiste. Mais après examen, je constate qu'il existe réellement; seulement il est composé, en grande majorité, de paysans qui veulent tout simplement se gouverner eux-mêmes, au sein de leur commune respective, et payer le moins d'impôts possible. Ils sont égalitaires en ce sens qu'ils n'entendent pas qu'on crée une classe trop nombreuse de fonctionnaires vivant à leurs dépens. Un membre du parti radical vient me voir et me donne quelques détails sur l'histoire du socialisme en Serbie. J'avais trouvé à ce sujet une notice très complète dans les *Jahrbücher für Sozialwissenschaft* (*Erst. Jahrg. 2e Halfte*, p. 384, et *Zweiter Jahrg.*, p. 327). On peut faire remonter ce mouvement à l'année 1860 et à la création de l'*Omladina*. Il prit naissance parmi les Serbes qui, au nombre d'environ un million, habitent la Hongrie. Ils étaient alors plus avancés que les autres Serbes et leur ville principale,

Neusatz, au bord du Danube, était un centre de culture intellectuelle et ecclésiastique. La jeunesse et les littérateurs arrivèrent à cette idée très juste qu'il fallait réunir chaque année, en un congrès, les hommes « représentatifs » des Serbes de la principauté, de la Croatie et de la basse Hongrie. Ainsi se fonda, dans la ville de Gross-Kikinda, en 1861, une association politico-littéraire qui prit le nom d'*Omladina*, avec la devise : *Par la science à la liberté*. Elle se divisa en sections, qui avaient pour mission, dans leur pays respectif, de réveiller l'esprit national, de publier des journaux et de créer des sociétés littéraires. Jusqu'en 1871, l'*Omladina* se réunit, chaque année, dans l'une des trois villes de Belgrade, Neusatz et Pancsevo.

Deux journaux serbes importants avaient été créés : en Serbie, la *Srbija*, et, en Hongrie, la *Zastawa*, qui paraît encore.

Deux tendances différentes s'étaient développées au sein de l'*Omladina* : les uns ne poursuivaient que la liberté et le progrès intellectuel des Serbes, préparant la réalisation de l'idée nationale, la grande Serbie ; les autres s'attachaient à un idéal assez vague de réformes sociales et d'égalité matérielle. Un certain nombre de jeunes gens, qui avaient fait leurs études en Russie, en rapportèrent les doctrines de Tchernyschewsky et de Bakounine, que j'ai essayé de faire connaître dans mon livre *Le Socialisme contemporain*. Une certaine hostilité se manifesta entre ces deux groupes, et l'*Omladina* cessa de se réunir.

Parmi les radicaux socialistes les plus connus, on me cite Jouyovitch et Svetozar Markovitch. Le pre-

mier mourut jeune, en 1870, après avoir beaucoup écrit dans l'organe de la *Matiza* serbe à Neusatz, et dans le *Glasnik* de Belgrade. Markovitch s'était formé à Saint-Pétersbourg et au Polytechnicum de Zurich. Il contribua à engager une partie de la jeunesse dans le socialisme matérialiste, en lui donnant, en même temps, le goût des sciences naturelles. En 1865, il parvint à créer un journal, le *Radnik* (*le Travailleur*).

Il attaquait vivement le ministère Ristitch et glorifiait la Commune de Paris, ce qui amena des poursuites et enfin la suppression du journal. D'autre part, sous son influence, il se créa en Serbie des associations coopératives de consommation et de production, notamment parmi les tailleurs, les cordonniers, les serruriers, les menuisiers et les forgerons.

On me parle aussi d'un type intéressant, Adam Bogosawljewitch. Il fait comprendre comment les paysans choisissent souvent comme députés des radicaux et des socialistes. Né en 1844, dans le village de Koprivnitza, département de Krajina, d'un père marchand de bétail, il fit d'excellentes études au collège de Zajetschar et, plus tard, à l'université de Belgrade. Mais il ne voulut prendre aucun diplôme, afin de se fermer la carrière administrative. « Un grand mal en Serbie, disait-il, est que tout jeune homme qui sort d'une école d'instruction supérieure entre au service de l'État, et ainsi la bureaucratie se développe aux dépens du travail productif. » En ceci, il avait raison, surtout pour l'avenir. Au milieu d'une société où les conditions sont très égales et où il n'y point de place pour une bourgeoisie oisive, que peut faire celui qui, ayant acquis un certain bagage de

connaissances, ne veut plus travailler de ses mains? Rien, si ce n'est devenir fonctionnaire. Ainsi se forme une caste de plus en plus nombreuse d'employés qui, appuyée sur le gouvernement et sur l'État, vit aux dépens du budget, qu'elle a intérêt à augmenter sans cesse. Une hostilité périlleuse entre les paysans contribuables et cette caste bureaucratique naîtra infailliblement. Si les résistances des campagnes sont écrasées ou rendues vaines, ceux qui cultivent le sol, c'est-à-dire la masse de la nation, sera exploitée par les fonctionnaires et par les banquiers de l'Occident plus durement qu'elle ne l'était jadis par les begs et les spahis turcs.

Comme un Romain de la République, Bogosawljewitch labourait sa terre de ses propres mains, portant le costume national et introduisant des systèmes de culture améliorée, tout en se réservant quelques heures de loisir qu'il passait dans sa bibliothèque, nombreuse et bien composée. Il devint ainsi l'idole des paysans, qui l'appelaient « l'ami du peuple », et qui ne cessèrent de le nommer député, quoique le ministère parvînt, à différentes reprises, à faire invalider son élection par la Skoupchtina. En 1873, l'appui que lui apportait le journal socialiste le *Jawnost* donna à sa nomination une signification qui irrita le gouvernement. La dissolution de la Skoupchtina, où l'opposition semblait en majorité, fut décrétée et « l'ami du peuple » arrêté et mis en prison. Mais des bandes de paysans armés envahirent Negotin, où il était détenu. Elles le délivrèrent et le ramenèrent chez lui en triomphe. Sa popularité était si grande, qu'on le laissa libre.

Réélu à la Skoupchtina, il fut de nouveau incarcéré, le 29 mars 1879, et le lendemain il mourut subitement d'une inflammation des poumons. On voit par cet exemple que ce qui attire les paysans serbes vers les socialistes, ce ne sont nullement leurs théories communistes et nihilistes, mais leur opposition aux dépenses et au luxe du gouvernement, et leurs revendications de l'autonomie communale.

Vers 1872, un des écrivains socialistes les plus connus, Svetozar Markovitch, revint à Belgrade. Dans son livre *La Serbie en Orient,* il s'efforçait de montrer que l'extension du régime des zadrugas et des biens communaux apporterait aux Jougo-Slaves la solution de la question sociale sur le terrain historique. Il parvint à former à Kragoujevatz un centre d'activité radicale socialiste, qui exerça bientôt une assez grande influence et qui devint ainsi l'objet des poursuites du gouvernement. Les journaux qu'il fonda successivement, le *Jawnost,* le *Rad,* le *Glas jawnosti,* succombèrent tous sous des condamnations réitérées. Lui-même eut à subir huit mois de prison qui achevèrent de ruiner sa santé. Il mourut, le 25 février 1875, à Trieste, où il allait chercher un climat plus doux. Les organes de tous les partis rendirent hommage à son talent. Le journal de M. Ristitch dit de lui : « Le littérateur serbe bien connu, Svetozar Markovitch, est mort à Trieste. On peut dire de cet homme que chacune des pages qu'il a publiées était écrite avec le sang de son cœur et la moelle de ses os. »

En 1875, la Skoupchtina se mit en opposition ouverte avec le ministère. C'est en vain que le prince se rendit dans son sein pour la ramener à faire sa

volonté ; le cabinet dut se retirer. Mais le nouveau ministère s'efforça de dompter le parti radical par une série de poursuites et d'emprisonnements. Néanmoins, de nouvelles élections donnèrent encore une fois la majorité au parti radical. Ristitch, rappelé au pouvoir, crut que le moment était venu de céder : il accorda des lois qui étendaient l'autonomie communale et qui accordaient plus de garanties à la liberté individuelle et à la liberté de la presse.

Aux nouvelles élections communales (1875), le parti radical l'emporta dans un très grand nombre de communes et même dans l'ancienne capitale Kragoujevatz. Les réjouissances qui eurent lieu à cette occasion provoquèrent quelques désordres. Trente-deux des principaux habitants furent mis en prison et poursuivis pour crime de conspiration. Ce grand procès remua tout le pays : douze avocats y plaidèrent pour les accusés, qui furent tous acquittés.

En 1877, la guerre avec la Turquie ayant permis au gouvernement de proclamer l'état de siège, il en profita pour faire condamner à la prison et aux travaux forcés un grand nombre de socialistes, accusés de conspiration. Quelques-uns même furent fusillés, entre autres le capitaine Jefrem Markovitch, qui avait eu l'honneur d'enlever le point important d'Ak-Palanka aux Turcs. Malgré cette répression à outrance, qui força beaucoup de radicaux à chercher leur salut dans l'exil, douze représentants de leurs idées furent élus en 1878 et dix-huit en 1881.

En octobre 1882, la veuve de Jefrem Markovitch, Hélène, voulut venger la mort de son mari en tuant le roi Milan. Au mois de juin de l'année suivante, elle

fut trouvée morte dans sa prison, comme son amie Mme Knitchanine.

Les élections du 15 septembre 1883 amenèrent à la Skoupchtina une majorité radicale, ou tout au moins antiministérielle. Le ministère Ristitch remplaça le cabinet progressiste. Il fit arrêter, comme coupables de complot contre la sûreté de l'État, un certain nombre de députés et les membres du comité électoral. Ces mesures violentes et illégales provoquèrent des tentatives d'insurrection qui furent réprimées impitoyablement sous le régime de l'état de siège. Quand un gouvernement a si souvent recours à des moyens exceptionnels, on peut en conclure qu'il ne se soutient que par la force. C'est une situation périlleuse dans tout pays qui n'est pas, de longue main, habitué au despotisme.

— Quand on est en Serbie, on entend chaque jour parler du grand empereur Douchan. Précisément, M. de Borchgrave publie une étude sur cette page intéressante de l'histoire d'Orient. Je ne puis mieux faire que de la résumer.

Étienne Douchan est le neuvième prince de la famille des Némanides, qui régnait en Serbie depuis le commencement du XIIe siècle. Il naquit à Scutari en 1308. Son père était le roi Étienne Detchanski, et sa mère, Smilia, fille du roi de Bulgarie.

En 1330, âgé seulement de vingt-deux ans, il attaque et bat complètement le roi Michel de Bulgarie, qui venait de répudier sa tante Anna, pour épouser la sœur de l'empereur Andronic III Paléologue. Poussé par les mécontents, qui accusaient le roi Étienne de s'allier trop intimement aux Grecs, Dou-

chan détrône son père, qui bientôt est assassiné dans la forteresse de Zvétchane, à son insu, disent les uns, par ses ordres, prétendent les autres. Couronné le 8 septembre 1331, il reprend le rêve de son grand-père Miloutine Nemanya et poursuit un but grandiose : réunir sous son autorité les différents peuples de la Péninsule, remplacer les empereurs grecs et ceindre la couronne d'Orient à Byzance même. Ses États comprenaient déjà tous les pays peuplés par des Serbes, sauf la Bosnie. Ils étaient soumis à une autorité centrale, et un certain degré d'ordre et de sécurité y avait développé une civilisation qui n'était guère inférieure à celle de l'Occident, vers la même époque.

Douchan, par son mariage avec Hélène, sœur du nouveau roi de Bulgarie, s'assura de ce côté une alliance qui ne fut troublée qu'une seule fois, pendant ses vingt-cinq ans de règne. Puis il tourna ses armes contre l'empire byzantin, qui n'occupait plus alors dans la Péninsule que les territoires qui appartiennent encore aujourd'hui à la Turquie. Les armées grecques furent vaincues, et Andronic fut contraint, à la paix de Salonique (1334), de céder à Douchan tout l'ouest de la Macédoine, avec les villes d'Ochrida, de Prilep, de Kastoria, de Stroumitza, de Zelesnita (Dornihissar), de Vodena, Tchemren. En 1336, Douchan s'empare de l'Albanie jusqu'à Dratch (Durazzo); en 1337, des villes d'Avlona et de Kanina et, en 1340, de presque toute l'Albanie indépendante jusqu'à Yanina. Il était maître désormais d'une partie du littoral de l'Adriatique. A partir de ce moment, il s'efforça d'entretenir des relations amicales et même de conclure

une alliance avec Venise, qui possédait les îles et les principales villes de la Dalmatie, Zara, Raguse, Brazza, Sebenico, Spalato, etc.

Bientôt, profitant des luttes entre le régent Cantacuzène et le jeune empereur Jean Paléologue, il s empare de la Macédoine orientale, sauf de ses deux villes principales, Seres et Salonique. Cependant, après avoir vaincu les bandes turques d'Omour, que Cantacuzène avait appelées à son aide, et à la suite d'un siège qui dura dix-huit mois, il finit par s'emparer de Seres en 1545. Il se fit proclamer, dans cette ville, empereur et autocrate de Serbie et de Roumanie, et envoya une ambassade à Venise, afin de lui proposer de s'allier *pro acquisitione imperii Constantinopolitani*. Venise, toujours prudente, déclina l'offre; elle craignait de trop grandir son allié.

Le 13 avril 1346, une grande assemblée se réunit à Uskub, où se trouvait le principal palais de Douchan. Outre les voïvodes et les chefs d'armée, on y voyait le patriarche bulgare de Tirnovo, le haut clergé grec des provinces conquises et du mont Athos. La couronne impériale fut solennellement posée sur la tête du victorieux, et Jean, archevêque d'Ypek, proclamé premier patriarche serbe, c'est-à-dire chef de l'église indépendante de Serbie.

Désormais les Grecs étaient trop faibles pour résister seuls aux Serbes. Cantacuzène, proclamé empereur en 1347, accorda sa fille à l'émir Ourkhan, qui lui amena un corps auxiliaire de 10,000 Turcs; ceux-ci commirent de grands ravages. Douchan, n'osant encore songer à attaquer Constantinople, conquit l'Épire méridionale, toute la Thessalie et la Valachie

hellénique. Il prit alors le titre de *Stephanus Dei gracia, Grecorum imperator*. Salonique seule résista à ses armes.

L'esprit de fraternité ethnique n'existait pas encore à cette époque. Étienne Kotromanitch, ban de Bosnie, pays essentiellement serbe, se laissa pousser par le roi de Hongrie à attaquer l'empereur serbe. Il en fut cruellement puni. La Bosnie fut envahie, dévastée, la belle résidence du ban livrée aux flammes, et la Zaghoumie (Bosnie méridionale) réunie aux États du vainqueur.

Pour que les Turcs l'aidassent à prendre Constantinople, Douchan alla jusqu'à offrir à Ourkhan sa fille pour un de ses fils (1351). Mais Cantacuzène parvint à regagner Ourkhan à sa cause, et les Turcs firent subir aux troupes de Douchan une défaite complète aux environs de Demotika.

Louis, roi de Hongrie, pour venger le ban de Bosnie Étienne, dont il venait d'épouser la fille, envahit et dévasta la Serbie. Mais Douchan, qui s'était réfugié dans les forêts de l'intérieur, reprit peu à peu l'offensive et refoula les Hongrois au delà du Danube. En même temps, pour éviter une nouvelle attaque de ce côté, et pour avoir l'appui des puissances catholiques dans ses projets sur Byzance, il envoya une ambassade au Pape, en exil à Avignon, et lui, le chef de l'orthodoxie orientale, se soumit au chef de l'Église occidentale. En échange, Innocent VI loua « la pureté de sa foi » et lui conféra, au nom de la chrétienté, le titre de capitaine contre les Turcs : *Ab eadem Ecclesia matre tua contra Turchos ipsos capitaneus ordinatus*. De la part de Douchan, ce n'était qu'une feinte.

Dès qu'il se crut hors de danger, il congédia brutalement le légat que le Pape lui avait envoyé.

Il allait atteindre enfin le but poursuivi depuis si longtemps : Venise, moyennant la cession de quelques villes dalmates, lui offrit son alliance intime *legam et confederationem,* lorsqu'il mourut d'une fièvre pernicieuse, le 20 décembre 1355, à Yamboli en Thrace, au moment où il réunissait une puissante armée pour tenter de s'emparer de Constantinople. Aurait-il réussi? Les Turcs, déjà solidement établis à Gallipoli, l'auraient probablement arrêté, alliés aux Byzantins. Pour maintenir réunis les différents États qui composaient l'empire de Douchan, il aurait fallu ou une centralisation savante, impossible à cette époque, ou une série de princes éminents. Mais son fils Ourosh est incapable. Le maire du palais Vukashin le fait assassiner (1369). La guerre civile affaiblit les Serbes, et ils succombent glorieusement sur le champ de bataille de Kossovo (1389).

Kossovo! voilà encore un nom qui revient chaque jour dans les conversations. Cette mémorable bataille est peu connue en Occident, et pourtant elle eut des suites bien autrement importantes que maints combats dont les noms remplissent nos cours d'histoire. Mme Mijatovitch a publié une traduction en anglais du principal poème serbe sur cette fatale journée. En voici le détail en quelques lignes. Après la mort de Douchan, les Turcs avaient pris successivement presque toutes les villes de la Roumélie. Le roi Vukashin parvint à les battre, et il s'avançait sur Andrinople, quand il fut surpris la nuit, au bord de la Maritza. Son armée fut détruite, et lui-même tué en combattant (1374).

Lazar, élu à Skopia, comprit qu'il était trop faible pour résister aux Turcs, et, sans perdre de temps, il rechercha l'alliance de la Hongrie et du roi de Bosnie. Mais le sultan Murad, averti par des traîtres, ne lui laissa pas le temps de s'entendre avec ses alliés. Le sultan s'avança par Philippopoli, Sofia, Nisch, Krusjevatz, prenant ces villes d'assaut, au passage, vers la vieille Serbie, centre de l'ancien empire serbe, où le tzar Lazar rassemblait ses forces. Les deux armées se trouvèrent en présence sur la vaste plaine de Kossovo (Champ des merles). Les seuls alliés qui étaient venus au secours de Lazar étaient vingt mille Bosniaques, commandés par Vlatco Hranitch. D'autre part, sous l'étendard turc s'étaient rangés plusieurs chefs chrétiens, bulgares et serbes, vassaux du sultan, et même les fils du précédent roi Vukashin, seigneurs de Prilip et de Kostur. C'était là la déplorable conséquence de l'exemple donné par les empereurs de Byzance et par les souverains serbes qui, pour se faire la guerre, n'avaient pas hésité à s'allier tour à tour avec les Ottomans.

Lazar avait appris que, même à ce moment suprême, une trahison se préparait dans son camp; mais il ne savait qui soupçonner de ses deux gendres, ou Milosch Obilitch ou Vuk Brankovitch.

Les Turcs, alors dans toute l'ardeur de leur apostolat religieux, passèrent la nuit en prières, tandis que les chrétiens buvaient et préparaient des cordes pour leurs futurs prisonniers. Un historien musulman rapporte que « le sultan resta longtemps à prier avec ferveur, demandant à Allah que, puisqu'il combattait pour l'Islam, il le rendît digne de mourir en martyr ».

Le 15 juin au matin, au moment où les armées se rangeaient en bataille, trois des principaux voïvodes serbes demandèrent audience au sultan. L'un d'eux était le gendre du tzar Lazar, Milosch Obilitch. Murad, croyant qu'ils venaient prendre place dans son armée, les reçut avec distinction. Mais Milosch, se baissant comme pour lui baiser le pied, lui plongea un coutelas dans le ventre. Il fut fait prisonnier, après des prodiges de valeur. Le sultan vécut jusqu'au soir.

Pendant la première partie de la journée, les Serbes eurent l'avantage ; mais Vuk, avec douze mille hommes d'armes, quitta le champ de bataille et assura ainsi la victoire des Turcs. Lazar et ses troupes fidèles combattirent jusqu'à la fin, avec une indomptable bravoure. Le tzar, tombé dans une fosse avec son cheval, fut emmené par les Turcs, devant la tente du sultan. Il fut décapité, avec Milosch et ses principaux voïvodes, sous les yeux de Murad expirant.

« Ce soir-là, dit Mme Mijatovitch, quand le soleil descendit derrière les pics dolomitiques de Zetta, les cadavres de deux empereurs gisaient sur la plaine de Kossovo, entourés de ceux des plus braves guerriers turcs et serbes. Les sombres nuages qui s'étendirent, cette nuit, sur le champ de bataille, présageaient les cinq siècles de ténèbres qui allaient peser sur le pays et sur la nation serbes. »

On sait que tous les détails de ces événements se conservèrent dans les *lieder* nationaux chantés au son de la guzla. La muse populaire n'arriva pas à faire de ces chants détachés un poème complet comme l'Iliade primitive.

Des littérateurs modernes, M. A. d'Avril, Stoyan

Novakovitch et Armine Pavitch, ont essayé de le faire. C'est la composition de M. Pavitch que Mme Mijatovitch a traduite en anglais. Elle rapporte qu'aujourd'hui encore, les Serbes mettent en vers chantés les événements contemporains, et elle en cite un curieux exemple. En 1873, la Skoupchtina, réunie à Kragoujevatz, discutait sur l'adoption du système monétaire français. Un paysan, membre de l'assemblée, Anta Neshitch, de Ripani, disait chaque soir des vers où étaient résumés les débats de la journée. Il « chantait » aussi le budget, avec accompagnement de la guzla.

— Pour qu'on puisse comprendre la situation actuelle de la Serbie et son développement ultérieur, il est utile de résumer en quelques lignes son histoire contemporaine :

En 1801, les chefs des janissaires, les Dahis, s'emparent du gouvernement de la Serbie et font égorger les chefs des communes et les principaux habitants. Soulèvement général, dont le centre est dans la région boisée de la Schoumadia. George Petrovitch ou Kara-George (du mot turc *kara,* noir) se met à la tête du mouvement. Les Serbes, appuyés par les propriétaires musulmans, les spahis, chassent les Dahis et les janissaires. Ils remportent une grande victoire sur les troupes ottomanes près de Tchoupria et font prisonnier leur général (sept. 1804). Organisation du pays. Premier Sénat. Les Serbes se placent sous le protectorat de la Russie. Celle-ci, à la paix avec la Turquie, en 1806, ne stipule point de garanties suffisantes pour la Serbie. Elle entretient la discorde entre Mladen, président du Sénat, et Kara-George,

afin qu'on ait besoin de son appui. Retour offensif des troupes ottomanes. Les Serbes vaincus à Tchoupria (1809). Défense héroïque de Deligrad. En 1810 et 1811, soutenus par des troupes russes, ils repoussent les Turcs. Armistice *de facto* en 1812. Le traité de Bucharest, entre la Russie et la Porte, n'assure pas l'indépendance de la Serbie.

Les armées turques envahissent le pays avec des forces écrasantes (1813). Les Serbes sont écrasés partout, le pays dévasté. Kara-George cherche un refuge à l'étranger.

Milosch Obrenovitch se met à la tête d'une nouvelle insurrection (1815). Il repousse à la fois Reschid-Pacha, qui arrive de Bosnie, et le grand-vizir Marashli-Ali-Pacha, qui avance du côté sud. Paix provisoire (1817). Kara-George, revenu en Serbie, est tué par le maire de Smederevo Vuitza, dont il était l'hôte. Milosch n'est pas complice du crime. Le firman de 1820 et le firman d'Andrinople reconnaissent à la Serbie le droit de se gouverner et de choisir son souverain, moyennant paiement d'un tribut annuel à la Porte. Une adresse de remerciement est envoyée au sultan et au tzar, « le magnanime protecteur de la Serbie ».

Intrigues des agents russes. Ils mettent obstacle à l'émancipation complète de la Serbie, font opposition à Milosch, soutiennent le Sénat contre lui, et recommandent le vote d'une Constitution. Luttes d'influence entre l'Angleterre et la Russie. Celle-ci l'emporte et, soutenant les ennemis de Milosch, le forcent à abdiquer (juin 1839).

Milan, puis Michel Obrenovitch, fils de Milosch,

est élu prince. Deux ennemis de Michel, les sénateurs Vucsitch et Petronijevitch, invoquent contre le prince l'intervention des Turcs. La Russie, qui ne trouve pas en lui un serviteur assez souple, l'abandonne. Insurrection qui triomphe. Michel est forcé de fuir en Autriche (1842). Alexandre Kara-George est élu. Il devient impopulaire. Opposition du Sénat. Alexandre, abandonné par la Porte et par la Russie, est obligé de s'enfuir de Belgrade (nov. 1858).

Milosch est rappelé. Gouvernement patriarcal, énergique, indépendant. A sa mort, au printemps de 1860, son fils Michel lui succède. Il prend pour devise : *La loi est l'autorité suprême en Serbie.* Conflit entre chrétiens et musulmans à Belgrade. Les Turcs de la citadelle bombardent la ville. Protestation des consuls. Organisation d'une armée nationale. La Turquie consent à évacuer les forteresses qu'elle occupe encore (1867). Réorganisation du Sénat et de l'Assemblée nationale. Le premier ministre Kristitch gouverne autocratiquement ; il est remplacé par M. Ristitch, qui appelle à ses côtés un autre homme d'État très capable, Garashanine. Assassinat du prince Michel (25 mai 1868). Son neveu, Milan Obrenovitch, est proclamé. Régence sous la présidence de Blasnavatz. Réorganisation de l'armée. Octroi d'une Constitution libérale. Opposition de la Russie. Loi sur la liberté de la presse et l'instruction publique. Le prince Milan se rend en Crimée pour renouer les bonnes relations avec le tzar. Les événements de la guerre russo-turque, qui ont fait de la Serbie un royaume indépendant, sont trop récents pour que j'aie à les rappeler ici.

Dans l'histoire contemporaine de la Serbie, deux choses sont principalement à mettre en relief. D'abord la politique russe, qui, à force d'hostilité, parvient à être d'une maladresse insigne et à perdre tout le fruit de ses sacrifices. C'est sans doute en grande partie à son appui que la Serbie doit son existence, comme État indépendant, et surtout son récent agrandissement ; mais voulant la maintenir sous sa dépendance, la Russie s'est opposée aux développements de sa liberté et de sa puissance, et elle a fomenté la discorde intérieure. Il s'en est suivi que les Serbes ne lui ont conservé aucune reconnaissance. Elle a suivi récemment la même politique en Bulgarie. Elle fait du mal à elle-même et à ses protégés. Créez-vous de jeunes États, respectez leur indépendance et appuyez leurs aspirations légitimes. Alors vous pourrez compter sur eux à l'heure du péril.

Le second point que je veux signaler, c'est la conduite odieuse des hommes qui, comme Vucsitch, imitant la trahison de Vuk à Kossovo, s'appuient sur l'étranger pour renverser leurs adversaires à l'intérieur. Les luttes d'influence des grandes puissances provoquent ces coalitions, qui devraient être flétries comme des crimes par tous les partis.

On ne se figure pas combien l'instruction était peu répandue en Serbie, quand commença la guerre de l'indépendance. En 1807, on décréta que ceux-là seulement qui savaient lire et écrire pourraient occuper les positions élevées de l'État. « Prescription vaine, dit Mme Mijatovitch : vingt ans après, les places les plus importantes étaient remplies par des hommes qui savaient à peine signer leur nom. »

— Pour mieux étudier les conditions économiques, je me décidai à me rendre à Constantinople par la voie de terre, en traversant la péninsule balkanique diagonalement, d'un bout à l'autre. Le chemin de fer de Belgrade à Nisch, qui a été inauguré depuis, n'était pas encore terminé, mais mon voyage fut singulièrement facilité par la gracieuseté du gouvernement serbe, qui voulut bien mettre à ma disposition une voiture de poste, en me donnant pour guide et interprète un jeune Français, M. Vavasseur, qui, étant venu combattre comme volontaire dans la guerre de l'indépendance, avait épousé une jeune fille serbe et était attaché ici au ministère des affaires étrangères. Nous partons pour Smederevo (Semendria) par un temps splendide. Les étés sont secs et chauds dans toute l'Europe orientale; sauf en cas d'orage, il ne pleut guère.

Je quitte à regret la « Blanche Ville », si gaie au soleil du matin. Quel contraste avec l'impression qu'elle fit sur Blanqui, en 1842! « Dès qu'on approche de Belgrade, dit-il, à part quelques maisons à volets verts, bâties dans le goût européen, tout ce qui apparaît au regard est de physionomie turque : les murs de la forteresse en ruines, les longs minarets blancs, parmi les cyprès, les grillages de mille couleurs aux fenêtres, le pavé défoncé, les ordures amoncelées dans les rues; ici des maisons en ruine, plus loin de vastes espaces découverts, des boutiques sales et obscures, des croisées sans fenêtres, des habitants déguenillés. » Je remarque, en passant, sur les monuments publics les armes de la Serbie : sur fond rouge, une croix blanche, entre les

bras de laquelle sont disposés quatre C d'or, qui signifient : *Çama Çloga Çpasiva Çerbi* : « La concorde seule peut sauver les Serbes. »

En sortant de Belgrade, je fus surpris de voir la campagne si nue. Point de villas, nulle culture maraîchère, l'aspect d'une lande déserte. Les légumes qu'on consomme à Belgrade sont cultivés par des Bulgares, de l'autre côté de la Save, et apportés, chaque matin, de Semlin ; ils coûtent très cher. On gagnerait gros à établir, près de Belgrade, des laiteries avec jardins potagers. Cela vaudrait mieux que de solliciter des places ou de créer des industries précaires et aléatoires.

Quand la route que nous suivons se rapproche du Danube, elle devient charmante ; elle passe au pied de collines couvertes de vignes, de noyers et de chênes. De temps à autre apparaît une habitation entourée de pruniers. En Serbie, comme en Bosnie, les prunes séchées sont un grand objet de commerce. On en a exporté en 1881 plus de 12,000 tonnes, valant 50 centimes le kilogramme. On fait aussi de l'eau-de-vie de prunes, la slivovitza, connue chez tous les Jougo-Slaves. La slivovitza commune, très faible, ne vaut que 20 c. le litre ; mais quand elle est concentrée, elle se vend 1 franc.

Nous changeons de chevaux à Grotchka. Près d'ici, les Autrichiens, sous le général Wallis, subirent en 1739 une humiliante défaite, qui mit fin à la guerre de trois ans qu'ils avaient entreprise contre les Turcs. La force de résistance de l'empire ottoman était encore énorme à cette époque. C'est l'essai de s'assimiler notre civilisation qui le tue aujourd'hui. Nous arrivons vers

midi à Smederevo. Quel aspect imposant présente sa vieille forteresse avec ses hautes tours du moyen-âge, qui se dressent fièrement sur les bords du Danube! Elle a été bâtie par George Brankovitch, en 1432. La principale église, dédiée à saint George, a été construite par un architecte tzintzare. Les Tzintzares, comme je l'ai dit, sont les grands bâtisseurs de ces pays-ci. Beaucoup d'activité sur le port : de longs bateaux plats embarquent des porcs, d'autres déchargent du sel de roche splendide, clair comme du cristal; il vient des salines de Maros-Ujvar, en Transylvanie. J'y ai vu exploiter des couches d'une puissance de plus de 100 mètres, comme des carrières de pierres de taille. L'hôtel où nous dînons à l'autrichienne, c'est-à-dire très bien, est rempli de marchands serbes et hongrois. Sur les murs, des cadres, où s'étalent des femmes peu vêtues et en des poses par trop provocantes, ne donnent pas une haute idée des mœurs de Smederevo. Dans l'intérieur du pays, je n'ai rien retrouvé de pareil. Là, les gravures des murs représentent les saints nationaux, les souverains actuels et surtout les héros de la dernière guerre. En Serbie, la moralité est partout très grande, m'affirme-t-on.

Notre route quitte ici le Danube. Nous remontons les bords de la Jessava, qui forme une des bouches de la Morava, dont le bassin, ramifié en tous sens, comprend la plus grande partie de la Serbie. Sur les collines qui dominent Smederevo, j'admire de beaux vignobles. C'est l'*aureus mons*, planté de vignes, affirme Eutrope, par les soldats de l'empereur Probus. Un chemin de fer est établi, parallèlement à notre route, de l'autre côté de la Jessava : c'est un tronçon

provisoire, qui est destiné à amener les matériaux du Danube sur la Morava ; ce tronçon devra être conservé, car il est le chemin le plus court vers un port d'embarquement sur le Danube. La vallée de la Morava est très ouverte jusqu'à Nisch, et les montagnes qui la bornent des deux côtés sont boisées et point abruptes. C'est, en des proportions un peu moindres, la vallée du Rhin entre Strasbourg et Bâle. La terre est riche et pas trop mal cultivée. L'assolement dominant est le triennal : froment ou seigle, maïs et jachères. Il en est de même presque partout, avec cette différence que, dans les parties fertiles, on cultive du maïs plusieurs années de suite et que, dans les terres ingrates, c'est la jachère qui est maintenue pendant un temps plus ou moins long. Les maisons d'habitation sont grandes et accompagnées de plusieurs dépendances, écurie, étable, gerbier à maïs, grange, le tout réuni dans une grande cour entourée de haies, où vaguent les animaux domestiques. Ces constructions sont ordinairement couvertes en chaume et faites en pisé ou en bois ; mais, blanchies à la chaux, elles offrent un aspect riant, parmi les arbres fruitiers qui forment un vrai bocage. Près de chaque village, on remarque, le long de la route, au milieu d'une grande prairie ouverte, un bouquet de vieux chênes, qui fait bon effet dans le paysage. C'est là que se reposent et que peuvent brouter librement les troupeaux en voyage et les attelages de buffles et de bœufs. Chaque famille de paysans possède un petit domaine de 5 à 10 hectares et, en outre, des droits d'affouage dans les bois de la commune et de l'État. Les oies, les canards et les poules sont très abon-

dants, et le cultivateur n'a pas besoin de les vendre pour payer la rente. Propriétaire de son exploitation, il les mange lui-même ; il a la « poule au pot ».

Les chevaux de poste qui traînent notre voiture viennent tous de Hongrie. Le cheval serbe n'est pas plus grand qu'un poney ; il est laid de formes, mais très dur à la fatigue et aussi sobre qu'un mulet. C'est une bête de somme plutôt que de trait. Aussi le prix en est minime : de 70 à 150 francs dans l'intérieur du pays, 300 francs pour les meilleurs types. Le prince Michel désirait beaucoup améliorer la race chevaline. Il a fondé deux haras, l'un à Pazarevatz, l'autre à Dobritchevo, près de Tchoupria. Pour obtenir des résultats appréciables, il faudra du temps et le concours des cultivateurs eux-mêmes. Ce serait pour eux une source facile de profits. Sur la route, nous rencontrons un nombre incalculable de chars, de forme très primitive, traînés par une couple de buffles noirs et maigres. Les uns transportent au Danube des céréales, du froment et surtout du maïs ; les autres en rapportent du sel, du sel et toujours du sel, et parfois quelques ballots d'étoffes et de denrées diverses. Le mécanisme de l'échange se montre ici dans toute sa simplicité. Il ne s'applique qu'à un petit nombre d'objets, parce que chaque famille produit encore sur place presque tout ce qui lui est nécessaire.

Vers le soir, quand nous traversons la large rue du village de Hadji-Begovatz, entre Velika-Plana et Lapovo : « Que vois-je ! s'écrie mon compagnon de voyage, voici l'abbé Tondini ressuscité ! »

L'abbé avait été envoyé par Mgr Strossmayer pour

administrer les sacrements aux 5,000 Italiens qui travaillaient au chemin de fer. A Belgrade, les journaux avaient annoncé qu'il avait été tué par l'un d'eux. Nous l'appelons ; il nous fait descendre de voiture et nous emmène dans le jardin d'une maison voisine, occupée par un ingénieur français dont il venait de baptiser l'enfant. C'est une petite fête : une longue table est couverte de fruits et de bouteilles, et Français et Italiens fraternisent le verre à la main. Strossmayer m'avait parlé de l'abbé Tondini de Quarenghi. « C'est un véritable apôtre, m'avait-il dit, complètement dévoué à sa mission, instruit, parlant également bien dix ou douze langues. » Quel hasard de le rencontrer ainsi sur la grand'route, au fond de la Serbie ! Il se trouve, autre coïncidence, que récemment, dans un article de la *Contemporary Review*, en combattant le panslavisme, il avait parlé de l'article sur Bakounine que je venais de publier dans la *Revue des Deux Mondes*. Il me raconte un incident très curieux, qui prouve, une fois de plus, la vérité de ce que m'avait affirmé M. de Kállay, à savoir que l'Autriche ne cherche pas à faire de la propagande ultramontaine. Obéissant aux suggestions du ministère autrichien, le nonce du Pape à Vienne s'était opposé à la nomination de Tondini, uniquement pour ne pas éveiller les susceptibilités de la Serbie. Il avait fallu toute l'énergie de Strossmayer pour triompher des résistances du nonce. « Je suis évêque de Serbie, avait-il répondu. Mon devoir est d'y envoyer des secours religieux quand on me les réclame. Je sais qu'à Belgrade on ne s'en inquiétera pas. J'ai nommé Tondini ; je ne puis le révoquer, sans être infidèle à

ma mission. » C'est en vain que le nonce menaça d'en appeler à Rome : il dut céder.

Le chemin de fer longe presque toujours la route au milieu de la vallée de la Morava, dont la pente est insensible. Je ne m'étonne plus qu'on ait pu achever la ligne jusqu'à Nisch en deux ans. Point de travaux d'art; ni remblais, ni tranchées. La société, qui s'est fait payer 160,000 francs par kilomètre, aura gagné un joli nombre de millions.

Nous soupons à Bagredan, dans une *mehana* (auberge) tenue, comme partout, par un Tzintzare. On m'y sert le mets national par excellence, la *kissala tcherba*, c'est-à-dire « la soupe aigre ». C'est une sorte de brouet aigrelet, fait de bouillon de poulet, où nage le volatile découpé en morceaux. Je le trouve excellent. Puis vient du mouton rôti avec des haricots verts à la crème. Le vin des environs ressemble à du vin de Mâcon. Je m'étais préparé à jeûner ; je suis donc très agréablement surpris de trouver la cuisine serbe si bonne et l'écot à payer si étonnamment modéré. Il est vrai que, dans les *mehanas*, tout est soumis à un tarif officiel, comme dans nos gares de chemins de fer. Ce sont des entreprises publiques et privilégiées. La *mehana* de première classe paye une taxe spéciale de 300 francs, celle de la seconde, de 250 francs, et celle de la troisième, de 200 francs. Le nombre de chambres de voyageur que chaque *mehana* doit avoir est aussi déterminé d'après la classe. Si l'hôtelier rançonne le voyageur, il s'expose à perdre sa patente. Pour ouvrir un café ou un débit de boissons, il faut également une autorisation. En aucun pays, la réglementation n'a été aussi généralement et aussi logique-

ment appliquée. Ce n'est pas le voyageur qui s'en plaint. Par ce temps d'alcoolisme envahissant, il faudra bien finir par limiter partout le nombre des débits de boissons.

Nous passons, la nuit, par deux localités importantes, Jagodina et Tchoupria. Elles ressemblent à de petites bourgades autrichiennes; mais elles n'offrent rien de remarquable. Le matin, nous déjeunons à Alexinatz. La ville a été à moitié brûlée par les obus turcs, durant la dernière guerre. Elle en a profité pour s'embellir : jolies maisons très gaies, rues plantées d'arbres, beaucoup de boutiques et de cafés, et, au bord d'un petit affluent de la Morava, une immense et magnifique brasserie. Je constate de nouveau ici que cet irrésistible conquérant, le dieu de la bière, Gambrinus, envahit les domaines de Bacchus. Nous gravissons une colline qui domine Alexinatz. On y a élevé une pyramide en l'honneur des volontaires russes morts dans les sanglantes batailles qui ont eu lieu dans les environs. A nos pieds s'ouvre la vallée de la Morava bulgare, par où s'avançaient les armées turques venant de Nisch. Des combats acharnés s'y sont livrés, trois jours durant. Autour de nous, sur les hauteurs, on voit encore les relèvements de terre qui protégeaient les batteries serbes. Vers le nord-ouest, du côté de Stalatch, au pied de hautes montagnes, on entrevoit le confluent de la Morava serbe et de la Morava bulgare.

On a reproché aux Serbes de s'être mal battus dans la dernière guerre contre les Turcs. On n'a plus retrouvé chez eux, dit-on, cette héroïque bravoure qu'ils avaient déployée dans la lutte de 1805 à 1815,

où ils avaient conquis leur indépendance. Le reproche me paraît peu fondé. Quand les Serbes ont fait la guerre en guérilleros, comme les Monténégrins, ils se sont montrés aussi braves que ceux-ci. Mais quand on a opposé, en rase campagne et avec la tactique régulière, des milices mal armées et mal encadrées à de vieux soldats munis des meilleurs fusils et des meilleurs canons, ceux-ci devaient nécessairement l'emporter.

Stuart Mill remarque que les pertes et les ruines occasionnées par un incendie ou une guerre se réparent extraordinairement vite, quand les forces productives de la nation ne sont pas atteintes. Alexinatz apporte à l'appui de la vérité de cette observation une preuve nouvelle, qui vient s'ajouter à celle que fournit le merveilleux relèvement de la France après 1870.

Pour arriver à Nisch, nous traversons, pendant deux heures, une immense plaine, très fertile, emblavée en maïs et en froment, mais sans une maison et sans un arbre. Nous entrons dans un territoire récemment occupé par les Turcs. Les environs des villes turques sont toujours déserts, parce que les cultivateurs n'osent s'y établir, crainte des exactions des gouvernants et des rapines de la soldatesque.

Toute cette région a été ravagée par les Turcs en 1840. Le Hatti-Scheriff de Gulhané avait accordé des droits égaux à tous les sujets du sultan, chrétiens aussi bien que musulmans. Grande joie des rayas; fureur, indignation des Turcs, qui veulent profiter de leur pouvoir pour écraser ceux à qui on accorde l'égalité. Leurs exigences redoublent; ils accablent

les malheureux paysans d'exactions et d'insultes et leur enlèvent leurs filles. Les Bulgares, poussés à bout, se soulèvent et résistent vaillamment à une première attaque. Mais, avec de l'artillerie, on les disperse. Le pachalik de Nisch est complètement dévasté ; 225 villages sont brûlés et démolis, et les habitants qu'on n'a pas égorgés sur place s'enfuient dans les forêts et en Serbie. C'est en vain que les malheureux réfugiés adressent des suppliques au tzar Nicolas et au prince de Serbie : nul n'élève la voix en leur faveur. Un district admirablement cultivé devient un désert. Faut-il s'étonner qu'on ne trouve des villages que loin des routes dans tous les pays qui ont récemment appartenu aux Turcs ?

Nisch a déjà pris l'aspect d'une ville hongroise. Après la cession à la Serbie, les musulmans ont émigré. Leurs maisons, tout en bois, ont été vendues à vil prix. La municipalité les a démolies pour tracer de larges rues, où s'élèvent des maisons neuves en pierres, avec des boutiques d'aspect occidental. Je vais présenter mes respects au consul de France, qui habite une maison turque, au milieu d'un joli jardin au bord de la Nischava. Rien ne rappelle plus la domination ottomane, sauf quelques Turcs riches, qui sont revenus pour régler la vente de leurs biens. Voici la femme de l'un d'eux qui rentre dans sa demeure. On dirait un ballot de soie violette. Deux servantes la suivent, aussi enveloppées dans leurs feredgés.

Le seul monument remarquable de Nisch est une grande forteresse qui date de la conquête ; elle sert encore de caserne. Il est inouï combien, depuis l'an-

nexion si récente à la Serbie, tout s'est transformé et a pris des allures occidentales. Rien ne me surprend plus que l'hôtel dans lequel nous sommes logés. C'est un bâtiment si vaste, qu'il renferme, dans le quadrilatère de ses dépendances, un grand jardin planté d'arbustes et de fleurs, où le soir nous soupons en plein air, en nombreuse compagnie et aux sons d'une musique jouant des tsardas hongroises. Les chambres sont propres, élégantes même. Un immense café, avec salle de billard, est rempli de monde. Tous les lits sont occupés. C'est que Nisch est déjà un centre commercial important ; par la route de Lescovatz, il attire les produits de la Macédoine, laine, cuirs, peaux, et reçoit, en échange, des étoffes et des quincailleries d'Angleterre importées par Salonique. A Nisch, le chemin de fer où nous voyons rouler la locomotive se bifurquera : il ira rejoindre d'un côté, par Pirot et Sofia, la ligne déjà construite de Sarambey-Constantinople ; de l'autre, par Vrania, celle de Mitrovitza-Salonique, soit à Varosch, soit à Uskub.

Le médecin du département vient souper avec nous. Il me donne des détails sur l'application du fameux règlement sanitaire que j'ai analysé précédemment, et sur la façon de vivre des habitants. « Le Serbe, me dit-il, se soumet volontiers aux prescriptions de la loi, quand il croit qu'elles ont son intérêt en vue. Ainsi, la vaccination générale et obligatoire ne rencontre pas de résistance. Elle se fait gratuitement ; mais les médecins des districts et des communes touchent sur le fonds sanitaire 40 centimes par vacciné, ce qui les engage à tenir la main à l'exécution du règlement. Notre population est très saine et très

robuste. Quoique le maïs soit sa principale nourriture, la pellagre italienne est inconnue ici, parce que nos paysans mangent tous du porc, du mouton et du sel à suffisance; chose excellente, le sel est très peu imposé. Nous consommons déjà par tête environ 10 kilogrammes de sel, 2 kilogrammes de sucre et 1/2 kilogramme de café ; n'est-ce pas la preuve d'une certaine aisance? Ce qui affaiblit nos cultivateurs, ce sont les jeûnes et les jours « maigres », qui prennent presque un jour sur deux. Ils y tiennent plus qu'à la fréquentation de l'église, même le dimanche. »

Quoique les routes soient complètement sûres, quand je quitte Nisch pour me rendre à Pirot, le préfet et le médecin départemental nous accompagnent dans leur voiture, jusqu'à la prochaine étape, et deux gendarmes à cheval nous précèdent : c'est encore une amabilité de M. Pirotchanatz. A peu de distance de la ville, on me fait mettre pied à terre, et on me conduit vers un monument très étrange, qui semble la ruine d'une tour romaine. Elle est faite en un béton singulier : on dirait de grosses pierres rondes et blanches engagées dans du ciment. Je m'approche, et je vois que ces pierres sont des crânes humains. On me rappelle cet héroïque épisode de la guerre de l'indépendance. En 1809, les Serbes attaquent les Turcs non loin d'ici, au village de Kamenitza, et sont vaincus. Leur chef, Singgelitch, se retranche dans un fort sur le Vojnik, et au moment où l'ennemi emporte les retranchements, il se fait sauter. La bande héroïque et les assaillants sont ensevelis sous les ruines. Le pacha vainqueur, pour dompter les populations par la terreur, fait construire

la tour des crânes, la *Kele-Kalessi*. Les alentours font contraste avec cet horrible monument. Mahmoud-Pacha y a érigé, en 1860, une jolie fontaine en marbre blanc avec inscriptions du Koran. L'eau y a fait pousser un groupe de saules magnifiques et gracieux. La gelée et les passants emportent peu à peu des débris de la tour sinistre. Si on ne la préserve pas, elle disparaîtra. Naguère les rayas le désiraient. Maintenant qu'ils sont affranchis, ne vaudrait-il pas mieux conserver ce monument de cannibales, afin de leur inspirer l'horreur de la domination étrangère? En tout cas, il faudrait ériger là une dalle qui rappelât l'exploit de Singgelitch.

La route vers Pirot suit d'abord la Nischava. Mais bientôt la rivière s'enfonce dans une gorge effrayante, dominée par les pentes abruptes de la Gufijanska-Planina. C'est par là que le chemin de fer devra passer. Les ingénieurs qui l'ont visitée en ont rapporté une profonde impression. Aucun sentier ne la traverse, et le torrent bondit sur des blocs tombés des sommets. Nous franchissons à droite un des contreforts de la Suva-Planina, massif imposant de montagnes, boisées en dessous, mais terminées par des pics abrupts, encore couverts de neige. C'est, à vrai dire, ici que commencent les Balkans; car, par la Suva-Planina, la chaîne se continue dans la direction de l'est, jusqu'à la mer Noire, où elle se termine par le cap Emineh. Je me croirais ici dans les Alpes du Tyrol, si les sapins ne manquaient complètement. Les bois sont formés, comme en Bosnie, de chênes, de hêtres et de frênes, mais les grands arbres sont très rares; partout où passe une route, ils ont été abattus.

Quand le préfet de Nisch et le médecin départemental nous quittent, ils nous confient au *sreski-natchalnik*, sous-préfet d'Ak-Palanka, M. Stankovitch, qui est venu à notre rencontre avec deux pandours portant, sur leurs petits poneys, l'ancien costume serbe et la large ceinture garnie de pistolets et de yatagans : tout un arsenal. C'est un charmant cavalier, vêtu d'un uniforme de hussard très gracieux. Il monte un excellent cheval russe, qu'il a acheté lors de la dernière guerre. Tandis qu'il trotte allègrement à côté de la voiture, nous causons de son district. — « C'est, nous dit-il, l'un des plus sauvages de la Serbie. Il n'est guère habité que par des pâtres qui conduisent leurs troupeaux sur les montagnes. Dans ces gorges resserrées, il n'y a point de place pour la culture. Mais les animaux sauvages abondent : lynx, ours, loups, aigles et oiseaux de proie de toute espèce. La chasse à l'ours est un de mes passe-temps. » — Je lui parle de l'absence de grands arbres dans tous les massifs boisés que j'ai vus. — « Vous avez raison, reprend-il, la Serbie était jadis couverte de magnifiques forêts de chênes. A mesure que la population augmente, elles disparaissent. Déjà en 1839, Milosch avait édicté des règlements sévères pour les conserver. Depuis lors, notre Assemblée, en 1847 et en 1867, a voté deux lois plus rigoureuses encore, attribuant à l'État un droit absolu de contrôle. Mais comment le faire respecter ? De tout temps, les paysans ont pris, dans les forêts des communes et de l'État, leur bois de construction et de chauffage ; on ne peut le leur interdire. Le seul moyen est de convaincre les habitants des funestes conséquences du déboisement, surtout

dans les montagnes. Si vous voulez voir de belles forêts, il vous faudra aller dans la presqu'île de la Krajna, formée par le coude du Danube entre le Pek et le Timok. N'oubliez pas que plus du tiers de notre territoire — environ quatre millions d'hectares — est encore boisé. »

Nous arrivons au relais, à Ak-Palanka, vers midi. C'est un petit village, composé de quelques maisons. Il est dominé de toutes parts par de hautes montagnes. On se sent ici bien loin de tout, dans ce coin perdu, au centre de la péninsule balkanique. La *mehana* est d'une simplicité primitive. Les trois lits réglementaires y sont, mais ce sont de larges bancs de bois, sur lesquels on doit étendre son tapis pour y dormir. Cependant tout est propre. Les murs sont blanchis à la chaux et, sur une nappe de fin lin brodée et garnie de dentelles, on nous sert une *Kissala Tcherba,* du mouton rôti, un poulet, de la salade et un bon vin de Nisch, puis le café à la turque; avec le sous-préfet, nous sommes trois, et je paye quatre francs pour le tout.

Devant nous s'élèvent les ruines d'une vieille forteresse turque. Cette *karaule* commandait ce passage, qui avait une grande importance stratégique, car c'est par ici que passe la route qui rattachait la Serbie au reste de l'empire ottoman. Mais aujourd'hui on ne peut plus appeler, comme on le fait, Ak-Palanka un lieu fortifié. La porte, restée debout, est d'un caractère arabe très élégant, qui rappelle celle de l'Alhambra. La cour est jonchée de ruines, parmi lesquelles je remarque un chapiteau qui me paraît antique. Avec les débris des anciens murs, on a construit une petite

caserne pour les pandours et un konak pour le sous-préfet. C'est un bâtiment à un étage, qui ressemble à un blockhaus ; mais sa jeune femme y a arrangé un charmant salon, avec des tapis et des peaux d'ours ornant le plancher, des photographies et des gravures au mur, des sophas, des fauteuils et des fleurs aux fenêtres. Cette oasis de culture élégante, au milieu de cette nature sauvage et de ces montagnes abruptes et inhabitées, fait une vive impression. On nous offre, suivant l'usage général en Serbie, de la confiture, qu'on prend, avec une petite cuiller, dans une coupe en cristal, et qu'on fait suivre d'un verre d'eau fraîche. Mme Stankovitch, qui parle également bien le français et l'allemand, outre le serbe, se plaint de leur solitude absolue, l'hiver, quand, pendant des mois, tout le pays est enseveli sous la neige et qu'on entend, la nuit, les hurlements sinistres des loups affamés. Les ours sont encore très nombreux dans les montagnes environnantes. Sur le plancher, j'admire des peaux superbes de quelques-uns de ces animaux, tués par le sous-préfet.

Quel changement quand, ici près, la locomotive passera aux bords de la Nischava !

Le sous-préfet veut nous conduire jusqu'à l'endroit où les pandours de Pirot viendront à notre rencontre, et nous sommes enchantés de son aimable escorte et de son instructive conversation.

Le préfet de Pirot a envoyé, pour nous souhaiter la bienvenue, son *pissar* ou secrétaire. Quoiqu'il arrive à cheval, il est en costume officiel, cravate blanche et habit noir, orné de décorations et de médailles, témoignages de sa bravoure dans les guerres

de l'indépendance. Les pandours qui le précèdent ont l'air farouche. Comme ils sont différents des élégants gendarmes de Nisch!

Le pissar nous fait remarquer un groupe de bergers, réunis au milieu d'un champ, avec un immense troupeau de chèvres et de moutons. Nous nous approchons d'eux. Ils ont construit une hutte en branchages, où ils passent la nuit et où ils font du fromage avec le lait, *pressi copia lactis*. C'est tout le troupeau d'un village exploité en commun, comme dans les fromageries suisses. Les communautés de famille, ou *zadrugas*, sont encore nombreuses dans cette région.

A Gnilan, petit village à une demi-heure à gauche de la route de Nisch, aux portes de Pirot, il existe plusieurs zadrugas. Les autorités départementales encouragent la formation de nouvelles zadrugas et le maintien de celles déjà existantes. Voici une zadruga composée de 24 personnes. Le grand-père, Djenko Thodorovitch, est le starechina. Il a 3 fils mariés, 2 non mariés. Le reste de la famille se compose donc de belles-filles et de petits-enfants. Cette zadruga, réputée très pauvre, possède 20 *plougovas* ou charrues (mesure un peu inférieure à l'hectare) de terres, 70 motika (la motika est le hoyau) de vignes, divisées en 4 lots, 60 moutons et chèvres, 8 bœufs, 2 chevaux et 3 cochons.

La zadruga paye à l'État 200 francs d'impôt. Sous le régime turc, elle payait la dîme et le *devehak* (impôt du neuvième, payé au beg ou seigneur), ce qui constituait une charge bien plus lourde que l'impôt.

Les membres de cette zadruga observent scrupuleusement le grand carême qui correspond au carême catholique, et ils jeûnent le mercredi et le vendredi de chaque semaine. La nourriture ordinaire est le lait, le fromage, de temps en temps de la viande. Le pain de seigle est très bien fait et bon. On nous a reçus en nous offrant des *sarmas* (hachis de viande cuit dans des feuilles de vigne) et un excellent vin, le tout servi sur une petite table ronde, à la turque, haute de 15 centimètres. L'intérieur de la maison est assez délabré : il se compose de trois pièces, dont une sert pour les repas, et les autres pour le coucher et les différents usages domestiques ; pas de plancher, terre battue. Le costume est complètement bulgare. La zadruga a pour slava la Saint-Arandjel. Je retrouve ici exactement les mêmes coutumes qu'en Croatie [1].

A la descente de la montagne, tout à coup se déroule à nos pieds une vaste plaine, entourée de collines. Elle est cultivée, mais très nue : ni arbres ni maisons. Vers le centre, au bord d'une rivière bordée de saules, apparaît une ville toute blanche, avec de hauts minarets et une vieille forteresse : c'est Pirot, chef-lieu de la seconde province attribuée à la Serbie par le traité de Berlin. Le préfet vient nous prendre à notre *mehana* pour nous montrer la ville. Son nom est Drobniak. Il est d'une race de héros. Son grand-père était le *Probatine*, ou « frère de sang » de Milosch. Ils s'étaient juré fraternité à l'autel, devant le pope, en mêlant leur sang ; et partout, à Tchatchak, à Jagodina, à Krujevatz, ils avaient combattu

[1] Voyez aux annexes n° 2.

ensemble contre les Turcs. Son père avait été l'ami intime du prince Michel. Lui-même, d'abord député de Grotschka, est devenu *natchalnik* (préfet) ici, depuis l'annexion.

Pirot a encore tout l'aspect d'une ville turque. Ses rues sont formées d'échoppes basses, complètement ouvertes. Dans les unes, on voit travailler les artisans; dans les autres, le marchand est assis, les jambes croisées, au milieu de ses objets à vendre. Tous les Turcs ont émigré; trois ou quatre seulement, parmi les plus riches, sont revenus. Aussi les mosquées et le bain, le *hamam*, tombent en ruines. Il reste encore à régler avec la Porte, dans les deux provinces annexées, la fameuse question des vakoufs. Ils deviendront propriété de la Serbie, mais il faut payer une indemnité au gouvernement de Constantinople.

L'église principale du rite oriental est très intéressante. Elle est ancienne et contient des bois sculptés, des icones et quelques tableaux qui semblent dater du moyen-âge. Mais elle est bien petite pour une ville de 14,000 âmes. Peut-être fait-on ici comme dans les zadrugas : l'un des membres de la famille va à la messe pour tous les autres. L'église n'a pas de clocher; rien qui l'annonce à la vue : un grand mur sans fenêtres la cache entièrement aux passants de la rue. L'islamisme était fanatique et cruel. Les chrétiens devaient cacher leurs lieux de culte.

Le préfet me montre avec orgueil qu'on s'est immédiatement occupé de l'instruction. Voici l'école primaire, dans une ravissante maison turque à véranda et à plafond en bois sculpté. Sur les murs, des cartes de géographie et des tableaux d'histoire naturelle et

même d'anatomie humaine ! Plus loin est le gymnase, pour lequel la ville et le département ont voté des subsides. Aux bons élèves, on donne une bourse de 24 francs par mois et des livres. Il y a 700 élèves dans les écoles, pour une population de 14,000 habitants.

Dans les petites échoppes, je remarque une foule de teinturiers et de marchands de fils de laine, aux tons les plus francs et les plus purs.

La principale industrie locale de Pirot est la fabrication de tapis très spéciaux qui portent le nom de la localité. Ils sont de « basse lisse », sans poils redressés, assez minces par conséquent, mais inusables et semblables des deux côtés. Les dessins, où dominent le rouge, le blanc et le bleu, sont d'un goût admirable. Les couleurs, autrefois, résistaient à tout. Malheureusement, on commence à employer celles que fournit l'aniline. Presque dans chaque famille, les femmes font de ces tapis complètement à la main, sans même de navette. La chaîne est tendue perpendiculairement et l'ouvrière, accroupie, y fait passer le fil de la trame, sans modèle et, pour ainsi dire, d'inspiration. Elle ne gagne que 30 à 40 centimes, pour douze heures de travail. Il est vrai qu'ici, loin de tout débouché, les prix sont fabuleusement bas. Un poulet coûte un demi-franc; un dindon, 1 fr. 50 c.; dix œufs, 15 centimes. Ce sont encore les prix du moyen-âge. L'afflux des métaux précieux du XVIe siècle et des placers de l'Australie et de la Californie n'a pas fait sentir son influence jusqu'ici. Les économistes parlent souvent de la hausse des prix comme d'un fait universel. Loin de là : c'est un phénomène limité, jusqu'à nos jours, aux contrées de l'Occident. L'action

des chemins de fer et de l'accroissement de la population le généralisera peu à peu, avant la fin de ce siècle, et, à mesure que les prix hausseront dans les régions écartées, il leur faudra plus de numéraire pour opérer leurs échanges. Eu égard à leur qualité, les tapis de Pirot sont extrêmement bon marché : 10 à 12 francs le mètre carré environ. On en fait, sur commande, de toute grandeur. Ils sont très recherchés en Serbie, en Bulgarie et jusqu'en Turquie. Mais la Bulgarie, pour favoriser la fabrication chez elle, et peut-être aussi pour se venger de ce qu'on lui a enlevé un district, qu'elle prétendait bulgare, a frappé l'importation de ces tapis d'un droit élevé, accompagné, dit-on, de vexations de toute espèce.

Dans beaucoup d'échoppes ouvertes, on voit les artisans faire à coups de marteau, sur des moules en relief, des agrafes de ceinture en argent, en forme de grands disques, avec des dessins byzantins, d'un très bon style.

On est ici dans une région de races mêlées. La langue, m'affirme le préfet, est le serbe, mais très imprégné de bulgare. Le costume des paysans est déjà bulgare : un pantalon étroit de gros drap blanc, dont le bas est attaché avec des courroies qui rejoignent celles des *opankas*, une ceinture rouge et un grand bonnet en peau de mouton. Les femmes portent, au-dessus de la longue chemise, deux tabliers en laine noire, l'un devant et l'autre derrière; sur la tête, une sorte de diadème de couleurs vives, et toutes mettent des fleurs dans les cheveux ou dans les longues tresses qui pendent sur le dos. Plusieurs ont conservé le large pantalon des femmes turques. La guzla a trois

cordes comme en Bulgarie, au lieu d'une seule comme en Serbie.

La langue de l'enseignement, sous les Turcs, était le bulgare. La plupart des noms de famille finissent en *of*, seulement, on commence à transformer cette finale bulgare en *itch*, à la façon serbe. Géographiquement, Pirot est rattaché à Nisch plutôt qu'à Sofia. D'abord, la distance est moitié moins grande, et, en second lieu, toutes deux sont aux bords de la même rivière, la Nischava. Cependant ce pays a toujours été considéré comme bulgare, et il l'est certainement bien plus que serbe.

Dans les écoles, les enfants sont tenus de faire, chaque jour, deux heures de gymnastique et des exercices militaires, sous la direction d'anciens officiers. Les voici qui défilent, clairon en tête. Il faudrait faire passer ensuite les jeunes gens dans la milice, et diminuer notablement l'armée permanente. Même les élèves qui se destinent à l'état ecclésiastique doivent apprendre le maniement des armes.

— Je vois passer un chevrier, avec de grands pistolets à la ceinture. Il conduit un troupeau de chèvres à très longs poils, comme celles du Thibet. On les tond comme les moutons, et leur peau, garnie de leur laine épaisse, fait une très belle fourrure. Avec le poil de chèvre, on tisse une sorte de tapis ras et des sacs à avoine très solides, qu'on voit partout attachés sur le dos des chevaux de bât. Cela ne coûte que 80 centimes le kilo ; c'est pour rien.

Chez le coiffeur, au mur, se trouvent des gravures grossières venues de Moscou. En voici les sujets : Passage du Danube par les Russes. — Reddition de

Plewna. — Combat d'Isvor et mort de Kiréeff. — Portraits de l'empereur de Russie, de Nikita, prince du Montenegro, et de Skobeleff. — L'Enfer : des diables conduisent les méchants dans l'antre de Lucifer; au-dessous, les Sept Péchés capitaux punis par des supplices appropriés à chacun d'eux. Cela fait penser à l'Enfer de Santa-Maria-Novella, de Florence.

A Pirot, 200 familles vivent du tissage du coton qui vient de Salonique. D'ici, le commerce prend la direction de Vrania et du chemin de fer de Salonique, plutôt que celle de Sofia. On expédie beaucoup de beurre et de fromage à Constantinople. Dans cette région, le régime pastoral domine. Dans plusieurs communes des environs, la terre n'est presque pas cultivée : tout vient des troupeaux.

On fait ici des murs de clôture d'une façon très primitive. A des pieux fichés en terre sont attachées des traverses en bois dont les interstices sont remplis de terre glaise battue et, pour que la pluie ne l'enlève pas, ce mur peu coûteux est recouvert, dans toute sa longueur, d'un petit toit en chaume. Cependant, on commence à faire des briques cuites au four ; elles coûtent 20 francs le mille. Avec la méthode belge et le salaire si peu élevé ici, on pourrait les livrer à moitié prix. Les maisons nouvelles sont bâties en briques.

Les vieux indigènes aisés s'enveloppent de grands cafetans doublés et garnis de fourrure de renard. Ils portent le fez : on dirait des Turcs, dont ils ont la gravité et le calme.

Les rites des funérailles sont encore beaucoup mieux observés ici qu'à Belgrade. On prépare à cet

effet un gâteau spécial, appelé *panaia*, et aux anniversaires on distribue aux pauvres les mets préférés par le défunt. Le gâteau de la *Slava*, fête du saint patron, se nomme *kolievo*. Je goûte un gâteau de maïs. C'est vraiment bon et très supérieur à la *polenta* italienne.

Un pont turc traverse la Nischava. La variété de formes et de couleurs des costumes et les petites boutiques remplies de laines, aux tons éclatants, forment un gai tableau. Les femmes portent encore parfois le pantalon turc rose ou jaune clair. Leur ceinture est fermée au moyen d'énormes boucles en cuivre ou en argent, d'un très fin travail. Le nombre des orfèvres qui en font aux yeux du public est considérable. Toutes les paysannes des environs viennent en acheter ici. Les hommes sont vêtus d'un pantalon en grosse laine blanche, serré au bas de la jambe par des courroies, comme les barbares de l'arc de Constantin, à Rome, et d'une sorte de blouse, aussi en laine blanche, avec une grande ceinture rouge, et aux pieds, des *opankas* grossières. Devant les cabarets, — assez rares, du reste, — je remarque un petit tonneau rempli d'une gélatine noirâtre destinée à graisser l'essieu des chars à buffles.

J'invite le *natchalnik* à souper avec nous à la *mehana*. Craignant que le vin n'y soit pas bon, il nous en apporte de Négotine. Celui-ci est très haut en couleur, et presque noir. Il contient 13 p. c. d'alcool et ressemble à du porto léger; seulement, il a un goût trop marqué, qu'il faudrait tempérer pour le faire agréer par les gourmets de l'Occident. Je préfère les crus de Nisch et de la Schoumadia. Les vins

serbes sont faits avec trop peu de soin. On commence à en exporter : en 1882, 40,000 hectolitres ont été vendus à l'étranger, dont 13,000 en France.

Les 150,000 hectares de vignobles de la Serbie produisent environ un million d'hectolitres de vin. A Pirot, il se vend 20 à 25 centimes, mais à Belgrade, il vaut déjà 40 à 50 centimes le litre.

Le préfet nous dit que toute hostilité contre les Turcs a disparu. La tolérance est complète. Le municipe paye un traitement au prêtre musulman, le *hodja*, plus 25 francs par mois pour l'entretien de sa mosquée. Les juifs d'origine espagnole sont respectés et la plupart sont aisés ou riches. Des Tziganes musulmans — trente à quarante familles — se sont fixés ici et s'adonnent à l'agriculture. L'un d'eux a été juge. A Négotine, un Tzigane est attaché au tribunal. Le pays est parfaitement tranquille. Les habitants sont de mœurs paisibles et les crimes extrêmement rares. Depuis assez longtemps, il n'y a qu'un seul criminel dans la prison. Quand le chemin de fer arrivera jusqu'ici, Pirot se développera rapidement. Déjà les maisons turques en bois font place à des constructions solides en briques. La fabrication des tapis augmentera rapidement quand l'Occident leur sera ouvert. Le tissu rayé et inusable, que l'on fait ici avec le poil de chèvre et qui remplace avantageusement les nattes sur le plancher, pourrait aussi devenir un article de commerce. Enfin, non loin de la ville, jaillissent des eaux chaudes aussi efficaces que celles des fameux bains de Bania, près d'Alexinatz. Ce serait encore une source de richesse pour la localité. Nous causons ainsi jusque très tard avec le pré-

fet et avec le maître des postes. Je suis très frappé de leur ardent patriotisme. Leur préoccupation constante est la grandeur de la nation serbe, qu'ils croient appelée à jouer un rôle prédominant dans la Péninsule.

— Si j'essaye de résumer l'impression que me laissent mon séjour en Serbie et l'étude des documents qui m'ont été fournis, j'arrive à cette conclusion, que la nation serbe est une des plus heureuses de notre continent, et qu'elle possède tous les éléments d'un brillant avenir. Elle réunit les conditions de la vraie civilisation, de celle qui apporte à tous moralité, liberté, lumières et bien-être. Ici ont survécu des autonomies locales et des libertés communales intimement rattachées au passé, tandis que, dans notre Occident, nous devons les reconstituer et leur donner une vie nouvelle. La production de la richesse est encore limitée; mais toutes les familles vivent sur une terre qui leur appartient. Un certain bien-être est le lot de chacun, et l'on ne rencontre pas ce poignant contraste, trop fréquent chez nous, entre l'extrême opulence et l'extrême dénûment. L'instruction n'est pas assez répandue, et, comme l'a bien compris le gouvernement, c'est à la développer qu'il faut consacrer tous les efforts. Mais la poésie et l'histoire sont apportées au foyer domestique par les chansons populaires. La nation se gouverne elle-même par ses représentants, qu'élisent tous ceux qui payent l'impôt. La démocratie, qu'ailleurs on s'efforce de fonder, parfois au prix de sanglantes révolutions, existe ici comme une institution antique et une coutume héréditaire. En outre, les meilleures lois, les règlements les plus parfaits sont empruntés à l'Occident pour

favoriser le progrès. Ainsi que je l'ai dit, ce que je redoute, c'est que, pour imiter l'éclat extérieur de nos capitales, qui nous coûte si cher de toutes façons et qui crée de si sérieux dangers, on ne rompe trop brusquement avec le passé, au risque de sacrifier la liberté.

La centralisation, l'action énergique de l'autorité impriment certainement à la marche en avant d'une nation une allure plus rapide, plus régulière, plus uniforme. Mais elles affaiblissent l'initiative individuelle et diminuent l'énergie native du peuple, en le jetant de force dans une voie qui n'est pas la sienne. C'est ce qu'a fait la main de fer de Pierre le Grand, et je ne crois pas que les Russes aient eu lieu de s'en féliciter. La situation de notre Occident n'est pas assez enviable pour qu'on s'efforce de reproduire dans la péninsule balkanique les causes qui ont fait naître les difficultés qui nous assaillent de toutes parts.

Ce qui me paraît un grand danger pour la Serbie, ce sont les dépenses excessives, la plupart improductives, et les emprunts répétés qu'elles nécessitent. Je ne puis assez appeler sur ce point l'attention des hommes d'État serbes, à quelque parti qu'ils appartiennent. Pour garantir les emprunts, on donne en gage aux financiers le produit de certains impôts et on leur accorde ainsi un droit d'ingérence dans les affaires intérieures du pays. Que les Turcs agissent ainsi, soit : ils ne s'inquiètent pas du lendemain ; à tout prix, il leur faut de l'argent. Mais un État jeune, à qui l'avenir appartient, se livrer ainsi à la merci des *Bondholders* impitoyables, quoi de plus regrettable!

Jamais un État de l'Occident n'a consenti à un semblable vasselage. La situation de l'Égypte se reproduira ici : les fiers et libres Serbes seront réduits à travailler, comme les fellahs, pour les créanciers de l'Occident, et si le paiement se trouve en retard, la *Lænderbank*, appuyée par toutes les Bourses de l'Europe, poussera l'Autriche à occuper la Serbie, pour enlever le lourd tribut qu'exigent les loups-cerviers occidentaux. En tout cas, l'accroissement constant des impôts provoquera des mécontentements qu'on voudra comprimer. Alors on supprimera la liberté de la parole et de la presse, car celles-ci, organes du sentiment populaire, exprimeraient des sentiments d'opposition violente et parfois révolutionnaire. On aboutira à un régime autocratique, auquel le pays n'est pas préparé et qui ne se maintiendra que par la force armée. C'est en Serbie surtout qu'il faut peser ce mot : « On peut s'appuyer sur les baïonnettes, mais non s'asseoir dessus. »

Dans un pays où l'amour de la liberté est un sentiment profond et général, un souverain ne peut gouverner longtemps par la force et en bravant l'impopularité. Il se trouvera bientôt dans la situation de Napoléon III à la fin de son règne. Sentant son trône chanceler, il cherchera des diversions dans les alliances étrangères, dans la guerre, dans les aventures. Mal soutenu par son peuple, il aura grand'peine à vaincre.

Le jour où fut connue à Londres la déclaration de guerre de la France à la Prusse, je déjeunais avec Louis Blanc, chez un ami commun, Somerset Beaumont. Louis Blanc était consterné. « Nous serons

écrasés, nous dit-il. Sans doute, cela mettra fin à ce régime dégradant de l'Empire, mais que deviendra notre chère France? C'est la situation de 93 renversée. Alors, la France c'était le peuple, la démocratie luttant contre le despotisme. Aujourd'hui, le peuple qui se soulève tout entier contre l'étranger, la démocratie en armes contre le césarisme, c'est l'Allemagne. »

CHAPITRE II.

DE PIROT A SOFIA. — LA BULGARIE. — ETHNOGRAPHIE ET HISTOIRE.

L'étape de Pirot jusqu'à la capitale de la Bulgarie, Sofia, est longue et difficile à franchir. La route est mal entretenue et il n'y a ni poste ni relais. On m'a accordé que la voiture de Belgrade pourrait m'amener jusqu'à Sofia, mais trouverons-nous à changer de chevaux? La question est grave, car, récemment ici, le contrôleur général des finances, M. Queillé, a perdu l'un des siens, mort de fatigue en chemin. A la sortie de Pirot, jusqu'à la frontière bulgare, nous traversons une plaine assez bien cultivée, mais sans une maison de ferme, sans une habitation. Comme à Nisch, c'est la conséquence de l'administration turque qui portait les habitants à se réfugier dans les lieux écartés. La chaussée que nous suivons est plantée de saules : c'est la signature que Midhat-Pacha a apposée sur les routes qu'il a fait construire.

Des femmes se rendent au travail; sur leur longue chemise se détachent un tablier noir et une ceinture rouge; la tête est protégée par un mouchoir rouge à l'italienne, et sur le dos elles portent un enfant dans un sac. Plus loin, une petite fille dort dans un

hamac suspendu aux saules, et un chien la garde. On laboure la terre où sont restées les tiges desséchées du maïs. La charrue est étonnamment lourde et grossière. Deux couples de bœufs la traînent en tirant sur des perches qui rattachent ensemble les deux jougs. Je remarque à un char attelé de deux buffles l'aspect ultra-primitif des roues. Les quatre parties, qui en forment le cercle ou plutôt le « polygone », laissent entre elles un certain intervalle. On les dirait inachevées, et elles sont toutes ainsi. Le cocher me dit que c'est pour leur donner plus d'élasticité.

Nous entrons en Bulgarie, au poste de douane de Soukofski-Most. On voit que ce n'est ni l'histoire, ni la configuration géographique, mais un traité qui a tracé ici la frontière. Rien ne l'indique, sauf deux poteaux. Comme nous voyageons dans une voiture de l'administration serbe, les gendarmes bulgares nous présentent les armes et les douaniers ne visitent pas nos bagages; mais j'assiste aux nombreuses formalités que l'on fait subir à un juif qui transporte, dans un grand chariot, des étoffes autrichiennes de Smederevo à Sofia. Quel long trajet et que de frais de transport! Comme le chemin de fer sera bien venu! La Serbie a conservé jusqu'à présent un tarif douanier très réduit, qui ne dépasse pas 3 à 5 p. c. de la valeur et, chose exceptionnelle, il s'applique aussi aux exportations. Le tarif bulgare est plus élevé et a des tendances protectionnistes. Ainsi il frappe le vin d'un droit de 25 centimes l'oka de 1 kilogramme 20 grammes. Il en résulte que le vin, qui coûte à Pirot 20 centimes, se vend à Sofia 80 centimes et

1 franc. Le douanier me dit que les importations de Serbie en Bulgarie se composent surtout de beurre et de fromage qui vont jusqu'à Constantinople, puis de chanvre et de cordes. Cependant la valeur des marchandises passées par Soukofski-Most n'a été, en 1882, que de 2,500,000 francs. Tout le commerce entre la Bulgarie et la Serbie, importations et exportations, ne s'est élevé, la même année, qu'à 4,500,000 francs. C'est prodigieusement peu. Ne dirait-on pas qu'une muraille de Chine sépare les deux pays? Il est vrai que les communications sont très difficiles.

Les deux États voisins auraient intérêt à supprimer cette ligne de douanes. Elle ne doit guère rapporter à chaque État au delà de 30,000 francs, et comme il y a sept bureaux de douane avec leurs employés, sans compter les gardes pour la surveillance de la frontière, la dépense doit être bien plus considérable. Ce serait une union douanière de fait qui pourrait se réaliser, de ce côté-ci, même sans convention pour établir l'identité du tarif et un partage des recettes. Quand le chemin de fer sera terminé entre Sofia et Belgrade, il suffirait de rétablir un seul bureau à l'endroit où il franchirait la frontière bulgare. Mais le but élevé, vraiment national, qu'il faut poursuivre à la fois et dans l'intérêt du progrès général et dans celui de l'avenir de la race jougo-slave, serait l'union douanière entre les deux pays voisins. Ce n'est pas le fisc qui peut y mettre obstacle, car la recette totale de la douane en Serbie n'a été, en 1883, que d'environ 3 millions, dont à déduire les frais de trente et un bureaux de douane.

Ce que l'union douanière pourrait faire perdre en revenu serait donc tellement insignifiant qu'il n'y a pas lieu de s'en préoccuper. En outre, les pays importateurs, l'Autriche-Hongrie principalement, applaudiraient à la suppression d'une barrière intérieure qui entrave les échanges et qui les gênera bien plus encore quand la ligne ferrée Belgrade-Sofia-Constantinople sera entièrement achevée.

Nous continuons de courir en plaine jusqu'à Tzaribrod, mais déjà au nord, au sud et surtout vers l'est, s'élève la barrière des Balkans, avec ses ramifications couvertes de broussailles. C'est là que se décidera la question importante pour nous des chevaux de rechange. Le préfet de Pirot nous a fait accompagner par son *pissar* (secrétaire) jusqu'à Sofia, pour lever toutes les difficultés. Quoique ce digne et obligeant fonctionnaire ait conservé son habit noir et toutes ses décorations, il ne peut obtenir qu'un cheval, et il nous en faut trois ou quatre. Nous continuerons donc avec les nôtres à tout hasard.

A Tzaribrod, je me crois soudainement transporté en Russie. Voici une enseigne bien russe : Dimitri Bochkoff; c'est cependant celle d'un Bulgare. Le sous-préfet, qui vient nous souhaiter la bienvenue, est vêtu tout de blanc, comme Skobeleff, à qui il ressemble. Sa grande barbe rousse se déploie en éventail. Il a une casquette blanche avec un liseré vert, de hautes bottes fortes, et il porte son sabre en bandoulière, à la façon russe. Ses pandours, avec leurs larges pantalons et une veste brune à soutaches noires et des bonnets en astrakan, ont un aspect très martial.

La petite bourgade est formée d'une seule large rue, bordée de maisons de bois et d'échoppes basses et ouvertes à la turque; mais déjà on bâtit des maisons en briques à étage, et ce qui fait plaisir à voir, voici une école toute neuve : bon signe pour l'avenir. J'invite le sous-préfet à dîner avec nous à la *mehana*. Elle est bien blanchie à la chaux et tout y est très propre; mais presque point de meubles. Dans les deux chambres à coucher, rien; au lieu de lit, une plate-forme sur laquelle le voyageur peut arranger ses tapis et ses coussins pour dormir. Sur les murs, quelques gravures représentant des saints du rite orthodoxe et un cadre plus grand, où l'on voit le prince Alexandre « knèze de Bulgarie ». Deux lions redressés lui présentent des strophes rimées, et, plus bas, deux femmes enchaînées, la Macédoine et la Thrace, implorent son secours, aussi en vers, afin qu'il les délivre du joug ottoman.

C'est dans cette région que les Russes sont restés le plus populaires. Je remarque partout, outre des images de saints venues de Moscou, les portraits des héros de la dernière guerre, l'empereur Alexandre, le prince Nikita, du Montenegro, Skobeleff, Gourko et Kiréeff. Rien de plus héroïque que la mort de Kiréeff; elle a été racontée par l'éminent historien anglais Froude, dans la préface qu'il a écrite pour le livre *Russia and England*, de Mme Olga de Novikof, sœur de ce martyr de la cause slave.

Il avait quitté la Russie, cachant ses desseins à sa famille et sous prétexte d'aller porter des secours aux blessés, comme agent de la Croix-Rouge. Il n'était nullement encouragé par le gouvernement russe, qui

ne désirait pas la guerre. A Belgrade, il se mit à la tête d'un corps de volontaires. Les correspondants anglais parlaient souvent d'un jeune héros, tout habillé de blanc, qui marchait au feu avec une bravoure insensée. On l'appelait le beau Hadji-Guiren. Le 18 juillet, un télégramme paraît, annonçant sa mort. C'était Kiréeff.

A la bataille d'Isvor du 6/18 juillet 1876, Nicolas Kiréeff commandait un détachement de volontaires renforcé de quelques escouades de milices serbes. Il était chargé de s'emparer d'un retranchement turc à Rokovitz. Il s'avance, le drapeau à la main ; une balle lui casse le bras. Il saisit l'étendard de son autre main et continue à s'avancer. Deux balles le jettent à terre : il n'est pas encore tué. Il se relève, crie : « En avant ! » et fait quelques pas, jusqu'à ce qu'une nouvelle volée l'achève. Sa femme, aussi dévouée, aussi belle que lui, servait dans les ambulances. Elle chercha en vain à retrouver le corps mutilé du héros. Cette mort légendaire, portée aux nues dans tous les journaux russes et surtout dans les églises, où des services solennels furent célébrés, produisit un tel soulèvement de l'opinion, qu'elle fut une des causes qui hâtèrent ou décidèrent l'intervention de la Russie. Je me plais à croire, avec Froude, que si la Serbie ou la Bulgarie ont été défendues par les armes russes et ainsi définitivement affranchies, c'est à Kiréeff, ce martyr de la cause slave, digne des anciens temps, qu'on le doit.

Le sous-préfet est de Sistow ; il a fait la dernière guerre contre les Turcs. Il est enthousiaste de Gourko. — « Si on l'avait écouté, dit-il, la guerre

aurait été terminée, presque au début, et on n'aurait pas vu la Russie obligée de concentrer toutes ses forces, pour ne réussir à vaincre qu'avec l'aide des Roumains. Il fallait masquer Plewna, au lieu de s'acharner à s'en emparer, soutenir Gourko au delà du Chipka et marcher bravement sur Andrinople. A Constantinople, on avait perdu la tête. Le sultan se préparait à passer en Asie. Il aurait rappelé en arrière Osman-Pacha, et on aurait ainsi pu terminer la campagne sans verser des flots de sang, et avec un tel prestige, que l'Angleterre n'eût même pas songé à s'opposer à l'affranchissement complet de la Péninsule. Maintenant, la besogne est à moitié faite : c'est à recommencer. » Le sous-préfet me parlait en allemand, mais il savait aussi quelques mots de français. Au télégraphe, l'employé me répond en cette langue. En Bulgarie, la plupart des personnes instruites la connaissent suffisamment. Les enseignes des cafés portent ici *Kaphé,* au lieu de *Kaphana,* comme en Serbie.

Nous partons vers une heure. — « Vous aurez de la chance si vos chevaux vous mènent ce soir à Sofia, me dit le sous-préfet. Un orage récent a mis la route en très mauvais état. »

Autour de Tzaribrod, la culture est pauvre; les paysans sont occupés à biner le maïs, qui forme également ici leur principale nourriture. Quelques champs d'avoine sont empoisonnés de mauvaise herbe. Bientôt nous entrons dans la gorge de Derwent, en suivant le cours d'un torrent qui en occupe tout le fond. Les parois du ravin sont formées, non de rochers à pics, mais de pentes très abruptes et

hautes, couvertes de broussailles. Par-ci, par-là, on aperçoit, se découpant sur le ciel bleu, des sommets saupoudrés de neige ; mais pas de sapins, ni de roches perpendiculaires, comme dans l'Oberland suisse.

La route a été très mal faite ; elle n'est pas défendue contre les attaques des eaux, qui la minent, de sorte que des parties en ont été enlevées. Nous sommes obligés de nous hasarder dans le cours même du torrent. A un autre endroit, ce qui reste du chemin est si étroit qu'il faut dételer le troisième cheval ; c'est à une montée : les deux autres s'arrêtent, la voiture recule, elle est à un pouce du précipice. Heureusement, le *pissar*, doué d'une force herculéenne, l'arrête en plaçant une grosse pierre sous la roue. Un bon coup de fouet et nous sommes sauvés. Plus loin, un pont, le seul que nous rencontrons, est fait en poutres juxtaposées et recouvertes de terre ; mais l'une d'elles a cédé et un trou béant s'est formé. Ici encore, nous passons sans accident. Qu'on veuille bien remarquer que ceci est la grand'route qui unit la Serbie à Sofia et à Constantinople. Ce devrait être la voie de communication la plus importante de la Péninsule. Toutes les migrations, toutes les expéditions, toutes les armées, toutes les relations postales et administratives n'ont pas eu d'autre passage. C'est encore à Midhat qu'on doit ce qui existe. Seulement, l'orage a fait tous ces dégâts il y a un mois déjà, et l'on ne travaille pas à les réparer. Cela ne semble pas indiquer un empressement très grand de la part de la Bulgarie à faciliter les relations avec la Serbie. Il est vrai que récemment encore on

se trouvait ici en Turquie, et cela explique tout.

Nous laissons souffler un moment nos chevaux devant un *han*, la seule demeure humaine que nous rencontrons durant les quatre heures que dure le trajet dans cette gorge sinistre. Nous y entrons pour prendre un petit verre de slivovitza (eau-de-vie de prune). Je crois pénétrer dans une caverne. Sous les pieds, la terre battue est couverte d'os et de débris de toute espèce ; la charpente, les poutres et le toit sont noircis par la fumée et par la suie, que dégorge un poêle en fer sans cheminée et sans issue au dehors. Ni chaise, ni table ; quelques escabeaux grossiers ; sur les murs en moellons crus, aussi noirs que le reste, pendent des peaux de moutons récemment écorchés ; elles répandent une odeur infecte. L'hôte et sa femme sont couverts d'une couche de bistre aussi foncée que leur taudis. Ils vivent ici, dans ce désert farouche, de deux arpens plantés en maïs et du produit d'un petit troupeau de moutons et de porcs qui paissent dans les montagnes voisines. Ce sont aussi des Tzintzares, et l'on prétend qu'ils ont 100,000 francs à eux. On a raison de dire que le Tzintzare est aussi économe que laborieux. Un peu plus loin, je ramasse, le long du chemin, une grosse tortue, qui va devenir notre compagne de voyage. Je m'étonne de la trouver dans une région aussi élevée, mais le cocher me dit qu'elles ne sont pas rares ici.

Nous arrivons enfin au col du Dragoman. La route abandonne le torrent que nous avons suivi jusque-là et monte en zigzags très raides. La végétation devient plus maigre. Les rochers, nus et couleur de sang, manquent de grandeur. Aucune belle montagne ne

profile ses arêtes ; l'aspect est désolé et morne. Arrivé au sommet, je m'attends à redescendre la pente opposée ; mais point : un vaste plateau se déroule devant nous à perte de vue. Ce n'est pas un pâturage, mais une terre en friche. Cependant, de distance en distance, quelques parties sont emblavées en maïs. Le long de la route, pas une habitation à voir ; seulement, très loin, dans le repli d'un relèvement de rochers qui borde la plaine vers le nord, j'aperçois quelques toits de chaume : c'est là que vit, cachée, la population.

Dans cette laide et triste solitude, un objet tout à coup se présente, rappelant la civilisation sous sa forme la plus charmante : c'est une fontaine en marbre blanc, où sont gravés des versets du Coran. Deux petites filles, venues je ne sais d'où, étaient là, puisant de l'eau dans des vases en poterie grossière, mais de forme élégante. Je m'avance pour boire ; mais ces enfants se cachent la figure et fuient épouvantées. Voilà bien le contraste entre l'idéal religieux de l'islamisme et la réalité politique et administrative en Turquie! Comme le christianisme, le Coran recommande les œuvres utiles aux hommes. Sans doute, un musulman pieux se sera souvenu qu'il avait manqué d'eau en passant le col du Dragoman, et il aura constitué en vakouf quelque bien pour y ériger une fontaine. C'est ainsi que, partout en pays musulman, on rencontre, sous l'ombrage d'arbres magnifiques, ces gracieux monuments, qui offrent leur onde bienfaisante aux bêtes et aux gens altérés par la chaleur et aux croyants pour leurs ablutions ; mais, en même temps, la terre est abandonnée, la population est

invisible, et les femmes fuient à l'approche de l'étranger. Le régime administratif et judiciaire est si détestable, qu'il ruine le pays.

La route de Tzaribrod à Sofia est mal faite et mal entretenue. Les eaux ravinent les accotements et les remblais et s'amassent en larges flaques le long de la voie, faute de canaux de décharge, qu'on devrait faire passer sous la chaussée. Il n'y faut qu'un peu de soin et d'intelligence, très peu d'argent. C'est un bon ingénieur des ponts et chaussées qu'il faudrait ici. On m'a appris depuis que tout ce qui concernait les routes était confié à un officier russe. Je n'ai plus été surpris.

Après avoir cheminé pendant une heure encore sur la croupe du Dragoman, au petit trot de nos chevaux fatigués, nous voyons s'ouvrir devant nous une plaine infinie, qui paraît avoir sept ou huit lieues de longueur, sur deux à trois de largeur. Elle est plate, nue et couleur d'herbe séchée. On n'y aperçoit ni un arbre, ni une habitation, sauf, au milieu, un point d'un blanc éclatant, qui est Sofia. Si ce vaste bassin n'était pas entouré d'un cercle ininterrompu de hauteurs, j'aurais cru me retrouver dans le désert africain. Rarement, ce que les géographes appellent un plateau élevé apparaît aussi clairement. Depuis Tzaribrod, nous avons monté cinq heures durant, pour atteindre le sommet du passage, et voilà cette plaine immense qui est presque au même niveau. Elle semble le fond d'un ancien lac; elle est située au nord des grands Balkans, et si l'Isker ne s'y était pas frayé un passage à travers une sorte de fissure, la seule qui perce la chaîne, tout le plateau de Sofia serait encore sous les eaux.

Il est six heures du soir quand nous arrivons à Slivnitza, et il faut encore quatre heures pour franchir les trente-deux kilomètres qui nous séparent de Sofia. Les chevaux et nous-mêmes avons besoin de nous réconforter; mais ils sont plus heureux que nous : l'avoine et le foin ne leur font pas défaut, tandis que nous ne trouvons rien dans le *han*, tenu, comme partout, par des Tzintzares. Nous ne pouvons obtenir que de la polenta de maïs, quelques morceaux de mouton froid, horribles amas de suif couverts de mouches, et un vin exécrable. Heureusement, le Tzintzare jette le filet dans le petit ruisseau qui traverse le village et nous prend une friture de goujons.

L'aspect de l'intérieur de l'auberge est presque aussi repoussant que celui de l'affreuse hutte du Derwent. Dans une vaste chambre noircie par la fumée, sur la terre glaise battue qui sert de pavement, point d'autres meubles que des tables et des bancs de bois; dans un coin, à l'abri d'un grillage, comme un caissier dans une banque, on entrevoit l'aubergiste, et, sur des rayons, des verres à côté de quelques bouteilles de slivovitza et de raki. Dans la chambre commune destinée aux voyageurs qui logent, absolument rien, sauf quelques planches mal jointes, en forme de banc, le long du mur : c'est là qu'on peut s'étendre pour la nuit dans son manteau. Ce n'est que dans les montagnes de la Galice, en Espagne, que je me rappelle avoir rencontré des *posadas* isolées aussi dénuées de tout que l'est ce *han* de Slivnitza. Si je rapporte ces détails, c'est pour montrer dans quel état l'administration ottomane a laissé la route principale de cette région. Celle qui réunit Sofia au

Danube à Lom-Palanka, par Berkovitza, n'est pas plus facile ni mieux pourvue de ce qu'il faut aux voyageurs. Il est vrai qu'ils sont rares : depuis la frontière serbe jusqu'ici, nous n'avons rencontré ni voiture, ni chariot, ni piéton, littéralement personne.

De Slivnitza, la route se dirige vers Sofia en ligne droite. Quoiqu'elle traverse une plaine parfaitement horizontale, elle est très mal entretenue. Quand déjà, l'obscurité venue, nous apercevons au loin les lumières de la ville, nous sommes arrêtés net : un gros ruisseau qui se creuse un lit dans le sol argileux, entre des berges à pic, a emporté le pont, et nous nous apprêtons à passer la nuit dans notre voiture, quand le cocher découvre un gué, plus bas, dans la prairie. Il faut que nous unissions nos efforts à ceux de nos chevaux épuisés ponr faire sortir notre coche du lit de la rivière. Nous n'arrivons à Sofia qu'à onze heures du soir. Là, après une longue journée de seize heures de voiture, je puis me reposer, en jouissant de tout le confort de l'hospitalité française la plus exquise. M. Queillé avait mis à ma disposition, en attendant son arrivée, sa maison, son domestique et son cheval. Après ce rude passage des Balkans et ces habitations semblables à des antres, se trouver transporté tout à coup dans un intérieur d'artiste, avec des tapis d'Orient à terre et aux murs, des tentures de Perse, des trophées d'armes rares, des aquarelles, des tableaux, des livres, tous les raffinements de la vie parisienne, c'était vraiment un rêve.

— Au début, pour m'orienter, je dois bien m'in-

struire un peu de l'ethnographie et de l'histoire de ces pays. Pendant mon séjour à Sofia, je vais souvent causer avec M. Jiretchek, littérateur tchèque éminent, qui a écrit la meilleure histoire de la Bulgarie et que le gouvernement a appelé ici pour présider à l'organisation de l'instruction publique. L'histoire des Bulgares est intéressante, parce qu'on y voit déjà débattue pendant huit siècles et sur maints champs de bataille cette redoutable question : A qui appartiendra Constantinople, aux Slaves ou aux Grecs ?

Les Bulgares, de race touranienne, viennent des bords du Volga et franchissent le Danube au ve siècle. Ils occupent l'est de la Péninsule. Ils s'y mêlent aux populations slaves, dont ils adoptent la langue et les mœurs, exactement comme les Francs de race germanique, après avoir conquis la Gaule, se transforment en Français, de langue néo-latine. Dès l'an 559, les armées bulgares apparaissent sur les bords de la mer Égée et assiègent Constantinople, qui doit son salut à Bélisaire. « Le royaume des Bulgares, » fondé à la fin du VIIe siècle par Asparoukh, avec Preslav comme capitale, devint si puissant sous le tzar Kroum, qu'il força Byzance à lui payer tribut, qu'il occupa Andrinople et qu'il signa un traité d'alliance avec Charlemagne. Le tzar Michel Boris se convertit au christianisme en 864 et constitua une Église, qui maintint longtemps son autonomie nationale, sans reconnaître la suprématie ni de Rome ni de Constantinople. Pendant le IXe et le Xe siècles, les Bulgares luttent victorieusement contre les Magyars au nord, et contre les Grecs au sud. C'est alors qu'ils

arrivent à l'apogée de leur puissance. Le tzar Siméon prend le titre « d'empereur des Bulgares et des Valaques, despote des Grecs », *Imperator Bulgarorum et Blacorum*. Il bat complètement les armées byzantines, s'empare même des faubourgs de Constantinople et domine sur toute la Péninsule (893-927). Dans sa capitale, Preslav ou Predslava, dont on voit encore les ruines près de Schoumla, on admirait de superbes palais, où l'empereur siégeait avec toute la pompe asiatique empruntée à Byzance et des églises de marbre, avec des coupoles de métal, monuments érigés par des architectes grecs, à l'imitation de Sainte-Sophie.

La lutte entre les Bulgares et Byzance continua jusqu'à l'arrivée des Turcs, avec des alternatives de succès et de revers. A différentes reprises, des tzars bulgares renouvelèrent les exploits de Siméon et battirent complètement les Grecs. Ce fut d'abord Samuel Chichman, dont la puissance s'étend de l'Adriatique à la mer Noire et du Danube à la mer Égée, et qui se fait appeler empereur de tous les Slaves, comme s'il avait déjà conçu l'idée d'un État fondé sur l'unité de race (976). Avec Michel finit, en 1257, la dynastie si brillante des Asennides, qui avait Tirnova pour capitale. En 1379, dans un firman qui existe encore au monastère de Rilo, Jean Chichman s'appelle, comme Siméon, « Autocrate de tous les Bulgares et des Grecs ». La Bulgarie n'est plus, pendant deux siècles (1018-1196), qu'une province byzantine, mais Kaloyan restaure l'empire bulgare et décide la défaite de l'armée des croisés de Baudouin à Andrinople. Joanice-Asen II (1218-1241) règne sur presque

toute la Péninsule, fait reconnaître l'autonomie de l'Église bulgare par le patriarche et assiège Constantinople, que les Italiens délivrent en 1236. Bientôt après arrivent les Tartares, qui ravagent horriblement tout le pays, puis les Turcs, qui franchissent le Bosphore et envahissent la Péninsule. Si Grecs, Bulgares et Serbes avaient pu s'entendre, peut-être seraient-ils parvenus à les repousser en Asie. Mais ils continuèrent à se faire la guerre jusqu'à la fin. Les Serbes, sous le grand empereur Douchan, s'allient aux Bulgares, menacent Constantinople et semblent à la veille de constituer un puissant État (1356); mais, faute d'organisation administrative, rien de persistant ne pouvait se constituer. Les Serbes succombent à la bataille décisive de Kossovo en 1389, et en 1393, Tirnova, la capitale bulgare, est prise par Tchelebi, fils de Bajazet. La domination turque commence, et l'Église bulgare, perdant son autonomie, retombe sous l'autorité du patriarcat grec. La nationalité bulgare semble cesser d'exister.

En nous enseignant l'histoire du moyen-âge, on nous parle peu de ce qui se passe dans ces régions-ci, et cependant un grand avenir est réservé à ces populations. Au spectacle de ces mille années de guerres incessantes et confuses entre Grecs, Serbes, Bulgares et Magyars, on gémit une fois de plus sur la folie des hommes, qui se disputent des provinces, alors qu'il y a assez de place pour que tous vivent et prospèrent par la paix, et on désire ardemment que ceci soit compris par les générations actuelles. Grâce à la liberté et aux autonomies locales, il est possible de constituer un État où différentes nationalités peuvent

coexister et se développer, sans se gêner et se nuire, comme on le voit en Suisse, aux États-Unis et en Belgique. Pourquoi donc aujourd'hui ces rivalités, ces hostilités, ces compétitions pour la suprématie entre des populations qui devraient s'unir? Un autre fait important ressort de l'histoire des Bulgares, c'est que, sous l'influence de Byzance et du christianisme, ils avaient atteint, au moyen-âge, un degré de civilisation qui n'était guère inférieur à celui de l'Occident. Seulement, l'invasion des Tartares, puis celle des Turcs, a tout anéanti. Ils ont maintenant à rattraper le temps perdu. Autre fait à noter : c'est la bravoure déployée par les armées bulgares, tantôt contre les Grecs, tantôt contre les Hongrois.

Jusqu'à quel point Bulgares et Serbes sont-ils de même race et de même langue? C'est en grande partie de ceci que dépend la question de savoir si un grand État jougo-slave pourra se constituer dans la Péninsule. M. Jiretchek, qui a étudié à fond tout ce qui se rattache à l'histoire de la Bulgarie, me parle du rapport qui existe entre la langue bulgare et les autres idiomes slaves. « Certes, me dit-il, elle se rapproche beaucoup du serbe : un Serbe et un Bulgare se comprennent. La langue que les Bulgares ont parlée aux bords du Volga, avant leur arrivée dans la Péninsule, était, non finnoise, ainsi qu'on le dit encore, mais touranienne, comme l'idiome des Turcs, des Huns, des Magyars, des Coumanes et des Petchenègues; seulement, elle a fourni très peu d'éléments à l'idiome actuel, beaucoup moins que le franc au français. Le célèbre slaviste M. Miklovitch s'occupe de déterminer la proportion de touranien qui a

pénétré dans les langues slaves [1]. Ce qui, à première vue, distingue le bulgare du serbe, c'est qu'il place l'article à la fin des mots, comme en roumain et en albanais. Cette particularité vient, non du touranien, mais de l'ancienne langue de la péninsule balkanique, l'illyrien ou le thrace, qui a survécu dans l'albanais. Dans les anciens dialectes bulgares du Rhodope et de Debra, en Macédoine, on trouve trois formes de l'article final : ainsi, glava*ta*, glava*sa*, glava*na*, comme on dirait, en latin, caput*hoc*, caput*illud*, caput*istud*. Le serbe a un accent et des quantités ; le bulgare, qui ne distingue pas les syllabes longues et brèves, paraît plus monotone. Le serbe a des déclinaisons comme le russe, le tchèque et le polonais. Les cas, en bulgare, sont indiqués par l'article placé à la fin des mots et par les différentes prépositions, comme en français. Les caractères imprimés et écrits sont les mêmes ; c'est l'alphabet cyrillique, sauf que le bulgare a, comme en russe, des lettres finales qui ne se prononcent pas, et que le serbe a des signes spéciaux pour les consonnes mouillées et le *y* latin. On pourrait aussi difficilement réunir en une seule langue le portugais et l'espagnol, le suédois et le norvégien que le serbe et le bulgare.

Les anciens livres bulgares sont écrits en slavon ecclésiastique, mais avec un fort mélange des dialectes parlés [2]. Après la chute des anciens royaumes

[1] Dans un travail communiqué à l'Académie des sciences à Vienne, le 2 janvier 1884, M. Miklovitch divise les éléments touraniens dans le bulgare en trois époques : 1° avant la migration des Slaves au sud des Karpathes ; 2° restes de la langue primitive des Bulgares et des Coumanes ; 3° éléments provenant du turc.

[2] Voyez annexes n° 3.

chrétiens et sous la domination des Turcs, l'influence de la langue de l'Église alla en diminuant. A la renaissance des lettres, qui date du commencement de ce siècle, c'est le dialecte populaire de la Macédoine et de la Bulgarie orientale, épuré sous l'influence de l'ancien slavon ecclésiastique, qui devint le bulgare littéraire actuel.

Maintenant, au-dessus des patois, qui diffèrent dans les diverses régions, comme en tout pays, il existe une langue officielle et littéraire identiquement la même en Bulgarie, en Roumélie et en Macédoine.

Autre question très importante : Le bulgare est-il très proche parent du russe ? M. Jiretchek me montre qu'il en est beaucoup plus éloigné que du serbe, et dans sa grammaire, et dans ses mots. Dans le bulgare, ainsi que dans le serbe, les temps passés des verbes se forment par des suffixes, comme en latin, tandis que dans les dialectes slaves du Nord : russe, polonais, tchèque, on emploie des verbes auxiliaires, comme en français. L'accent surtout donne aux mots une physionomie phonétique assez différente pour qu'un soldat russe et un soldat bulgare aient de la peine à se comprendre. Toutefois, un Bulgare instruit lira sans trop de difficulté un livre russe.

L'ancien slavon ecclésiastique, c'est-à-dire la langue des saints Cyrille et Méthode, parlée, semble-t-il, à Salonique en leur temps, a exercé une grande influence sur les dialectes de toutes les populations slaves du rite orthodoxe; elle leur a fourni un fonds commun de termes abstraits pour exprimer les idées religieuses, morales et philosophiques. Les Polonais et les Tchèques, soumis à l'influence latine, ont un voca-

bulaire assez différent. Un Tchèque ou un Polonais ne comprend pas le bulgare. Les racines de la plupart des mots usuels sont les mêmes, mais dans le cours des siècles, elles ont revêtu des formes différentes au sud et au nord. On se souvient qu'au fameux congrès panslave de Moscou, les représentants des différentes familles de la race slave, qui s'y trouvaient réunis, ont dû se servir du français et de l'allemand pour se comprendre entre eux. On ne peut songer à créer un dialecte commun, et c'est une chimère aussi de croire qu'on pourra imposer l'emploi du russe aux Slaves occidentaux ou méridionaux. Puisque le slovène s'est constitué à part, à côté du croate, dont il est cependant si rapproché, on peut en déduire qu'il sera aussi impossible de fusionner le bulgare soit avec le serbe, soit avec le russe, que de réunir le hollandais et l'allemand ou le norvégien et le suédois ; mais pour constituer une fédération, cela n'est nullement indispensable.

L'indestructible vitalité de la nationalité bulgare s'est révélée surtout dans sa résistance à l'hellénisation. Ceci est un très important chapitre de l'histoire de ces pays-ci. Après la conquête ottomane, l'Église bulgare, auparavant autonome, avait perdu son indépendance. Elle resta jusque tout récemment soumise au patriarche grec de Constantinople. Le Phanar exploitait la Bulgarie d'après les mêmes procédés que la Bosnie. La Porte accordait au plus offrant le pontificat suprême de l'Église orientale, qui, pour rentrer dans ses avances, vendait les sièges épiscopaux [1].

[1] Déjà au XVIIe siècle, ce régime simoniaque était en pleine vigueur. Un voyageur français rapporte, en 1681, ce qui suit :

L'évêque, à son tour, vendait les paroisses aux popes, et les pauvres rayas avaient à rembourser tous les frais de cette échelle descendante de transactions simoniaques. Tous les évêques étaient des phanariotes, ignorant et méprisant le dialecte national. Le grec était la langue du culte et le turc, celle de l'administration. Dans les écoles, on enseignait en grec ; dans les églises, les offices avaient lieu en grec. Les Bulgares, qui, généralement, ne savaient pas le grec, étaient ainsi privés de toute culture intellectuelle, et l'on put croire un moment que le pays s'était complètement hellénisé. Le haut clergé était l'ennemi acharné du réveil national. Après que le gouvernement turc eut fait une loi pour obliger les communes à créer des écoles, les évêques phanariotes s'y oppo-

« Durant deux ans que j'ay demeuré à Constantinople, deux patriarches différens donnèrent, pour avoir ce patriarcat, l'un 50,000 et l'autre 60,000 écus de présent au Grand Seigneur. Quand quelqu'un de ces moines peut trouver quelque riche marchand qui lui avance l'argent, ils font proposer leur dessein au Grand Visir, qui ne manque pas d'accorder le titre de patriarche à celui qui en donne le plus. Recevant ce qu'on lui présente, il donne le *berat* ou bulle du Grand Seigneur, qui destitue l'ancien patriarche et établit le nouveau en sa place, avec ordre aux Grecs de lui obeyr et de satisfaire au plus tot aux dettes qu'il a contractées en sa promotion, sous peine de bastonades, de confiscation des biens ou clôture des églises. On envoie d'abord cet ordre à tous les archevêques et métropolitains, qui le signifient à leurs suffragans. Et ceux-ci, se servant de l'occasion, exigent de leurs papas ou curés et des peuples qui leur sont soumis, la somme à quoi le nouveau patriarche les a taxés et quelque chose de plus sous prétexte des frais et des présens qu'il faut faire à cette nouvelle prélature. » (*Voyage à Constantinople, par Grelot,* 1681.) — Voilà le régime odieux auquel Serbes et Bulgares étaient soumis et qu'on impose encore de force aux Slaves de la Macédoine.

sèrent par tous les moyens. On cite, à ce propos, le mot de l'archevêque de Nisch : « Les écoles ne font que des hérétiques. Mieux vaut employer l'argent à bâtir des églises. » On affirme que le métropolitain de l'ancienne capitale, Tirnovo, fit brûler une admirable collection de manuscrits relatifs à l'histoire de la Bulgarie du VIIe au XVIe siècle, qui se trouvait conservée dans le trésor de la cathédrale. Il n'est point, pour un peuple, de pire destinée que de trouver dans les chefs de sa religion les ennemis de sa nationalité.

A la résurrection de la nationalité et de la langue bulgares se rattache le nom vénéré de l'évêque Sophronius ou Stoiko Radoslavoff, qui, le premier en ce siècle, se servit dans ses sermons de l'idiome populaire au lieu du grec. Né en 1739 et mort à Bucharest en 1816, il enseigna en bulgare dans sa ville natale Kazan (Kotel), pendant plus de vingt ans, et fit naître ainsi l'idée de la patrie bulgare. Parmi les patriotes qui ont donné le branle au mouvement littéraire et national, on cite encore un moine du mont Athos, Paisii, né en 1720, qui, en 1762, publia en slavon-bulgare une histoire des tzars et des saints bulgares ; George Veneline, de nationalité ruthène, né à Nagy Tibar, en Hongrie, qui fit paraître en 1829, en russe, un livre intitulé : *Les anciens et les nouveaux Bulgares*, puis *les Chants populaires* des Slaves du Danube ; Pierre Béron, qui a publié des livres très utiles pour l'enseignement et est mort à Paris en 1871, et Rakowski, poète et historien, à qui l'on doit un poème sur les haidouks et des études sur les anciens tzars bulgares.

Fait peu connu, que signale M. L. Sainson dans un article du *Correspondant* (oct. 1885) : Un Slave de Raguse, Sarah Vladislaiévitch, présenta à Pierre le Grand, en 1722, une traduction du livre d'Orbini *Storia sul regno degli Slavi* (Pesaro, 1601), en lui demandant de prendre les Slaves du Sud sous sa protection et montrant les avantages que la Russie peut retirer de cette alliance. Quand, en 1807, le vladyka Pierre s'excusa près du maréchal Marmont de préférer l'alliance russe au protectorat français, le sentiment ethnique de la communauté de race était déjà éveillé en lui. « Il n'y a, disait-il, pour nous, de gloire et d'espérance que dans une entente avec nos frères, les Russes; nous vivrons ou nous périrons avec eux. Quiconque est contre eux est contre nous. »

M. L. Léger expose parfaitement, dans son livre récent : *la Bulgarie*, les origines du réveil littéraire parmi les Bulgares, qui ici, comme ailleurs, a été le précurseur de la renaissance politique et nationale. Je note un passage curieux du livre du moine Paisii (1762), que M. Léger emprunte aux extraits donnés par M. Drinoff dans la *Revue bulgare de Braïla* : « J'ai vu que beaucoup de Bulgares adoptaient une langue et des coutumes étrangères et méprisaient leur propre langue ; j'ai écrit pour leur instruction. O nation insensée, pourquoi as-tu honte de porter le nom de Bulgare! Ne penses-tu pas en ta langue ? Est-ce que les Bulgares n'ont pas eu autrefois un puissant empire? On dira : Les Grecs sont un peuple plus savant et plus politique. Mais comme il y a des peuples plus illustres que les Grecs, ceux-ci devraient donc aussi renoncer à leur nation. Il y eut un temps

où les Bulgares étaient célèbres par toute la terre. Ils ont souvent imposé des tributs aux forts Romains et aux sages Grecs. De tous les peuples slaves, le plus illustre est le bulgare. C'est le premier qui ait reçu le baptême, le premier qui ait eu un patriarche, celui qui a fait le plus de conquêtes; les premiers saints slaves ont été de notre race! »

Il faut lire aussi, dans le livre de M. Léger, les mémoires de l'évêque Sophronius, où il peint l'état de la Bulgarie à la fin du siècle dernier, sous Pasvan Oglou, pacha de Widdin, qui s'était créé une principauté indépendante aux bords du Danube.

Pour obtenir leur autonomie ecclésiastique, les Bulgares luttèrent durant quinze années. Ils y déployèrent une persistance et une habileté diplomatique remarquables; un moment même, ils se tournèrent vers Rome, qui espéra les voir accepter la situation mixte des Grecs unis. Enfin, en 1869, le sultan reconnut, par un firman impérial, l'autonomie de l'Église nationale, sous le nom d'exarchat bulgare, malgré la violente opposition du Phanar. Ce firman soumet à l'autorité religieuse de l'exarque, qui réside à Constantinople et obtient son investiture du sultan, toutes les éparchies (évêchés) dont la population est entièrement bulgare. Celles des vilayets d'Andrinople et de Macédoine où, d'après le recensement à faire, les deux tiers des habitants se trouveront être des Bulgares, ont le droit de se mettre sous la juridiction de l'exarchat bulgare. Peu de temps avant la dernière guerre, les deux éparchies de Velese (Keupruli) et d'Ochrida se soumirent ainsi à l'exarque bulgare; mais il reste encore neuf éparchies où domine l'élé-

ment bulgare qui réclament en vain d'être réunies à leur Église nationale. Aujourd'hui, dans cette question, le gouvernement turc a complètement changé de politique. Il s'est retourné contre les Bulgares et il appuie le Phanar. Récemment, il avait nommé deux évêques bulgares pour la Macédoine; mais il s'est laissé intimider par les violentes attaques de l'Église grecque, et, jusqu'à ce jour, il n'a pas accordé l'investiture (*bérat*) aux prélats qu'il avait désignés.

Le traité de Berlin garantit aux chrétiens de l'empire ottoman la liberté de conscience et celle des cultes; il donne, par conséquent, aux Bulgares de la Macédoine le droit de se rattacher à l'Église de leur choix. Malgré cette disposition récente, et malgré le firman de 1869, qui renferme un engagement formel de la Porte, on maintient ces malheureux sous le joug des évêques grecs, ligués contre eux avec les Turcs. On ferme les écoles et les églises qu'ils construisent de leurs deniers; on emprisonne, on exile leurs popes, leurs maîtres d'école surtout. Tous les moyens de culture morale et intellectuelle leur sont refusés. N'y aura-t-il donc aucune puissance qui réclamera en ceci l'exécution du traité de Berlin, qu'on invoque sans cesse pour mettre obstacle à la réalisation des vœux des populations?

Le clergé bulgare est ignorant, parce que les évêques grecs ne désiraient nullement qu'il s'instruisît. Il vit de ce qu'il touche pour les services religieux. Les paysans ne se font pas plus qu'en Serbie un devoir d'aller régulièrement à la messe, et cependant ils sont très attachés à leurs popes et à leurs moines, parce que ceux-ci représentent la nationalité.

CHAPITRE III.

LA BULGARIE ACTUELLE.

Je désirais connaître d'un peu plus près l'histoire récente de la Bulgarie, et précisément, dans un livre récemment paru, *Le prince Alexandre de Battenberg en Bulgarie*, un écrivain bulgare, M. Drandar, nous raconte, en très bons termes, les débuts du régime constitutionnel dans la Principauté. L'ouvrage est à la fois amusant et instructif. Il m'a fait penser à ce roman de Stendahl qu'admirait tant Sainte-Beuve : *la Chartreuse de Parme*, où l'on voit se dérouler, en intrigues de palais et en dramatiques épisodes, les luttes d'ambition au sein d'une petite cour italienne.

Le traité de Berlin signé, la Constituante de Tirnova avait donné à la Bulgarie une Constitution aussi libre et plus démocratique que celle de la Belgique. Le prince Alexandre arriva en Bulgarie plein de bonne volonté et de dévouement pour le pays où il était appelé à régner, mais jeune, inexpérimenté et peu confiant dans la bonne marche des institutions ultra-libérales que le peuple bulgare venait d'adopter. Il accorda dès l'abord toute sa confiance au parti conservateur, représenté par MM. Stoiloff, Grecoff et Natchovitch. Ceux-ci étaient convaincus qu'il fallait modifier la Constitution, de façon à renforcer l'auto-

rité du gouvernement. Mais telle n'était pas l'opinion du peuple. Aussi les élections de 1879 envoyèrent-elles siéger à Sofia une Chambre d'opposition, où, sur 170 députés, le ministère ne pouvait compter que sur 30 voix au plus. Après dix jours, la session fut close, et la Chambre dissoute. Malgré toutes les influences que le ministère mit en œuvre, la nouvelle Chambre, qui se réunit le 4 avril 1880 à Sofia, était encore plus opposée au ministère que la précédente. Le prince crut devoir céder momentanément devant la volonté du pays, et il accepta un ministère franchement libéral, à la tête duquel se trouvaient deux hommes distingués et très populaires, MM. Zankoff et Karaveloff.

Les conservateurs ne se considérèrent cependant pas comme vaincus. Ils persuadèrent au prince que le ministère libéral compromettait l'avenir du pays à l'intérieur et plus encore vis-à-vis de l'étranger, et ils poussèrent à un coup d'État. Il eut lieu le 27 mai 1881, deux ans à peine après la promulgation de la Constitution de Tirnova et sans qu'on eût pu réellement en apprécier les résultats. Le prince réclamait de l'assemblée extraordinaire, qu'il allait réunir, de pleins pouvoirs pour sept ans et le droit de proposer une revision de la Constitution.

Le général russe Ehrenrooth, appelé au ministère, parvint, par l'emploi de la gendarmerie et des commissaires spéciaux, à supprimer complètement la liberté du vote. Les libéraux, traqués comme des bêtes fauves, s'abstinrent de se rendre au poll. Le consul général de Russie, M. Hitrovo, avait apporté l'approbation du tzar. Quelques libéraux avaient ce-

pendant été nommés, entre autres un homme très distingué, M. Balabanoff, élu à Sofia. Ils furent exclus par le président.

Le régime qui suivit fut une reproduction de celui du 2 Décembre : un despotisme effectif caché sous un léger vernis de constitutionalisme. Pour remplacer le Sénat, un conseil d'État fut formé, et MM. Natchovitch et Grecoff furent rappelés au ministère. Une grande fermentation ne tarda pas à se produire dans tout le pays. MM. Zankoff et Balabanoff, les chefs éminents du parti libéral, étaient acclamés partout où ils se présentaient. Le ministère espéra ramener le calme en éloignant Zankoff, qui fut saisi et interné à Vratza. Mais le but ne fut pas atteint. L'arbitraire ne fit qu'irriter l'opposition. Fait très honorable pour le caractère bulgare et qui rappelle ce qui s'est passé en Hesse à l'époque de Hassenpflug, les hauts fonctionnaires se mirent à la tête de la résistance. Ainsi, à Sofia, cinquante-cinq employés supérieurs, parmi lesquels le président de la cour des comptes, presque tous les chefs de section des ministères, des membres de la cour de cassation et de la cour d'appel, des conseillers municipaux, adressèrent au conseil d'État une pétition demandant des garanties contre l'arbitraire du gouvernement. C'est là un acte de courage patriotique qu'on ne peut assez admirer.

Pour faire réussir les candidats ministériels aux élections qui allaient se faire, on avait besoin de généraux. On les demanda à Saint-Pétersbourg. Le tzar comprit que la situation devenait difficile, et il envoya deux officiers très capables, les généraux Kaulbars et Soboleff. Menées encore une fois militairement,

les élections furent partout favorables aux conservateurs; les libéraux avaient dû s'abstenir. Mais bientôt MM. Natchovitch et Grecoff, et le prince lui-même, commencèrent une guerre sourde contre les généraux russes. On me raconte à ce sujet des détails piquants. Aux dîners du prince, les généraux amenaient avec eux leurs aides de camp sans qu'ils fussent invités. Aux soirées, le prince feignait de ne pas les voir. Il était très irrité d'être traité par ses ministres russes comme leur protégé. Ceux-ci agissaient en maîtres et entendaient diriger les affaires à leur guise. Les ministres conservateurs essayèrent de les forcer à la retraite, en suscitant contre eux l'opposition de la Chambre. Mais de Saint-Pétersbourg on fit entendre qu'on ne considérait pas la mission des généraux Soboleff et Kaulbars comme terminée. Ce furent MM. Natchovitch et Grecoff qui durent se retirer.

Exaspérés, ils poursuivirent la lutte avec plus d'âpreté que jamais. Ils allèrent même jusqu'à se rapprocher des libéraux pour forcer les généraux russes à s'en aller; en même temps, le prince refusait de recevoir ceux-ci.

La Russie comprit alors qu'elle avait fait fausse route, en favorisant la réaction, et le consul russe, M. Yonine, imposa au prince Alexandre le rétablissement de la Constitution de Tirnova (août 1883). Les conservateurs, se voyant perdus, firent tout pour obtenir l'appui des libéraux. M. Zankoff, le proscrit de la veille, devenait tout à coup le maître de la situation. Il accepta le pouvoir que le prince lui offrait, mais à condition qu'on ne s'écarterait plus des voies constitutionnelles.

Les généraux russes Kaulbars et Soboleff, n'ayant plus aucun appui, donnèrent leur démission et quittèrent Sofia. Les conservateurs, qui les avaient fait venir, applaudissaient ouvertement à leur départ, tandis que les radicaux leur témoignaient les plus bruyantes sympathies.

La Russie, évincée, manifesta son mécontentement en rappelant deux aides de camp du prince, sans même lui en donner avis. Celui-ci, très froissé, renvoya de sa suite les officiers russes qui s'y trouvaient encore et rappela les trente et un officiers bulgares qui faisaient leurs études en Russie. C'était un état d'hostilité ouverte. Pour apaiser le tzar, on lui délégua l'homme le mieux fait pour bien représenter la Bulgarie, M. Balabanoff. Celui-ci fut parfaitement accueilli à Saint-Pétersbourg, et la paix se fit. L'empereur envoya le colonel Kaulbars, et il fut décidé que les officiers russes en Bulgarie n'auraient plus à s'occuper que des choses militaires exclusivement. En somme, le résultat obtenu était important : la Bulgarie échappait définitivement à la tutelle de la Russie, comme la Roumélie orientale.

L'union entre les deux partis qui s'étaient coalisés pour former le ministère ne dura pas longtemps. Les conservateurs essayèrent, en agissant sur le prince et sur le consul de Russie, de forcer M. Zankoff à se retirer ; mais celui-ci était trop fort, trop populaire ; ce furent ses adversaires qui furent obligés de quitter la place. Néanmoins, cet homme d'État éminent, qui était l'idole du pays alors qu'il était interné à Vratza, a été battu aux dernières élections. Le parti libéral avancé l'a emporté, et un ministère Karaveloff a

été formé. Le prince l'a accepté sans hésitation, et il déclare très haut qu'il ne veut plus gouverner qu'en se conformant à la volonté du pays. Les causes de l'échec de M. Zankoff sont, dit-on, son entente précédente avec les conservateurs et l'engagement qu'il avait pris de modifier la Constitution de Tirnova en créant une Chambre haute. Le peuple s'est pris d'un grand attachement pour sa Constitution, et il n'a pas tort. Chose rare, depuis qu'il est au pouvoir, M. Karaveloff a su conserver la faveur du peuple et celle du prince.

Que de ministères renversés, que de changements à vue, que de péripéties durant les cinq années qui se sont écoulées depuis la naissance de la Bulgarie! C'est trop, en vérité : on dirait une de ces pièces à tiroirs, où sans cesse les acteurs entrent par une porte pour sortir par une autre. L'esprit de suite a manqué absolument, et cependant il est indispensable, surtout quand il s'agit de doter un pays d'une organisation nouvelle. La faute en est tout d'abord au prince et à ses conseillers, qui, se défiant des tendances démocratiques du pays, ont voulu le gouverner autocratiquement. La tentative n'aurait pu réussir qu'avec l'appui d'une force armée fournie par la Russie. Le tzar a refusé de se prêter à cet essai de despotisme mal venu, et il a eu raison, et dans l'intérêt de sa popularité parmi les Slaves de la Péninsule, et dans celui de la paix européenne.

J'ai essayé de montrer comment Léopold Ier avait réussi à fonder la liberté en Belgique, à se faire admirer par toute l'Europe et à devenir le souverain le plus populaire de son époque, uniquement en lais-

sant les Belges se gouverner eux-mêmes. (Voir mon volume : *Études et Essais*.) Je ne puis m'empêcher de croire que les princes qui sont appelés à régner dans les jeunes États récemment fondés aux bords du Danube, feraient bien d'étudier sa carrière et de s'inspirer de son exemple. C'est ce qu'a fait, semble-t-il, le roi de Roumanie, et il s'en est bien trouvé.

En laissant les élections complètement libres et en formant les ministères conformément aux vœux de la majorité du Parlement, librement élu, le souverain diminue ses responsabilités, acquiert de la popularité et échappe, en certaine mesure, aux rivalités personnelles, aux intrigues des ambitieux et surtout à celles des puissances étrangères. Il faut alors, il est vrai, accepter le résultat de la lutte des partis. Mais dans un pays à régime représentatif, ces luttes sont inévitables et elles ne manquent pas d'ampleur et d'élévation, car elles résultent de la façon différente de concevoir les conditions de progrès du pays.

Un autre avantage, surtout dans ces pays sans cesse aux prises avec les exigences des grands États voisins, c'est de pouvoir invoquer, pour y résister, la nécessité de s'entendre avec le Parlement et de tenir compte de l'opinion publique.

Ce dont il faut se garder absolument, c'est de persévérer dans la voie des destitutions où sont entrés certains ministres en Bulgarie. Le remplacement des principaux fonctionnaires, après chaque changement de président aux États-Unis, est, de l'aveu général, un vice si grave, qu'il détruit en grande partie les avantages des institutions démocratiques. En France, l'administration est toujours restée excellente, malgré

tant de crises et de révolutions, parce que la situation des fonctionnaires a été ordinairement respectée. En Belgique, Léopold Ier n'a jamais consenti aux destitutions. Il avait un certain tiroir bien connu de ses ministres ; c'était une oubliette d'où ne sortaient pas les propositions qu'il désapprouvait. Elles sont nombreuses, les détestables conséquences du système de remplacer les anciens employés par des amis du ministère qui arrive au pouvoir. Il transforme nécessairement les fonctionnaires en agents des luttes politiques, plus occupés de faire triompher leur parti que de travailler au bien de la généralité. Il détruit l'esprit de suite et l'expérience, si nécessaires dans l'administration. Les opinions différentes se disputent le pouvoir, non plus afin de mieux diriger les affaires de l'État, mais plutôt pour s'enrichir des dépouilles opimes qu'apporte la victoire et que paye la nation. En échange de l'espèce d'inamovibilité que vous accordez aux fonctionnaires, exigez d'eux une honnêteté absolue, un travail assidu, l'accomplissement exact de leur tâche, mais point de services politiques. Payez-les bien, plutôt que d'en multiplier le nombre.

En Allemagne et en Autriche, les fonctionnaires de l'administration, sauf ceux qui ont un caractère politique, comme les gouverneurs de province, ne peuvent être privés de leur position ni même déplacés contre leur gré, qu'à la suite d'un jugement disciplinaire motivé. (Voyez Ulbrich, *Lehrbuch des OEster. Staatsrecht*, pages 203 à 234.)

En Espagne, après chaque changement de ministère, des milliers de fonctionnaires sont renvoyés à la demi-solde ou sans indemnité aucune, pour faire place

aux amis qui ont amené le triomphe du parti. Les expulsés, les *cesantes*, se mettent aussitôt à intriguer, à s'agiter jusqu'à ce qu'ils aient ramené au pouvoir leurs chefs de file.

Dans leur plan de réorganisation, les jeunes États danubiens sont disposés à prendre pour modèle la Belgique ou la France. C'est une erreur. La société, chez eux, a le caractère d'une démocratie rurale, comme en Suisse et en Norvège. Ce sont les institutions de ces pays-là qu'il faut plutôt imiter. Que les princes ne s'en effrayent pas. Les démocraties de paysans sont ultra-conservatrices, à condition, toutefois, qu'on ménage leur poche et qu'on n'augmente pas les impôts.

Des événements récents, la Russie pourra tirer un utile enseignement; qu'elle renonce à exercer une influence occulte par les intrigues de ses agents, et surtout à se fâcher maladroitement quand elles ne réussissent pas. Qu'au nom du droit et de l'humanité, elle se proclame favorable en toutes circonstances à l'émancipation des Jougo-Slaves, sans pour cela mettre la main sur la garde de son épée et sans menacer personne. Le rôle de la Russie est tout tracé en Orient : elle n'a qu'à y défendre ces deux grands principes auxquels l'avenir est réservé : le principe des nationalités et celui de la souveraineté populaire. Il lui sera facile alors de se consoler de l'ingratitude des grands, car elle pourra compter sur la sympathie des peuples.

Ce qui, dans l'histoire de ces six années en Bulgarie, inspire un sentiment de regret et de blâme, c'est de voir les aspirants au ministère s'appuyer sur

les agents étrangers, pour combattre ou renverser leurs adversaires. L'opinion publique devrait impitoyablement flétrir de pareils faits. C'est trahir la patrie que d'y appeler l'ingérence des grandes puissances. Tout homme qui se rendrait coupable de ce crime de lèse-nationalité devrait être honni comme un traître.

— Parmi les hommes politiques, je ne rencontre que M. Balabanoff. Mes amis ne me présentent pas aux conservateurs, et, d'autre part, M. Zankoff est interné à Vratza, et M. Karaveloff est en voyage. M. et Mme Balabanoff me reçoivent de la façon la plus aimable, dans une maison ancienne, mais élégamment meublée, non loin du palais. Après avoir pris la confiture de rose et le verre d'eau de rigueur, — coutume charmante, — nous causons de l'avenir du pays. M. Balabanoff, qui s'est beaucoup occupé d'économie politique, attache le plus grand prix à l'achèvement des chemins de fer. « Mais, dit-il, nous saurons les faire à meilleur marché que nos amis les Serbes, qui ont été un peu trop durement écorchés par les banquiers de Paris, et nous tâcherons de nous passer du concours de ces messieurs. Par la « convention à quatre » : Autriche, Turquie, Serbie, Bulgarie, nous sommes tenus de faire le raccordement de Tzaribrod-Vaccarel par Sofia, une centaine de kilomètres. Sofia, qui sera alors rattachée à la Roumélie, doit être aussi reliée à la Bulgarie du nord des Balkans. Autrement, la ligne nouvelle et celle de Varna seraient utiles surtout aux voyageurs étrangers. »

Depuis lors, le financier bulgare Ivan Groseff a

entrepris de faire la ligne pour 17 millions de francs; ce qui n'est pas trop cher, si le gouvernement bulgare parvient à exercer un contrôle assez sévère pour obtenir une voie normalement et solidement construite, car le passage, depuis Tzaribrod jusqu'au sommet du Dragoman, offrira de très grandes difficultés.

Ces grosses affaires financières sont très dangereuses dans tout pays jeune, inexpérimenté et peu riche, où les récents souvenirs du régime turc des *bakchichs* ne peuvent être oubliés. Une compagnie étrangère se présente pour une entreprise qui comporte 10, 20, 60 millions. Elle force le prix, se réservant un bénéfice du tiers au moins, dont une partie est destinée à acheter les ministres, les représentants influents, les journaux, parfois le souverain lui-même. Comment résister à la tentation? Au siècle dernier, on parlait à la reine de France, dans une soirée à Versailles, d'une faveur ou de faveurs à obtenir, moyennant finances. — « Voyons, si l'on donnait cent mille francs, croyez-vous la chose possible? » — « C'est une honte! On vous fera jeter à la porte par les laquais. » — « Mais si l'on donnait deux cent mille? » — « Taisez-vous; c'est insensé! » — « Trois cent mille? » — « Encore? vous plaisantez, n'est-ce pas? » — « Nullement, on irait jusqu'au million. » — « Oh! vous m'en direz tant! »

Au delà du Danube fera-t-on, mieux qu'à Versailles, la sourde oreille au bruit séduisant du million? Rien de plus funeste pour l'avenir des États. La corruption envahit peu à peu tout le monde politique. Celui qui ne cède pas et reste pauvre, est considéré comme

un niais. Toute entreprise devient difficile ou excessivement coûteuse, ainsi qu'on le voit en Turquie. Par le *bakchich,* les financiers occidentaux arrivent à faire voter ce qu'ils veulent. Le pays devient l'esclave de quelques grandes banques, soutenues, le cas échéant, par l'État où elles sont fixées. Supposez que la Bulgarie ait pris des engagements à l'égard de la *Laenderbank* de Vienne, comment repoussera-t-elle les exigences d'un créancier qui peut mettre en mouvement un huissier armé d'un million de baïonnettes?

Les Bulgares sont donc très sages en tâchant de faire leurs affaires eux-mêmes. Qu'ils laissent crier les journaux financiers, qui les appelleront des gens arriérés, des barbares! Seulement qu'ils sachent aussi se préserver des malversations pratiquées par les nationaux. Le compte des dépenses faites pendant la période du coup d'État, tel qu'il a été révélé par l'enquête parlementaire, n'était pas très propre.

— Marko Balabanoff est né à Clissoura (Roumélie), en 1837; il alla de bonne heure faire ses études à Constantinople. Ayant appris ce que l'on pouvait apprendre à cette époque dans les écoles de la capitale ottomane, il se rendit à Paris et suivit les cours de la faculté de droit. Après avoir obtenu son diplôme de licencié en droit, il retourna à Constantinople et se fit inscrire au barreau de cette ville. A l'époque de la lutte religieuse entre l'exarchat bulgare et le patriarcat grec de Constantinople, Balabanoff intervint dans le différend et soutint énergiquement les droits revendiqués par le chef religieux des Bulgares; ceux-ci n'étant tous que des rayas turcs,

l'exarque était considéré également comme le chef civil de la nation bulgare.

En 1875, lorsque la première insurrection éclatait en Herzégovine et donnait le signal du réveil et des revendications des peuples opprimés des Balkans, Balabanoff fonda le journal le *Viek* (*Siècle*), dont les articles brûlant de patriotisme firent grande sensation en Bulgarie.

Nommé secrétaire du synode bulgare, il se fit remarquer par ses travaux : il excellait dans l'élaboration des mémoires en langue grecque. Comme passe-temps, il fit la traduction en bulgare de l'*Avare*, de Molière, qu'il adaptait aux mœurs de ses compatriotes, et celle de la *Mare au Diable,* de George Sand. En 1869, il publia, à Paris, sans nom d'auteur, un opuscule intitulé : *Les Turcs en Bulgarie.*

En 1876, alors que le général Hafiz-Pacha et le gouverneur de Sofia, Mazhar-Pacha, réprimaient avec une cruauté inouie la révolte de quelques Bulgares et faisaient massacrer impitoyablement les habitants de Zlatiza et d'Otloukeuï, qui avaient donné asile aux insurgés, Balabanoff fut, avec Zankoff, chargé par l'exarchat d'aller solliciter l'intervention des cabinets des grandes puissances. Arrivés à Londres, les deux délégués publièrent la petite brochure intitulée : *La Bulgarie,* qui émut l'opinion en Europe et provoqua un mouvement général de pitié en faveur des Bulgares opprimés.

Pendant la guerre turco-russe, Balabanoff fut nommé sous-gouverneur de Tirnova. Élu député à l'Assemblée nationale de Tirnova, il occupa, dès le début, la première place à la Chambre comme ora-

teur. La scission s'étant produite, il fut reconnu comme le chef du parti libéral modéré.

Après la proclamation du prince Alexandre, il fut chargé par celui-ci de former le cabinet ; la présidence fut donnée à M. Bourmoff, et Balabanoff prit le portefeuille des affaires étrangères.

Nommé représentant de la Bulgarie à Constantinople sous le ministère de son ami Zankoff, il fut, peu de temps après, appelé au conseil d'État, institution supprimée depuis.

Lors du coup d'État du prince Alexandre en 1881, Balabanoff se rallia complètement au parti libéral, où il a gardé une place importante. C'est un des hommes les plus instruits de son pays.

Slaveïkoff est aussi très populaire en Bulgarie. Voici quelques détails que j'emprunte aux journaux :

Slaveïkoff est né à Tirnova vers 1825 ; il est, par conséquent, âgé d'environ soixante ans. C'est un petit homme, à forte carrure et d'un tour d'esprit vif et spirituel. Il ne parle pas bien le français, mais, en revanche, il possède à merveille la langue bulgare, le grec et le turc. Comme presque tous ses compatriotes qui sont à la tête des affaires de leur pays, il a été maître d'école à Tirnova, puis à Philippopoli.

Durant la lutte que soutenait l'Église bulgare contre le patriarcat grec de Constantinople, Slaveïkoff fut un des champions les plus éloquents de la restauration de l'Église bulgare, base de la résurrection future de la nationalité bulgare, disséminée dans la presqu'île des Balkans. La popularité de Slaveïkoff date de cette époque. Il fonda à Constantinople plusieurs journaux en langue bulgare, qui disparais-

saient successivement sous la terrible censure et sous les saisies du *matbot-kalémi* (bureau de la presse). Chacune des suppressions du journal de Slaveïkoff entraînait pour celui-ci deux ou trois mois de prison, qu'il passait dans les infects cachots de Stamboul, et des amendes considérables, que payait, bien entendu, la caisse des patriotes bulgares. Durant les loisirs que lui faisaient les Turcs, Slaveïkoff composa plusieurs petits ouvrages, des comédies et des poèmes, très connus en Bulgarie.

Élu, en 1879, membre de la première Assemblée constituante de Tirnova, il fut l'un des chefs et des orateurs les plus écoutés et les plus populaires du parti libéral. Le président actuel du ministère bulgare, M. Petko Karaveloff, doit, en partie, sa situation à la constante amitié et à la modestie excessive de Slaveïkoff, qui s'effaça toujours derrière celui qu'il appelait son élève.

Alors que le prince Alexandre persistait à gouverner avec les chefs de la minorité conservatrice, Slaveïkoff résolut de faire appel au pays et aux cabinets des grandes puissances, et fonda à cet effet le *Tzélokoupna Bulgaria* (*Union de la Bulgarie*), journal de la majorité et organe du comité principal de l'Union. Cet organe, très répandu, naturellement, était rédigé mi-partie en français, mi-partie en bulgare, et exposait chaque jour le programme du grand parti national. Slaveïkoff avait la direction de la partie bulgare, et un ingénieur français était chargé de la partie française.

C'est cet organe et la popularité de Slaveïkoff qui créèrent dans le pays l'agitation à la suite de laquelle

le prince Alexandre se décida à appeler au pouvoir les chefs du parti libéral.

Slaveïkoff a toujours eu une grande répugnance pour le portefeuille ministériel ; il a été plusieurs fois président de la Chambre (*Narodno-Sobranié*), cependant il s'est vu obligé, à deux reprises différentes, de faire partie du cabinet, une fois avec Dragan Zankoff et une autre fois avec Petko Karaveloff.

Slaveïkoff est toujours élu député dans plusieurs collèges.

En parlant des hommes d'État de la Bulgarie actuelle, je ne puis passer sous silence celui qui y joue en ce moment un rôle si prédominant. On peut compter que la dignité et la bourse du pays seront bien gardées aussi longtemps qu'il sera au pouvoir, et ce n'est pas une petite qualité quand on s'approche de la mer Noire.

Partout en Bulgarie, le nom de Karaveloff est prononcé avec le plus grand respect. Les deux frères Lubin et Petko sont nés à Kopritchtitza, village situé près de Philippopoli. Ce fut ce village qui donna le signal de l'insurrection en 1876.

L'aîné, Lubin, était un écrivain et un poète. Il travailla toute sa vie à soulever la Bulgarie contre la domination turque; mais on le vénère surtout comme une des illustrations de la littérature nationale. Ses ouvrages, nouvelles, romans, poésies, où se reflète la vie contemporaine de la Bulgarie, sont devenus classiques; tout homme qui sait lire les étudie ou les sait par cœur. Plusieurs de ses expressions sont passées dans le langage ordinaire. Dans ses publications : *Svoboda* (*la Liberté*), *Nesavicimost*

(*l'Indépendance*), *Znanié* (*la Science*), etc., qui ont paru à Bucharest, il est le premier qui ait prêché ici la confédération de tous les États de la presqu'île des Balkans.

Pendant toute sa vie, il a habité la Roumanie et la Serbie, comme émigrant, et il n'est rentré en Bulgarie qu'à la veille de la réunion de l'Assemblée nationale à Tirnova, lors de l'établissement de la Constitution. Il n'a pas vu la Bulgarie libre; il mourut à Roustchouk, lors de l'occupation russe en 1878. L'année dernière, les étudiants des deux sexes ont fait des manifestations en son honneur. Une souscription est ouverte pour lui élever un monument.

Petko Karaveloff, actuellement chef du cabinet, s'est beaucoup occupé de questions économiques et financières. Il a terminé ses études à la faculté de philosophie de Moscou en 1871. Ne pouvant rentrer dans son pays, alors sous la domination turque, il enseigna l'histoire et la géographie dans un gymnase de Moscou, jusqu'au début de la dernière guerre. Il donnait en même temps des leçons particulières dans les familles aisées de Moscou. Il connaît à fond les langues russe, française, allemande et anglaise, mais il ne parle ces deux dernières qu'avec difficulté.

Pendant l'occupation russe, il rentra en Bulgarie et fut aussitôt nommé vice-gouverneur à Widdin. En 1879, il a été élu, par plusieurs arrondissements, député à la première assemblée nationale. Dans cette réunion, il a pris une part active à la discussion de la loi fondamentale, et on peut assurer qu'il est l'inspirateur de la Constitution de Tirnova, qu'il défend avec zèle et fermeté, par la voie du journal

qui porte ce nom. Après le renversement du premier ministère bulgare, M. Karaveloff a fait partie de tous les cabinets, jusqu'en 1881, lors du coup d'État. Il se retira alors à Philippopoli, d'où il continua à diriger le parti national. Pendant les deux années qu'il passa dans cette ville, il occupa les fonctions de maire et en même temps de professeur d'histoire universelle au gymnase. Grâce à son tact et à ses connaissances variées, il exerçait sur Aleko-Pacha une grande influence, qui imprima une marche nouvelle aux affaires de Roumélie. Il considérait la Roumélie comme appelée à conserver ses institutions libres plus sûrement que la Principauté.

Dès que la Constitution fut rétablie, les élections se prononcèrent en faveur du parti libéral avancé. A l'ouverture de la Chambre, Karaveloff et Slaveïkoff eurent une grande majorité. Le prince se décida à charger Karaveloff de la formation du nouveau cabinet. Lors de leur première entrevue, le prince lui dit : « Mon cher Karaveloff, pour la seconde fois je te jure que je serai esclave de la volonté du peuple, et que je gouvernerai en tout conformément à la Constitution de Tirnova ; oublions tout ce qui s'est passé pendant le coup d'État, et travaillons ensemble à la prospérité du pays. » Et il l'embrassa.

M. Karaveloff, depuis son arrivée au pouvoir, a su réformer radicalement tous les ministères, affaiblis par le coup d'État ; les différentes lois qu'il a présentées ont été votées à l'unanimité. On peut donc dire sans exagération que le régime actuel de la Bulgarie est dû à l'initiative de Karaveloff, et que rien ne se fait

que sous son inspiration, comme les derniers événements l'ont prouvé. Sa probité est reconnue même par ses adversaires politiques. Il est libéral démocrate. Il aime le peuple russe ; il reconnaît les sacrifices qu'il a faits pour l'indépendance de sa patrie, mais il ne tolère pas qu'un agent étranger s'immisce dans les affaires intérieures de la Principauté. Il a pris pour devise : « La Bulgarie aux Bulgares », c'est-à-dire la Bulgarie libre, et indépendante de toute influence étrangère.

Jusqu'à présent, il n'a publié qu'un ouvrage : *Commentaires et discussion critique sur la Constitution*, publié dans le journal *Naouka* (Science), de Philippopoli. Les nombreuses citations en différentes langues, qu'il donne en notes, prouvent qu'il connaît bien les faits et les théories de la science politique.

Sa toilette était autrefois très négligée : il portait les cheveux longs, la barbe inculte, ce qui donnait l'occasion à ses ennemis de le dénoncer au gouvernement russe comme nihiliste. Depuis son mariage, il se soigne et on commence à craindre qu'il ne pèche par trop d'élégance.

Il est maintenant âgé de 46 ans. Sa femme a reçu une instruction très solide dans l'institut des filles nobles à Moscou. La langue anglaise lui est aussi familière que sa langue maternelle : elle a publié récemment une traduction de la *Logique* de Stuart-Mill. Les journaux et les revues bulgares contiennent aussi des articles de Mme Karaveloff sur l'éducation des femmes, et elle vient même, dit-on, en aide à son mari. Elle remplit gratuitement les fonctions d'institutrice au collège de filles de Sofia. Pendant la

guerre récente, elle a été admirable de dévouement pour les blessés, tant serbes que bulgares.

C'est Karaveloff qui a mené le mouvement en faveur de l'union des deux Bulgaries. Il était préparé dès longtemps dans les esprits. L'an dernier (1884), des adresses aux grandes puissances dans ce sens ont été signées dans les principales villes bulgares, au nord et au sud des Balkans. C'était un mouvement complètement national. Aucun étranger ne l'a ni connu ni encouragé. Le prince ne se doutait nullement de ce qui se tramait en Roumélie. Il prenait paisiblement les bains de mer à Varna, quand Karaveloff vint l'y rejoindre et lui exposa qu'on allait se trouver en présence d'une explosion irrésistible du sentiment national. Alexandre le comprit et il eut confiance dans son ministre. Il vit qu'il fallait se mettre à la tête d'un mouvement populaire très légitime, mais qu'il fallait guider et modérer. Il faut dire à l'honneur de Karaveloff que la révolution s'accomplit sans verser une goutte de sang et sans aucune mesure de rigueur contre personne. Les musulmans eux-mêmes n'y ont fait nulle opposition et n'ont pas eu à s'en plaindre.

Un grand mérite de Karaveloff, me dit-on, est qu'il a de la volonté, de la décision et qu'il sait se faire obéir. Quand les officiers russes furent obligés de quitter, le prince Cantacuzène, ministre de la guerre et général russe, se réjouissait à la pensée de l'embarras dans lequel allait se trouver la Bulgarie. Karaveloff se décide à l'instant à les remplacer par des capitaines bulgares. — « Impossible! dit Cantacuzène, je ne signe pas ces nominations. » — « Mais il

le faut! » — « Non pas, je donnerai plutôt ma démission. » — « A votre aise, reprend M. Karaveloff; je prendrai aussi votre portefeuille. » Tous deux se précipitent à la rencontre du prince Alexandre, qui revenait de Vienne. Il maintient sa confiance à Karaveloff, qui l'emporte. Ce sont ces capitaines qui ont combattu, comme on sait, à Slivnitza, au Dragoman, à Tzaribrod et à Pirot.

On me dit que le prince a été admirable dans la crise effroyable qu'il vient de traverser. Isolé, sans état-major, il a tout ordonné par lui-même, d'abord par télégraphe de Philippopoli. Il connaît individuellement tous les officiers de son armée. C'est un vrai soldat, formé à l'école prussienne.

Les paysans aussi ont été d'un dévouement sans limite à la cause nationale. Pour les réquisitions de vivres et d'attelages, on leur donnait des reconnaissances et des bons à valoir: ils les déchiraient. Dans les pauvres villages situés près du théâtre de la guerre, ils nourrissaient gratuitement les soldats et chacun apportait ce qu'il pouvait. Les hommes de la milice arrivaient froidement, résolument, sans fanfares ni chants, mais avec la conviction de faire leur devoir. Les femmes les accompagnaient et les voyaient partir sans pleurer. Tous les fonctionnaires dont le traitement est supérieur à mille francs, y compris le prince, en ont abandonné la moitié. Le parti conservateur s'est aussi très bien conduit. En face du péril national, il a fait trêve aux divisions et soutenu Karaveloff sans réserve. On prétend cependant que quelques hommes d'État auraient continué à soutenir la Russie et voulaient même tenter une manifestation

contre le prince. Le fait serait si odieux qu'on a peine à le croire.

Ce qui est certain, c'est que l'attitude du tzar a été souverainement inintelligente et que les agents russes jouent à Sofia un rôle aussi funeste que maladroit. Ils veulent que tout marche à leur guise et, quand le sentiment de la dignité nationale résiste, ils s'efforcent de tout brouiller, de renverser les ministres, de faire échec au prince et de prouver qu'on a besoin d'eux. Le seul résultat qu'ils atteindront sera de faire oublier aux Bulgares tous les services que leur a rendus la Russie et d'anéantir tout sentiment de reconnaissance.

Le rôle de la Russie devrait être tout autre. Elle doit protéger, conseiller, jamais ordonner ni intriguer. Elle a créé la Bulgarie ; qu'elle l'aide à agir en État indépendant. Pourquoi entraver le développement de l'enfant qu'elle a mis au monde? Qu'elle reprenne l'attitude qui lui a valu jadis les sympathies de tous les Slaves ; qu'en toute circonstance, elle élève la voix en faveur des rayas et à Constantinople et dans les conseils de l'Europe, en invoquant simplement les droits de l'humanité et l'intérêt de l'Europe à voir la péninsule des Balkans libre et prospère ; c'est ainsi seulement qu'elle regagnera son influence. Autrement, elle n'en conservera pas plus en Bulgarie et en Macédoine qu'en Serbie et en Croatie.

CHAPITRE IV.

SOFIA. — CONDITIONS ÉCONOMIQUES DE LA BULGARIE.

— Sofia a été du temps des Romains, sous le nom de Serdica, une ville peuplée et importante. Constantin, avant qu'il se fût fixé à Byzance, disait : « Ma Rome est Serdica. » On voit encore vers le sud, sur la route de Berkovitza, les traces de ses anciens murs. Elle doit son nom actuel à une princesse de Byzance, Sophia, qui fit bâtir l'église de Sainte-Sophie; transformée en mosquée, ses ruines en font reconnaître l'importance. Au moyen-âge, Sofia partageait avec Tirnovo et Preslaw l'honneur d'être la capitale du pays. Aujourd'hui, elle compte 20,000 habitants et 2,968 maisons. La vieille ville a l'aspect d'une cité turque : rues étroites et tortueuses, bordées d'échoppes ouvertes et de pauvres maisons en bois; les seuls monuments non récents sont huit ou neuf mosquées, dont une est très belle, et un grand établissement de bains, où jaillit en abondance une eau fort chaude, dans un vaste bassin en marbre blanc. Une mosquée a été transformée en bibliothèque publique et en imprimerie.

Plus de 5,000 Turcs ont émigré; leurs maisons sont tombées en ruine ou ont été achetées et démolies, et ainsi a pu surgir, vers l'est de la ville, tout

un quartier nouveau, avec de larges rues disposées en damier. C'est là que s'élève le palais du prince, construction imposante qui a coûté, dit-on, plus de 4 millions de francs ; en face, un magnifique hôtel, imitation de ceux du Ring à Vienne, avec restaurant, café à dorures et boutiques à grandes glaces ; plus loin, de magnifiques hôtels ou plutôt des palais pour les consulats d'Angleterre, de Russie, d'Autriche, d'Italie et d'Allemagne. Près de là s'élèvent de vastes bâtiments tout blancs : ce sont les ministères, l'école militaire créée par les Russes, le casino des officiers, et, dans des jardins, un assez grand nombre de jolies villas, avec un rez-de-chaussée sans étage, comme la maison romaine. Ceci est très commode, mais prend beaucoup de place. Voici la distribution de la maison de M. Queillé, où je suis logé : Sur un vestibule central s'ouvrent, à droite, la salle à manger et le salon, en face, le cabinet de travail et la principale chambre à coucher ; à gauche, encore trois chambres à loger ; en arrière, un petit corps de logis contenant la cuisine et la dépendance. Beaucoup de caves, mais pas de grenier ; car le toit, recouvert de tôle peinte, comme en Russie, est très plat. Cette maison peut valoir 30,000 francs. Le terrain se vend déjà ici 40 à 50 francs le mètre, près du grand marché ; ailleurs, 14 à 15 francs. Les constructions se font en moellons qui viennent des environs et qui disparaissent sous un stucage en ciment élégant et soigné. Le bois de construction coûte très cher, car il est amené par charrettes à buffles d'une distance de quatre à cinq journées.

Je ne connais pas de ville aussi malheureusement

située que Sofia. De toutes parts s'étend, à perte de vue, une immense plaine déserte, sauf vers le sud, où s'élève le sévère massif granitique du Vitosch, dont le sommet, à l'altitude de 2,330 mètres, conserve de la neige une partie de l'année. Mais cette montagne, assez imposante de lignes, est complètement dénudée. Les arbres y ont été coupés et les chèvres n'y laissent croître que des broussailles. On vient de faire contre elles un règlement rigoureux qui permettra aux chênes et aux hêtres de repousser. La seule promenade est celle de Bali-Effendi, où, à côté d'un ruisseau et de quelques saules, se trouvent un bon restaurant et des cafés. On y arrive par une route poudreuse, sans ombre, où les voitures soulèvent une poussière si épaisse qu'on en est aveuglé. La steppe commence au sortir de la ville, sans transition. Aux alentours, les arbres font complètement défaut. Chez le consul d'Angleterre, on discute longuement la question de savoir s'il y en a trois ou quatre. Les Turcs les ont coupés, comme en Bosnie, pour éviter les surprises. Dans la plaine, grande comme dix fois la campagne romaine, et bien plus déserte et mélancolique, il y a, paraît-il, des villages cachés dans les plis du terrain. Invisibles à distance, ils sont habités par la tribu des Chops, qui descendent, croit-on, des Petchenègues vaincus, que les Byzantins ont établis ici au XIe siècle.

Le climat est très rude sur ce plateau, situé à 545 mètres au-dessus du niveau de la mer. L'hiver, la bise vous gèle et, l'été, le soleil vous grille. Les écarts du thermomètre sont effrayants. Il descend, en janvier, à 20 degrés au-dessous de zéro et, en août, il s'élève

jusqu'à 39 ; différence, 59. D'après les observations de M. Thonard, les variations journalières sont très souvent de 15 à 16 degrés. Parfois aussi, le sol est ébranlé par des tremblements de terre. Celui de 1858 a renversé un grand nombre de maisons et fait jaillir des sources thermales. Et le pire est que, quand on veut s'en aller, il faut deux jours d'un voyage fatigant et d'une durée incertaine pour regagner, soit le Danube au nord, soit le chemin de fer ottoman à Tatar-Bazardjik. Le siège du gouvernement aurait dû être à Tirnovo, qui se trouve dans une ravissante vallée descendant des Balkans et qui est la capitale historique. Sofia, placée à l'extrémité sud-est du pays, est si éloignée de tout, que certains députés n'y arrivent qu'après cinq ou six jours de voyage. On attribue le choix de cette ville à deux motifs principaux. Premièrement, elle est assise sur la grande ligne stratégique et sur le chemin de fer qui réunira l'Occident à Constantinople. En second lieu, située sur le versant sud des grands Balkans, elle est plus rapprochée que Tirnovo de la Roumélie et de la Macédoine, dont elle doit un jour devenir la capitale. Cette dernière considération rentrerait dans celles qui ont dicté le traité de San-Stéfano.

La première chose à faire pour rendre le séjour de Sofia plus agréable serait de créer, près de la ville, un grand parc, comme celui de Topchidéré, près de Belgrade, et, dans toute la plaine, des massifs boisés. Rien de plus facile, car beaucoup de terres appartiennent à la ville et à l'État. Si le prince Alexandre aimait les arbres autant que le roi de Roumanie, comme il pourrait transformer les tristes alentours

de sa capitale! Il est plus urgent ici de planter des arbres que de construire des palais.

— La Bulgarie possède-t-elle du charbon? De ceci dépend son avenir industriel, car aujourd'hui la grande industrie est impossible là où manque le précieux combustible. J'obtiens à ce sujet les renseignements les plus précis, grâce à l'obligeance d'un de nos jeunes ingénieurs sortis de l'école spéciale de Liége, M. Thonard, qui a été nommé récemment directeur général des mines de la Bulgarie. Il m'apprend qu'on a trouvé du charbon de différents côtés. D'abord sur le penchant septentrional des Balkans, près de Travna, se rencontre une formation qui paraît s'étendre jusqu'aux environs de Gabrovo et d'Élena. Puis au sud des Balkans, près de Slivno et au nord-ouest de Kezanlik, on a reconnu des couches qui pourraient bien appartenir au même bassin que celles du nord, dont elles auraient été séparées par le relèvement de la chaîne balkanique. Les trois couches de Travna ont été mises en exploitation par les Turcs, avant la dernière guerre, et le charbon est de bonne qualité; mais les transports étaient trop coûteux : ils se faisaient jusqu'à Tirnovo et même jusqu'à Sistow, sur le Danube, par charrettes à bœufs et pour le tiers de la route, soit 50 kilomètres, à dos de cheval. Impossible de continuer ainsi : l'exploitation a été abandonnée. La présence de la houille a été aussi constatée près de Trojan et de Belagradtchik. Au sud-ouest, à 28 kilomètres seulement de Sofia, un dépôt de lignite tertiaire de très bonne qualité s'étend sur 90 kilomètres carrés. Ce bassin houiller de Tcherkova est une vraie bonne fortune pour la

capitale, car le bois y est excessivement cher et il le devient chaque année davantage. Le charbon se paie à Sofia 24 francs la tonne; on n'en extrait encore que 16,000 tonnes par an. Le transport par charrettes est trop coûteux. Pour l'amener, il faudrait construire un petit chemin de fer à voie étroite. Il est probable qu'il sera exécuté par M. Groseff, entrepreneur bulgare, à qui le gouvernement vient de concéder l'exploitation de ces houillères pour quinze ans.

Le minerai de fer se rencontre en différentes parties des Balkans, mais dans des lieux où il est actuellement impossible d'en tirer parti. Les forges de Samakof produisent du fer supérieur même à celui de la Suède. Le minerai se présente sous une forme très spéciale. La syénite dont est formé le mont Vitosch renferme de petites particules de fer titané. Les pluies, et surtout la fonte des neiges, entraînent dans les vallées des alluvions où ces sables ferrugineux se déposent en mince couche noirâtre, qu'on recueille par des lavages. Ils contiennent 60 à 70 p. c. de fer magnétique. On les traite dans des fours catalans. Quand le Vitosch a eu beaucoup de neige, les dépôts sont plus abondants. En Suède, j'ai vu des lacs d'où on extrayait des dépôts ferrugineux de première qualité et du même genre. Les forges de Samakof obtiennent leur force motrice des eaux de l'Isker. Elles envoyaient leurs produits, employés surtout à faire des armes, dans toute la Turquie et jusqu'en Asie Mineure. Leur production annuelle est encore d'environ 2,000 tonnes; mais elle décroît, parce que le fer anglais, bien meilleur marché, enlève leurs débouchés. L'exploitation des minerais de plomb

argentifère deviendra une source de richesse quand les routes seront faites, car on en trouve de différents côtés dans les environs d'Élena et de Kustendil, dans les Balkans de Trojan et d'Étropole, et surtout près de Tschiprovitza, où des mineurs saxons ont jadis exécuté des travaux dont on reconnaît encore les traces; mais les exigences des Turcs les ont mis en fuite.

— Je porte au ministre d'Angleterre, M. Lascelles, la lettre que lord Edmond Fitz-Maurice, du *Foreign Office*, m'avait donnée pour lui. On m'introduit dans son cabinet de travail. Au moment où il entre, il me trouve examinant avec la plus vive attention une grande carte de la Péninsule, où sont indiquées en couleur rouge très visible les limites de la Bulgarie créées par le traité de San-Stéfano, et en couleur bleue moins apparente, les frontières fixées par le traité de Berlin : « Mes collègues prétendent, dit M. Lascelles, que je devrais enlever cette carte, parce qu'elle suggère des idées dangereuses et révolutionnaires. » — « Non, répondis-je, des idées justes qu'un prochain avenir réalisera; mais en même temps, permettez-moi de l'ajouter, de profonds regrets du mal qu'a fait votre cabinet tory, en annihilant les conditions obtenues par la Russie à San-Stéfano. »

Le fait est que tout ce que je vois, tout ce que j'apprends ici me porte à maudire l'œuvre de lord Beaconsfield, au traité de Berlin. Et dire que l'Angleterre l'a applaudie quand il est revenu, après avoir accompli ce crime de lèse-justice et de lèse-humanité ! En coupant la Bulgarie en deux tronçons

séparés : la Principauté et la Roumélie, et en remettant la Macédoine sous le joug des Turcs, il a non seulement sacrifié les populations chrétiennes à ce qu'il croyait être, bien à tort, l'intérêt de l'Angleterre, mais il a fait une chose inintelligente, car il a préparé un champ toujours ouvert à l'influence russe qu'il voulait éliminer, et il a fait naître ainsi des causes de complications et de conflits pour l'avenir. En constituant la grande Bulgarie de San-Stéfano, la Russie avait apporté à la question d'Orient une solution presque définitive et à laquelle les amis de l'humanité devaient applaudir. Presque toutes les populations de langue bulgare se trouvaient réunies et affranchies. Elles constituaient un État d'environ cinq millions d'habitants, assez fort pour se développer et même pour se défendre, et, en tous cas, n'ayant plus à appeler le secours de l'étranger pour atteindre son idéal. C'était là un résultat considérable.

On a objecté que cette grande Bulgarie aurait absorbé un certain nombre de villages mixtes, ce qui aurait sacrifié l'élément grec. Si cette difficulté n'a pas empêché de faire de la Roumélie un État semi-indépendant, elle ne peut pas être invoquée contre l'affranchissement de la Macédoine, où le nombre des Grecs n'est pas relativement plus considérable. Dans des contrées où les races sont si mêlées, il faut nécessairement prendre pour base des limites géographiques celles de la race qui y est en grande majorité. Quant aux minorités, si on les laisse libres de conserver leur langue et leur culte et si, d'ailleurs, elles jouissent du droit commun, elles n'ont point lieu de se plaindre. Le morcellement de la Bulgarie a créé

une cause d'agitation permanente qui ira s'irritant sans cesse. On l'a vu l'été dernier (1884), lors du pétitionnement universel en faveur de l'union de la Roumélie à la Principauté, et, récemment, quand cette union a été proclamée d'enthousiasme par la population tout entière.

La situation actuelle des chrétiens de la Macédoine est bien plus affreuse que jadis, parce que les Ottomans comprennent que le seul moyen d'empêcher l'émancipation des rayas est de les écraser complètement. Et c'est ce qu'ils font, loin des yeux de l'Europe, car l'Angleterre y a même supprimé les deux vice-consulats qu'elle y entretenait précédemment. Elle ne veut pas voir les tristes conséquences de l'œuvre de Beaconsfield. Heureusement, les voyageurs parlent, et ici, à Sofia, et à Philippopoli, arrive l'écho des plaintes des victimes. En traçant, d'après les « livres bleus » anglais, le tableau de tout ce qu'avaient à souffrir les chrétiens dans les provinces de la Turquie, Saint-Marc Girardin n'a pas peu contribué à faire naître en Europe les sentiments de sympathie pour ces infortunées populations, qui ont abouti à l'émancipation de la Bosnie, de la Serbie, de la Bulgarie et de la Roumélie. Aujourd'hui, il faudrait venir en aide de la même façon aux rayas sacrifiés par l'Angleterre, dans le traité de Berlin. Leur situation est désolante : rien ne peut donner une idée de ce qu'ils ont à souffrir de la part des Arnautes et de la soldatesque turque. Voici ce que dit à ce sujet un tory, un ami de lord Beaconsfield et de lord Salisbury, le marquis de Bath, dans un livre publié récemment, après un voyage dans la Pé-

ninsule : « La Macédoine offre en ce moment l'exemple de la condition d'une province soumise au joug de la Turquie. L'anarchie règne partout : le gouvernement est sans autorité, ou bien il refuse de faire usage de celle qu'il possède. Il n'y a nulle part ni ordre, ni sécurité, pas plus pour les personnes que pour les propriétés. Là où passe un chemin de fer, on risque d'être assassiné à deux cents pas des gares. Hors des portes des villes, la vie est en danger. Les marchands n'osent voyager qu'avec une forte escorte, et, souvent, ils sont enlevés, rançonnés ou égorgés, malgré l'escorte ou avec sa complicité. Chaque jour, quelque raya est assassiné par les beys albanais ou turcs, qui outragent les femmes, pillent les villages ou lèvent sur eux de fortes rançons, et il n'y a moyen d'obtenir des autorités turques ni protection, ni répression. Et tout cela se passe sous les yeux des Bulgares affranchis et frémissant d'indignation. » (*On Bulgarian Affairs*, p. 80.) M. Arthur Evans, qui, récemment, a visité la Macédoine, trace de cet infortuné pays un tableau tout aussi affligeant et peint sur le vif.

— En rendant compte de ses impressions de voyage en Orient, le marquis de Huntly dit : « Je me suis formé une haute opinion des Bulgares. L'agitation qui se manifeste en ce moment pour réunir la Bulgarie et la Roumélie est inévitable, car l'autorité du Sultan devient chaque jour plus illusoire. Le désir des Bulgares d'agglomérer en un seul État les diverses régions de la Turquie d'Europe habitées par leur race, sera certainement réalisé, et je pense qu'ils ne tarderont pas à prendre place au premier rang (*a leading*

position) parmi les nations de l'Europe orientale. » (*Fortnightly Review*, 1er déc. 1884.)

Élisée Reclus augure bien aussi de l'avenir des Bulgares :

« Dans les collèges mixtes de Constantinople, dit-il, ce sont régulièrement les jeunes Bulgares qui ont le plus de succès. C'est un grand signe de vitalité. Qu'elle continue dans cette voie, et la race Bulgare, qui depuis si longtemps avait été pour ainsi dire supprimée de l'histoire, pourra reparaître dignement sur la scène du monde. » (*Nouv. Géogr. univ.*, t. I, p. 228.)

A propos des atrocités commises en Macédoine, dont j'ai parlé à diverses reprises dans la *Pall Mall Gazette*, lord Huntly dit que, d'après lui, la situation de ce malheureux pays est affreuse, et il ajoute : « L'Angleterre et les co-signataires du traité de Berlin ont la stricte obligation de prévenir ces horreurs et ce détestable gouvernement. Comme nous n'avons pas voulu accorder à la Macédoine d'autonomie administrative, notre obligation morale et légale de défendre le pays contre les cruautés et les extorsions est certaine. »

La publicité est le seul moyen de porter remède à une situation plus cruelle que nulle autre en ce monde. Aussi les patriotes de Sofia ont-ils eu raison de fonder un journal, *la Voix de la Macédoine*, où est publié, en français, le récit de tous les crimes commis en Macédoine, ainsi que l'a fait, avec tant de courage, M. Arthur Evans dans les journaux anglais. En envoyant cette feuille aux députés et aux ministres des grandes puissances, on finira par créer dans

l'opinion publique un tel sentiment d'indignation, que le gouvernement turc se rappellera les obligations que le traité de Berlin lui a imposées, ou que l'Europe, enfin remuée, interviendra comme en 1827-1828 et en 1876.

— Dîner chez le ministre anglais avec la plupart des diplomates qui se trouvent à Sofia. Grande réserve ; on sent que le terrain est miné. La discussion ne devient un peu vive que quand il s'agit de décider quel est le meilleur moyen de faire arriver le poisson frais du Danube. Après le café, le whist commande un silence complet. Je cause avec Mme Lascelles, qui est vive, enjouée, très spirituelle. Elle me parle des misères des premiers temps du séjour : dans les rues nouvelles, on ne pouvait circuler d'aucune façon ; à pied, on y perdait ses chaussures, et, en voiture, on s'y embourbait, comme au temps de Mme de Sévigné. De beaux pavés, qui coûtaient très cher, étaient posés avec grand soin ; après le dégel, au printemps, ils avaient disparu ; ils s'étaient engloutis dans l'argile liquéfiée. La marée venant de Lom-Palanka, par Berkovitza, restait souvent en route, et Vatel aurait eu l'occasion de se tuer tous les huit jours. Mais maintenant tout va mieux. La société est très agréable à Sofia, parce qu'elle est très intime. On se voit souvent, presque chaque jour.

Les amateurs de chasse et de patin sont heureux ici. La traque à l'ours sur le Vitosch ou dans les Balkans est un sport sans pareil. Les dîners sont encore une grosse et difficile affaire. Nulle part, on n'en fait de meilleurs que chez le ministre de France ; malheureusement, sa cuisinière, qui est Belge, est absente ; elle

prend les eaux à Carlsbad. C'est un deuil pour tous les gourmets. Mme Lascelles me fait un grand éloge des Bulgares. Ils sont sobres, honnêtes, très travailleurs, très disciplinables; ils feront une nation de qualités solides.

Le pain se vend 20 à 30 centimes le kilo; la viande, 1 franc à 1 fr. 25 c.; un poulet, de 60 centimes à 1 fr. 50 c.

Nous feuilletons le livre illustré de Kanitz sur la Bulgarie. Il l'a traversée dans toutes les directions. Ses impressions et ses descriptions sont très exactes, me dit-on.

— MM. Guéroff, Balabanoff, Sarafoff et Pomianoff organisent un dîner en mon honneur à Bali-Effendi. L'hôtel est bien situé, parmi les saules et les peupliers, au bord d'un torrent qui descend du Vitosch. Je me hasarde à reprendre ici la thèse que j'ai défendue à Belgrade. Il faut encourager les industries nationales qui produisent des choses solides, appropriées au climat et aux mœurs, et non faire naître, par des faveurs, des subsides et la protection douanière, de grandes industries factices, livrant des marchandises de qualité inférieure. La Bulgarie doit être surtout agricole; les habitants ont le génie et le goût de la culture. Ajoutez-y un peu de science pratique : ils enrichiront le pays. Le but ne doit pas être, comme on se l'imagine à tort, d'exporter beaucoup, d'aligner de gros chiffres à la rubrique du commerce extérieur, mais de fournir largement à tous les besoins de la population. *Beati nimium agricolæ!* Nous buvons d'excellents vins de Roumélie à l'avenir de nos pays libres : la Belgique et la Bulgarie.

— D'après le dernier recensement, dont j'ai vu les éléments classés avec soin par M. Sarafoff, la Bulgarie comptait, en 1881, 349,905 ménages établis dans 339,870 maisons, chacun ayant donc la sienne; 1,016,730 hommes et seulement 975,253 femmes, total : 1,998,983. Les chiffres suivants, relatifs à la production et à l'exportation, donnent une idée de la richesse du pays. Production : froment, 800,000 tonnes; maïs, 150,000; orge, 375,000; seigle, 185,000; avoine, 225,000. Le nombre des têtes de gros bétail est de 489,115. L'exportation de céréales diverses s'élève, année moyenne, à plus de 200,000 tonnes, dont 78,684 expédiées par les ports du Danube, Routschouk, Nicopoli, Sistow, Rahowa, Lom-Palanka et Widdin, et le reste par le port de Varna sur la mer Noire. Les transports, à défaut de chemins de fer, doivent se faire par charrettes, et comme on paye de 1 à 2 francs par tonne-kilomètre, les marchandises pondéreuses ne peuvent être profitablement amenées jusqu'au point d'embarquement; aussi, à l'intérieur, les prix restent-ils très bas.

On récolte du vin surtout dans les environs de Varna, de Kustendil et de Tirnova; mais il est si mal fait, qu'il ne supporte pas le transport; quand il arrive à Marseille, il est aigri.

— Par suite de l'émigration considérable des musulmans qui partent pour ne pas obéir dans l'armée à des chrétiens, la population a beaucoup diminué dans les villes. Celle de Widdin, qui est maintenant de 13,602 âmes, était, dit-on, avant la dernière guerre, de 30,000. On prétend que 200,000 musulmans ont émigré. Qu'on ne s'en plaigne pas et qu'on les laisse

partir. Leurs maisons et leurs biens se vendent à vil prix : grand avantage pour qui les achète. Un élément de discorde se trouve ainsi éliminé pour l'avenir. Le pays n'a pas trop souffert de leur départ, car le commerce a notablement augmenté : de 52,230,654 francs en 1879, il s'est élevé à 90,279,000 francs en 1882. En si peu d'années, il a presque doublé. Comme en Serbie, le principal trafic se fait avec l'Autriche, puis vient l'Angleterre, et en troisième ligne la Roumanie. Les relations avec la France sont presque nulles. Les importations françaises en Bulgarie ont été seulement de 3,019,800 francs en 1881.

La Russie s'efforce de faire rentrer la Bulgarie dans la sphère de son commerce. Elle vise à la construction d'un chemin de fer qui irait des bouches du Danube à Sofia, en traversant diagonalement tout le pays. En octobre 1882, elle a accordé au prince Gagarine un subside annuel de 1,200,000 roubles pour l'aider à maintenir la navigation à vapeur entre Odessa et les échelles du Danube, mais le succès est douteux. L'industrie russe, ultra-protégée, ne peut lutter contre l'Occident, et, en outre, les conditions économiques de la Russie et de la Bulgarie sont trop semblables pour que beaucoup d'échanges puissent se faire.

— Malgré les efforts du délégué français, M. Queillé, qui apporte dans l'exécution de sa mission un dévouement absolu au pays et une expérience consommée, acquise dans l'inspection des finances en France et en Algérie, la réforme du système d'impôts est loin d'être achevée. On en est toujours au régime turc, sauf que

la dîme en nature a été convertie en un impôt fixe, réglé d'après la moyenne de la taxe perçue durant les trois dernières années. Il n'y a point, comme chez nous, de receveurs et de contrôleurs pour les contributions. Les villages payent collectivement à l'État l'impôt, qui est perçu par le maire (*kmète*), sans quittance régulière, après qu'il a été réparti entre les habitants. De là beaucoup d'inégalités et d'irrégularités. On m'affirme que, par exemple, le district de Widdin est parvenu à dissimuler la moitié de son revenu imposable. L'impôt foncier, le *verghi* turc, comprend 4 pour 1,000 sur la valeur des immeubles et 3 p. c. sur leur valeur locative; il y a en outre un impôt de 3 p. c. sur le revenu, une taxe sur le bétail, sur les tabacs, sur les boissons.

En 1884, le revenu est de 35 millions de francs, dont la moitié provient des impôts fonciers et de la taxe sur le bétail. Les douanes rapportent 5 millions; le tabac, 2 millions. Quant aux dépenses, le budget de la guerre prend 11 millions, et la gendarmerie, qui dépend du ministre de la guerre, 2 millions; la liste civile du prince, 600,000 fr.; la Chambre, 300,000 fr.; ses membres reçoivent une indemnité de séjour pendant les sessions et des frais de déplacement. Plus de 2 millions sont accordés au ministère de l'instruction publique, le seizième du revenu total; c'est bien pour un commencement [1].

— Dans un rapport à l'Assemblée nationale que j'ai sous les yeux, M. Queillé montre bien les vices du système actuel de recouvrement des impôts : « Dans

[1] Voir aux annexes n° 4.

chaque district, le rouage essentiel en matière d'assiette et de perception est le conseil d'arrondissement. Il peut tout faire, soit dans l'ordre des atténuations, des compositions avec les contribuables (qu'il redoute, puisqu'il dépend d'eux par l'élection), soit dans l'ordre des malversations, puisque rien ne l'empêche de trafiquer de ses complaisances et que le caissier, dont il est responsable, est son homme bien plus que l'homme du trésor; il est réélu chaque année.

« Ce que j'ai dit du conseil d'arrondissement s'applique à plus forte raison au *kmète* (maire), qui forme le premier degré de cette ombre de hiérarchie financière, dont les attributions confuses autorisent tous les abus. C'est lui qui reçoit de la main à la main une partie de l'argent des contribuables, sans qu'il soit délivré de quittance, par l'excellente raison que le magistrat municipal est le plus souvent illettré. Pour donner une idée de son indépendance et de son action sur ses administrés, il suffit de rappeler qu'il est élu et salarié par eux, non pas même d'après un tarif bien déterminé, mais suivant des conventions débattues entre eux. »

« Il s'ensuit que les arriérés des impôts et les non-recouvrements sont énormes. A qui s'en prendre? au préfet, au consul ou au *kmète?* Le ministre n'a aucun moyen d'action pour régulariser les rentrées. Il y a là une source effroyable de désordre. Une réforme urgente est la création d'une hiérarchie de percepteurs dépendant du gouvernement central et responsables de leur section. »

Les budgets ne sont jamais définitivement réglés en temps utile. Quelle occasion d'abus sans nombre et

sans limites! Pour la confection du budget, M. Queillé recommande : 1° de séparer dans chaque ministère les dépenses ordinaires des dépenses extraordinaires; 2° de diviser chacune de ces deux grandes sections en autant de chapitres qu'il y a de matières distinctes; 3° de ne grouper dans un chapitre que des articles se rapportant au même objet; 4° de distinguer dans chaque article les dépenses du personnel de celles du matériel.

M. Queillé a quitté Sofia sans avoir pu rien obtenir. Ce n'est vraiment pas la peine de faire venir un conseil de l'étranger.

Le même détestable système de perception des impôts, qui vient des Turcs, est encore en vigueur en Roumélie et en Serbie. Le roi Milan citait comme une chose admirable qu'on percevait des contributions indirectes sans personne pour les encaisser.

Un point noir pour les finances de la Bulgarie, c'est l'obligation que le traité de Berlin lui impose de reprendre le chemin de fer de Routschouk-Varna, très utile à l'Europe pour les communications avec Constantinople, mais parfaitement inutile aux Bulgares. On exige 50 millions de cette ligne, qui n'en vaut pas 20 et qui sera entièrement délaissée quand la ligne Belgrade-Sofia-Sarembey sera achevée. On s'étonne de voir l'Angleterre appuyer d'iniques exigences.

La Bulgarie a adopté, comme la Serbie, la Grèce, la Roumanie et la Finlande, le système monétaire français; seulement, le franc s'appelle ici *lev,* ce qui signifie lion. Les anciennes monnaies bulgares portaient un lion, d'où le mot turc *aslanli*, de *aslan*,

lion, et le mot roumain *leu*, employé pour désigner l'unité monétaire, le franc, en Roumanie.

Une banque nationale a été fondée sur le modèle de celle qui existe en Belgique. Elle n'a pas le droit d'émettre des billets de banque, mais elle fait l'escompte et même, sous certaines conditions, des avances. Elle est dirigée par l'un des hommes les plus distingués de sa nationalité, M. Guéchoff, ancien ministre des finances en Roumélie. D'après ce qu'il m'apprend, la banque fait encore peu d'affaires, faute de « matière escomptable ».

Dans le bilan du 31 mai 1885, que j'ai sous les yeux, l'actif et le passif se balancent par 11,371,857 francs. Le capital est de 2 millions, versés par l'État, plus 1,493,991 de réserves. Le bénéfice net en 1884 a été de 604,000 francs. L'intérêt est, en général, de 8 p. c.

Une cour des comptes a été établie, mais elle se borne à faire le relevé des dépenses effectuées. Pour empêcher le renouvellement des graves abus commis récemment, il faudrait qu'elle fût complètement indépendante, ses membres étant inamovibles, et qu'elle fût investie du droit d'examen préalable de tous les mandats, dont aucun ne serait payable que revêtu de son approbation, dont elle serait responsable. Ceci me paraît être la plus urgente des réformes pour empêcher les malversations à l'avenir. Ce qui prouve la nécessité de ce système de contrôle, ce sont les faits qu'a révélés l'enquête ordonnée par la Chambre (1885) sur les abus commis sous le ministère du coup d'État. On y voit que 2,553,556 francs n'étant pas suffisants pour la construction et l'ameublement du palais,

200,000 francs ont été dépensés en plus, sur un ukase du prince, sans vote de l'assemblée! 200,000 francs pour les voyages princiers et des suppléments de traitement ont été pris au trésor ou à la Banque nationale, toujours sans le vote préalable ou postérieur de la Chambre, ce qui était contraire à la Constitution, même telle qu'elle était modifiée par le coup d'État.

— Comme en Serbie, les conditions sociales, en Bulgarie, sont aussi bonnes qu'on les peut désirer. Point de grande propriété, point d'aristocratie, aucune hostilité de classe. Presque partout, les cultivateurs possèdent la terre, qu'ils font valoir et qui suffit à leurs besoins. Le bail à ferme est inconnu. Dans quelques districts, le métayage existe, mais il est devenu rare aujourd'hui, parce que les begs turcs, ayant émigré en grand nombre, ont vendu leurs terres à vil prix aux paysans. Au sud-ouest du pays, du côté du Rhodopé et de Kustendil, le régime féodal turc avait survécu. Le territoire des villages appartenait aux begs. Les paysans leur donnaient pour les fêtes du Baïram une certaine quantité de blé, de beurre, de fromage et de bois, et en outre ils étaient tenus à exécuter des travaux de culture sur les terres des tchifliks (fermes). A la mort du père de famille, le beg avait le droit de réclamer certaines prestations en nature, à titre d'impôt de succession, ce qui équivalait au droit du *meilleur chastel*, général en Occident au moyen-âge. Cet état de choses ne date, m'affirme-t-on, que du commencement de ce siècle. Les begs musulmans des districts de Vrania et de Kustendil, qui étaient allés combattre les Serbes et Kara-George,

exaspérés d'être repoussés, s'en prirent aux rayas et leur enlevèrent la propriété du sol, en les y laissant à l'état de tenanciers corvéables.

L'agriculture offre encore presque le même aspect qu'à l'époque où Blanqui visita la Bulgarie, en 1842. Il est intéressant de relire ces pages, où tous les détails sont si clairement résumés. Ceci est un tableau du point de départ de la période nouvelle. Il servira à mesurer, dans quelques années, les progrès accomplis.

« Les Bulgares possèdent, dit l'auteur, la plus sûre base de l'existence d'un peuple : un sol riche, un climat doux, un grand fleuve frontière, des plaines cultivables, des montagnes boisées, des mines de fer et des bestiaux nombreux, susceptibles d'un accroissement presque illimité. De toutes les qualités qui distinguent ce peuple, son goût et son aptitude pour l'agriculture sont les plus remarquables ; l'industrie n'occupe que le second rang ; le commerce est presque nul, à cause de l'absence de routes et de l'éloignement des grands centres de consommation.

« Le maïs est la culture céréale par excellence de la Turquie, et particulièrement de la Bulgarie. Le blé ne vient qu'ensuite, mais il est cultivé sur une petite échelle, et encore ne fume-t-on nullement la terre, si ce n'est par hasard, et grâce au séjour sur place des bœufs, des moutons et des chevaux. L'écobuage est quelquefois pratiqué, presque toujours sans discernement et trop souvent au détriment des forêts. Les prairies artificielles sont inconnues ; mais les Bulgares sont très ingénieux à profiter du moindre filet d'eau pour les irrigations. Les champs ensemencés sont

quelquefois envahis par des chardons, des fougères, des bouillons-blancs qui en diminuent beaucoup le produit et qui deviennent souvent inextricables. Quoique la marne abonde, personne ne l'emploie à modifier le sol cultivable, qui est léger en beaucoup d'endroits et qui recevrait de ce réactif une amélioration sensible. A quoi bon recourir aux cultures savantes, puisque l'immense majorité des plus fertiles terrains demeurent en friche et en proie à la vaine pâture? Il suffit de voir moissonner des Bulgares pour apprécier le peu de cas qu'ils font de la paille; ils ne daignent pas même enlever les tiges de maïs, qui pourrissent ou se dessèchent sur pied, quand la récolte est faite. Cette récolte est la seule du pays, et le maïs est l'unique plante à laquelle l'on fasse l'honneur de la sarcler et de veiller sur elle. Toutes les autres, à l'exception du tabac et du riz, sont abandonnées à la garde de Dieu.

« La vigne est surtout cultivée entre le Balkan et le Danube et dans les plaines méridionales. Mais le vin est mal fait, plat, épais, peu susceptible de conservation, très foncé en couleur, jaune quand il a pu vieillir. On trouve dans presque tous les villages des traces qui prouvent que cette culture a eu jadis plus d'étendue; mais elle diminue tous les ans, à cause du système effréné de pillage, qui ne permet à aucun raya de compter sur la vendange. Tout le monde se régale, à la vigne d'un Bulgare, comme à une table ouverte, et peu à peu le raisin se réfugie dans les jardins, comme un fruit d'agrément, pour s'y mettre à l'abri de la rapacité turque.

« Les Bulgares aiment beaucoup les arbres fruitiers,

mais ils en possèdent bien peu de variétés. Le prunier à fruits bleus ou violets est l'arbre dominant dans leurs vergers ; on en trouve à l'approche de tous les villages. On retire de la prune une pulpe qui sert aux habitants à faire des sorbets assez agréables, des confitures et une liqueur particulière obtenue par la fermentation. Ces arbres sont les seuls que j'aie vus plantés en quinconces ou avec une sorte de régularité. On les compte par milliers, et leur seule présence suffit pour indiquer d'une manière certaine l'existence des villages, ordinairement cachés hors des routes et dans les profondeurs des bois. Les cerisiers sont très communs, mais de petite espèce, et le fruit en est aigre et sauvage. Les pêchers réussissent en plein vent. Les noyers, les pommiers et les poiriers décorent les jardins. Les amandiers, les cognassiers et les abricotiers abondent surtout à mesure qu'on descend vers la mer de Marmara et qu'on approche de Constantinople. Le mûrier réussit d'une manière merveilleuse. Il y en a de vraiment extraordinaires par leur immense « envergure », qui couvre des espaces fort étendus ; tel est celui de Sofia, qui ombrage un carrefour tout entier.

« On devine aisément que l'horticulture doit être très bornée dans un pays où l'on semble ignorer jusqu'à l'existence des fruits si agréables et si variés de nos vergers. Aussi ai-je vu peu de légumes, soit sur les marchés, soit dans les jardins de la Bulgarie. La pomme de terre y est à peine connue, et je n'ai pu obtenir qu'on m'en servît nulle part, pendant toute la durée de mon voyage. Parmi les végétaux farineux et alimentaires, les haricots sont les plus culti-

vés. On peut même dire qu'ils jouent dans la consommation des Orientaux le même rôle que la pomme de terre parmi nous; on en trouve partout. C'est pour ces légumes que l'on entretient avec soin les moyens d'irrigation. Les citrouilles, les pastèques, les melons, les fèves, les concombres, quelques variétés de choux, les oignons, les laitues et, comme assaisonnement, l'ail, le poivron, la tomate : tel est le catalogue fort restreint du jardinage turc et bulgare, car les Bulgares sont les jardiniers des Turcs. On ne trouve ni artichauts, ni pois, ni lentilles, ni raves, ni asperges, ni salsifis, ni betteraves, si ce n'est à Constantinople, et plutôt comme objets de curiosité botaniques que comme plantes maraîchères.

« La Bulgarie est destinée à s'enrichir un jour de la culture de certaines plantes que j'appellerai industrielles, telles que le riz, le lin, le tabac, la garance, le sésame, le coton, les roses. C'est dans les environs d'Eski-Zagra et le Kezanlik que l'on rencontre ces gracieux champs de rosiers plantés avec ordre, et entretenus avec une sollicitude vigilante par la main des jeunes et belles filles de cette partie de la Bulgarie. Dans la saison où se fabriquent les essences et les eaux distillées de roses, les villages sont littéralement jonchés de pétales de ces fleurs, et les chevaux y marchent comme sur une litière parfumée, dont le marché est tout entier en Orient et ne manque jamais aux producteurs, quoique l'article qui en est la base soit un objet de luxe et la plus grande, peut-être, de toutes les superfluités. Le tabac, qui en est une autre, donne aussi des revenus considérables ; il prospère surtout dans les terrains bas et fertiles, et

j'avoue que le tabac des Turcs est bien supérieur à tous les autres, en raison de son odeur douce et presque agréable, qui n'a rien de commun avec celle de la feuille que l'on consomme en France, en Belgique et en Allemagne.

« La fortune agricole des Bulgares s'accroîtra surtout par l'élève des bestiaux, déjà très nombreux dans leur pays. Les bœufs, les buffles, les moutons surtout, et malheureusement aussi les chèvres, s'y comptent par centaines de milliers, mais n'y ont point de prix commercial. On se procure pour moins de 80 francs une paire de bœufs de labour, un mouton pour cinq francs, deux chèvres pour le prix d'un mouton. Les volailles de tout genre, principalement les poules et les dindons, y sont en telle abondance qu'on en achète pour 25 ou 50 centimes la pièce, et que ces animaux peuvent supporter les frais de voyage jusqu'à Constantinople, où on les expédie par troupes de quinze à dix-huit cents sous la garde de deux hommes à cheval. Le jour où la Bulgarie jouira d'un régime qui donne quelque sécurité aux capitaux et aux personnes, les domaines immenses abandonnés aujourd'hui aux ravages des chèvres ou aux incursions stériles de la vaine pâture seront mis en culture et pourront nourrir une population triple, peut-être quintuple, de celle qui existe en ce moment. »

— Autrefois, les paysans vivaient groupés en communautés de familles ou *zadrugas*, mais les sentiments individualistes de notre époque les minent et les font disparaître. Cependant, M. Kanitz en a trouvé encore beaucoup dans les villages au nord des Balkans. Voici comment il décrit une *zadruga* où il a trouvé

l'hospitalité au village de Souchindol : « La famille comprenait quatre générations réunies sous l'autorité du starechina. La bru, devenue veuve, était restée avec six enfants dans la communauté. Les bons mots hostiles aux belles-mères, qu'on répète partout, depuis l'Australie jusqu'à l'Angleterre, trouvent un démenti chez les Slaves du Sud. Les Bulgares n'admettent pas le proverbe albanais : « La belle-mère, dans la maison, est comme un manteau dans un buisson d'épines. » Le starechina met fin à toutes les querelles. Il gouverne avec sévérité la ferme commune, qui, ordinairement, occupe une grande superficie. La ferme de mon hôte à Souchindol contenait quatre maisons d'habitation, de nombreux greniers pour les grains, des enclos pour les bestiaux et de petites étables. Les demeures où s'établissent séparément les jeunes ménages s'élèvent auprès de la maison commune à tous les membres de la famille. Cette dernière consiste généralement en un rez-de-chaussée, élevé sur une cave où l'on conserve les provisions de vin, d'huile et de viandes ; on arrive à l'étage habité par un escalier aboutissant à une véranda. Deux grandes chambres sont séparées par le foyer, qui les chauffe toutes deux : l'une est la salle de réunion et des fêtes ; dans l'autre logent les étrangers. »

Lord Bath affirme que, dans l'est de la Bulgarie, on trouve des communes où le territoire, considéré comme propriété collective, est soumis à un partage périodique entre les chefs de famille, comme dans le *mir* russe. Tous les villages et même des villes ont des pâturages communaux inaliénables et parfois des bois. Tout autour des habitations s'étend un pré où le

bétail peut vaguer en liberté. On peut consulter à ce sujet le bon livre de Aristarchi-Bey sur la législation ottomane.

Quand on étudie la condition économique de ces pays-ci, on est frappé de voir combien elle ressemble à celle de l'Europe entière à l'époque de Charlemagne et à celle de l'intérieur de l'Inde aujourd'hui. A défaut de communications faciles, la production de tout ce que l'on consomme se fait sur place, au sein de chaque village et même de chaque famille. Chacune de celles-ci récolte ce qu'il lui faut pour subsister et fabrique ses vêtements, ses ustensiles, ses instruments aratoires. Peu d'échanges et de division du travail. Dans la villa de Charlemagne, on tissait aussi le lin récolté et la laine des moutons, et ce petit groupe se suffisait lui-même. Les femmes bulgares font des broderies ravissantes sur les différentes parties de leur habillement, mais on a beaucoup de peine à s'en procurer. Rien ne se fait pour la vente.

Les Bulgares ont au plus haut degré la qualité qui assure la prospérité des nations : ils sont d'admirables travailleurs, infatigables, intelligents, économes. Ils sont bons agriculteurs, bons charpentiers, bons maçons. Comme je l'ai déjà dit, ce sont eux qui, dans toute la Péninsule et même le long du Danube, depuis Semlin jusqu'à Bucharest et Braïla, cultivent les légumes, aux environs des villes. Trente mille d'entre eux vont, chaque année, aider à faire la récolte en Serbie et en Roumanie et on les y rencontre aussi en grand nombre, maçonnant et préparant charpente et menuiserie. Dans les plaines, partout où passaient les soldats turcs, la culture est encore

primitive. Avec une charrue informe, attelée de quatre ou six bœufs, la terre est déchirée plutôt que labourée ; elle donne une récolte de blé, puis une ou deux de maïs, et après elle reste en jachère, à l'état vague, parcourue par le bétail. C'est cette mauvaise agriculture entrevue par M. de Blowitz, voyageant en train-éclair, entre Routschouk et Varna, qui lui a fait émettre un jugement si sévère sur tout ce qui se fait en Bulgarie. Il ignorait probablement que c'est dans cette partie du pays que domine l'élément musulman, pour lequel il réserve toutes ses sympathies. S'il avait, comme MM. Kanitz et Queillé, parcouru la région des collines et surtout les vallées aux abords des Balkans, loin des grandes routes, il aurait trouvé des bourgs prospères, de charmants villages cachés parmi des arbres fruitiers, des champs bien exploités, des vignes, des mûriers, des cultures industrielles, tabac, lin, chanvre.

Toujours prêt au travail, le Bulgare saura aussi créer le second agent de la production, le capital, car il est très âpre au gain et très économe. Dans la plupart des villes, on trouve des marchands qui habitent des maisons confortables et qui ont épargné de petites fortunes. Ils entendent le commerce et entrent volontiers en relations avec les pays étrangers. Ils visitent régulièrement les places commerciales de l'Occident, pour y faire leurs achats.

— En parcourant la Bulgarie, MM. Queillé et Kanitz ont été stupéfaits de voir les monuments : églises, ponts, édifices publics, et les objets d'art : sculptures en bois, orfèvreries, tableaux même, exécutés par des artisans, par de simples ouvriers sans instruction,

qui sont des architectes et des artistes sans le savoir. Des faits vraiment extraordinaires de ce genre sont cités à chaque page.

Ce qui a frappé aussi M. Queillé, un fin et sagace observateur, c'est la solidité de caractère du Bulgare et son désir de s'instruire.

« La jeune Bulgarie a ses défauts, — qui n'a pas les siens? — Mais elle est admirablement douée pour s'assimiler, par une absorption lente et continue, l'instruction dont la race est avide. Le Bulgare comprend lentement, mais il ne dira jamais qu'il a compris avant d'en être absolument certain. L'à-peu-près le déroute; il lui faut un terrain solide sous ses larges pieds.

« Trait particulier aux écoles bulgares : l'ordre règne dans les salles de travail, et les enfants se servent mutuellement de mentors, les forts venant au secours des faibles.

« ... Il y a un besoin inconscient de savoir, qui a toute la force d'un instinct. Le paysan n'obéit-il pas à un instinct lorsqu'il délie, sans murmurer, les cordons de sa bourse dès qu'on lui parle d'école, lui, dont l'avarice est proverbiale et dont le rêve, incessamment caressé par des meneurs politiques, est l'immunité d'impôts? Même instinct chez l'enfant, qui s'engage au service d'un maître sous la réserve qu'il fréquentera l'école; chez le valet d'auberge, que vous surprenez, le soir, après une journée de fatigue, courbé sur un livre bulgare, parfois même sur un livre français. La régularité de conduite de ces naïfs est en général édifiante.

« Ce qui est le plus à louer dans le Bulgare, c'est

le bon sens imperturbable et la possession de soi-même.

« Jusque dans ses écarts, il dépasse rarement une certaine mesure, en cela très différent du Russe, qui, soit en bien, soit en mal, vit dans les extrêmes... Bien entendu, je parle du Bulgare primitif; celui qui confine à ce que nous appelons la classe aisée, qui est né et a vécu dans les villes, vaut déjà moins. » (Jean Erdic, alias Queillé, *En Bulgarie*, p. 88-90.)

Le Bulgare diffère beaucoup du Serbe. Celui-ci est plus vif, plus ouvert, plus dépensier, plus éloquent, plus chevaleresque, plus poète, mais moins laborieux et moins persistant. Le Bulgare est froid, concentré, réfléchi, même taciturne; il marche lentement et sûrement vers son but. Le Serbe ressemble au Polonais, le Bulgare au Tchèque ou au Saxon. Le premier contribuera plus au développement littéraire; le second, au progrès économique. On m'affirme que la moralité est grande. Rares sont les jeunes filles et plus rares encore les femmes mariées qui se conduisent mal. Les cafés-concerts, ornés de beautés complaisantes, que Midhat-Pacha avait fait ouvrir dans les villes du Danube, pour y apporter la civilisation occidentale, et ceux qu'on a essayé de naturaliser à Sofia, n'ont pas réussi. Les hommes sont occupés et ils passent volontiers les soirées au foyer de la famille. Au total, race solide, forte, prolifique, morale, qui fournira d'excellents matériaux pour une société libre et prospère. La plupart des voyageurs, même les Anglais, en font grand éloge. Je citerai, outre lord Bath, le marquis de Huntly, sir George Campbell, Forster, l'ancien ministre de

l'instruction publique, et même, dans ses écrits réunis par sa femme, lord Stratford de Redcliffe, un juge non suspect.

— En allant en voiture visiter les abords du Vitosch, je vois exercer les jeunes recrues sur la plaine des manœuvres. Ils sont habillés de toile grise, avec la coiffure nationale en peau de mouton, le kalpak, et ils portent le sabre en bandoulière. Ils sont commandés en russe par des officiers russes. Ceux-ci viennent de donner leur démission. Un capitaine me dit que les Bulgares forment d'excellents soldats, sobres, obéissants, durs à la fatigue. Je les vois manœuvrer avec une correction irréprochable. D'après le dernier recensement qu'on m'a remis et qui est rédigé en bulgare et en français, l'armée active compte 16,625 hommes sur une population totale de 1,998,983. Mais comme, d'après la Constitution, tout Bulgare est soumis au régime militaire, il sera facile de créer des réserves, dans la mesure où le budget le permettra. Actuellement, la Principauté pourrait appeler, dit-on, 60,000 hommes sous les drapeaux en cas de guerre, non compris les volontaires.

Dans les derniers jours de la guerre russo-turque, les légions bulgares, nouvellement organisées, montrèrent le plus grand courage. A Eski-Zagra, sur 1,800 volontaires engagés dans le combat, 800 furent tués ou blessés. A Chipka, la légion bulgare Depreradovitch se battit admirablement. Voici ce que dit à ce sujet M. Queillé, dans le spirituel et profond volume que j'ai cité déjà :

« Organisés hâtivement à Kichineff et à Ploesci,

pendant la concentration des armées russes, les volontaires bulgares, à peine habillés et équipés, avant même d'avoir été exercés, traversèrent le Danube avec le premier corps et se lancèrent à la suite de Gourko, jusqu'à Eski-Zagra. La petite troupe déploya, dans les combats du 16 au 31 juillet 1877, selon le mot d'un témoin oculaire, « un courage fou ».

« La série des engagements dans lesquels Turcs et Russes se disputèrent la possession du col de Chipka, est un des épisodes les plus populaires de la campagne. Or, combien, parmi les lecteurs d'Occident, savent la part prépondérante qui revient aux miliciens bulgares dans l'honneur d'avoir sauvé cette importante position, au moment dramatique où, menacée par l'armée entière de Suleyman-Pacha, sa perte eût été le signal des plus graves complications?

« La garde des défilés de Chipka fut confiée au seul régiment d'Orel et aux cinq *droujinas* bulgares, déjà affaiblies par les vides des précédents combats.

« C'est cette poignée d'hommes qui résista pendant près de trois journées, du 9/21 au 11/23 août, aux assauts « sans cesse, sans répit, sans interruptions » des quarante mille soldats de Suleyman. Vers le soir du 11/23 août, lorsque les renforts envoyés par le général Radetsky commencèrent à arriver, les héroïques défenseurs, décimés, écrasés de fatigue, épuisés de vivres, presque de munitions, n'avaient pas cédé un pouce de terrain. Si l'on considère que la prise du passage de Chipka eût singulièrement favorisé la réalisation du plan de Suleyman, qui ne tendait à rien moins qu'à rejeter l'ennemi au delà du

Danube, on comprendra le prix qu'il convient d'attacher à l'admirable solidité du détachement russo-bulgare, et quelle belle page les historiens patriotes auront le droit de graver au frontispice des annales de la principauté bulgare. »

Les petits États des Balkans devraient adopter non l'organisation militaire des grandes puissances, qui les ruinerait, mais celle de la Suisse : une bonne artillerie, des armes très perfectionnées, un corps d'état-major travailleur et instruit, et des milices soumises à des exercices réguliers et sérieux. Ce système réussirait ici tout aussi bien qu'en Suisse, parce que le paysan est habitué à manier les armes et à supporter toutes les fatigues. Ils se battraient très bien, car les troupes qui ont remporté les victoires récentes étaient en grande partie des milices. Pour peu d'argent, la Bulgarie aurait ainsi une armée très nombreuse, et la topographie du pays se prête admirablement à une guerre défensive.

— On a dit que, pour Napoléon III, la liberté était un article d'exportation. Ceci a été bien plus vrai pour la Russie, quand elle a doté la Bulgarie de l'une des constitutions les plus libres et les plus démocratiques qu'il y ait en Europe. C'est à peu près la Constitution belge, mais avec le suffrage universel et sans seconde Chambre. Les libertés les plus larges sont garanties. La presse est libre, sans cautionnement ni censure. Droit de réunion sans arme et droit d'association. Les tribunaux seuls prononcent des peines, même en matière de presse, et jugent les contestations civiles. Plus de confiscation.

La propriété et le secret des lettres sont invio-

lables. Toute loi, tout impôt doivent être votés par l'Assemblée nationale. L'enseignement est obligatoire et gratuit.

L'Assemblée nationale se compose de représentants élus au suffrage direct pour trois années, dans la proportion d'un député par 10,000 habitants. Tout citoyen est électeur à l'âge de 20 ans et éligible à 30 ans, s'il sait lire et écrire. L'Assemblée a le droit d'initiative et d'amendement. Le budget doit être présenté et voté chaque année. La session ordinaire dure du 15 octobre au 15 décembre, mais elle peut être prolongée avec le consentement du prince et de l'Assemblée. La Constitution ne peut être modifiée que du consentement de la grande Assemblée nationale, composée d'un nombre double de députés, et à la majorité des deux tiers des voix des membres présents.

Le prince a les droits habituels d'un souverain constitutionnel : il ne peut agir que par l'intermédiaire des ministres responsables qu'il nomme, qu'il révoque et qui ont le droit et le devoir d'assister aux séances de l'Assemblée.

Comment la Russie a-t-elle fait voter à Tirnovo, en 1879, une Constitution donnant aux Bulgares tant de droits dont aucun n'est accordé aux Russes, ce qui est certes très peu flatteur pour ceux-ci? On peut y voir la preuve d'un grand désintéressement, car la Bulgarie sera peu disposée à échanger ses libertés pour le régime despotique qui règne dans l'empire moscovite. D'autres, les malveillants, supposeront qu'elle a voulu, en partant, laisser à la nouvelle principauté une boîte de Pandore, d'où

devaient sortir tant de maux qu'elle serait bientôt rappelée pour y porter remède. Et c'est bien, en effet, ce qui a failli arriver. Mais par la faute de qui, de la Constitution, du prince ou de ses sujets?

Contrairement à l'opinion générale, je ne reproche pas à la Constitution bulgare d'être trop démocratique, mais plutôt de ne pas l'être assez. Il faut aller jusqu'au « communalisme », c'est-à-dire jusqu'au régime qui était en vigueur dans les colonies puritaines de la Nouvelle-Angleterre, avant la révolution de 1780. En même temps, il est urgent de mettre un terme aux abus du parlementarisme. L'État composé d'une fédération de communes autonomes; les députés élus, non directement, mais par les communes groupées en circonscriptions électorales, voilà l'idée mère.

Le suffrage universel en Bulgarie est capable de régler convenablement les affaires locales, puisqu'il le fait depuis les temps les plus reculés. Mais ces mêmes paysans, qui savent parfaitement émettre un vote réfléchi à propos des intérêts qu'ils connaissent et qui les touchent de près, se trouvent complètement désorientés quand ils sont appelés à choisir entre les députés des deux ou trois nuances qui se disputent le pouvoir et dont il est souvent difficile de déterminer la ligne de démarcation. Les électeurs alors obéissent au prince, au ministère, au pope ou à l'un ou l'autre mot d'ordre. Ils aiment autant ne pas aller au scrutin; c'est un jour de perdu pour le labour de la terre. Il faut lire, dans le livre de M. Queillé, la peinture d'une élection à Kustendil, élection libre cependant!

Je ne crois pas qu'il faille supprimer le suffrage

universel, mais il faut le mettre en œuvre là seulement où il peut s'exprimer en connaissance de cause. La lutte des partis pour les portefeuilles et pour les places, avec l'intervention constante des influences rivales des puissances étrangères, est une terrible source de démoralisation pour les classes dirigeantes. On pourrait prendre comme modèle le système d'élection en usage autrefois dans certains cantons suisses, et employé aujourd'hui, en France, pour nommer les sénateurs. Les maires des communes, groupés par arrondissement, choisiraient les députés. Ceux-ci seraient capables de faire de bons choix, comme l'est le suffrage universel quand il s'agit de désigner les magistrats communaux.

En cinq ans, il y a eu ici plus de six changements de ministère. C'est plus qu'en France, plus qu'en Italie; c'est trop. Nul esprit de suite n'est possible dans l'administration des affaires. M. Queillé a formulé un projet d'organisation financière, M. Thonard a rédigé un projet de loi sur les mines, avec un exposé des motifs très complet; on a fait à ces travaux l'honneur de les imprimer et de les soumettre à la Chambre; mais aucune suite n'y a été donnée. Peut-il en être autrement?

Un résident étranger me dit : « Satanée politique! Il faudra que la Bulgarie ait l'âme fortement chevillée dans le corps pour n'en pas mourir. » Je ne puis trop le répéter, ce qu'il faut éviter surtout, c'est de mettre en pratique la maxime qui sert de cri de guerre dans les luttes électorales en Amérique : *Aux vainqueurs les dépouilles!* c'est-à-dire les places. La situation des fonctionnaires doit être respectée comme

un droit dont ils ne peuvent être privés qu'à la suite d'une enquête et d'un jugement motivé, ainsi que cela a lieu en Allemagne. On obtient ainsi plusieurs avantages : indépendance des fonctionnaires, moins d'âpreté dans les luttes politiques, le nombre des chercheurs de place diminué. Autrement, on crée des armées de mécontents et de gens avides qui, comme les condottieri du moyen-âge, se groupent autour de deux ou trois chefs pour se disputer le pouvoir; et le moyen de satisfaire toutes ces ambitions et tous ces appétits? Les « chercheurs de place » sont, dit-on, un des fléaux de la Grèce.

Voici le tableau de ce qui se passe en Espagne en cette matière : « En Espagne, il y a, au ministère de l'intérieur, environ 1,500 employés, et un changement de ministère en déplace au moins 900, qui cessent d'émarger jusqu'à ce que leurs patrons rentrent, et alors le chassé-croisé recommence. Il en est de même dans les autres départements ministériels. Cette fois, il s'agit de contenter les divers groupes de la coalition libérale, qui ont chacun un état-major nombreux. On ne peut se figurer le nombre incroyable de candidats qui se présentent, et tous assurent qu'ils sont d'anciens coreligionnaires. » (*Indépendance belge*, 5 décembre 1885.)

Il est probable que le régime constitutionnel démocratique établi en Bulgarie finira par y fonctionner régulièrement, mais à deux conditions : premièrement, que le prince renonce définitivement au gouvernement personnel et qu'il accepte les ministres que lui indique la majorité ; en second lieu, qu'on respecte l'antique autonomie communale et qu'une

centralisation excessive n'impose pas une trop difficile besogne au Parlement. Quand le roi Léopold arriva en Belgique, il crut également que la Constitution de 1830 donnait si peu d'autorité au pouvoir exécutif, qu'il lui serait impossible de gouverner. Son ami Stockmar lui conseilla d'essayer, et l'on a vu depuis un demi-siècle que l'épreuve a réussi. Il en sera de même en Bulgarie; mais qu'on s'y défie du fonctionnarisme et du parlementarisme, deux fléaux dont souffre particulièrement un autre pays libre de la Péninsule, la Grèce.

L'assemblée nationale, la *Narodno-Sobranié,* compte un grand nombre de « peaux de mouton », c'est-à-dire de paysans portant la veste fourrée du costume national. La toilette de ces ruraux est assez peu en harmonie avec les élégances des dîners et des bals de la cour; ils sont, en outre, très économes, très défiants de l'étranger, — en quoi ils n'ont pas tort, — et ils ne voteront peut-être pas facilement des fonds pour des dépenses de luxe; mais ils forment une excellente base d'opérations pour tout gouvernement qui restera fidèle aux traditions du pays, qui en respectera les institutions séculaires et qui n'imitera pas l'Occident, dans sa déplorable habitude de trop dépenser et de combler les déficits par des emprunts périodiques.

— Je ne puis négliger de dire quelques mots de la grève des popes qui, récemment, a fait grand tapage en Bulgarie. Dans les pays de rite oriental, il ne peut se produire, entre l'Église et l'État, une lutte semblable à celle qui existe chez les nations catholiques; d'abord parce que la suprématie du pouvoir civil

n'est pas contestée, et, en second lieu, parce que les membres du clergé vivent de la même vie que leurs compatriotes.

De tout temps, les prêtres bulgares ont été soutenus par les rétributions volontaires des fidèles, qui les nomment et qui ont aussi le droit de les révoquer. Les évêques leur donnent l'investiture ecclésiastique. C'est le régime qui existait primitivement, dans toutes les Églises chrétiennes, avant les usurpations de la cour de Rome. Il faut lire, à ce sujet, l'excellent livre de Bordas-Demoulin.

Les villes et les villages sont divisés en paroisses, composées chacune d'au moins cent cinquante maisons ou familles, et, à la tête de chaque paroisse, se trouve un pope.

Les revenus des popes, dans les villes, se composent de rétributions pour les baptêmes, mariages, enterrements, eaux saintes, etc. Trois fois par an, le pope visite chaque famille de sa paroisse pour lui apporter l'eau bénite. Il est accompagné de deux ou trois sacristains portant des sacs où s'accumulent les dons en nature, laine, farine, fruits, conserves, bougies de cire et autres objets de consommation. Une fois par an, se fait un office solennel des morts, qui rapporte cinq centimes par âme. Les popes des villages reçoivent, en outre, la dîme des produits, et beaucoup d'entre eux cultivent leur champ.

Tous les partis admettent la nécessité de donner au clergé, qui est très ignorant, une instruction plus solide. Écriture de pope signifie, paraît-il, mauvaise écriture. Des séminaires ont été fondés à Tirnovo et à Samakof ; mais ils n'ont pu encore donner de résultats appréciables.

Le parti libéral, et spécialement Karaveloff, n'avait nulle envie d'engager la guerre contre l'Église; car on ne peut pas répéter ici le mot fameux de Gambetta : « Le prêtre, c'est l'ennemi! » Mais sous le régime du coup d'État, le prince et les conservateurs, pour obtenir l'appui des popes, accordèrent aux plus influents d'entre eux, notamment à ceux des grandes villes, un certain traitement payé par l'État. Les popes des villages n'eurent aucune part à ces libéralités.

Quand Karaveloff arriva au pouvoir, son premier soin fut de mettre de l'ordre dans le budget, et, comme aucune somme n'avait été votée pour le clergé par la Chambre, il fut obligé de suspendre les paiements qui lui étaient faits irrégulièrement. Toutefois, il dit à la Sobranié : « Voulez-vous rétribuer les prêtres? votez un fonds spécial à cet effet. » Très économe, la majorité préféra garder l'argent pour l'enseignement.

Les conservateurs, s'appuyant sur la Russie, poussèrent alors les popes, privés de leur traitement, à se mettre en grève. Ils espéraient ainsi soulever le peuple et renverser le ministère. Ce fut le contraire qui arriva. Les fidèles se fâchèrent contre leurs pasteurs. A Sofia, à Routschouk, à Tirnovo, plusieurs popes furent chassés de leur siège. La grève ne dura pas longtemps. Les prêtres, ne se sentant pas soutenus par leurs ouailles, firent amende honorable, et la querelle s'apaisa.

Mais alors l'exarque se mit à réclamer, et la Russie envoya une note exprimant le désir que la position des popes fût améliorée. Au lieu de repousser énergi-

quement cette ingérence d'un État étranger, le parti conservateur soutint la demande. L'affaire en est là.

Sans doute, Karaveloff a eu raison de ne pas accorder aux popes des traitements non votés par la Chambre. Mais il aurait tort de combattre le clergé, qui a été le plus ferme soutien de l'idée nationale. Très différent du prêtre catholique, qui, en vertu de son dogme, est l'ennemi de la liberté et l'instrument d'un pouvoir étranger, de Rome, le clergé orthodoxe a les mêmes intérêts que ceux de la nation, car il est marié, il ne forme pas une caste et il travaille à côté des cultivateurs. Plus instruit, il serait le meilleur agent du progrès. Élevez la position, favorisez l'influence de l'instituteur et du pope, et vous donnerez une base solide aux institutions libres.

— Je me promène à la *Tchartchia* un jour de marché. C'est, comme à Sarajevo, la rue des boutiques, mais elle a bien moins de caractère ici. La Tchartchia part de la grande mosquée et traverse tout Sofia ; elle est plantée de petits acacias et des deux côtés s'alignent des échoppes tout ouvertes à la turque. Malheureusement, je n'y vois rien qui représente les industries locales. Dans la plupart des villages, on fabrique des étoffes, des tapis, des objets de cuivre, des broderies, mais c'est uniquement pour les besoins locaux ; nul ne pense à les porter au loin, moins encore dans la capitale, située à l'extrémité du pays. Les boutiques, ici, ne contiennent que des étoffes de la plus mauvaise qualité et d'affreux bijoux en similor. C'est à donner des nausées ! Le bon marché séduit, quoique tout se vende au double et au triple de la valeur. Ces rebuts viennent d'Autriche et sont vendus par les

juifs espagnols. Les trois quarts des marchands sont sémites, comme j'ai pu m'en assurer le lendemain samedi, en voyant la plupart des boutiques fermées.

Le vendredi, les rues et les marchés sont remplis de paysans dont le costume est original. Les hommes sont vêtus de grosse laine blanche, le pantalon serré par des lanières au-dessus des opankas, avec une grande ceinture de couleur voyante et le kalpak d'astrakan noir. Les femmes portent de longues chemises ornées aux manches et autour du cou de broderies ravissantes, de vrais chefs-d'œuvre d'ornementation; devant et derrière, un lourd tablier de teintes sombres; à la ceinture, au cou, sur le front, des colliers de pièces d'or et d'argent et souvent tout un édifice de fleurs sur la tête. Quelques jeunes filles ont le visage à moitié caché par une frange de perles de verre, vertes ou rouges. C'est très étrange: elles sont, me dit-on, fiancées.

Pourquoi les hommes et les femmes de la classe aisée ne s'efforceraient-ils pas de conserver le costume national, en le soignant dans les détails, ainsi que le font la reine de Roumanie, à Sinaïa, et le prince de Galles, quand il va dans les Highlands? Les femmes seraient ainsi infiniment mieux mises et plus vraiment élégantes qu'en s'affublant des robes et des chapeaux déjà démodés qu'on leur envoie de Vienne ou de Pesth. Avec ces toilettes de mauvais goût achetées très cher, les dames bulgares risquent fort de paraître communes et ridicules. Et les hommes ne seraient-ils pas bien mieux avec le costume national qu'avec des « complets » tout faits de la « Belle jardinière »?

A Tirnovo, chez le docteur B..., M. Queillé a ren-

contré chez la fille de son hôte cette heureuse innovation. « En entrant, dit-il, nous nous trouvons en présence d'une ravissante jeune fille, vêtue à la Bulgare : robe courte, chemisette blanche à larges manches brodées, tablier rouge, colliers en monnaies. Mlle B..., à peine sortie d'un pensionnat d'Odessa, est restée fidèle au costume de son pays. Ce raffinement de patriotisme pourrait bien être une inspiration de coquetterie. Je ne sais rien de plus seyant que ces modes naïves, et je m'étonne que les femmes, si expertes en l'art de plaire, peuvent errer au point d'abandonner, presque toutes, un cachet d'origine qui les fait jolies, en les distinguant, pour un travestissement européen qui les confond dans la masse des femmes quelconques. » (Jean Erdic, *En Bulgarie*, p. 118.)

— Dans un article de la *Gazette de Moscou* du 9 novembre 1884, M. Katkoff s'occupe des affaires de la Bulgarie. Il pense qu'on aurait mieux fait d'y établir des institutions républicaines et qu'on aurait pu y nommer président le gouverneur de la Roumélie orientale, à condition qu'il fût Bulgare comme Aleko-Pacha. L'indépendance de la Bulgarie n'en souffrirait pas et le sultan se réjouirait probablement de voir, à la tête d'un pays définitivement émancipé, le gouverneur d'une province qui lui reste soumise. S'il y a encore des officiers russes en Bulgarie, ajoute M. Katkoff, ils ne doivent s'occuper que de l'organisation de l'armée et nullement de politique et d'élection; car il est de l'intérêt de la Russie que la Bulgarie soit gouvernée exclusivement en vue de ses propres intérêts et soustraite à l'immixtion des influences

étrangères. — C'est parler d'or ! Pourquoi le gouvernement russe n'a-t-il pas adopté franchement ce programme ?

— Visite au ministère de l'instruction publique. Le ministre est absent. Je suis reçu par le prince Hilkoff, ingénieur russe attaché au ministère des travaux publics. Il y est encore en ce moment, et son influence est grande, dit-on. Il est souvent en opposition avec deux autres ingénieurs, l'un Anglais, l'autre Suisse, tous deux très honnêtes et très instruits. Ceux-ci ont conseillé de construire le chemin de fer Tzaribrod-Vaccarel avec tout le soin et la solidité qu'exige une ligne de grande communication internationale, où il faudra atteindre une vitesse de 45 kilomètres à l'heure. Ils ont grandement raison.

— Jusqu'à présent, la Bulgarie n'a pas de dette extérieure. Elle a fait même la dernière guerre au moyen de ses ressources disponibles et de réquisitions. Quelle différence avec la Serbie, dont la dette consolidée s'élève en ce moment (décembre 1885) à plus de 260 millions de francs, soit 144 francs par tête d'habitant, ou près de 600 francs par famille! A tout moment, on fait de nouveaux emprunts, tantôt pour des fusils, tantôt pour des canons. Si l'on continue dans cette voie, la Serbie finira par n'être plus qu'une colonie peuplée d'esclaves travaillant au profit des créanciers étrangers.

— Je transcris ici la lettre où un diplomate, qui a résidé pendant plusieurs années à Sofia, a bien voulu résumer les impressions que lui a laissées son séjour en Bulgarie. Elle contient un plaidoyer en faveur de l'union des deux provinces bulgares qui

frappe, parce qu'il a été écrit plusieurs mois avant les derniers événements; il les explique et les justifie. Il fait voir clairement que le fléau de ce jeune pays, c'est l'ingérence perpétuelle des puissances étrangères.

« Pour répondre à vos questions, j'essayerai de formuler, au courant de la plume, quelques appréciations personnelles, résultat de mes pérégrinations dans ce pays; j'ai parcouru, au printemps de 1880, toute la péninsule des Balkans, de Belgrade à Constantinople, en visitant la plupart des bourgades de la Roumélie orientale jusqu'à Bourgas, sur la mer Noire, et toutes les cités bulgares de Varna et de Silistrie à Widdin et Belogradchyk. Vous qui avez visité le pays, vous pouvez vous imaginer ce que cette petite excursion m'a coûté de cahots et de privations.

« Il faut établir une différence très marquée entre les Bulgares de la Principauté et leurs compatriotes slaves de la Roumélie orientale. Ces derniers ayant été en contact avec les Grecs et ayant surtout entretenu des relations suivies avec Constantinople, sont mieux préparés à la vie politique. Un grand nombre de jeunes gens ont étudié au Robert-College de Roumeli-Hissar et beaucoup d'entre eux ont complété leur instruction en Europe : Allemagne, France et Angleterre. C'est parmi eux, du reste, que la Principauté a choisi beaucoup de ses hommes d'État et de ses hauts fonctionnaires.

« Les Rouméliotes sont mieux au courant de la politique européenne. Les Bulgares de la Principauté, au contraire, sont restés confinés entre le Danube et les Balkans et n'ont guère eu des relations qu'avec Vienne, Bucharest et Moscou; les pachas turcs

n'aimaient pas à voir les rayas bulgares fréquenter les pays voisins, et Constantinople était loin; le commerce était peu important, beaucoup moins actif qu'en Roumélie; toutes les fonctions publiques étaient occupées par les Turcs, les Grecs ou les Arméniens; les Bulgares ne trouvaient donc que trois carrières ouvertes devant eux : l'enseignement, la prêtrise et la médecine; or, pour devenir instituteur ou médecin, force était d'aller puiser l'instruction en Russie. De là des tendances moscovites plus marquées en Bulgarie qu'en Roumélie.

« S'il est permis à un simple lévite de juger les actions des dieux, je dirai qu'à mon avis on a commis une lourde faute au congrès de Berlin, en séparant la Roumélie de la Bulgarie. On a voulu satisfaire un amour-propre mal entendu en disloquant ce que la Russie avait fait; mais les puissances d'Occident ont mal compris leurs intérêts, car on a laissé la porte ouverte aux revendications futures.

« Presque tous les hommes politiques de la Roumélie orientale me disaient : « Il ne faut pas croire « que nous soyons à la dévotion de la Russie. Il y a « quelques années, nous avions placé notre espoir en « la France et en l'Angleterre, car c'est vers ces « nations que nous portent nos intérêts et nos sym- « pathies; mais quand nous avons vu qu'elles proté- « geaient toujours le Turc au détriment de nos aspi- « rations nationales et politiques, quand nous avons « compris qu'elles ne feraient rien pour nous affran- « chir du joug odieux qui pesait sur nous, force « nous a été de nous tourner vers la Russie et d'im- « plorer d'elle l'émancipation.

« Et aujourd'hui encore, nous devons porter nos « regards vers elle, car on a fait à Berlin une œuvre « mal conçue et qui ne peut durer : notre province « doit être unie à la Principauté. »

« Je crois intimement que ces gens sont sincères, et il suffit d'examiner les faits qui se sont déroulés durant ces trois dernières années, pour se convaincre que leur raisonnement est juste. Réunissez ces deux provinces, et vous verrez que l'État bulgare saura vivre d'une vie indépendante. Certes, leurs sympathies resteront acquises à la Russie, à cause de la communauté de race et de religion ; mais ils voudront gérer leurs affaires eux-mêmes, et la Russie aura tout intérêt à ne pas les entraver, en voulant les maintenir sous sa dépendance.

« L'Autriche-Hongrie, la principale intéressée dans la question, n'aurait-elle pas un intérêt majeur à ce qu'on en finisse avec la question bulgare et à voir un petit peuple tranquille s'organiser à la frontière est? Le spectre de l'intervention russe s'évanouirait en partie. Il y aurait bien encore la question de la Macédoine, qui est presque entièrement bulgare, mais il ne peut être question pour le moment de la réunion de la Macédoine à la Bulgarie, et les visées autrichiennes de ce côté ne pourraient être sérieusement contrariées par la réunion de la Roumélie à la Bulgarie.

« Il ne faut pas perdre de vue que la Roumélie ne compte pas un million d'habitants. Mais ce sont ces Bulgares qui ont le plus souffert de la dernière guerre : ils ont été ruinés et plusieurs de leurs villes ont été détruites en grande partie (Karlowo,

Kalofer, Kezanlyk, Eski-Zagra, Yeni-Zagra, etc.), sans compter les massacres, qui ont été bien réels.

« Les Bulgares de la Principauté ont, au contraire, beaucoup gagné aux derniers événements ; ils ont vendu très cher leurs denrées à leurs libérateurs et n'ont souffert aucun dommage dans leurs propriétés ; ils se sont en outre enrichis au détriment des Turcs qui ont émigré et dont ils ont acheté les terres à vil prix. Après la guerre, ils étaient plus riches qu'auparavant, grâce aux millions de roubles dépensés par les armées russes. J'ai assisté en 1879, à Routschouk et à Tirnovo, à l'évacuation de l'armée russe. Les régiments passaient en jouant et chantant la *Maritza*, l'air national bulgare. Les habitants du pays les voyaient partir avec ce regret bien senti qu'éprouvent les Suisses quand l'automne chasse les voyageurs de leurs montagnes.

« Un vieux diplomate de renom me disait un jour : « En politique, il n'y a pas de mauvaises actions. » La séparation de la Bulgarie et de la Roumélie a été plus qu'une mauvaise action, ç'a été une faute.

« Les Rouméliotes se sont montrés encore plus aimables pour les soldats russes. Voici une anecdote qui semble le démontrer. Me trouvant un jour à Kezanlyk, le sous-préfet me conduisit dans un couvent de femmes et fit comparaître devant moi deux jeunes musulmanes très jolies, portant chacune un bébé sur les bras. « Ces deux jeunes filles, me « dit le fonctionnaire avec une simplicité biblique, « ont connu pendant la guerre, l'une, le colonel X., « et l'autre, le major Z.; après les événements, les « deux enfants sont nés et la commune les a adoptés,

« par reconnaissance envers les libérateurs. En « attendant, ces femmes habitent le monastère, où « elles jouissent d'une entière liberté et sont défrayées « par la communauté. » Il est bon d'ajouter que les couvents orthodoxes de femmes ne sont que des espèces de béguinages dans lesquels aucune règle de reclusion n'existe. Je demandai à la supérieure si ces femmes avaient renoncé à l'islam pour se faire orthodoxes. « Pas encore, me répondit-elle ; mais « nous avons beaucoup d'espoir que cet heureux « événement viendra à son jour. » Attendons une nouvelle invasion russe !

« Et notez que si la Roumélie était réunie à la Bulgarie, les affaires de la Principauté n'en marcheraient que mieux. Tout d'abord, la capitale devrait probablement être déplacée, car le choix de Sofia a été une véritable faute au point de vue de la bonne marche des affaires et du progrès, faute commise à bon escient par la Russie. Sofia est un point stratégique placé entre le Danube, la Macédoine et la Roumélie ; cette ville commandera la route de Constantinople quand le chemin de fer sera fait, et celui qui l'occupe peut facilement faire escalader les Balkans par les troupes venant du Danube et déverser à son gré les armées sur la Thrace et la Macédoine. Les Russes, croyant avoir les Bulgares et le gouvernement bulgare sous la main, ont eu soin de choisir Sofia comme capitale avant l'arrivée du prince Alexandre. Or, ce choix est désastreux, car il a eu pour conséquence de placer la capitale à l'extrémité ouest du pays et au milieu de la population la plus arriérée de toute la Bulgarie. Qui ne connaît que

Sofia ne connaît pas la Bulgarie, mais uniquement la tribu des Chops, qui, de temps immémorial, est restée confinée sur ce plateau, en dehors de toute communication. Pour faire connaissance avec les Bulgares, il faut aller à Tirnovo, à Élena ou bien au sud des Balkans, à Slivno et à Kezanlyk.

« On semblait l'avoir compris au congrès de Berlin, car cette docte assemblée a décidé que l'Assemblée constituante se réunirait à Tirnovo (Art. 4); mais elle a omis de dire que cette ville serait la capitale de la nouvelle principauté. Si l'union bulgare se réalise, la capitale devra nécessairement être transférée à Philippopoli ou à Tirnovo. Dans un pays où les moyens de communication sont faciles, il importe peu où se trouve la capitale; mais dans une contrée qui n'est sillonnée que par quelques mauvaises routes, il ne faut pas que la capitale soit trop près de la frontière. Il est des localités du pays qui se trouvent à sept journées de voiture de la capitale, et encore quand les chemins sont praticables.

« Ajoutez que le milieu de Sofia est délétère pour le gouvernement. Dans cette ville, où un tiers de la population est israélite, il n'y a pas vraiment d'opinion publique, et il faut traverser un Balkan quelconque pour rencontrer une activité politique sérieuse. D'un autre côté, l'union bulgare aurait pour effet de faire diriger les affaires par la partie la plus avancée de la nation.

« Ceci me rappelle que, lors de ma première apparition à Sofia, en 1879, j'allais rendre une visite au gouverneur : je trouvai dans la demeure de ce dernier un homme en manches de chemise, occupé

à transporter un mobilier au premier étage. Je lui demandai si le gouverneur était visible. — « Que lui voulez-vous? » fut la réponse. Je déclinai mes titres et remis ma carte. L'individu, après l'avoir lue, gravit l'escalier quatre à quatre et redescendit quelques instants après, revêtu d'une belle redingote noire. Il se mit à me faire mille compliments, en me priant de le suivre. J'appris de sa propre bouche que j'avais eu l'honneur de surprendre le gouverneur occupé à déménager son mobilier. C'est « spartiate », mais peu gouvernemental pour notre époque [1].

« Pour en finir avec cette question de l'union bulgare, je dirai que les deux budgets séparés sont un obstacle au progrès : ces pays sont actuellement trop pauvres pour se donner un pareil luxe; une administration unique réduirait considérablement les frais et permettrait de faire des dépenses productives et d'entreprendre quelques travaux d'utilité publique.

« En 1880, quand je visitai la Roumélie, on y était fort ardent et l'on n'y songeait guère qu'à Sofia, d'où l'on semblait attendre le mot d'ordre et l'arrivée du Messie. Mais l'attitude du prince, lors du coup d'État de 1881, a donné à réfléchir aux Rouméliotes, qui sont, pour la plupart, libéraux, c'est-à-dire partisans d'un régime constitutionnel. Le portrait du prince Alexandre, qui se trouvait dans chaque demeure,... a été retourné contre la muraille.

[1] Quant à moi, j'admire beaucoup ces mœurs à la Cincinnatus. Lincoln ne fendait-il pas des traverses de chemin de fer, et, à Hawarden, ne trouvez-vous pas souvent Gladstone, habit bas, abattant un arbre la hache à la main ?

Voilà à quoi servent les coups d'État, même en Bulgarie. — Je suis persuadé qu'il doit en être aujourd'hui à peu près de même dans une grande partie de la Serbie, et le roi Milan modifiera sa manière d'agir, ou bien il peut compter les jours qu'il lui reste à régner.

« Depuis, — nécessité finit toujours par faire loi, — le prince Alexandre est revenu à d'autres idées, ou il a tout au moins compris qu'il ne pourrait pas continuer à gouverner sans avoir l'appui du pays. Cette modification momentanée a-t-elle eu pour effet de transformer les sentiments des Rouméliotes? Je l'ignore; mais je crois pouvoir affirmer que, si le prince avait bien conduit sa barque, l'union bulgare serait faite ou bien près de devenir une réalité.

« Mais il ne suffit pas d'être lieutenant dans l'armée prussienne pour savoir gouverner les peuples, alors qu'on n'a que 21 ans (en 1879) et qu'on ne rêve que palais fastueux, armées formidables, décorations et alliances européennes! Toujours la fable de l'astronome qui finit par tomber dans le puits à force de contempler les astres!

« Autre chose est Berlin et autre chose Sofia. Le prince Alexandre est un charmant homme, mais lorsqu'il débarqua en Bulgarie, il n'avait pas la moindre notion de ce que c'est que gouverner. Et cependant, avec quelle espérance il a été reçu! J'étais à Tirnovo, lors de son arrivée en juillet 1879, et j'ai pu me convaincre de l'attachement que ce peuple un peu rude, mais naïf, bon et doux, lui avait déjà voué. Il eût été si facile de le conduire avec du tact et du savoir-faire, car les Bulgares sont infiniment plus

gouvernables que les Serbes, les Roumains et les Grecs! Mais on a voulu gouverner comme l'empereur d'Allemagne. Les ministres bulgares déplaisaient et on les tenait à l'écart, en s'efforçant de frayer le moins possible avec eux. Nous, les agents diplomatiques, nous dînions assez souvent chez le prince, mais presque jamais un ministre bulgare n'était présent. Un particulier peut recevoir qui il veut chez lui, mais il en est autrement d'un prince régnant.

« Je me souviens même d'une réception officielle du jour de l'an, où un discours assez vif a été prononcé par notre doyen, l'agent d'Autriche, à laquelle le ministre des affaires étrangères ni aucun autre ministre n'était présent. On s'était gardé de l'inviter, et pour cause. Tous les ministres se trouvaient réunis dans une chambre voisine et devaient être reçus après nous. Est-ce bien politique, dans un pays constitutionnel? Aussi cette première affection du peuple bulgare est-elle allée retrouver les neiges d'antan. Il faudra se l'attacher à nouveaux frais.

« Le princé est doué d'une vertu qui est une grande qualité chez un homme privé, mais qui est un défaut chez un prince. Il est franc à l'excès et dit un peu ce qu'il pense à tout le monde. J'espère qu'à l'heure présente il est corrigé de... cette disposition de l'âme à s'épancher outre mesure et à communiquer au premier venu ses pensées intimes. C'est dangereux en politique!

« Je ne suis pas opposé à un système quelque peu autocratique, dans un pays aussi neuf que la Bulgarie, qui n'a jamais été admis à se gouverner et qui est demeuré longtemps sous le joug turc. Mais encore

faudrait-il un dictateur capable, et il n'est pas facile d'en jouer le rôle, quand manque le point d'appui. La gênante Constitution mise à bas, on se crut sauvé, et un profond soupir de soulagement a dû sortir de la poitrine du chef de l'État. Mais on n'a pas compris que c'était précisément alors que la difficulté commençait, qu'il fallait un plan de campagne bien mûri et les moyens de le mettre à exécution.

« Ce que ces nouveaux petits princes d'Orient, auxquels M. Gladstone a si sagement conseillé dernièrement « de s'arranger une bonne fois avec leurs « peuples », ne semblent pas comprendre, c'est qu'une Constitution, si elle gêne quelque peu leurs mouvements à l'intérieur, est cependant leur plus grande sauvegarde contre l'intrusion de puissants et envahissants voisins dans leurs affaires. Quand un prince est omnipotent chez lui, que peut-il dire au représentant de l'Autriche, de l'Allemagne, de la Russie ou de la Porte qui vient demander, plus ou moins impérieusement, une faveur ou un service, ou soutenir la revendication d'un prétendu droit? Au contraire, quand on a une bonne petite Constitution par devers soi, on répond, les larmes dans la voix : « Bien fâché, mais ce n'est pas de mon ressort : « vous savez que la Constitution limite mes pou- « voirs; voyez le ministre des affaires étrangères, le « Parlement, etc... » Rien n'est plus commode. Bien entendu, pour son usage personnel à l'intérieur, on change de note et, quand un prince sait manier les hommes, il fait un peu tout ce qu'il veut d'une Constitution.

« Si au moins le prince avait eu des conseillers

sages pour tirer parti du coup d'État! Mais non, personne que des courtisans, si ce n'est les représentants étrangers, qui croyaient remplir leur devoir en luttant sans cesse les uns contre les autres dans les conseils à donner au prince. L'homme le plus âgé du palais avait 25 ans! Une cour pleine d'espérance, mais vide d'expérience.

« On voulait arriver à l'éducation du peuple bulgare par la caserne. « Il n'y a que le régiment, « disait un jour le prince, qui puisse former une « nation. Le peuple pourrait ici se nourrir beaucoup « mieux qu'ailleurs, car il a en abondance la viande, « la volaille, etc.... Il ne le fait pas et se contente « de pain cuit sous la cendre et d'oignons. Quand « les recrues arrivent à la caserne, on les nourrit de « viande : ils sont tous malades pendant quinze jours, « mais ils finissent par s'y habituer. Quand ils ren- « treront chez eux, ces hommes forceront bien leurs « familles à se nourrir de viande. » Cet enseignement *pratique* à la prussienne coûtait cher à l'État : sur un budget de 27 millions, l'armée en absorbait 13. Mais on nourrissait le ferme espoir de rendre les Bulgares carnivores.

« A Sofia, on a élevé de belles casernes, un beau palais qui, remanié plusieurs fois, a coûté 3 millions et demi de francs; et un seul ministère, tout naturellement celui de la guerre. Quant aux écoles, collèges et hôpitaux, on y a peu songé.

« Je crois que si le peuple bulgare est bien gouverné, il a un brillant avenir devant lui, car il a tout ce qu'il faut pour arriver à l'aisance et à la richesse. Seulement, il faut lui donner le temps de faire son

chemin dans le monde et ne pas vouloir à tout prix que, immédiatement, il construise tout un réseau de chemins de fer, élève des usines et bâtisse des capitales fastueuses. Le Bulgare, encore primitif, est instinctivement défiant, surtout quand il s'agit de grandes combinaisons financières; il a vu combien tous ces brasseurs d'affaires, venant de Paris, de Vienne et de Londres, ont su gruger les Turcs, et quand on vient lui proposer une entreprise même sérieuse et utile, il y voit toujours un piège; il reste convaincu qu'on veut le voler et se gorger de ses roubles.

« Le commerce d'importation ne peut se développer que lentement. Le Bulgare consomme peu de produits manufacturés étrangers. Il est très économe, vit de peu et, dans les campagnes, les paysans se suffisent à eux-mêmes : ils filent et tissent leurs vêtements de laine, *chaïk* ou *abah*, ainsi que les toiles et cotons. Ils se couvrent de peaux de mouton, dont ils tournent la fourrure à l'intérieur, pendant l'hiver, et au dehors, en été; ils ne portent pas de souliers, mais des espèces d'espadrilles faites de peau de chèvre; leur coiffure est également en peau de mouton et toutes les étoffes servant à la confection des vêtements des deux sexes se font dans le pays. Ils préparent eux-mêmes leurs chandelles, et les habitations des villages sont, pour la plupart, dépourvues de vitres.

« Les Turcs, au contraire, aimaient plus le luxe et faisaient une consommation relativement grande d'articles importés du dehors. « Jadis, me disait un « des plus grands marchands bulgares de Sistovo,

« nous vendions beaucoup de marchandises euro-
« péennes aux Turcs; quand une femme turque
« achète trois robes, c'est à peine si une citadine
« bulgare en prend une. Les Turcs sont partis, et la
« vente est beaucoup plus restreinte. »

« Toute la Bulgarie est très fertile, et comme les habitants sont avant tout agriculteurs, ils finiront par tirer beaucoup de richesses de leur sol, quand ils emploieront des instruments aratoires plus perfectionnés, qu'ils auront des routes et qu'ils se serviront de charrettes dont les roues, au lieu d'être octogones comme maintenant, seront rondes et cerclées de fer, comme cela se pratique ailleurs. Aujourd'hui, le paysan place son grain dans une charrette faite de quelques mauvaises planches mal jointes; après avoir fermé les fissures avec de la paille ou un morceau d'étoffe, il attèle deux bœufs à ce véhicule digne des temps préhistoriques, et tout cela, bêtes, gens et char, s'en va, péniblement et cahin-caha, le long des routes, qui ne sont que des fondrières, jusqu'à la ville voisine ou jusqu'à un port du Danube; on emploie souvent cinq jours et plus pour faire un pareil trajet. Puis il faut songer à revenir presque toujours à vide. Plus du tiers du chargement s'égrène le long du chemin, grâce aux cahots produits par l'inégalité du terrain et les angles que présentent les roues.

« Tous les produits agricoles viennent admirablement en Bulgarie. Malheureusement, on ne sait pas nettoyer convenablement les blés, ce qui met obstacle à leur exportation et en déprécie la valeur; le battage est fait sur la terre durcie, au moyen de chevaux, et les grains sont mélangés de pierres. Le

district de Doubnitza produit d'excellent tabac et la vigne y vient admirablement; les vins de Plevna et de Doubnitza sont d'excellente qualité, mais on ne sait pas les préparer convenablement. Avec un peu de soin, on pourrait en exporter de grandes quantités en France, comme le font déjà les Serbes et les Roumé-liotes.

« J'estime qu'à peine un sixième du terrain fertile de la Bulgarie est cultivé. La population est aujourd'hui de près de 2 millions d'habitants; le pays pourrait en nourrir facilement 10 millions.

« Le régime agraire est très démocratique; tous les cultivateurs sont propriétaires, et les communes possèdent de vastes terrains, que les habitants peuvent acquérir ou louer. Quand un étranger à la commune veut acheter un terrain, un résidant ou même la communauté a le droit de s'emparer de la terre, en acquittant le même prix. Comme partout, le paysan bulgare est très jaloux de la terre, mais ici la loi et la coutume permettent à la communauté de se défendre contre l'invasion du dehors. Ce système est peut-être un obstacle au progrès immédiat, mais je pense qu'il présente de grands avantages au point de vue du bien-être future des populations.

« Pas de grandes propriétés en Bulgarie; mais le bien-être est général. On n'y rencontre pas de pauvres parmi la population indigène; il n'y a pas de grandes fortunes et guère de « classes dirigeantes ». C'est là un obstacle à la marche du régime parlementaire.

« Lors de mon séjour en ce pays, il n'y existait qu'une seule petite machine à vapeur de la force de quelques chevaux, employée à l'arsenal militaire de

Routschouk (je ne compte pas les locomotives du chemin de fer Routschouk-Varna). Un pays de 64,000 kilomètres carrés, de 2 millions d'habitants, situé en Europe, et qui ne possède pas de machines à vapeur ! ! !

« Il ne faut donc pas se montrer trop exigeant, mais attendre pour se prononcer que ce peuple, si longtemps foulé et comprimé, ait eu le temps de prouver qu'il est digne de la liberté et du droit qu'on lui a accordé de se gouverner lui-même. J'ai grande confiance dans son avenir, parce qu'il est doux, laborieux, sobre et économe ; quand il sera plus instruit, quand il aura des voies de communication présentables, chemins de fer et routes, quand il améliorera la culture de ses terres et pourra exploiter ses mines, et quand le clergé orthodoxe aura le bon sens de diminuer les jours fériés, au nombre de 120, au moins, y compris les dimanches, il marchera indubitablement dans la voie du progrès : ce sera peut-être un peu lent, mais sûr, car il aura devant lui tout le marché de la Thrace et de l'Asie Mineure. Les Serbes sont plus batailleurs ; leur pays est beaucoup moins grand et offre moins de ressources au point de vue agricole ; ils ont aussi le désavantage de ne pas toucher à la mer. Mais, au nom du ciel, qu'on laisse les Bulgares travailler en paix et qu'on renonce aux coups d'État, au règne des généraux russes, et qu'on ne regrette pas de ne pouvoir entendre à Sofia le *Lohengrin* et la Tétralogie ! Quand on a de pareils goûts, on reste à Berlin ou à Darmstadt, et on ne se mêle pas de vouloir gouverner les Bulgares. »

— Parmi les conditions iniques imposées à la Bul-

garie par le traité de Berlin, on me cite les capitulations. L'article 8 est ainsi conçu : « Les traités de commerce et de navigation, ainsi que toutes les conventions et arrangements conclus entre les puissances étrangères et la Porte, et aujourd'hui en vigueur, sont maintenus dans la principauté de Bulgarie et aucun changement n'y sera apporté à l'égard d'aucune puissance avant qu'elle y ait donné son consentement. » Voilà donc la Bulgarie liée à toujours, et à tel point qu'elle n'a pu même augmenter la taxe sur les alcools à l'entrée des villes. Tous les ministres étrangers ont crié haro.

Les capitulations constituent un État dans l'État. Les puissances étrangères ont seules le droit de juger leurs nationaux. On comprend un semblable régime en Turquie, où il n'y a pas de justice à attendre des tribunaux turcs ; mais non dans un pays constitutionnel, dont les juges ont été formés, la plupart, dans les universités de l'Occident. La France et l'Angleterre ont renoncé au bénéfice des capitulations, parce qu'elles ont vu que les tribunaux bulgares appliquaient la jurisprudence européenne. L'Autriche, la Grèce, la Serbie maintiennent leurs privilèges. Il en résulte d'abord que la répression est insuffisante ; en second lieu, que l'autorité de la justice bulgare est diminuée, chose fâcheuse pour tous ; enfin, que les Bulgares évitent de faire des affaires avec tout étranger que protègent les capitulations, en quoi ils ont parfaitement raison. Il faut lire à ce sujet la brochure publiée en français par M. Ludskanoff, ex-secrétaire au ministère des affaires étrangères en Bulgarie.

— On me donne quelques détails sur la situation des musulmans en Bulgarie, que les ennemis de la Principauté dépeignent comme très malheureuse. Voici, me semble-t-il, la vérité à cet égard. L'émigration des musulmans de la Bulgarie et de la Roumélie est due, non aux mauvais traitements dont ils ont été l'objet, mais principalement aux excitations venues de Constantinople. On envoyait chaque année des *sophtas,* sous prétexte de prêcher le Coran aux croyants, dans les mosquées. Dans le commencement, le gouvernement de la Principauté, loin de les en empêcher, leur facilitait même leur mission. Cependant, lorsque l'émigration et l'insurrection des mahométans vinrent à prendre des proportions inquiétantes, l'on se vit forcé de former une commission spéciale pour étudier l'état de la population turque en Bulgarie. Du rapport de cette commission, il résultait que les musulmans n'agissaient que sous l'instigation des sophtas de Constantinople, qui leur reprochaient de payer des impôts aux giaours, lesquels, hier encore, disaient-ils, étaient des rayas turcs. Le gouvernement bulgare a fait plus pour les musulmans que pour ses autres sujets. Ils ont les mêmes droits que les Bulgares. Ils ont vingt-cinq députés à la Chambre. Aux muphtis, le gouvernement paye presque la moitié de ce que le clergé bulgare reçoit, quoique la population turque ne s'élève qu'à un quart de la population bulgare. Leurs écoles sont libres et souvent subsidiées par le gouvernement, sur le même pied que celles des Bulgares. En outre, le gouvernement entretient un séminaire mahométan à Choumla, qui lui coûte plus de douze mille francs. Les soldats turcs dans

l'armée sont séparés des chrétiens et ont même la faculté de se faire une nourriture à part, en rapport avec leur religion. Ils ont, de plus, obtenu d'être commandés en langue turque par les officiers bulgares. Grâce à ces mesures et aux récits de quelques émigrés turcs revenus désabusés, la population turque a compris sa situation et a commencé à s'intéresser aux affaires de la Bulgarie. Les derniers événements montrent, à l'évidence, qu'entre les deux races il n'existe plus aucun antagonisme sérieux. Ce qui le prouve manifestement, c'est que les musulmans bulgares se sont très bien battus pour la Bulgarie, dans la guerre contre les Serbes. En visitant les ambulances, le délégué de la Porte, Chakir-Pacha, a remarqué qu'il y avait beaucoup de mahométans, sujets bulgares, parmi les blessés, et il les a félicités « d'avoir fait bravement leur devoir en défendant leur patrie ».

— Si j'avais quelque droit à m'adresser aux Bulgares, je leur dirais ceci :

Ne prenez pas pour modèles nos États centralisés de l'Occident, mais plutôt un État fédéral, comme la Suisse, car les conditions sociales de la Bulgarie sont très semblables à celles de ce pays. Fortifiez les autonomies locales, surtout celles des communes.

Modérez tant qu'il se peut les luttes parlementaires et les compétitions pour les portefeuilles, en enlevant aux ministres le droit de disposer des places et de récompenser leurs créatures. Le régime parlementaire, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, est très défectueux et presque partout il fonctionne très mal. Si, en outre, chaque changement de ministère amène de nombreuses destitutions et nominations

nouvelles, ce régime devient une cause de démoralisation, comme en Amérique, et même de guerre civile, comme en Espagne.

Il faut que vous ayez des troupes nombreuses pour vous défendre ; mais évitez qu'une armée permanente, transformée en corps de prétoriens, ne devienne, aux mains d'un despote, l'instrument de votre asservissement. Imitez le système militaire de la Suisse.

Comme en tout pays constitutionnel, que nul ne puisse devenir ministre ou occuper une haute position politique, s'il n'est Bulgare de naissance ou par naturalisation.

Proscrivez, comme la peste, toute ingérence de l'étranger dans vos affaires intérieures.

Que tout homme politique qui, pour combattre ses adversaires, se sera appuyé sur l'étranger, soit conspué, honni, stigmatisé comme un traître.

Continuez à être économes des deniers des contribuables ; ne créez pas de dettes publiques. Surtout ne donnez jamais en gage, pour un emprunt, l'un ou l'autre de vos revenus. Votre peuple libre deviendrait l'esclave des créanciers occidentaux, qui, au besoin, feraient occuper votre territoire, pour toucher leurs intérêts.

Gardez-vous des financiers étrangers ; ils vous corrompraient, vous ruineraient et vous asserviraient. Mais accueillez bien et sans nulle étroite jalousie, les industriels, les commerçants, les agronomes qui viendraient s'établir chez vous.

Faites des sacrifices pour répandre l'instruction et pour élever le niveau intellectuel de vos instituteurs et de vos popes.

Favorisez surtout la diffusion des connaissances techniques et des sciences agricoles.

Conservez votre régime de petite propriété, qui permet à celui qui cultive le sol de « s'asseoir sous sa vigne » et de garder pour lui tout le fruit de son travail. Empêchez le développement des latifundia. Voyez en face de vous, sur l'autre rive du Danube : le sol est extrêmement riche et le cultivateur extrêmement pauvre, parce qu'il est obligé de peiner pour un maître.

Conservez donc le « droit de retrait » pour les voisins, la *chiffaa* ou *suf* du droit musulman, comme en Bosnie, et empruntez à la Serbie et à la Bosnie la loi qui garantit à toute famille une maison et un lot de terre insaisissable.

Faites des chemins de fer et des routes; mais faites-les bien, solidement et avec soin, comme en Suisse.

Ne cherchez pas à introduire chez vous, par des primes ou par la protection douanière, la grande industrie occidentale. Le moment où elle se développera spontanément ne viendra que trop tôt. Gardez vos industries locales et traditionnelles, qui vous fournissent de bonnes et jolies étoffes, appropriées à votre climat ; et pour atteindre ce but, messieurs et dames de la classe aisée, imitez la reine de Roumanie et le prince de Galles : portez vos costumes nationaux, bien plus élégants, plus esthétiques que nos habits étriqués et tristes.

Que vos municipalités conservent les *hamams* turcs, les bains publics à l'usage du peuple, comme le bain turc de Pesth. C'est une institution admirable, qui favorise une coutume hygiénique.

Ne laissez pas les mosquées tomber en ruines. Ce sont de charmants monuments, l'ornement de vos villes et de vos bourgs. Entretenez-les pour les convertir en églises, en écoles ou en bibliothèques, ainsi qu'on l'a fait à Sofia.

Le système financier est semblable au réseau des artères : il doit apporter régulièrement le sang au cœur ; il doit être centralisé. Ayez donc des percepteurs de l'impôt au service du pouvoir central.

Il y a beaucoup de réformes à faire, mais ne les faites qu'après mûr examen. Point de précipitation ! Ce n'est pas, du reste, ce qu'on vous reprochera, j'imagine. Ce doit être un Bulgare qui a inventé le proverbe italien : *Chi va piano, va sano, è chi va sano va lontano.*

— Il est une question que je voudrais poser à tout le monde ici : Et les Russes, les aime-t-on? Les tories anglais avaient-ils, oui ou non, raison de craindre que ces provinces affranchies ne devinssent les avant-postes de l'empire du Nord, dans sa marche sur Constantinople ? Tout ce que j'apprends me fait croire que le marquis de Bath a parfaitement résumé les sentiments des Bulgares à l'égard des grands États, quand il a dit qu'ils les aimaient dans la mesure où ils croyaient pouvoir compter sur l'appui de chacun d'eux. Ils ont des sympathies pour la France et sans arrière-pensée ; ils n'ont rien à craindre d'elle. Elle a toujours défendu le principe des nationalités et elle a créé l'Italie en 1858. En Orient, elle a protégé les chrétiens et elle n'aurait rien à objecter à la réunion des populations bulgares. Faut-il ajouter que la France a été représentée ici par un homme instruit,

aimable, dont la table hospitalière était un des charmes de Sofia, M. Schefer, nommé récemment au Montenegro ? Pour l'Angleterre, leurs sentiments sont bien mêlés. Ils ont un vrai culte pour Gladstone et ils savent par cœur ses discours au sujet des *Bulgarian atrocities*, mais ils exècrent les tories et Beaconsfield, les aveugles amis des Turcs. Ils n'aiment pas l'Autriche. Ils lui reprochent d'être hostile à leurs libertés, de pousser le prince dans la voie de la réaction, d'être l'ennemie des Slaves, et surtout de s'opposer à l'affranchissement de la Macédoine, afin de pouvoir s'en emparer et de favoriser le prosélytisme de l'Église romaine. Ils ne sont nullement intolérants, ils voient même dans les Pomaks musulmans des frères, parce qu'ils sont de race bulgare ; mais, depuis les débats ecclésiastiques de 1860 à 1872, ils redoutent extrêmement les intrigues des agents du pape et des jésuites. Envers la Russie, qui les a récemment délivrés au prix de tant de sacrifices en hommes et en argent, ils sont profondément reconnaissants. Ils vénèrent le tsar « libérateur et protecteur ». La communauté de race et de religion constitue un lien puissant. Les soldats russes, doux, bons, complaisants, s'étaient fait aimer de tous. Enfin, le premier gouverneur, le prince Dondoukoff, avait admirablement administré le pays, créant l'armée, ouvrant des écoles, poussant à la construction des routes, inspirant à ces populations, brisées par un despotisme séculaire, le respect de leur dignité et la confiance en l'avenir. Malgré tout cela, les Bulgares n'ont nulle envie de devenir Russes, ni même de continuer à être gouvernés par les Russes. La façon

dont on s'est affranchi de leur bienveillant appui, en Roumélie et récemment en Bulgarie, le prouve suffisamment. Mais s'ils ne devaient rencontrer chez toutes les autres puissances qu'indifférence ou hostilité, ils se tourneraient vers la Russie. Qui pourrait leur en faire un reproche ? D'ailleurs, par opposition à l'Autriche, les envoyés russes, et surtout M. Jonine, ont toujours soutenu le parti libéral.

Veut-on écarter définitivement tout danger de voir les Bulgares devenir un jour les instruments des desseins ambitieux que l'on prête à la Russie dans ces parages? qu'on leur permette de constituer un État assez fort pour se suffire et pour n'avoir plus à redouter un retour offensif de la Turquie. L'union de la Bulgarie et de la Roumélie, qui vient d'être proclamée, était ardemment désirée par la population entière. Imposée par les convenances ethniques, géographiques et historiques, elle est certes aussi justifiée que le fut naguère celle de la Valachie et de la Moldavie, qui fut appuyée par la France, et même par lord Cecil, aujourd'hui lord Salisbury, chef du cabinet anglais. Cette union, sous la suzeraineté de la Porte, devrait être sanctionnée par l'Europe et par la Turquie, car elle ferait disparaître dans la péninsule balkanique une cause de perturbation, qui menace la paix de l'Europe et qui achèverait la ruine des finances ottomanes.

— Tandis que je corrige les épreuves de ces pages, la guerre, une guerre fratricide, injustifiable, éclate entre Serbes et Bulgares.

Quelle folie, de la part de ces populations de la Péninsule, de se battre aujourd'hui, ainsi qu'elles l'ont

fait au moyen-âge, pour se disputer des territoires, alors qu'elles en possèdent déjà, qu'elles laissent en friche! Comme Hamlet, qu'on accuse de démence, parle sagement de cette barbare et stupide manie : *Hamlet :* « Marche-t-il au cœur de la Pologne ou sur quelque frontière? » — *Le capitaine :* « A parler vrai et sans exagération, nous allons conquérir un petit coin de terre, qui en réalité ne rapporte rien. Pour cinq ducas, cinq, je ne le prendrais pas à ferme, et ni la Norvège ni la Pologne n'en obtiendraient un plus haut prix s'il était vendu en toute propriété... » *Hamlet :* « Deux mille âmes et vingt mille ducats ne suffiront pas à décider la question de ce fétu... Et voilà pourquoi l'homme meurt. » (*Hamlet,* acte IV, scène 6.) [1]

Récemment, la Serbie et la Bulgarie avaient failli se battre pour un *little patch of ground,* pour un bout de pré, qui ne valait pas le papier et l'encre dépensés dans les nombreuses dépêches échangées à cet égard. Le traité de Berlin avait donné pour limite

[1] HAMLET : *Goes it against the main of Poland, sir, or for some frontier?*

CAPTAIN : *Truly to speak, and with no addition.*
We go to gain a little patch of ground,
That hath in it no profit but the name
To pai five ducats, five,
I would not farm it ;
Nor will it yield to Norway or the Pole
A ranker rate, should it be sold in fee.

HAMLET : *Two thousands souls and twenty thousands ducats*
Will not debate the question of this straw.
This is...
Wy man dies.

entre la Bulgarie et la Serbie, le Timok, à partir du Danube; mais la Serbie prétendait avoir des droits sur une prairie, près de Bregovo, appelée *Kraliowa Livada,* d'une étendue d'environ 15 hectares, parce qu'elle se trouvait sur la rive gauche ou serbe de l'ancien lit de la rivière, quoiqu'elle fût actuellement sur la rive droite ou bulgare, par suite du déplacement du Timok. Le ministre bulgare, M. Balabanoff, proposa de laisser inoccupée la prairie en litige, jusqu'à décision ultérieure, mais le cabinet de Belgrade exigea que le pré fût immédiatement réoccupé par les Serbes, qui y avaient eu depuis longtemps un corps de garde, et, n'ayant pas obtenu satisfaction, endéans les trois jours, il rappela son représentant à Sofia et rompit toutes relations diplomatiques. Cette aigreur dans les procédés est très condamnable. Les deux voisins auraient dû, se souvenant qu'ils sont frères, en appeler aux bons offices et puis à l'arbitrage d'une puissance amie. Si, au moindre différend, on se fâche et on se brouille, on sera toujours à la veille de s'entr'égorger. Quoi de plus déplorable? C'est appeler l'occupation étrangère.

La théorie de l'équilibre dans la Péninsule [1], que les Serbes et les Grecs ont invoquée, contrairement au principe des nationalités, auquel ils doivent leur indépendance, a provoqué chez les uns de la stupéfaction, chez les autres de l'indignation, et pas une puissance, pas un homme d'État ne l'a prise au sérieux.

[1] Voir aux annexes, n° 5.

CHAPITRE IV.

ROUMÉLIE ET MACÉDOINE.

De Sofia, pour atteindre les chemins de fer ottomans à Tatar-Bazardjik, j'ai une longue étape à faire : 115 kilomètres, et deux relèvements de montagnes à franchir. On y met ordinairement deux jours, en couchant à Ichtiman ; mais, au prix de 120 francs, j'obtiens une petite victoria, attelée de quatre chevaux de front, qui me conduira en un jour, à condition de partir dès quatre heures du matin. J'ai pour compagnon un jeune avocat qui a fait ses études à l'université de Liége, M. Guéroff ; il connaît parfaitement le pays et parle le turc aussi bien que sa langue natale, le bulgare. Sur l'immense plaine déserte, qui s'étend à perte de vue autour de Sofia, traînent les brouillards argentés du matin ; mais bientôt le soleil les pompe et les dissipe. Les deux rameaux des Balkans, qui enserrent cet ancien bassin lacustre, découpent leurs profils bleuâtres sur le ciel gris perle. Nous traversons, sur un pont de bois, l'Isker, qui, venant de Samakof et du Rilo-Dagh, où il prend sa source, se divise en une foule de canaux, qu'il creuse dans l'argile jaunâtre.

Le pays paraît dépeuplé. Nous ne rencontrons que quelques chars attelés de buffles : ils transportent à

Sofia du bois de construction et de chauffage qui vient de la forêt de Bellova, appartenant au baron de Hirsch. Il faut quatre ou cinq jours pour faire le trajet. Les buffles se nourrissent en pâturant sur les terrains vagues, le long des chemins, et les conducteurs emportent leur pâtée de maïs. Néanmoins, on comprend que le chauffage soit cher dans la capitale bulgare. Si toutes les hauteurs étaient boisées, comme en Suisse, quelle richesse pour cette contrée ravagée par tant de siècles de luttes et d'oppression ! Une bonne loi forestière et le reboisement, voilà de quoi le gouvernement devrait s'occuper tout d'abord.

Laissant à droite le massif de Vitosch, nous gravissons le contrefort des Balkans qui sépare le versant du Danube de celui de la mer Égée. Il est peu élevé et formé de collines arrondies, couvertes de broussailles. Nous rencontrons de temps en temps les traces du chemin de fer commencé, il y a dix ans, pour relier Sofia à la ligne Sarambey-Constantinople : dans les ravins, des piles de pont à moitié achevées ou des pierres de taille à pied d'œuvre; ailleurs, des remblais et des déblais ravinés par les pluies, même quelques rails enfouis sous les herbes et les arbrisseaux. C'est une lamentable histoire, qui montre à nu l'impuissance du régime turc et les causes qui en empêchent la réforme.

La Porte, s'étant brouillée avec M. de Hirsch, voulut achever son réseau en régie. Un pacha fut mis à la tête de l'entreprise. Il trouva le poste agréable et lucratif; mais les travaux n'avançant pas, il fut destitué et remplacé par un autre pacha, qui suivit l'exemple du premier. Le gouvernement se lassa de

payer et les travaux furent abandonnés, après qu'on eut dépensé moitié plus qu'il n'eût fallu pour achever toute la ligne.

A Vaccarel, village formé de quelques maisons couvertes en chaume, nos chevaux s'arrêtent pour boire à une fontaine, dont l'inscription en langue turque est écrite en caractères grecs. L'enseigne d'un commissionnaire en marchandises est rédigée en bulgare, en hébreu et en français. Mon compagnon de voyage interroge un paysan sur les conditions agricoles dans cette région. — « Nous avons tous, nous répond-il, autant de terres que nous en pouvons cultiver. Chaque paysan est propriétaire et possède une couple de bœufs, un cheval et 40 à 50 moutons. Les plus riches ont 4 bœufs et 300 à 400 moutons. Le village, pour ses 200 maisons, a 5,000 chèvres et moutons. Il n'y a point de pauvres parmi nous, car chaque famille a soin de ses malades et de ses infirmes. Nous produisons de quoi satisfaire largement à nos besoins ; mais quand, pour payer l'impôt, il faut obtenir des écus sonnants, la difficulté est grande. Sur place, personne n'achète, et les marchés où nous pouvons vendre nos denrées sont si loin ! Cependant, tout va mieux qu'autrefois. Du temps des Turcs, les spahis présidaient à la rentrée de la dîme et ils prenaient ce qui était à leur convenance ; une nuée de collecteurs et de scribes se répandaient sur le pays comme des sauterelles. On ne pouvait rentrer la moisson, avant qu'ils eussent prélevé la dixième gerbe, et il fallait les payer, sinon ils laissaient pourrir vos récoltes sur place. Maintenant, la dîme a été fixée une fois pour toutes : chaque village connaît la

quote-part qu'il doit payer et il la répartit ensuite entre les habitants. »

En descendant vers Ichtiman, nous suivons une belle vallée très fertile et où la culture n'est pas mauvaise; le froment, le seigle et le maïs sont de belle venue. A l'entrée de la bourgade, nous rencontrons un cortège de noce d'un effet ravissant. C'est une mariée bulgare qu'on reconduit dans le village du mari. Les hommes à cheval exécutent une fantasia, en tirant des coups de fusil et de pistolet. Les femmes portent des costumes charmants, beaucoup plus voyants et plus gais que dans la Bulgarie centrale. Sur leurs cheveux, retombant derrière la tête en longues tresses garnies de fleurs, est coquettement posée une calotte grecque en velours, toute couverte de perles et de plumes. Une petite veste bordée de galons d'or et fortement échancrée sur la poitrine laisse apparaître une chemise fine, brodée aux manches et au col de laines aux couleurs vives. Sur le jupon brun, aussi garni de broderies, est noué un jupon en soie rouge. La soie! c'est déjà le Midi. Le type est ici très différent de celui des paysans chops des environs de Sofia. Les femmes ont le teint clair et les cheveux blonds, et les hommes ont l'air moins sombre, plus ouvert. Nous sommes ici dans la Roumélie orientale. L'agent de la douane s'excuse très poliment, et en français, de devoir visiter nos malles. Les gendarmes, avec leurs larges pantalons bleus, engagés dans des bottes hautes, leur capote blanche et le kalpak de peau d'astrakan, orné d'une croix de cuivre, ont vraiment très bon air. Ils portent aussi leur sabre à la façon russe.

Nous nous arrêtons chez un aubergiste turc, dont

la maison est nouvellement construite. L'aspect en est pittoresque. Elle est toute en bois, avec un grand balcon surplombant sur la rue. A l'intérieur, sur les plafonnages blanchis à la chaux, s'enlèvent crûment des dessins, fleurs et arabesques, en bleu vif : c'est le goût turc. On ne peut s'imaginer avec quel peu de soin cette habitation est construite. Du premier, on voit ce qui se passe au rez-de-chaussée, à travers les fentes du plancher. Les cloisons des chambres sont en planches clouées sur des poutrelles qui ont conservé leur écorce. Les tuiles, mal posées, laisseront filtrer la pluie. Nul souci du confort ou de la durée. Est-ce manque de capital, prévision du prochain incendie, insouciance de l'avenir, ou un souvenir inconscient de la vie nomade sous la tente?

Dans le café du rez-de-chaussée, des musulmans en turban, assis, les jambes croisées, sur des bancs de bois, fument la longue pipe; d'autres se partagent avec les mains de l'agneau rôti, servi sur un grand plat de riz. Leur dessert se compose d'un peu de fromage de petit lait, *yourt*. Ils ne boivent que de l'eau et du café. Ce sont des musulmans de la vieille roche ; l'Occident ne les a pas encore corrompus. Ils sont graves et tristes. Ils ne sont plus les maîtres sans contrôle comme naguère, mais ils vivent en bons termes avec les Bulgares. Mahomet a eu une inspiration de génie quand il a prescrit les ablutions et proscrit vins et liqueurs. L'observation de ces préceptes, bien mieux que nos sociétés de tempérance, prévient les excès de l'alcoolisme, cette peste moderne, qui fait tant de victimes.

Nous parcourons la petite bourgade. La rue prin-

cipale est bordée d'échoppes ouvertes et basses, à la turque. A l'entrée de la cour qui précède les maisons de ferme, sur des pieux, sont fixés des crânes de chevaux, destinés à éloigner les mauvais esprits. L'église bulgare est une petite construction en pisé, très basse et très humble. Elle tâchait de passer inaperçue.

Les cloches sont suspendues dans un campanile rustique, formé de quatre perches supportant un petit toit de chaume. La mosquée, au contraire, élève très haut son minaret pointu. A côté se trouve l'école turque. Elle a deux salles de classe, mais ni dans l'une, ni dans l'autre ne se trouve de mobilier scolaire : ni bancs, ni pupitres. Les écoliers sont assis à terre et écrivent sur des ardoises. L'enseignement consiste surtout à apprendre par cœur des versets du Koran.

Voici le *Hamam,* le bain public, avec son dôme surbaissé, tacheté de rondelles de verre épais, en fond de bouteille, par où un jour verdâtre tamise dans la salle de bains. Les ablutions quotidiennes, les bains fréquents à domicile et dans le *Hamam,* voilà encore une excellente pratique, qu'il faudrait emprunter aux Turcs ; mais, au contraire, là où les Ottomans sont partis, les thermes tombent en ruines.

Le rituel impose aux musulmans des ablutions et des soins de propreté si minutieux, qu'on peut à peine les imaginer. 1° Le bain complet dans le *Hamam,* obligatoire au moins une fois par semaine. 2° Le *taherat* ou lotion particulière, qui se pratique avec l'*ibrik* ou aiguière, après avoir satisfait aux nécessités naturelles. 3° Le *gouslu* ou « purification »,

après toute nuit agitée, et spécialement pour les gens mariés. A cet effet, chaque maison a une cuve en bois ou en marbre, *haouz gousli,* le *labrum* des Romains, où il faut se plonger trois fois. 4° Le bain de la fiancée à la veille du mariage, comme je l'ai décrit en parlant des coutumes de la Bosnie. Même usage exactement en Russie. 5° L'*abdest* ou ablution avant la prière et surtout avant d'entrer dans la Mosquée. C'est pourquoi il y a toujours des fontaines près des lieux du culte.

Le musulman croit que celui qui prie doit être net de corps, comme de cœur, pour que sa prière soit agréable à Dieu. On cite des caravanes qui ont péri de soif, dans le désert, pour avoir consacré aux ablutions une partie de leur eau. Mais, à défaut d'eau, on peut employer du sable ou des herbes. Les ablutions de l'*abdest* s'appliquent à la tête, au cou, aux oreilles, aux mains, aux bras jusqu'au coude et... ailleurs. Lors des fêtes pour l'inauguration du canal de Suez, les Arabes du désert étaient venus planter leurs tentes en face d'Ismaïlia, de l'autre côté du canal d'eau douce. Au coucher du soleil, tous les Arabes descendirent au bord du canal, s'y accroupirent en longue file et se livrèrent aux ablutions de l'*abdest,* de la façon la plus minutieuse, sans nulle vergogne, et tournés vers la promenade, où circulait, en ce moment, l'impératrice Eugénie, entourée des princes et de toute la cour. C'était très étrange.

Ces lotions journalières, locales ou complètes, ne sont-elles pas une admirable chose, ainsi que l'opération particulière, si hygiénique, que pratiquent sur les enfants les juifs et les mahométans? Dans les pays

de l'islam, on n'est jamais incommodé par ces nauséabondes effluves humaines qui se dégagent des foules en Europe.

Dans le faubourg, des Tziganes, qui sont musulmans, habitent des chaumières de roseaux. Les voilà, toujours les mêmes, avec leur teint basané, leurs cheveux crépus, leurs vêtements de couleur voyante, et leurs nombreux enfants grouillant tout nus dans la poussière : de vrais Sudras de l'Inde.

Quand il s'agit de régler l'écot, je reconnais cette probité turque dont on m'a souvent parlé. Notre hôtelier se gratte la tête et fait consciencieusement des additions, avec le doigt dans le creux de la main : je m'attends à un total ruineux. Il s'élève à 82 centimes! Nous avions apporté des provisions, mais il nous avait fourni du fromage, des fruits, du pain, du café et du foin pour les chevaux.

A la sortie d'Ichtiman s'ouvre une grande prairie verte, bordée de saules, avec quelques bouquets de beaux chênes : c'est le terrain communal, qu'on trouve partout autour des villes, dans la péninsule balkanique. Il sert de pâturage aux attelages et aux troupeaux en voyage.

Bientôt nous recommençons à gravir un nouveau contrefort de collines, qui nous sépare du bassin de la Maritza. Elles sont revêtues de taillis de chênes et de hêtres, mais sans grands arbres et surtout sans un seul résineux. La route est excellente et bien mieux entretenue que dans la principauté que nous venons de quitter; au sommet, nous trouvons les substructions d'un arc de triomphe romain, la *Porta Trajana*, qui était encore debout en 1835. Chosrer-Pacha, un

nom que les antiquaires ne béniront pas, l'a fait démolir. Sur un fragment de marbre, je discerne quelques lettres d'une inscription latine peu lisible. Nous nous arrêtons pour prendre du lait dans un « loghouse », dont le soubassement est construit avec les fragments de la porte romaine. L'endroit s'appelle Kapujuk; ce qui, en turc, signifie petite porte, *tapu*, avec le diminutif. C'est maintenant un poste de gendarmes rouméliotes. Le sergent nous parle des horreurs commises par les bachis-bouzouks, durant la dernière guerre.— « Dans toute cette région, le sang a coulé à flots, dit-il; mais au moins, au prix de tant de maux, nous sommes affranchis maintenant des Ottomans. Pourvu qu'ils ne reviennent pas! Hélas! nous sommes toujours menacés, car ils ont le droit de réoccuper les Balkans. »

J'ai retrouvé partout ici un pénible sentiment d'insécurité, produit par ce détestable article du traité de Berlin, qui ne peut engendrer que des conflits; car si les Turcs voulaient en profiter pour rentrer en Roumélie, toutes les populations slaves de la Péninsule se soulèveraient contre eux.

Partis d'Ichtiman à deux heures, nous arrivons vers six heures dans un gros village bulgare, Vetren, situé à la sortie des montagnes. Il est composé presque uniquement de maisons de paysans en bois ou en pisé. Elles sont grandes et entourées d'étables et de granges. Leurs toits de tuiles sont ici un signe de grande aisance. De pittoresques costumes donnent aux aspects habituels de la vie champêtre un charme particulier. Dans la poussière dorée par le soleil couchant, le berger communal ramène les moutons.

Les cultivateurs reviennent avec leurs buffles, traînant, sur une claie, la lourde et informe charrue de bois. Les femmes, avec leurs robes aux couleurs éclatantes, sont réunies autour de la fontaine, qui est surmontée de la plaque habituelle en marbre blanc, avec inscription du Koran.

En nous promenant dans le village, nous pénétrons dans la cour d'une petite ferme; elle est admirablement placée, au bord d'un ravin à pic, où les fougères plaquent leurs frondes vert pâle sur les rochers d'ocre rouge. Elle est entourée d'une clôture en clayonnage, afin que le bétail puisse y vaguer en liberté. Trois petits porcs d'humeur folâtre y jouent avec les enfants. Nous interrogeons le cultivateur : Il a deux bœufs de travail, mais ni cheval, ni moutons; tout son bétail lui a été enlevé pendant la dernière guerre; il doit reconstituer son troupeau à force d'économie. Chacun est propriétaire de sa maison, d'une étendue de terre suffisante pour l'entretien de la famille, et d'une vigne, dont il boit le vin à suffisance, vendant l'excédent, pour acheter ce qu'il ne peut fabriquer lui-même. Dans les villages voisins, écartés de la route et qui ont, par conséquent, peu souffert, les paysans ont beaucoup plus de bétail. Les plus aisés possèdent 300 et même 400 moutons. J'examine sous un hangar les instruments aratoires : ils sont très primitifs. La charrue est celle de Triptolème; le soc est en fer, mais il n'y a pas de versoir; deux bâtons attachés de chaque côté en tiennent lieu. Une herse très légère, une houe, une fourche et une petite baratte, voilà tout.

A l'intérieur de la maison, il y a deux chambres;

l'une sert de cuisine : sur un feu ouvert, dans une marmite suspendue à une crémaillère, mijote la polenta de maïs. La chambre à coucher possède un poêle en terre cuite, mais pas de lit; un tapis étendu à terre en tient lieu. Il n'y a ni table, ni chaises; seulement quelques escabeaux. Les fenêtres, très petites, sont fermées, non par des carreaux de vitre, qui constituent ici un objet de luxe très rare, mais par des barreaux de bois, et, la nuit, par des volets. L'hiver, il faut choisir entre le froid et l'obscurité. Les murs et le plafond sont complètement noircis par la fumée. Quel contraste avec les intérieurs rustiques des paysans de la Hollande ou du Danemark! Mais comme partout où la population est peu dense, ces paysans, si mal meublés, sont bien nourris : leurs repas consistent, le matin, en pain et lait; à midi, viande avec polenta de maïs ou fèves bouillies; le soir, du lait, du fromage et des œufs. De temps à autre, un agneau ou une poule complète le menu.

Dans toute cette région, comme, au reste, en tout pays musulman, le mouton, l'animal des terres incultes, est l'unique viande de boucherie. C'est inouï ce qu'on en tue! Devant les auberges, sous les vérandas, on voit pendre les carcasses écorchées ou les peaux fraîches, et l'on vend des morceaux d'agneau rôti.

C'est dans ce village de Vetren, auquel on donnait autrefois le nom de Jeni-Keui, que Lamartine a été retenu, pendant vingt jours, par la fièvre, au retour de son voyage en Orient. Voici ce qu'il en dit : « Les maisons, éparses sur les flancs de deux collines séparées par un profond ravin, sont entourées de jolis

vergers et de prairies. Toutes les montagnes sont cultivées à leur base, et couvertes de belles forêts sur leurs croupes; les cimes sont des rochers. J'ai pu étudier là, dans l'intérieur même des familles, les mœurs des Bulgares; ce sont les mœurs de nos paysans suisses et savoyards. Ces hommes sont simples, doux, laborieux, pleins de respect pour leurs prêtres. Les femmes et les filles ont un costume à peu près semblable à celui des montagnes de la Suisse; elles sont jolies, vives, gracieuses. J'ai vu des danses champêtres parmi les Bulgares, comme dans nos villages de France. Ils sont complètement mûrs pour l'indépendance (écrit en 1833 !) et forment, avec les Serbiens, leurs voisins, la base des États futurs de la Turquie d'Europe. Le pays qu'ils habitent serait bientôt un jardin délicieux, si l'opposition aveugle et stupide, non du gouvernement, mais de l'administration turque, le laissait cultiver avec un peu plus de sécurité; ils ont la passion de la terre. »

Lamartine, en traversant la Serbie, admire encore ces belles forêts, berceau de la liberté, qui aujourd'hui ont disparu : « Après Nissa, on entre dans l'océan des forêts de la Serbie. Pendant six jours, nous nous enfonçons dans ces magnifiques et perpétuels ombrages, n'ayant d'autre spectacle que les colonnades sans fin des troncs énormes et élevés des hêtres, les vagues de feuillage balancées par les vents, les avenues de collines et de montagnes uniformément vêtues de leurs chênes séculaires. »

Lamartine entrevoit nettement l'avenir : « On verra, dit-il, dans la Serbie un des éléments de cette fédération d'États libres destinés à combler le vide

que la disparition de l'empire ottoman va laisser en Europe. La politique européenne n'a pas d'autre vœu à former. » Plus loin, il ajoute, et c'est son dernier mot : « J'aimerais à combattre avec ce peuple naissant pour la liberté féconde! » Voilà les nobles sentiments qui soulevaient les âmes, il y a cinquante ans, et qui poussaient Byron à donner sa vie pour l'affranchissement de la Grèce. Aujourd'hui, le cœur de l'Europe s'est refroidi. Ces mots de droit et de liberté n'y éveillent plus d'écho. Quand un peuple se lève pour s'affranchir, la Bourse baisse. C'en est assez! C'en est trop! Qu'on le remette sous le joug! On bénit le glaive du Turc qui rétablira l'ordre!

De Vetren à Tatar-Bazardjik, nous roulons encore trois heures, dans une plaine fertile et bien cultivée. Des vignobles alternent avec des champs d'orge, d'avoine et de maïs. Mais on voit peu de froment et point de pommes de terre. Il faut s'en réjouir, car ce tubercule, qui forme l'une des bases principales de l'alimentation dans toute la plaine baltique, n'est en somme qu'une nourriture médiocre, qui, par son bas prix, favorise la réduction des salaires. A notre droite s'élèvent les croupes imposantes et sombres du Rhodope, dont quelques sommets sont couverts de neige. A sa base, au delà de la Maritza, s'étend la forêt de Bellova.

Je suis surpris du grand nombre de tumulus qui s'élèvent le long de la route. Il en est de même dans toute la Bulgarie. Il est vrai que, nulle part, les hommes ne se sont autant entr'égorgés. On a fouillé quelques-uns de ces tertres et on y a trouvé des armes anciennes de différentes époques. Hérodote

parle de ces tumulus chez les Thraces, en décrivant les funérailles des riches ; il dit qu'après avoir brûlé ou enterré le cadavre, ils élèvent un tertre, χῶμα χεαντές. (Liv. V, ch. 8.)

Nous arrivons, vers neuf heures du soir, à Tatar-Bazardjik, au grand trot de nos braves chevaux, qui ont fait honneur au sang hongrois, car ils courent depuis quatre heures du matin, avec deux heures de repos au milieu du jour. Nous trouvons à nous loger très convenablement dans un grand hôtel tout neuf, que l'Église orthodoxe a fait construire au bord de la Maritza. Du balcon qui domine le fleuve, on voit, au clair de lune, son flot largement épandu dans un lit de cailloux peu profond.

C'est aux bords de la Maritza, l'Hebrus des anciens, que l'infortuné Orphée fut tué par les femmes irritées de la Thrace, et le fleuve emporta les débris informes de son corps marmoréen. Tandis que je contemple les miroitements argentés de la lune sur l'eau noire, certains vers de Virgile et d'Ovide me reviennent à l'esprit et, pour venir en aide à ma mémoire infidèle, j'ai sous la main les livres de Léger et de Queillé.

Spretæ ciconum quo munere matres,
Inter sacra deum nocturnique orgia Bacchi,
Diserptum latos juvenem sparsere per agros.
Tum quoque, marmorea caput a cervice revolsum
Gurgite quum medio portans Œagrius Hebrus
Volveret, Eurydicen vox ipsa et frigida lingua
Ah ! miseram Eurydicen ! anima fugiente, vocabat ;
Eurydicen toto referebant flumine ripæ.

Géorgiques, IV, v. 520-527.

Caput, Hebre, lyramque
Excipis et, mirum, medio dum labitur amne,
Flebile nescio quid queritur lyra, flebile lingua
Murmurat exanimis; respondent, flebile ripæ.

OVIDE, *Métam.*, XI, v. 50, 53.

Les sommets du Rhodope, dont j'aperçois le contour bleuâtre, gémirent alors :

Flerunt Rhodopeiæ arces!

Qui habitait alors cette région, que les anciens croyaient ensevelie sous des frimas éternels :

Solus Hyperboreas glacies Tanaimque nivalem
Arvaque Rhipeis nunquam viduata pruinis
Lustrabat... ?

Étaient-ce déjà des Slaves? L'histoire n'en sait rien.

M. Albert Dumont a trouvé, dans le cimetière turc de Tatar-Bazardjik, l'ancienne Bessapara, un marbre contemporain d'Alexandre. « Les Ottomans, dit-il, le regardent comme une pierre sacrée : ils viennent y attacher des fils arrachés aux vêtements des malades et y prendre de la poussière qui a des vertus miraculeuses. » C'est une stèle grecque, qui porte une inscription en très beaux caractères ; elle témoigne de l'existence dans cette région d'une ville et d'une administration helléniques; elle fait mention de Panegyries, du culte d'Apollon, de récompenses décernées, aux vainqueurs agonistiques. En beaucoup d'endroits, on a trouvé dans tout le pays des bronzes qui ont la perfection de ceux de l'Attique, et des inscriptions et des bas-reliefs qui prouvent l'existence de centres

importants et nombreux. Sous l'empire romain, il paraît certain que la langue des villes, et même celle des villages, était le grec.

Tatar-Bazardjik est un chef-lieu de préfecture, avec 15,000 habitants; mais il n'a pas encore perdu son cachet de ville turque, quoique les troupes ottomanes, en se retirant, en aient dévasté et brûlé une partie. Le préfet, qui vient causer avec nous après le souper, nous dit que chrétiens et musulmans vivent en paix; seulement, ceux-ci s'imaginent encore que l'état actuel est provisoire et que l'autorité du sultan sera rétablie. Si elle l'était, même momentanément, Dieu sait par quels excès ils se vengeraient d'avoir à subir l'égalité devant la loi!

« Sans le voisinage du Rhodope, nous dit le préfet, le pays ici serait parfaitement sûr, comme tout le reste de la Roumélie; mais des gorges de ces montagnes sauvages sortent des brigands qui viennent opérer des razzias dans nos plaines fertiles, et nous ne pouvons les poursuivre sur le sol de la Macédoine, où ils se réfugient. » Les ouvriers sont bien payés ici, relativement au prix des denrées. Un manœuvre obtient 2 francs par jour; un menuisier, 4 à 5 francs; et la viande de mouton ne coûte que 1 franc l'oka ($1^{k}\cdot278$); une couple de poulets, 1 fr. 50 c., et une paire de buffles, 600 francs.

— En partant de Bazardjik à sept heures du matin, je suis à huit heures et demie à Philippopoli, capitale de la province semi-indépendante de la Roumélie orientale. La vallée de la Maritza, que nous suivons, est d'une fertilité merveilleuse. Les vignes basses, comme en France, ont une frondaison d'une éton-

nante vigueur, et les nombreuses grappes qui mûrissent ne sont atteintes ni par le phylloxera ni par l'oïdium. Le vin, dans toute cette région, est d'excellente qualité; très corsé, il tient le milieu entre celui de la Bourgogne et le Val-de-Penas espagnol. Il ne coûte que 30 à 40 centimes le litre. Les champs sont emblavés de froment, de maïs et de beaucoup d'orge; comme en Asie, on en nourrit les chevaux plutôt que d'avoine. A droite se prolonge, parallèlement à la Maritza, la chaîne du Rhodope ou du Despoto-Dagh; à gauche se profilent les sommets plus éloignés des Balkans, l'Hémus des anciens. Au milieu de la plaine surgissent soudain trois mamelons abrupts de syénite. Ils sont couronnés par les maisons de Philippopoli et de ses faubourgs. La ville a été fondée par Philippe, père d'Alexandre. Elle s'appelle en bulgare Plovdiv.

Le docteur Stoyan Tchomakoff vient nous prendre à la gare pour nous conduire dans sa magnifique demeure, où il nous offre la plus cordiale hospitalité. Né à Kopriuchtitza, en Roumélie orientale, il a fait ses études à Pise et à Paris; puis, établi à Philippopoli, il y exerça la médecine, jusqu'à l'époque où éclata la lutte ecclésiastique des Bulgares contre le clergé grec. Envoyé en 1862 à Constantinople, comme représentant des Bulgares, il fut l'âme du mouvement national en faveur d'une Église indépendante. Après l'élection du premier exarque en 1872, il fut nommé membre du Conseil mixte de l'exarchat et resta à Constantinople jusqu'à la conclusion du traité de Berlin. Il est président du Conseil sanitaire et membre de l'Assemblée législative. C'est un des hommes les plus considérés du

pays. Il parle également bien le turc, le grec, le bulgare, le français et l'italien.

De la gare à la ville, un large boulevard a été ouvert. Il s'y élève de belles constructions : des villas au milieu de jardins remplis de fleurs, de grandes maisons où habitent les consuls des puissances étrangères. L'intérieur de la ville ne rappelle nullement l'Orient : on dirait une ancienne cité fortifiée de l'Italie méridionale. Les rues, en pentes raides, sont fort étroites et bordées de maisons très hautes, dont les étages supérieurs, souvent en bois, s'avancent en surplomb, sur des poutres ou sur des encorbellements. Quelques habitations ressemblent à des villas romaines qu'on voit sur les fresques de Pompéi. Derrière un haut mur et une lourde porte barrée de gros clous et d'armatures en fer, s'ouvre une cour dallée de marbre blanc, avec le puits et l'impluvium, qu'ombragent des acacias et des cerisiers aux fruits d'un rouge éclatant. Vient ensuite la maison, avec un péristyle à sveltes colonnettes et de très hauts pilastres, le tout peint en blanc avec des filets et des arabesques bleu vif. Une vigne orne la façade de ses pampres chargés de grappes bleuissantes. Le soleil perçant, par places, le feuillage jette des découpures d'or sur les dalles et sur les fleurs. Ces vives couleurs et cette délicieuse fraîcheur donnent une impression de gaieté et de vie heureuse.

Chacun me parle ici des cruautés commises par les Turcs durant la dernière guerre. C'était un système. Le but était de terrifier les populations, afin de les empêcher de se soulever à l'approche des Russes. A Philippopoli, on pendait chaque jour

vingt, trente, et un jour jusque soixante Bulgares. Quand, sur les réclamations des ambassadeurs, on envoya Ahmed-Vefikz-Pacha pour mettre fin aux exécutions, Suleiman-Pacha fit pendre six rayas devant le Konak pour saluer son arrivée ; — il avait, disait-il, ses instructions de Constantinople [1]. Ce fut la région d'ici aux Balkans qui eut le plus à souffrir, par suite des mouvements alternatifs d'avancement et de recul des armées russes et ottomanes. Plusieurs villages des environs furent détruits. Après la retraite de Gourko, Karlovo, ville commerçante et aisée, fut livrée au pillage, et quinze cents de ses habitants massacrés de sang-froid. Un homme très distingué, le docteur Popoff, qui était paisiblement chez lui, fut conduit à Philippopoli et pendu, sans forme de procès. Il y a, m'affirme-t-on, dans cette localité, plus de 900 veuves dont les maris ont été massacrés à cette époque. Calofer, le village de Chipka, Eski-Zagra, Kezanlik, le chef-lieu de la vallée des roses, ont été

[1] Le comte de Bourgoing, ambassadeur de France, écrivait, le 16 août 1876, à propos de l'amnistie que la Porte offrait aux Bulgares, en en exceptant « les chefs de l'insurrection et ceux qui y ont pris une part active » : « Avec de telles restrictions, une pareille mesure est dérisoire et permet de poursuivre les exécutions sur une grande échelle. On mettra en liberté quelques misérables; mais on continue et on continuera à pendre sans pitié quiconque inspirera quelque défiance. » D'après M. le baron d'Avril (*Correspondant*, 25 juillet 1884), « il est impossible de douter qu'il n'y ait eu alors un système arrêté de destruction de la nationalité bulgare au sud des Balkans, par l'extermination de ses « chefs ». Aujourd'hui, le même système est poursuivi en Macédoine, seulement par des moyens un peu différents. Au lieu de pendre les principaux représentants de la nationalité bulgare, on les exile sur les côtes de la mer Rouge et en Asie Mineure ; le résultat est toujours le même : c'est la mort.

brûlés et saccagés en tout ou en partie. Je ne rappelle ces atrocités, dont les rapports américains ont publié, dans le temps, tous les détails, que pour expliquer la terreur que les habitants éprouvent à l'idée que les Turcs pourraient réoccuper le pays. Ils savent à quelles atroces vengeances ils seraient exposés. Il n'est pas possible que l'Europe le permette.

On se plaint amèrement ici de l'article 10 du Statut organique, qui donne au sultan le droit d'opposer son *veto* aux lois votées par l'assemblée provinciale. Il use de ce droit pour mettre obstacle à un grand nombre de mesures excellentes, par exemple les suivantes : Loi autorisant le gouvernement à avancer sur hypothèque 2,580,000 francs aux cultivateurs ruinés durant la dernière guerre; loi introduisant l'état-civil; loi sur la presse; loi pour la conservation des forêts; loi convertissant les *vakoufs* en biens libres; loi réglant le programme des écoles; loi sur la régularisation des titres de propriété; loi exemptant de droit les vins et spiritueux destinés à l'exportation; construction du chemin de fer qui réunirait le réseau en exploitation au seul bon port de la Roumélie, Bourgas, qui est maintenant presque inutile. Quoi de plus cruel, pour une population avide de réformes, que d'être à la merci d'un pouvoir étranger, despotique, capricieux, qui n'a plus aucun intérêt à voir prospérer le pays, qui doit même s'effrayer de ses progrès, car il n'ignore pas que toutes les forces nouvelles seront consacrées à la lutte pour l'affranchissement définitif? Cependant, certaines améliorations importantes ont été accomplies dans les matières

suivantes : Création d'un cadastre, chose essentielle; adoption du système métrique; réorganisation de l'enseignement primaire; règlement du service sanitaire; création de caisses agricoles; expropriation pour cause d'utilité publique; organisation de la police rurale et municipale.

La Constitution de la Roumélie, rédigée par sept représentants des grandes puissances, est aussi libérale et aussi démocratique qu'on peut le souhaiter. Elle est copiée, souvent mot par mot, sur la Constitution belge. Toutes les libertés y sont garanties. Aucun impôt ne peut être établi qu'en vertu d'une loi. L'Assemblée législative est composée de membres de droit : le mufti, le grand rabbin de la province et les chefs de cinq communautés religieuses chrétiennes, les présidents de la cour suprême et du contentieux administratif et le contrôleur en chef des finances; de 10 membres nommés par le gouverneur et de 36 membres élus au suffrage direct et secret, dans 36 collèges électoraux. Est électeur tout Roumélioto âgé de 21 ans au moins, possédant une propriété, un établissement de commerce ou d'industrie ou un diplôme de capacité : professeurs, instituteurs, avocats, ministres du culte. Sur les 36 députés élus, 29 sont Bulgares orthodoxes, 2 Turcs et 2 Grecs. Cela prouve manifestement que presque dans tous les districts la majorité appartient aux Bulgares. Parmi les députés nommés par le gouverneur général, 7 sont Bulgares orthodoxes, 1 Bulgare catholique, 1 Turc et 1 Grec. D'après le recensement tout récent de 1883, la population se répartit de la façon suivante : 573,560 Bulgares, 174,700 musulmans,

42,654 Grecs, 19,549 tziganes, 4,177 israélites, 1,306 Arméniens. Total : 815,946.

L'Assemblée nomme une espèce de conseil d'État, appelé comité permanent : encore un emprunt fait à la loi provinciale belge. On n'a pas oublié de garantir le droit des minorités. Les dix membres du comité sont élus au scrutin de liste par l'Assemblée, mais nul bulletin ne peut contenir plus de six noms. Ce corps, qui siège toute l'année, prépare les affaires et donne son avis sur les projets de loi. L'Assemblée nationale se réunit dans un ancien bain turc transformé. Il y fait une agréable fraîcheur, qui peut venir à point pour calmer l'ardeur des discussions parlementaires.

Parmi les hommes politiques que je rencontre, la plupart font une critique très vive du statut organique et de ses annexes, que j'admirais parce que j'y retrouvais les principes généraux de la Constitution belge. — « Tout d'abord, me dit-on, ces lois fondamentales règlent un grand nombre de matières, qui ailleurs sont régies par des lois ordinaires ou par de simples arrêtés. La Constitution dont la diplomatie européenne nous a gratifiés forme un volume in-folio contenant 15 chapitres avec 495 articles, plus 13 annexes avec 637 articles, et aucun de ceux-ci ne peut être changé que par l'accord unanime des grandes puissances; voilà ce que décide l'article 495. Les nations sont des organismes vivants, dont les besoins changent et appellent ainsi des modifications constantes dans le régime administratif, judiciaire et financier. En Roumélie, tout cela est immuable. Ce monument de science politique, que la commission diplomatique a

commencé à édifier en janvier 1875, a été terminé le 14 avril de la même année. Il est vrai qu'on a appliqué la division du travail à sa confection, le délégué anglais s'occupant des lois électorales, l'autrichien, de l'organisation judiciaire, l'italien, du système financier, et le français, du régime administratif. Faut-il s'étonner que l'œuvre renferme maintes contradictions? Voici quelques-uns des maux pratiques qui résultent des lois organiques qu'on nous a données.

« Sous le régime turc, la province actuelle de la Roumélie orientale était divisée en deux *sandjaks* (départements), contenant 14 *casas* ou cantons. Nous n'avions donc que 2 préfets et 14 baillis à entretenir. Le système français, dont on nous a dotés, a divisé la province en 6 départements et 28 cantons. Nous avons donc 6 préfets, 6 conseils généraux, 6 secrétaires de préfecture, 28 baillis, 28 commandants de gendarmerie, 28 commissaires de police, etc. Le fonctionnarisme nous a envahis.

Un village qui s'administrait entièrement lui-même, sans aucun représentant de l'autorité, est devenu un chef-lieu de canton où résident une escouade de fonctionnaires de tout grade et de tout genre. Il suffisait de supprimer les employés turcs, qui nous volaient; nous aurions eu l'autonomie locale, comme aux États-Unis. D'un autre côté, il aurait fallu nous donner des receveurs des contributions. L'article 212 du Statut décide que « les maires sont chargés et responsables de la rentrée exacte des impôts », et l'article 185 stipule que « les maires sont réélus chaque année par les habitants de la commune ». Ces maires, natu-

rellement, cherchent à être réélus et ménagent le plus possible leurs électeurs. Ils font donc très mal rentrer les revenus de l'État. Les arriérés sont considérables : chaque année, environ 20 p. c. des recettes. Ils s'élevaient à 17 millions de piastres au 31 juillet 1883. Ces mêmes maires sont aussi juges de paix, de par l'article 248. Comme ils sont incapables de trancher les différends, ceux-ci sont portés directement devant les juges de canton, lesquels se trouvent ainsi accablés de besogne. On n'arrive pas à obtenir justice, ce qui cause beaucoup de mécontentement. Tout cela devrait pouvoir être réglé par notre Assemblée et en raison de notre situation particulière. Le Statut nous a enveloppés, comme une momie d'Égypte, d'un réseau de bandelettes très agréables à l'œil, mais qui nous condamnent à l'immobilité. »

— On me donne quelques renseignements sur les partis. Pendant les deux premières années du régime autonome, il y a eu lutte des nationalités. Mais les Bulgares n'ont pas eu de peine à l'emporter et à occuper la plupart des places. Depuis lors, ils se sont divisés en deux partis : les « libéraux » modérés ou gouvernementaux et les « nationaux ou unionistes », partisans d'une politique plus décidée. La question qui les divise est la politique à suivre pour obtenir la réunion des deux fragments de la Bulgarie, si malheureusement séparés par le traité de Berlin. Les deux groupes sont d'accord pour désirer la réunion, de même que tous les Bulgares. Lors du passage récent à Philippopoli de M. Forster, ancien ministre de l'instruction publique en Angleterre, l'un des chefs des modérés, M. Kaltchoff, lui fit connaître

que la reconstitution de la patrie bulgare, morcelée à Berlin, est le but à poursuivre par tous. Seulement, les libéraux pensent qu'une grande prudence est nécessaire dans l'action. Les « unionistes », au contraire, croient qu'il faut sans cesse et à toute occasion exprimer la volonté nationale, la proclamer très haut, et devant l'Europe, et devant le pays, et même entretenir une certaine agitation dans ce sens. C'est ce parti qui a organisé, l'été dernier (1884), ce pétitionnement universel en faveur de l'union qui avait entraîné le pays tout entier. Ils attendent la réalisation de leurs espérances de la chute inévitable de l'empire ottoman et des complications générales en Europe, plutôt que d'une insurrection locale contre la Turquie. A en juger par le nombre des journaux des deux nuances, c'est le parti national qui jouit de la plus grande influence. Il a trois organes, la *Maritza*, le *Narodni Glass (Voix du peuple)* et la *Soédinenié (l'Union)*. Le parti libéral modéré n'en a qu'un, le *Jouzhna Bulgaria* (la *Bulgarie du Sud*). Tous les quatre paraissent dans la capitale.

Il n'y a pas lieu de s'étonner que la question de la réunion des deux parties de la Bulgarie, violemment séparées par le traité de Berlin, préoccupe et passionne ici tous les esprits. Depuis leur arrivée dans la Péninsule, au VIIe siècle, les Bulgares ont toujours formé une unité ethnique, une nation, tant à l'époque de leur grandeur, sous le tzar Siméon et ses successeurs, que sous la domination ottomane. La diplomatie européenne découpe cette nationalité vivante en trois tronçons, dont l'un forme une principauté presque indépendante, la Bulgarie, l'autre, un État à

moitié affranchi, la Roumélie, et le troisième, une province complètement asservie sous le joug turc, la Macédoine. Comment les Bulgares se résigneraient-ils à un règlement qui blesse si cruellement leurs souvenirs historiques et leurs intérêts matériels, surtout, après que San-Stéfano a réalisé pour eux, un moment, un idéal désormais inoubliable?

On a beau leur parler du respect des traités, ils répondent : Ces traités ont été faits contre nous, et jamais nous ne les avons signés ni acceptés. La Bulgarie méridionale complétait la Bulgarie septentrionale, moins riche, moins pourvue d'hommes capables. Les relations commerciales étaient actives. Le midi envoyait au nord les produits d'une zone plus chaude. La barrière de douanes, tracée arbitrairement par les diplomates, est venue entraver ce commerce, qui s'appuyait sur la communauté de race et d'origine. On a créé deux moitiés de peuple qui, isolées, ne peuvent se suffire et qui sont accablées par les charges d'un double gouvernement. Mais nous avons confiance dans l'avenir. Une combinaison diplomatique, qui n'a point de racines dans l'histoire et qui ne tient nul compte des intérêts et des vœux des populations, n'a évidemment aucune chance de durée.

La question des langues donne lieu ici, comme partout où diverses nationalités se trouvent réunies dans un même État, à des difficultés réelles et à des réclamations nombreuses. L'article 22 du Statut organique renferme à ce sujet des dispositions très sages. Il prescrit que la langue officielle sera celle de la majorité; mais que, quand il existe une minorité égale à la moitié de la majorité, la langue de cette

minorité sera également employée. Toutes les lois et règlements doivent être publiés dans les trois langues principales, bulgare, turque et grecque, et, devant les tribunaux, les particuliers ont le droit de se servir, à leur choix, de l'une de ces langues. Le discours d'ouverture du gouverneur général est lu aussi en bulgare, en turc et en grec. Mais au sein de la Chambre et des conseils départementaux et communaux, les propositions et les discussions ont lieu en bulgare. Les Grecs et les Turcs ont le droit de parler en leur langue. Seulement, s'ils veulent se faire comprendre, ils doivent bien employer le bulgare, qui devient ainsi en réalité la langue dominante. Les Turcs et les Grecs se plaignent, mais est-il possible de régler autrement cette difficile question?

— Ici, comme en Bulgarie, tous les cultivateurs sont propriétaires des terres qu'ils occupent. Cela est vrai, surtout depuis la dernière guerre. Avant cette époque, dans les villes et dans quelques villages habitaient de riches Turcs, possédant de grands *tchifliks* ou fermes, qu'ils louaient à des paysans bulgares, lesquels payaient en nature, suivant la qualité du sol, de 1 à 4 *chiniks* (20 litres) de blé par *deunum* (égal à 1,600 mètres carrés).

Dans ces pays si bien préparés pour une démocratie rurale, où l'égalité des conditions s'est maintenue entre les rayas, sous la domination des Turcs, il faut empêcher la formation des *latifundia*. C'est ce qu'a compris le prince Nikita. Il vient, par un décret, de soumettre le Montenegro à un nouveau régime en matière de propriété foncière. Personne ne sera dorénavant autorisé à acquérir plus de 20 arpents de

terre. Une disposition si exceptionnelle a été motivée par l'émigration constante des mahométans, qui n'ont pu se résigner à rester dans un pays où l'islamisme ne jouit plus de toute son influence et de toutes ses prérogatives. Dans les districts de Niktich, de Dulcigno, d'Antivari, de Podgoritza, cédés au Montenegro par la Turquie, les mahométans ont imité leurs coreligionnaires de Bulgarie et de Serbie : ils ont quitté leurs foyers. Il en est résulté que beaucoup de Monténégrins ont acquis à des prix dérisoires des propriétés d'une étendue relativement considérable. On pouvait donc prévoir que, dans un avenir peu éloigné, il se formerait dans la Tchernagora une classe de grands propriétaires, qui ne manqueraient pas de continuer la tradition d'oisiveté des anciens possesseurs de terres. C'est contre cette éventualité que le prince Nikita a voulu réagir, en édictant son décret qui limite la propriété et partage les terres, en parcelles aussi égales que possible, entre tous les habitants.

— Je suis présenté à M. J.-E. Guéchoff, l'un des hommes les plus distingués et les plus instruits de ce pays-ci. Il parle et écrit également bien le français et l'anglais. Né à Philippopoli, il a fait ses études à la *Victoria University* de Manchester. Pendant la guerre turco-russe, il écrivit quelques lettres au *Times* sur les atrocités commises en Bulgarie en 1876, ce qui lui valut d'être jeté en prison, exilé en Asie Mineure et presque mis à mort. En 1879, il fut envoyé en mission pour présenter aux grands États les vœux de la Roumélie orientale, qui, hélas! ne furent pas écoutés. A son retour, il fut nommé président de l'Assemblée pendant ses trois premières sessions. Il

me communique quelques chiffres qui font connaître la situation financière actuelle.

Le budget de 1883-1884 s'élève à 72,196,509 piastres en recette et en dépense (100 piastres font une livre turque, qui vaut au pair 22 fr. 70 c.). Quel est l'État qui peut se vanter d'arriver à un pareil équilibre budgétaire? Il est vrai que la Roumélie n'a jusqu'à présent ni dette, ni grande armée permanente, ces deux occasions de dépenses sans limites, l'une menant à l'autre. — « Nous n'avons pu encore modifier l'ancien système d'impôt, me dit M. Guéchoff, parce que, dans notre situation précaire, nous évitons tout ce qui peut amener une perturbation quelconque. »

Cependant la dîme a été convertie en un impôt foncier en argent calculé par commune, d'après le produit des dix dernières années, avec une réduction de 10 p. c. Malheureusement, par suite de quatre mauvaises récoltes successives et des bas prix des grains, cette conversion a paru très dure et le produit sera, croit-on, inférieur d'un quart à l'estimation, qui était de 32 millions de piastres. En Bulgarie, où l'on a adopté le même système de conversion de la dîme en argent, on a pris la moyenne des trois années après la guerre, ce qui a eu pour effet de diminuer notablement le montant de l'impôt foncier. Les autres impôts directs sont, en 1883 : Une taxe sur les moutons de 10,279 piastres; sur les porcs, 322,000 piastres; impôt sur le revenu, 3,580,284 piastres et, sur les propriétés bâties, 1,004,443 piastres. Les contributions indirectes : douanes, sel, tabac, spiritueux, timbres, donnent 18,244,992 piastres, chiffre qui étonne, tant il est minime. Tous les bureaux de douane n'ont

produit que 2,379,610 piastres ou 523,515 francs; ce n'est pas la peine d'en avoir.

L'accroissement des recettes à effectuer est très satisfaisant. Elles s'élevaient, en 1879, à 53,645,528 piastres, et, en 1883, à 72,037,111 piastres. La Roumélie doit payer à la Porte un tribut assez considérable, s'élevant aux trois dixièmes de ses revenus. La commission européenne avait fixé ce tribut à 240,000 livres turques, de 22 fr. 50 c., mais l'Assemblée vient de le réduire à 180,000 livres, parce que le revenu net ne s'élève qu'à 600,000 livres turques.

Le sultan a refusé de sanctionner ce règlement, et les *bondholders* ont protesté; mais la Roumélie invoque l'article 16 du Statut organique, qui lui donne raison. Jusqu'à présent, il n'y avait pas de dette dont il fallût payer les intérêts; aussi le total de ce que touche l'État ne s'élève qu'à 20 francs par tête. Un Français paye cinq fois plus. Toutefois, comme, par suite de la situation précaire du pays, les impôts rentraient mal, il a fallu emprunter quelques millions à la Banque ottomane, ce qui a inquiété les esprits et contribué à la révolution récente.

La Roumélie publie chaque année, en bulgare et en français, un annuaire de statistique, où je note quelques chiffres intéressants. Il y a dans le pays 160,555 contribuables, payant directement à l'État une capitation de 22 piastres, ou environ 5 francs par tête. Le nombre des communes est considérable : il est de 1,343 pour une population de 815,946 habitants, ce qui fait environ 600 habitants par commune. Les cinq impôts directs, produisant au total 47,054,184 piastres, sont payés par les habitants des

confessions religieuses dans la proportion suivante : Bulgares, 35,418,456; Turcs, 8,948,242; Grecs, 2,202,513; Bulgares catholiques, 378,439 ; Arméniens, 66,304; israélites, 40,140. Les Grecs étant généralement plus aisés que les Bulgares, on voit qu'il doit y en avoir 16 à 18 fois moins.

— Les dettes contractées par les États de l'Orient amènent à des conséquences qui révoltent l'humanité. Les créanciers font agir les grandes puissances, comme des recors, pour obtenir livraison de la « livre de chair ». Les gouvernements de la Turquie et de l'Égypte ne sont plus que des pressoirs, qui se servent qu'à extraire des populations leurs dernières ressources, et les États de l'Occident, qui jadis employaient leur influence pour faire obtenir aux peuples quelque liberté ou quelque soulagement à leur malheureux sort, la mettent en œuvre maintenant pour consacrer leur asservissement et pour les fouler sous la compression de la vis impitoyable de l'impôt. Point de spectacle plus révoltant.

Un extrait d'un journal financier (décembre 1885) nous montre comment fonctionne l'odieux mécanisme :

« Nous appelions, il y a quinze jours, la sollicitude de la conférence de Constantinople sur l'article du traité de Berlin relatif aux tributs dont la Porte n'a pu encore obtenir le règlement, et dont les porteurs de fonds turcs n'ont, par conséquent, pas vu la première piastre. Nous pouvons ajouter aujourd'hui qu'à une date peu différente, la Banque ottomane et les sociétés de crédit, se préoccupant du même objet, ont fait une démarche officielle auprès du ministre

des affaires étrangères et que cette démarche a été accueillie.

« La question en vaut la peine. La somme à payer par les petits États n'a jamais été fixée d'une manière définitive, et on n'a à cet égard que des évaluations contradictoires. Toutefois, dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de sommes importantes. Voici, en effet, les chiffres que nous trouvons dans une brochure publiée en 1883 par M. E. Cavaglion :

Auraient à payer.	Évaluations turques.	Évaluations européennes.
	Liv. st.	Liv. st.
La Bulgarie	9,896,000	2,453,000
La Grèce	2,130,000	528,000
La Serbie	2,107,000	522,000
Le Montenegro	98,000	24,000
	14,231,000	3,527,000

« Nous sommes heureux de pouvoir ajouter que la commission européenne de la dette publique à Constantinople vient d'insister, de son côté, auprès de la Porte pour que celle-ci porte à l'ordre du jour de la conférence la question du règlement des tributs. Le correspondant de qui nous tenons cette information est à la fois digne de toute confiance et en parfaite situation d'être renseigné.

« M. Guedalla a adressé la lettre suivante à lord Salisbury, au sujet de la dette ottomane :

« Milord,

« Permettez-moi de suggérer à Votre Seigneurie l'urgence qu'il y a à donner les instructions nécessaires à sir William White, à Constantinople, pour

qu'il insiste sur le paiement du tribut bulgare, en retard de huit années, et sur le fait que la Roumélie orientale doit être astreinte, à l'avenir, à payer aux porteurs le montant exact qui leur revient, d'après le traité de Berlin.

« Le moment est opportun pour exercer une pression sur les gouvernements de la Grèce, de la Serbie et du Montenegro, afin qu'ils payent leurs parts contributives à la dette ottomane, paiements qui sont en suspens depuis 1878.

« Un arrangement immédiat profiterait non seulement aux porteurs, mais encore fortifierait les ressources de la Turquie et ne serait, du reste, que ce qui est dû, en justice, à l'empire ottoman. »

— En parcourant la Roumélie, je vois presque dans chaque village un beau bâtiment tout neuf, à deux étages, dont la blancheur éclatante contraste avec l'aspect sombre des chaumières qui l'entourent : c'est l'école primaire bâtie depuis l'émancipation. Les communes prennent l'initiative pour faire ces constructions, et l'État leur accorde un subside. La dépense pour l'enseignement figure au budget de 1883 pour une somme de 4,728,922 piastres, soit environ 1 fr. 30 c. par tête. C'est beaucoup, car ainsi l'instruction publique figure dans le budget pour le onzième de la dépense totale. Pour la France, cela équivaudrait à 300 millions de francs. La comparaison des statistiques scolaires des différents cultes offre aussi de l'intérêt. Les écoles bulgares, au nombre de 890, avec 1,104 instituteurs et 196 institutrices, comptent 50,184 élèves. Comme les listes des enfants soumis à l'instruction obligatoire en portent, pour 1883,

78,702, il s'ensuit que les trois cinquièmes des enfants en âge d'école reçoivent l'instruction, proportion beaucoup plus favorable que celle qui est constatée en Bosnie, en Serbie et en Bulgarie. Les Turcs ont 763 écoles, avec 758 instituteurs et 30 institutrices et 27,113 élèves des deux sexes; on ignore le nombre des enfants en âge d'école. Les Grecs n'ont que 48 écoles, avec 3,471 élèves; comme 6,719 enfants sont en âge d'école, il s'ensuit que la moitié n'y va pas; les Bulgares catholiques ont 10 écoles et 980 élèves; les Arméniens, 5 écoles, avec 201 élèves, et les israélites, 14 écoles, avec 918 élèves.

Pour l'enseignement secondaire, les Bulgares ont 19 écoles, avec 2,554 élèves; les Turcs, 2 écoles, avec 164 élèves, et les Grecs, 2 écoles, avec 282 élèves. Ceux-ci, quoique quatre fois moins nombreux que les Turcs, ont beaucoup plus d'élèves, preuve nouvelle de ce fait que les musulmans cherchent peu à s'instruire. On a fondé deux gymnases, avec 1,264 élèves, où l'on enseigne les langues anciennes, l'un à Slivno, l'autre à Philippopoli; et ce qui est plus remarquable, deux gymnases (*realschulen*) pour filles, l'un à Philippopoli, l'autre à Stara-Zagora, et ils ont 308 élèves. L'école supérieure pour filles est le plus beau monument de Philippopoli; c'est une grande construction à trois étages, avec colonnades en style classique. Elle a coûté 450,000 francs et le gymnase, 200,000. Les quatre établissements d'instruction moyenne ont 62 professeurs et coûtent, par an, un million de piastres à la province, qui, en outre, entretient 180 boursiers dans le pays et 50 à l'étranger.

A Sofia et à Belgrade, on a consacré des millions

à bâtir le palais du souverain. Ici, le chef de l'État se contente d'une vieille construction qui semble menacer ruine, et les deux seuls grands édifices que l'on ait élevés sont consacrés à l'enseignement supérieur des jeunes filles et des jeunes gens. On se croirait vraiment aux États-Unis.

— Le gouverneur Aleko-Pacha étant absent, M. Tchomakof me présente au premier ministre, M. Gabriel Krestovitch, qui depuis lors a été nommé gouverneur général, sous le nom de Gavril-Pacha. C'est un jurisconsulte distingué, qui a étudié le droit à Paris. Il parle le français à merveille. Après avoir occupé une haute fonction dans l'île autonome de Samos, il fut appelé à celle de président du tribunal de commerce de Constantinople, puis à celle de secrétaire général de la Roumélie. Il avait pris aussi, à côté de mon hôte, M. Tchomakof, une grande part à la lutte contre le patriarcat grec, pour la constitution de l'exarchat bulgare, et il contribua au succès de cette rude campagne, par son tact et sa connaissance du droit canon. Il nous dit que la population est morale, pacifique et peu portée aux crimes et aux délits. Et, en effet, je trouve dans la statistique officielle de 1884 que, dans les six prisons de district, il n'y a en tout que 676 détenus, dont seulement 6 femmes. Un détenu sur 1,300 habitants, c'est extrêmement peu. Pour le sexe féminin, 1 sur 66,666 ! C'est à croire que, dans ce fortuné pays, les femmes ne se rendent jamais coupables d'aucun méfait méritant la prison. On attribue ces chiffres vraiment extraordinaires à la simplicité de la façon de vivre et à l'égalité des conditions. L'éminent criminaliste-physiologiste, le professeur

Lombroso, de Turin, dans un livre puissant et étrange, l'*Uomo delinquente*, s'efforce de prouver que beaucoup d'assassins tuent par instinct et en raison de leur conformation physique, comme les tigres et les hyènes : trouverait-il dans la constitution du cerveau bulgare l'explication de cette rareté des crimes?

Le gendre de M. Tchomakoff, qui est un officier russe, naturalisé Rouméliote, me parle de l'armée. Le service militaire est obligatoire pour tous, à partir de l'âge de 21 ans, mais il n'y a, en temps ordinaire, sous les drapeaux, que 3,660 hommes, répartis en treize bataillons, y compris un bataillon-école. Cette petite armée coûte 2,650,000 francs ; c'est très peu, et cependant les contribuables réclament. La gendarmerie, dont l'entretien exige 1,500,000 francs, est parfaitement organisée, et c'est l'essentiel, car c'est à ce corps d'élite que l'on doit la sécurité dont jouit le voyageur dans toute la Roumélie. Quelle différence avec les provinces turques, où le brigandage sévit jusqu'aux portes de Constantinople et de Salonique! En Espagne, c'est aussi à un corps admirable de discipline et de dévouement, la *guardia civil*, qu'est due la suppression des brigands.

Les Rouméliotes ont, au plus haut degré, le désir de s'instruire. Les magistrats, les hommes d'État, les députés que je rencontre parlent très bien, outre les langues orientales, le français, l'anglais et souvent l'allemand. La fille de mon hôte a le pur accent parisien, quoiqu'elle n'ait jamais été en France, et elle s'exprime avec une égale facilité en bulgare, en russe, en grec, en turc et en anglais.

Un grand nombre des hommes qui sont à la tête

des affaires dans les deux Bulgaries ont reçu leur instruction dans Robert-College, institution admirable que des Américains ont fondée aux environs de Constantinople, sur les hauteurs de Roumeli-Hissar. On y reçoit une instruction moyenne et supérieure complète, avec l'anglais comme langue de l'enseignement.

Sous la direction d'un homme éminent, M. Georges Washburn, et de maîtres distingués : MM. Long, Grosvenor, Millingen, Panaretoff, il s'y forme des jeunes gens capables de remplir de hautes fonctions administratives. Ils sont élevés dans un milieu moral où, chose rare dans l'Orient moderne, des sentiments de délicatesse et de probité s'imprègnent dans les âmes. L'air vif qui souffle de la mer Noire fortifie les corps, et le magnifique panorama du Bosphore développe l'instinct esthétique. La part d'influence du Robert-College dans la régénération de la Péninsule est considérable. Je ne connais pas d'exemple plus concluant du service qu'un bon enseignement supérieur rend au progrès de la civilisation.

— Il est difficile d'estimer exactement la production agricole de la Roumélie. La statistique officielle ne contient de chiffres que pour quelques denrées spéciales. En 1883, les cocons ont donné une valeur de 1,451,952 piastres ; le vin, 290,367 hectolitres ; le *raki* (eau-de-vie), 2,275,593 litres, et le tabac, 472,137 kilogrammes, ou 63 kilogrammes par *deunum* de 16 ares. Eu égard à la fertilité de la province, ces totaux paraissent peu élevés; ils auront été réduits à cause de la crainte traditionnelle du fisc, qui, sous le régime turc, mettait le travail intelligent à l'amende.

Le commerce extérieur, constaté par la douane, n'est pas non plus très considérable ; il est vrai qu'il n'existe de ligne douanière que sur une partie de la frontière, et ainsi les chiffres relevés ne représentent pas le montant exact des échanges avec la Turquie ou l'étranger. Ce qui est très satisfaisant, c'est le développement extraordinairement rapide du commerce. Les importations se sont élevées, en 1882, à 34,386,178 piastres et, en 1883, à 54,749,868 piastres, soit en plus 20,363,690 piastres; les exportations, en 1882, à 40,547,707 piastres et, en 1883, à 64,099,964 piastres, soit en plus 23,552,257 piastres. Le mouvement commercial s'est donc accru d'un tiers en une année. Presque tous les échanges se font avec la Bulgarie et la Turquie. Le commerce avec les autres pays est insignifiant. La France n'y a importé des marchandises que pour 50,000 francs; l'Angleterre, 45,000 francs; la Russie et l'Autriche, chacune un peu plus de 300,000 francs. Le tout réuni équivaut à la charge de deux steamers. La raison en est simple : le seul port important de la Roumélie, Bourgas, n'est pas relié à l'intérieur du pays par une voie ferrée. L'Europe commerciale a donc le plus grand intérêt à obtenir de la Porte qu'elle lève le *veto* qu'elle oppose à la construction de ce chemin de fer, qui a été décidée par l'Assemblée rouméliote.

Voici un résumé du mouvement dans les différents ports de la province : Bourgas, 223 navires, 106,632 tonnes; Anchialo, 70 navires, 8,712 tonnes; Mecemvria, 18 navires, 1,181 tonnes; Sizopoli, 63 navires, 7,173 tonnes. La navigation est réduite à du cabotage.

Nous avons des données assez exactes sur la quantité du bétail, parce que chaque espèce est frappée d'un impôt spécial. Voici les chiffres officiels : espèce bovine, 312,018 ; buffles, 58,754 ; chevaux, 53,590; ânes et mulets, 33,415 ; moutons, 1,858,839 ; chèvres, 425,569 ; porcs, 107,442. Ce qui, réduit en têtes de gros bétail, donnerait un total de 687,000, ou environ 84 têtes par 100 habitants, proportion un peu moins favorable qu'en Serbie et en Bosnie ; cela provient de ce que l'étendue des pâturages est beaucoup moindre. De ce côté, il y aurait des progrès à faire.

— Depuis le 1er mars 1884, l'emploi du système métrique français des poids et mesures est devenu obligatoire ; mais, en fait de monnaie, on doit se résigner à se servir de pièces turques, usées, informes, soumises à des variations incessantes de valeur, parce que les sept sages, représentant l'Europe, qui ont élaboré le Statut organique, y ont inscrit : « Article 18. La monnaie légale de la province est la monnaie d'or de l'empire. » Pourtant, il semble que cet article n'empêcherait pas de mettre en circulation, à côté de la livre d'or, tarifée à sa valeur intrinsèque, des pièces d'argent correspondant au *leff* bulgare ou au franc français.

— Je comptais visiter la Macédoine, mais on me dit que je ne pourrai y voyager qu'avec une escorte souvent aussi dangereuse que les brigands ; je renonce donc à mon projet ; mais, à ce propos, on me donne beaucoup de renseignements sur cette contrée, et je comprends mieux la difficile question qui s'y agite. Nulle part le problème ethnique, la lutte des natio-

nalités, que j'ai rencontré partout, depuis mon entrée en Autriche, ne se présente aussi aigu, aussi compliqué, aussi menaçant pour l'avenir. Ce n'est point seulement parce que diverses races y vivent entremêlées; c'est surtout à cause des revendications des populations voisines.

Les Bulgares réclament la Macédoine, parce qu'elle leur a donné leur culte, leur langue et leur littérature. C'est là que les grands apôtres Méthode et Cyrille ont traduit les évangiles en paléoslave; c'est aux abords du Rhodope qu'on parle le bulgare le plus pur et que se conserve le trésor de leurs anciens chants populaires; enfin, un traité récent avait reconnu leurs droits. D'autre part, les Grecs sont prêts à tout sacrifier plutôt que de renoncer à la Macédoine, où ils sont, croient-ils, les plus nombreux et où, en tout cas, ils forment l'élément le plus civilisé. Cette province leur est indispensable pour réaliser « la grande idée », c'est-à-dire pour reconstituer la Grèce byzantine. Les Serbes, à leur tour, veulent annexer tout le nord de la province, parce que leurs frères y habitent et parce que c'est le centre antique de l'empire de Douchan, et ils désirent y ajouter le sud, parce que c'est par là qu'ils déboucheront sur la Méditerranée. Enfin, il y a l'Autriche, qui, dit-on, espère bien un jour arriver à Salonique et qui, en tout cas, n'entend pas que le débouché futur de la Bosnie tombe aux mains d'un client de la Russie.

La première question à élucider est celle de savoir quel est le nombre d'habitants appartenant à chacune des races qui se disputent la Macédoine, puisque c'est sur ces données ethniques que s'appuient les

revendications en lutte. Malgré la carte ethnographique de Kiepert, les diplomates à Berlin ne sont point parvenus à se mettre d'accord sur ce point, où il est bien difficile, en effet, d'obtenir des chiffres précis et indiscutables.

Les Grecs sont persuadés qu'ils forment la majorité de la population. Il y a quelques années, un savant professeur d'Athènes, correspondant de l'Institut, M. Saripolos, donnait comme certains les chiffres suivants : 500,000 Grecs, 120,000 Slaves, 100,000 Turcs et 40,000 juifs. Récemment, des notables de Salonique envoyaient une adresse au patriarche et à la Porte, au nom des 800,000 Grecs habitant la province. Suivant M. H. Houssaye, il y aurait 600,000 Hellènes et 90,000 Bulgares.

Le gouvernement rouméliote a fait paraître, en 1881, d'après les relevés turcs [1], une statistique détaillée commune par commune, d'où il résulte qu'il y aurait en Macédoine, sur une population totale de 1,863,382 habitants, 1,251,385 Slaves, 463,839 musulmans, dont un certain nombre slaves (Pomaks) et seulement 57,480 Grecs. Un haut fonctionnaire de Philippopoli a publié récemment, sous le pseudonyme de Ofeikoff, une intéressante étude, où je trouve les chiffres suivants, basés sur les relevés faits par les dignitaires de l'Église orthodoxe et ne comprenant,

[1] La Turquie n'a pas de statistique de sa population ; mais pour le recrutement elle porte, d'une part, les musulmans astreints au service militaire, *Noufouz*, et, d'autre part, les chrétiens qui en sont exemptés et qui sont inscrits sur la liste de ceux qui, à ce titre, payent un impôt spécial, *Bédéli-Askerié*. Comme la statistique rouméliote donne, pour chaque village, le nombre des maisons et des habitants de chaque nationalité, le contrôle serait facile.

par conséquent, que les chrétiens : Slaves du rite oriental, 181,000 familles ou 905,000 âmes ; Grecs et Valaques, 20,300 familles ou 101,500 âmes. Je trouve dans le journal croate la *Sloboda*, point hostile aux Serbes puisqu'il est de même race, la statistique suivante, empruntée à l'ouvrage récent du savant géographe allemand M. Ritter : 1,124,288 Bulgares, 360,626 musulmans, Turcs et Pomaks, ceux-ci Bulgares, 422,357 Serbes, Albanais et Valaques, 59,833 Grecs.

Voici, en tout cas, comment se distribuent les différentes nationalités. La lisière ouest de la Macédoine, jusqu'au delà de la Drin et de Prisrend, est occupée par les Albanais. Au delà, vers l'est et à partir d'Ochrida, commencent les Bulgares, mais d'abord entremêlés d'Arnautes et de Valaques-Tzintzares jusque vers la ligne du chemin de fer Salonique-Mitrovitza ; vers la pointe nord, dans la vieille Serbie, dominent les Serbes, mais il s'y trouve aussi un certain nombre d'Arnautes. Tout le centre et l'est de la province sont habités par les Bulgares, qui s'avancent jusque près de Salonique et de Seres. Les Grecs possèdent les côtes de la mer et forment dans la plupart des villes un élément important, parce qu'ils ont plus d'instruction et plus de relations avec l'étranger. La capitale, Salonique, est plutôt une ville juive, et la plupart des Grecs qui y sont établis sont d'origine tzintzare. Les Valaques se rencontrent, en masse compacte, dans les montagnes du Pinde et dans le vilayet de Monastir.

D'après les auteurs les mieux renseignés, Reclus, Kiepert, Ubicini, Lejean, Crousse, la grande majo-

rité des habitants de la Macédoine sont Bulgares. Déjà au XIIe siècle, à l'époque de la domination byzantine, Guillaume de Tyr disait : « La nation bulgare occupe tout l'espace allant du Danube à l'Adriatique et à Constantinople, en sorte que tout ce pays, sur une largeur de dix jours de marche et une longueur de trente jours, est appelé Bulgarie. » Lejean, dont l'*Ethnographie* de la Turquie d'Europe fait encore autorité, s'exprime presque dans le même sens : « En Macédoine, les Bulgares ont à peu près tout pris, et leur masse a, peu à peu, refoulé les Hellènes vers la mer. Du Strymon à la Maritza, la zone hellénique n'est qu'une bande très étroite, habitée par des marins et des pêcheurs, tandis que le Bulgare, essentiellement agriculteur, occupe les hauteurs qui dominent le littoral. »

Nous pouvons invoquer ici une autorité encore plus haute, celle du prince de Bismarck. Dans son discours du 19 février 1878, en réponse à l'interpellation de M. de Bennigsen relativement à la question d'Orient, il dit : « La situation ethnographique de la Bulgarie, comme je le sais de source authentique et comme il résulte de la meilleure carte que nous connaissions, celle de Kiepert, est telle que ses limites nationales descendent à l'ouest, à peu près sans mélange, jusqu'au delà de Salonique et vont à l'est, avec un peu de mélange d'éléments turcs, jusqu'à la mer Noire... »

Ce qui confirme ces appréciations, c'est l'étymologie des noms des villages, dont les sept huitièmes dérivent de racines bulgares. En Roumélie, la proportion des noms turcs est beaucoup plus considé-

rable. D'après les statistiques sérieuses les plus favorables aux Grecs, ceux-ci ne forment pas le dixième de la population. Comment peut-on s'imaginer à Athènes qu'ils y sont en majorité? L'illusion provient de ce que les relevés sont fournis par les autorités ecclésiastiques, qui comptent comme Grecs tous ceux qui appartiennent à l'Église grecque. C'est ainsi que nous disons qu'en Bosnie, il y a parmi les chrétiens plus de Grecs que de catholiques. Les mots *roummeleti* sont employés en Macédoine pour désigner, en même temps, les personnes appartenant au rite grec et à la nationalité grecque.

Pour revendiquer des pays habités par des Bulgares, les Hellènes ont inventé deux arguments. Le premier, leur « prééminence ethnocratique ». Ils sont de plus noble race que les Bulgares; donc ceux-ci doivent leur être soumis [1]. Le second a été exposé récemment (novembre 1885) par M. le ministre de Grèce à Londres : Quand une terre a appartenu jadis aux Hellènes, il ne suffit pas qu'elle soit aujourd'hui occupée par des Bulgares pour qu'elle doive être adjugée à ceux-ci. Le droit des Grecs est imprescriptible. — Il s'ensuivrait donc que la Nouvelle-Hollande, la Nouvelle-Zélande, la Tasmanie, ayant été décou-

[1] Un des savants les plus éminents d'Athènes m'écrit : « Vous vous méprenez sur les Bulgares; ce sont des barbares et ils resteront tels. Ils sont de race tartare et, par conséquent, peu aptes à se civiliser. Le christianisme ne suffit pas pour les dégrossir. Ils ont certaines qualités, mais ce sont celles des bêtes de somme, y compris l'instinct d'économiser, comme les fourmis. Au moment où je vous écris, j'ai une dizaine de maçons bulgares qui travaillent à la maison que j'ai donnée en dot à ma fille Athéné. Ils travaillent bien, mais sont bêtes. Plus de la moitié des maçons à Athènes sont bulgares. »

vertes par les Hollandais, doivent revenir à la Hollande, puisque ces pays portent des noms hollandais. Les Anglais les ont colonisés; mais il n'en résulte aucun titre pour eux. Il est difficile de discuter de semblables théories; il est triste d'avoir à les signaler.

Voici quel est l'agrandissement que les Grecs réclament, d'après un homme d'État grec qui semble bien représenter les aspirations de son pays (*Contemporary Review*, nov. 1885) :

La frontière de la Grèce partirait, sur l'Adriatique, de l'embouchure de l'Apsos ou Semeni au nord d'Avlona; elle suivrait cette rivière jusqu'au nord du lac d'Ochrida; de Monastir, elle traverserait le Vardar, près de Stromnitza, puis le Strymon ou Struma, au nord de Melenikon, pour aboutir, sur le Mestos ou Carasu, à Nevrokop. Sans doute, Melenikon est une ville grecque, comme l'est Stanimaka en Roumélie; mais il suffit d'un coup d'œil sur la carte de Kiepert ou sur la liste des noms des villages, pour se convaincre que ce projet incorpore à la Grèce des territoires presque entièrement bulgares. Pourquoi ne pas assurer aux villages et aux districts le droit de se gouverner eux-mêmes? Là où les Grecs sont en majorité, leur langue et leur influence prévaudraient dans l'administration. — Ce qui est étrange, et ce qui fait craindre qu'ils ne veuillent se servir de l'autorité armée des Turcs pour opprimer les Bulgares, c'est qu'ils se refusent à réclamer l'exécution de l'article 23 du traité de Berlin, — qui, appliqué de bonne foi, mettrait fin à ces querelles ethniques. Si vous repoussez l'autonomie et la liberté, c'est donc que vous voulez arriver à votre but par l'oppression.

M. Gladstone, si ami des Grecs, à qui il a fait obtenir les îles Ioniennes et leur agrandissement récent en Thessalie, n'hésite pas à condamner sévèrement leur attitude à l'égard des Bulgares. « Le siège grec orthodoxe de Constantinople et ses adeptes prirent ouvertement parti, durant la dernière guerre, en faveur des Turcs, ce qui ne leur fait guère honneur. Quoique le patriarche ait pu être forcé d'agir ainsi, néanmoins, il a été prouvé clairement que la crainte de la prépondérance slave et des intérêts ou des intrigues russes qui l'auraient appuyée, a été le motif principal et même déterminant de la conduite de la plupart des Grecs [1]. »

— J'ai réuni tout un dossier de faits circonstanciés et authentiques qui montrent les souffrances sans nombre et sans nom des Bulgares en Macédoine. C'est un martyrologe qui remplirait un volume. Pour qu'on ne m'accuse pas de préventions, il me suffit de dire que leur situation est semblable à celle de la Bulgarie sous le régime turc, telle qu'elle a été décrite par Blanqui, il y a quarante ans. Blanqui, visitant les environs de Nisch, où une insurrection récente venait d'être comprimée, fut profondément ému de la situation du pays. Le hatti-shériff de Gulhané, accordé par la Porte pour donner satisfaction aux réclamations des puissances chrétiennes, loin d'appor-

[1] The greek see of Constantinople and its followers, little to their credit, ostensibly took the side of the Turks, during the late war, and though the Patriarche may have acted under compulsion, yet it has been clearly shown that a dread of slav preponderance and of russian interest or intrigue, in connexion with it, has been a powerful and even a ruling motive with most of the rival race. » (GLADSTONE, XIXth *Century*. June 1879.)

ter quelque soulagement aux rayas, n'avait fait que rendre leur sort plus affreux.

Le seul changement qui en était résulté, dit Blanqui, ne concernait que les finances, et ce fut celui-là qui tourna le plus amèrement contre les chrétiens. Ils avaient payé jusque-là leurs impôts entre les mains des pachas, et l'on sait de quelles exactions ce système avait toujours été la source. Le hatti-shériff, en centralisant les recettes, qui devaient être faites désormais par les agents spéciaux du fisc, semblait devoir soustraire les populations aux anciennes avanies : ce fut précisément le contraire qui arriva. Les divers genres d'impôts auxquels les rayas sont soumis furent *totalisés* et représentés par un chiffre qui les comprenait tous, sans les augmenter; mais, au lieu de payer une fois, les malheureux chrétiens se virent obligés de payer deux ou trois fois. Les percepteurs prétendaient n'avoir pas reçu ce que les contribuables soutenaient avoir payé réellement. Ceux-ci, ne sachant, pour la plupart, ni lire ni écrire, avaient été trompés par de faux reçus exprimant des sommes moindres ou fixant des dates antérieures. Le plus souvent, il n'y avait eu aucun récépissé, mais une entaille faite sur de petits morceaux de bois, toujours perdus ou égarés quand ils pouvaient être utiles au contribuable, toujours disponibles quand ils devaient témoigner contre lui. En définitive, c'était encore l'ancien système d'extorsions et de violences, avec l'hypocrisie de plus, et une perfide apparence de légalité. Voilà ce que l'esprit turc avait fait du hatti-shériff en matière de finance : une atroce déception.

Quand cet odieux escamotage fut mis en pratique, les Bulgares ne tardèrent pas à s'en plaindre et à le signaler. Ils représentèrent que leur position était pire qu'auparavant, et qu'il leur était impossible de payer des taxes aussi exorbitantes et supérieures à leurs moyens. Ils demandèrent du temps; on leur accorda des délais qui n'augmentèrent pas leurs ressources, et le moment arriva où il fallut payer. Or, en Turquie, la perception s'exerce, chez les retardataires, par voie de garnison militaire à domicile.

Les soldats s'installent chez le contribuable, jour et nuit, boivent et mangent, fouillent partout, disposent de tout comme de leur propriété personnelle et ne laissent ni paix ni trêve aux habitants. La Bulgarie fut bientôt couverte de garnisaires, principalement dans la vallée de Nissa et dans les villages avoisinants. Sur quelques points, ces garnisaires furent chassés ; sur quelques autres, ils firent résistance et il y en eut de tués. Sabri-Pacha, qui commandait la province à cette époque, se hâta de faire venir des Albanais, à défaut de troupes régulières, presque toutes concentrées à Constantinople. Ces Arnautes ne virent dans l'appel qui leur était fait qu'une occasion de se livrer à leurs pillages habituels, la seule industrie qu'ils exercent. Ils se répandirent dans toute cette partie du bassin de la Bulgarie, et ils exécutèrent militairement, comme dans une ville prise d'assaut, les malheureux habitants des campagnes. On ne peut dire jusqu'où le désespoir aurait pu les pousser, si cette insurrection avait trouvé un appui sérieux et déclaré chez un peuple voisin.

L'insurrection fut comprimée, mais la terreur resta au fond des âmes. Il faut avoir vu le sombre désespoir des paysans bulgares et l'insolence des hordes albanaises, pour se faire une idée de ce que les populations chrétiennes ont dû souffrir dans cette courte et funeste période. L'Europe, qui porte, avec raison, un si vif intérêt à la cause des noirs, ne sait pas assez qu'il existe à ses portes, et l'on peut dire dans son sein, plus de sept millions d'hommes, chrétiens comme nous, qui sont traités de chiens en leur qualité de chrétiens, par un gouvernement auprès duquel toutes les puissances chrétiennes ont des ambassadeurs accrédités !

L'Europe ne sait pas assez qu'à l'heure qu'il est, il n'y a pas en Turquie une seule femme chrétienne, dont l'honneur ne soit à la merci du premier musulman, auquel elle aura le malheur de plaire ! L'Europe ne sait pas que les Turcs entrent quand bon leur semble dans la maison d'un chrétien, et y prennent tout ce qui leur convient ; que la plainte est plus dangereuse que la résistance, et que les plus simples garanties accordées aux derniers des hommes dans les pays

les plus arriérés seraient des faveurs immenses pour les habitants de la Bulgarie...

Que l'empire ottoman soit maintenu, si sa conservation est nécessaire à la paix de l'Europe ; mais que son administration soit réformée de fond en comble, pour notre honneur de chrétiens et de peuples civilisés. Le régime auquel sont soumis les Bulgares est un outrage à la dignité de la nature humaine ; c'est une insulte permanente aux gouvernements européens, comme l'était le régime de la piraterie à Alger, avant notre conquête. Un seul mot suffirait pour mettre un terme à ce scandale : quand donc l'Europe le dira-t-elle? On a fait tant de coalitions dans des intérêts politiques, n'en pourrait-on faire une dans l'intérêt de l'humanité? »

Quelle différence entre cet enfer et la situation de la Bulgarie affranchie ! Malheureusement, le sort des Bulgares en Macédoine est bien plus affreux aujourd'hui que celui des rayas décrit par Blanqui, parce que Turcs et Grecs, craignant de voir un jour se réaliser la grande Bulgarie, constituée à San-Stéfano, unissent leurs haines et leurs moyens de nuire pour restreindre et extirper, s'il se peut, l'élément slave.

On peut diviser les maux qui accablent les infortunés Bulgares en trois chapitres [1] : le brigandage, les extorsions et les violences des begs turcs et la persécution religieuse de la part des prêtres phanariotes.

Des bandes de brigands infestent toute la province jusqu'aux abords de la capitale. Ainsi, un consul, un capitaine de la marine britannique et, récemment, une dame anglaise ont été enlevés dans les faubourgs de Salonique et relâchés moyennant d'énormes rançons. Dans l'intérieur, presque chaque jour un voyageur ou

[1] Voir aux annexes, nº 6.

un paysan riche est emmené dans les montagnes et obligé de payer de grosses sommes. Les bandits se font livrer par les villages tout ce qu'il leur faut : vivres, vêtements, armes, munitions. Malheur à ceux qui résistent ou les dénoncent! Leurs maisons sont pillées, brûlées, et leurs femmes outragées. Le district de Pianetse a été si souvent assailli, que la moitié des villages y sont détruits ou abandonnés. Cinq villages et plus de 1,500 maisons ont complètement disparu. Les villages de Papraditza, Oreche et Negelevo sont surpris et livrés aux flammes ; on arrête quelques-uns des bandits. Ils se font relâcher à prix d'argent, et en ce moment ils continuent leurs déprédations. La police est inerte, insuffisante et n'a nul désir de livrer bataille; qu'y gagnerait-elle que des coups de fusil? Le brigandage devient ainsi la seule industrie lucrative. Le commerce, les échanges sont soumis à tant de risques et de frais, qu'il y faut renoncer. Toute activité économique est paralysée.

Les exactions et les violences des begs ne sont pas moins funestes à l'agriculture. Ils se croient libres de disposer à leur gré de tout ce qui appartient aux cultivateurs; ils leur imposent des corvées ruineuses (*angarias*); si un cheval ou un bœuf leur plaisent, ils s'en emparent de force ou en offrent un prix dérisoire. Le Bulgare résiste-t-il, ils le tuent comme un chien, et si, par hasard, ils sont attraits en justice, ils sont toujours acquittés, car ils affirment qu'ils n'ont fait qu'user du droit de légitime défense. Voici quelques exemples : Dans la ville de Kratovo, le kaïmakan, le buluk-dachy et le garde champêtre vont boire et manger, puis chassent les parents pour désho-

norer les filles. Au village de Zletowo, le bœuf du Bulgare Jano entre dans la cour d'un Turc. Celui-ci se fâche et tue Jano. Au village de Maslonko, Traitchop et ses deux filles sont trouvés assassinés. L'instituteur de Pletvar, Spiro Naidoff, est saisi par ses voisins turcs et tué à coups de bâton. Au village de Negilovo, trois Bulgares, Stoianoff, Georgnieff et Istkoff sont saisis et tués, après qu'on leur a crevé les yeux et arraché la peau. Les assassins sont Isso-Idres, Feyzo et Zeco. Ils ne sont pas poursuivis. Ces faits ne doivent pas nous étonner. Tout homme armé d'un pouvoir absolu sur des êtres sans défense en abusera. Que ne fera-t-il pas, s'il a intérêt à les ruiner ou à les faire disparaître?

Les persécutions des Grecs sont plus cruelles encore, parce qu'elles appellent les sévérités de l'administration turque sur les chefs naturels de la nationalité bulgare, les maîtres d'école, les popes et tous ceux qui ont reçu quelque instruction. Les Grecs ont cru longtemps que la Macédoine devait leur appartenir. Eux seuls avaient de l'instruction, seuls ils représentaient la civilisation chrétienne en face de l'islamisme. Les fidèles obéissaient passivement au clergé grec. Les Bulgares, pauvres brutes, cultivant humblement le sol, semblables aux Finnois en Finlande ou aux Lettes en Courlande, n'avaient pas plus le sentiment d'une nationalité distincte, que les bœufs qui tiraient leur charrue. Mais depuis une vingtaine d'années, surtout depuis le traité de San-Stéfano et la constitution d'une Bulgarie indépendante, l'idée nationale s'est réveillée avec une force désormais incompressible. Ils avaient conservé obscurément, dans les

campagnes, leurs mœurs, leur langue, leurs chansons. Ils n'étaient nullement hellénisés, quoiqu'ils eussent appris quelques mots grecs à l'église ou dans les rares écoles ecclésiastiques. La Porte refuse l'investiture aux évêques bulgares, pour les districts qui leur sont dévolus par le firman de 1872, mais la constitution de l'exarchat bulgare permet aux habitants de sang slave de se soustraire définitivement à l'action du clergé phanariote, en se rattachant à leur Église nationale. Voilà ce qui excite chez les Grecs, et surtout chez leurs prélats, une indignation, une fureur, qui, au mépris de tout sentiment chrétien et humain, les pousse à recourir aux moyens les plus odieux. Ils dénoncent les écoles bulgares comme des foyers de propagande révolutionnaire, et les instituteurs comme des *comitas,* c'est-à-dire comme affiliés à des comités insurrectionnels. Les écoles sont fermées et les maîtres envoyés enchaînés à Salonique, entassés dans la forteresse de Kanli-Koula, « la Tour du sang », et de là exilés en Asie Mineure, c'est-à-dire voués à la mort. Lire un livre bulgare, se rattacher à l'exarchat bulgare, chanter une chanson nationale est un crime aux yeux des Grecs et des Turcs; car manifestement cela trahit l'espérance de voir renaître « la grande Bulgarie ». Le mouvement se trouve ainsi décapité de tous ceux qui peuvent le soutenir ou le guider.

Quelques faits, pris au hasard, feront comprendre ce qu'a de cruel cette persécution systématique. Le village de Zélénitché, à trois lieues de Castoria, compte 1,500 habitants, tous Bulgares, tous rattachés à leur Église nationale, sauf huit familles hellénisées, qui continuent à reconnaître l'autorité de

l'évêque grec. Les deux lieux de culte, bâtis aux frais des fidèles, sont attribués à ces huit familles; les autres en sont exclus, dépouillés. Ils se plaignent au Kaïmakan turc; au lieu d'avoir égard à leur juste réclamation, celui-ci les oblige à signer une pièce où ils s'engagent à ne pas entrer dans leurs églises, tant qu'ils n'auront pas reconnu comme leur évêque Mgr Kyrillos, le prélat grec. Le gouverneur général Ali-Kemali-Pacha fait une tournée de ce côté. On en appelle à sa justice. Il répond en faisant expédier, sous escorte, à Monastir, le dernier maître d'école de la région de Castoria [1]. A Negovan, à Krouchevo, à Stroumitza, à Doiren, à Geugelii et dans maintes autres localités, les églises bulgares ont été occupées par le clergé grec, soutenu par l'autorité turque; à Salonique même, elles ont été confisquées par l'archevêque phanariote, et deux d'entre elles restent fermées,

[1] Pour mieux faire comprendre le caractère de la lutte des nationalités grecque et bulgare sur le terrain ecclésiastique, je crois utile d'emprunter à un journal de Philippopoli, l'*Écho des Balkans,* un extrait d'une adresse envoyée à l'exarque bulgare par des maçons de Castoria engagés dans des travaux de construction à Athènes : « En présence du différend qui existe entre le patriarcat grec et l'exarchat bulgare; considérant qu'étant Bulgares de nationalité, ils doivent manifester leurs sympathies envers leurs compatriotes; que ceux-ci, ayant ouvert des écoles pour l'enseignement de la langue nationale, le métropolitain grec de Castoria s'efforce de les faire fermer; que, dans l'institution de l'exarchat bulgare, on ne doit voir que le rétablissement du patriarcat bulgare d'Ochrida, supprimé il y a cent ans, par suite des intrigues grecques, et que le diocèse de Castoria en faisait partie, les Castoriotes habitant Athènes ont décidé d'adresser à l'exarque bulgare, S. B. Mgr Yossif, une adresse de remerciments pour les soins qu'il prend de défendre les droits de la communauté bulgare à Castoria. »

malgré les incessantes réclamations des fidèles. Voici les paroles textuelles du montasserif de Bitolia, adressées à une députation bulgare : « Je permets l'ouverture de votre église, mais à condition qu'elle soit soumise au patriarche et que les offices se fassent en langue grecque ; car vous, Bulgares, avec votre espèce de langue russe, vous êtes les ennemis déclarés de l'empire ottoman. »

Dans un meeting de Grecs tenu à Salonique pour protester contre certains faits que j'avais signalés dans la presse anglaise, l'archevêque phanariote, qui présidait, s'écria en finissant : « Tout ce qui est bulgare est panslaviste, agitateur, révolutionnaire. Demandons à Galeb-Pacha qu'il ferme les écoles de ces ennemis de notre gouvernement. » Le gouvernement interdit aux Bulgares d'avoir des imprimeries. Tous leurs livres classiques doivent venir de Roumélie, et ils sont soumis à la censure la plus sévère. L'unique collège bulgare de Salonique subit des visites fréquentes, et la possession d'un livre suspect est punie avec la dernière rigueur. L'an dernier, un élève et son père ont été envoyés en exil en Arabie, parce qu'il avait dans son pupitre l'image d'un cavalier russe. Les efforts que fait le clergé phanariote, soutenu par l'argent des Grecs d'Athènes et de Constantinople, pour maintenir sous sa dépendance et pour helléniser les Bulgares de la Macédoine, ne peuvent plus aboutir. Il est trop tard : le sentiment national s'est éveillé en ces malheureux, si longtemps courbés sous un double joug; ils voient leurs frères de la Bulgarie et de la Roumélie affranchis et ils aspirent à devenir libres à

leur tour. Sans doute, il est dur pour les Hellènes, qui, depuis des siècles, représentaient tout ce qu'il y avait dans la province de culture intellectuelle et religieuse, de devoir s'incliner devant les vœux de masses ignorantes et méprisées. Mais qu'ils considèrent ailleurs le réveil des nationalités : ils verront que ce mouvement est désormais irrésistible. Les Allemands en Bohême, les Hongrois en Croatie, les Suédois en Finlande, prétendent aussi qu'ils sont les organes de la civilisation, et pourtant ils ont dû reconnaître les droits des populations, trop longtemps méconnus. Chose plus extraordinaire, les Valaques-Tzintzares, qui jadis se laissaient helléniser sans résistance, commencent à se ressouvenir, avec orgueil, de leur origine latine et à se mettre en relation avec la Roumanie, d'où ils reçoivent des livres et des journaux. Puisque ces îlots de colons romains se sont conservés indestructibles, au milieu des Albanais, des Bulgares et des Grecs qui les enserrent de toutes parts, il faudra bien un jour reconnaître aussi leur nationalité et leur donner une place dans la future fédération balkanique.

A cette situation affreuse de la Macédoine, que l'Europe ne tolérerait pas un moment, si elle la connaissait bien, il faut un remède; mais lequel? Il a été indiqué dans la note du 13 février 1876, rédigée par lord Derby, au nom du cabinet tory, et par les propositions de réforme pour les provinces turques, que faisait la Russie à la même époque. Il se résume dans cette phrase de la note anglaise : « Un système d'autonomie administrative locale, c'est-à-dire un système d'institutions locales donnant aux populations le droit

de régler leurs affaires locales et des garanties contre l'arbitraire de l'autorité. » C'est cet ordre d'idées qui a présidé à la rédaction de l'article 23 du traité de Berlin, qui promet aux provinces de la Turquie d'Europe un régime autonome semblable à celui qui est en vigueur en Crète [1]. Seulement, il conviendrait de prendre pour modèle l'organisation, non de la Crète, qui provoque sans cesse des réclamations ou des révoltes, mais celle du Liban, qui marche à la satisfaction générale, depuis qu'elle y a été introduite sous les auspices de la France. Chaque village, chaque canton administre ses propres affaires, par le moyen d'un conseil élu. Les cantons, où les sectes et les races sont entremêlées, ont un conseil mixte, où les différents éléments, maronite, grec, catholique, druse, métuali, sont représentés en proportion de leur importance. A la tête de la province se trouve un gou-

(1) Cet article 23 est si souvent invoqué dans les débats que soulève la phase actuelle de la question d'Orient, que je crois utile d'en donner le texte :

« La Sublime-Porte s'engage à appliquer scrupuleusement dans l'île de Crète le règlement organique de 1868, en y apportant les modifications qui seraient jugées équitables.

« Des règlements analogues, adaptés aux besoins locaux, sauf en ce qui concerne les exemptions d'impôts accordées à la Crète, seront également introduits dans les autres parties de la Turquie d'Europe, pour lesquelles une organisation particulière n'a pas été prévue par le présent traité.

« La Sublime-Porte chargera des commissions spéciales, au sein desquelles l'élément indigène sera largement représenté, d'élaborer les détails de ces nouveaux règlements dans chaque province.

« Les projets d'organisation résultant de ces travaux seront soumis à l'examen de la Sublime-Porte, qui, avant de promulguer les actes destinés à les mettre en vigueur, prendra l'avis de la commission européenne instituée pour la Roumélie orientale. »

verneur chrétien, nommé avec l'assentiment des puissances, et un comité, où les différents groupes envoient leurs délégués. Les anciennes haines ont désarmé. Mahométans et chrétiens des différents rites s'occupent en commun du bien général. Un système semblable, établi par l'Autriche à Sarajevo, y donne, ainsi que je l'ai montré, les meilleurs résultats.

L'exécution de l'article 23 du traité de Berlin, ainsi entendue, donnerait satisfaction aux revendications rivales. La Macédoine n'irait ni à la Bulgarie, ni à la Serbie, ni à la Grèce; elle s'appartiendrait et se gouvernerait, sous la suzeraineté de la Porte. Aucune des cinq races, ni les Turcs, ni les Albanais, ni les Valaques, ni les Grecs, ni les Bulgares, ne serait sacrifiée; chaque commune administrerait ses propres affaires, et dans les localités mixtes, chaque groupe serait représenté en raison de son importance. Mais la chose essentielle, ce n'est pas le parlement ou le conseil central, c'est le conseil communal; c'est là qu'il importe surtout d'apaiser les hostilités de race, et il ne serait pas difficile d'y arriver, car les populations les plus simples se sont montrées partout capables de gérer leurs intérêts locaux; seulement, l'élaboration de ce règlement et sa mise à exécution sincère devraient être surveillées par une commission européenne, comme on l'a fait pour la Roumélie; sinon, la mauvaise volonté des autorités turques et de la hiérarchie phanariote rendrait toute réforme illusoire.

Il est singulier que l'Europe et la Turquie ne voient pas combien il serait avantageux pour elles que la Macédoine fût bien administrée. Vaste amphithéâtre, préservé des vents du nord par le cirque de

montagnes qui l'entoure de tous les côtés, sauf vers le midi; arrosé par trois belles rivières: le Vardar, la Struma et le Carasu; possédant, sur les hauteurs, de beaux pâturages, où les troupeaux trouvent, en toute saison, une nourriture abondante, et, dans ses plaines, des champs fertiles, où le doux climat de la mer Égée permet à la fois les cultures de la zone tempérée et celles de la zone méditerranéenne; doté de ports excellents et de golfes merveilleux; couvert jadis, au temps de la Grèce, de Rome et de Byzance, de villes peuplées et riches, dont on retrouve encore les traces; habitée aujourd'hui, à l'intérieur, par les cultivateurs les plus laborieux et, sur le littoral, par les marins les plus sobres de notre continent, la Macédoine, sous un gouvernement qui lui apporterait la sécurité et le respect des droits individuels, deviendrait bientôt pour la Porte une source importante de revenus et, pour l'industrie européenne, un débouché bien autrement sérieux que ces colonies et ces îles éloignées que les grands États se disputent maintenant. Permettez aux Bulgares de jouir des fruits de leur activité, et ils s'enrichiront, car ils savent à la fois produire et épargner; et alors, grâce aux chemins de fer, l'Angleterre pourra vendre ici ses fers et ses quincailleries, l'Autriche et l'Allemagne, leurs étoffes à bon marché, et la France, ses objets de luxe. Puisque tous, y compris la Grèce et la Serbie, invoquent le traité de Berlin au profit de la Turquie, qu'on lui impose au moins l'obligation de mettre à exécution la meilleure des dispositions que ce traité contient.

Qu'on y réfléchisse à Constantinople : par la bouche d'un allié sincère, mais clairvoyant, lord Salisbury,

l'Angleterre a fait entendre un avertissement solennel. Le rapport accompagnant la communication du traité de Berlin, faite à la Chambre des communes, le 13 juillet 1878, par lord Salisbury, se terminait par la phrase suivante : « La question de savoir si la Turquie saisira l'occasion — probablement la dernière — qui lui est fournie par l'intervention des puissances de l'Europe, et de l'Angleterre, en particulier, ou si elle la laissera passer, dépendra de la sincérité avec laquelle les hommes d'État turcs s'appliqueront désormais à accomplir les devoirs de bons gouvernants et à appliquer les réformes. » Le 7 octobre dernier, lord Salisbury s'exprimait ainsi dans un discours-programme : « Notre politique doit être de soutenir la Turquie partout où son autorité peut être avantageuse, mais quand il est prouvé, par les faits, que son gouvernement est funeste au bien-être des populations, dans ce cas, nous devons tâcher de faire naître et d'appuyer des nationalités indépendantes, qui apporteront un heureux et important renfort à l'avenir de la liberté en Europe. »

Si les Turcs s'obstinent à ne pas écouter de salutaires avis, deux dangers les menaceront : d'abord des troubles permanents achèveront de les ruiner, ainsi qu'on le voit en ce moment, et, en second lieu, pour mettre un terme à une situation intolérable, une intervention étrangère paraîtra nécessaire. Les progrès réalisés en Bosnie, depuis qu'elle est soustraite à l'autorité ottomane, et la proximité des armées autrichiennes, campées à trois ou quatre journées de marche du chemin de fer Mitrovitza-Salonique, laissent deviner à quelle puissance l'Europe confierait cette mission humanitaire.

Comme l'a dit lord Salisbury, en 1878 et en 1881, l'empire ottoman ne peut continuer à subsister qu'en assurant l'ordre et la sécurité aux populations qu'il tient encore sous sa loi, car il sera de plus en plus incapable de supprimer leurs révoltes, et il trouvera de moins en moins l'opinion européenne disposée à tolérer les barbaries que toute tentative de compression amènerait à sa suite.

— Il existe à Philippopoli un groupe d'anciens catholiques qu'il ne faut pas confondre avec les uniates du rite grec, lesquels se sont unis à Rome vers 1868, lorsqu'on voulait maintenir de force les Bulgares sous l'autorité du clergé phanariote. Ces anciens catholiques sont, pense-t-on, des Bogomiles, Pauliciens ou Manichéens, qui datent des premiers temps du moyen-âge. Des catholiques du même groupe se rencontrent dans quelques villages aux environs de Nicopoli, sur la rive méridionale du Danube. Ils répondaient à M. Kanitz qu'ils étaient Pauliciens : *Az zam Paulikan.*

En 1205, ce furent des Pauliciens — des Popelicans, dit Villehardouin — qui aidèrent le roi bulgare Johanice à enlever Philippopoli aux Croisés.

Dans son beau livre *La Bulgarie danubienne* (p. 215-219), M. Kanitz donne quelques détails très intéressants sur les catholiques pauliciens du Danube. Ils sont conduits par des prêtres italiens, à la façon des Indiens du Paraguay, à l'abri de tout contact avec leurs compatriotes et complètement préservés de l'influence démoralisante de l'instruction. Les révérends pères ont fait bâtir de très belles églises, mais ils n'ont pas toléré une seule école. Aussi l'ignorance de ces bons Bul-

gares, ailleurs si avides d'instruction, est ici complète.

Ces mêmes Bulgares pauliciens, émigrés dans le Banat sous Marie-Thérèse, y ont atteint un degré de culture exceptionnelle. « Ils y sont renommés, dit M. Kanitz, non seulement par leur ardeur au travail et leur amour de l'ordre, mais encore par leur excellente agriculture, viticulture et apiculture, et surtout par leur progrès dans l'instruction. Il n'y en a pas 3 p. c. qui ne sachent pas lire. Si un tuteur n'envoie pas son pupille à l'école, il est déclaré déchu de ses fonctions. Aussi voit-on rarement un Bulgare dans les prisons du comitat. »

— Près de Philippopoli, au pied du Rhodope, se trouve une ville d'environ 10,000 habitants, uniquement habitée par des Grecs, Stanimaka. Sa situation est très pittoresque. Elle est un ardent foyer d'aspirations helléniques. Villehardouin raconte que dans « le château de Stanemac », Rienier de Trit, qui l'avait reçu en don de l'empereur Baudouin, se défendit pendant treize mois contre les Bulgares. Lire tout cet épisode résumé dans le livre de M. Queillé. Il note aussi que le médecin Lucas, qui visita cette ville en 1701, y trouva gravée sur un rocher l'inscription suivante, aujourd'hui effacée : « L'an 6739 (ère byzantine, correspond à 1230), Asen, au nom de Dieu, tzar des Bulgares et des Grecs, nomma favaste Alexios et construisit le château. »

Stanimaka est manifestement un reste de l'ancienne population grecque qui occupait jadis tout le pays. Mais les Grecs ne pouvant supporter les exactions des Turcs à la campagne, l'ont abandonnée, pour se

réfugier dans les villes et surtout aux bords de la mer. Les Bulgares, dont l'épiderme est moins sensible et qui aiment mieux l'agriculture, ont supporté le régime turc et ont pris la place des Grecs.

— Mon hôte le Dr Tchomakoff me conduit visiter la ville et les faubourgs de Philippopoli. Dans son jardin potager, dont il est très fier, j'admire des légumes et des fruits merveilleux; ils prouvent et la fertilité du sol et l'aptitude si remarquable des Bulgares pour la culture maraîchère. Nous traversons la vaste prairie commune, l'ancien territoire *metruké*, où peuvent pâturer librement les bœufs et les chevaux des voyageurs, qui même autrefois y dressaient leur tente. Même chose existait en Angleterre sous le nom de *Green*, sous celui de *Greente* dans les Pays-Bas et aussi sur le continent, au moyen-âge.

Sous de grands saules, une « théorie » de jeunes filles et de soldats dansent le *Choro :* ils entrelacent les méandres de la ronde, en chantant en chœur une chanson nationale bien cadencée. Le palais du gouverneur, l'ancien Konak turc, est situé au milieu d'un jardin. A côté, les Russes ont converti un cimetière turc abandonné en un jardin public, où la musique militaire se fait entendre. Tout autour, de jolies habitations se construisent. La plus belle, qui est d'un style italien très élégant, a été bâtie pour un libraire éditeur de journal. La presse logée dans la plus somptueuse demeure de la cité, n'est-ce pas de bon augure pour le développement intellectuel du pays? Entre la gare et la ville ancienne, le long d'un large boulevard planté d'arbres, s'élèvent deux rangées de charmantes villas entourées de fleurs et de plantes

grimpantes : c'est là que résident les consuls. Plus loin, de grandes maisons turques tombent en ruines ; elles sont abandonnées par leurs propriétaires, qui ont émigré. Déjà l'islamisme s'efface devant la civilisation nouvelle, qui se manifeste de toutes parts. Philippopoli serait préférable comme capitale de la Bulgarie ; elle est mieux située que Sofia et beaucoup plus agréable à habiter.

Le directeur des chemins ottomans m'a envoyé quelques volumes de la *Revue des Deux Mondes*, où se trouvent des articles de la princesse Dora d'Istria et de M. Albert Dumont, sur les pays que je visite. Dans celui de Mme Dora d'Istria sur la nationalité et les chants bulgares (15 juillet 1868), les espérances des Bulgares sont bien indiquées. « Sans parler de manifestations significatives, un voyageur allemand fort sagace, qui a publié dans l'*Unsere Zeit* le résultat de ses observations, atteste que les Bulgares sont loin d'en être restés aux timides aspirations de leurs pères. Fiers aujourd'hui de leur nombre, ils ne songent plus à se fondre avec les Hellènes. Ils n'ignorent plus que ceux qui sont maîtres des Balkans dominent la Péninsule et tiennent les clés de Constantinople. » Mme d'Istria fait bien ressortir le contraste qui existe entre le Bulgare d'aujourd'hui, doux et bon, et les Bulgares féroces du VIIIe et du IXe siècle. Le tsar Krum bat l'empereur de Byzance Nicéphore le Logothète, le met à mort et, de son crâne enchâssé dans de l'or, se fait une coupe où il boit à ses repas.

Au XIe siècle, les manichéens étaient très nombreux en Bulgarie, et c'est un de leurs apôtres, Basile, qui, le premier, les nomma *bogomiles*, « chers à Dieu », de

Bogo Dieu et *mile*, chéri. Chez les Jougo-Slaves, un salut très usité est *Sbogom*, Dieu avec vous. M. Karoleff, ministre actuel de l'instruction publique (janvier 1886), a publié, dans la *Revue littéraire* de Sofia, un article sur le bogomilisme, intitulé : *Bogomilstvo.*

Le voyageur Rubruqui savait que les Voulgares avaient occupé jadis la Grande-Bulgarie, aux bords du Boulga ou Volga. « C'est de là, dit-il, que sortirent les Bulgares qui sont au delà du Danube, du côté de Constantinople. » (*Itinéraire de G. de Rubruk dans les pays orientaux.* Édition de la *Société de géographie de France,* p. 264 et 275.)

Je note le passage suivant, où Mme d'Istria parle du goût des Bulgares pour l'agriculture : « Un penchant si nécessaire au développement de la civilisation donne à la nation bulgare une importance que ne lui assureraient ni sa bravoure, ni son intelligence. Le Bulgare a conquis dans la Péninsule une position qu'on ne saurait lui contester. Or, comme le travail mène à la richesse, et que la richesse est la puissance suprême dans toute époque démocratique, les goûts laborieux, qui donnent au Bulgare quelques traits de ressemblance avec le Germain, particulièrement avec le tenace Anglo-Saxon, sont intéressants à constater. »

En 1868, M. Albert Dumont part de Rodosto, sur la mer de Marmara, pour visiter Andrinople et Philippopoli. (Voir *Revue des Deux Mondes*, 15 juillet, 15 août et 1er octobre 1871.) Je transcris quelques observations de ce voyageur aussi érudit que sagace. A Buyuk-Kara-Kerli : « Le cabaret est rempli d'Osmanlis ; ils s'enferment là dès le matin,

allument leur pipe et passent des heures entières dans la plus étrange apathie, plutôt endormis qu'éveillés. Nous n'avons aucune idée d'une paresse aussi complète; leur démarche même indique une mollesse profonde : ils traînent dans la rue leurs babouches, comme s'ils avaient peine à marcher. Les babouches et la pipe sont les signes extérieurs de la décadence ottomane. »

Dans des plaines nues, brûlées et tristes, M. Dumont voit des ponts superbes, beaux restes de l'ancienne puissance des Osmanlis. Aucune route n'y accède : ils datent du XVIe et du XVIIe siècle, alors que la Roumélie avait encore des voies pavées.

Hafsa possédait un *khan* admirable, où l'on trouvait de nombreuses chambres pour les voyageurs, de vastes écuries, des bains chauds, une mosquée. Tout est en ruines; le khan n'est plus qu'une carrière où l'on vient chercher des pierres à bâtir.

A Andrinople, M. Dumont étudie l'organisation administrative turque : la province ou *vilayet* est gouvernée par le *vali;* l'arrondissement ou *sandjak*, par le *moutésarif;* le canton ou *kazas*, par le *kaïmakam;* la commune ou *naié*, par le *mudir*. Le désordre est extrême et les vérifications impossibles, parce que toutes les annotations sont inscrites sur des rouleaux de papier jetés pêle-mêle dans de grands sacs. Cette administration primitive convenait à un régime simple, où les écritures étaient peu usitées. Mais aujourd'hui, comme cela favorise toutes les malversations!

Impossible de se faire rendre justice qu'à prix d'argent, et cela semble naturel à tous. « Point de baksichs, pas de juge », dit un proverbe grec.

Une anecdote fait voir combien est vrai le mot de M. Dumont qui résume le système fiscal : « Les impôts en Turquie n'ont d'autre objet que de faire vivre les privilégiés qui occupent les fonctions publiques. »

« Dimitri, qui est influent et possède un capital disponible, achète la dîme d'un canton pour mille bourses (une bourse vaut 112 francs); il la revend le soir même à Nicolas, qui est moins avancé dans l'amitié du gouverneur. Nicolas traite de gré à gré avec les gros propriétaires, qu'il pourrait beaucoup ennuyer, si la fantaisie lui en prenait. Les contribuables riches s'arrangent avec le dîmier : à ce prix, ils sont libres de couper leur blé, de le battre et de le rentrer quand il leur plaît. Restent les pauvres gens : ceux-là sont à la merci du fermier des impôts. D'ordinaire il les livre à des agents inférieurs, quelquefois à ses domestiques, auxquels il cède, par portions, les revenus à toucher. Il faut voir, dans les environs d'Andrinople, l'homme de la dîme, souvent un juif, ou un Arménien, aux prises avec les paysans bulgares. Son insolence, la soumission et la terreur de ceux qui se regardent comme ses esclaves sont un des plus tristes souvenirs que laisse un voyage en Orient. Le paysan est sans défense; il n'a ni force pour résister, ni esprit pour se retourner; souvent, des coches sur une baguette de bois sont le seul document qu'il possède pour prouver qu'il a déjà acquitté, en tout ou en partie, ce qu'il devait. Ainsi l'impôt passe par cinq intermédiaires; qu'importe maintenant qu'il soit fort ou faible? ne sera-t-il pas toujours écrasant? »

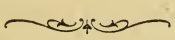
Que sont les exactions de Verrès en Sicile, dénoncées par Cicéron, en regard de ce régime abominable,

mis en œuvre aujourd'hui pour satisfaire les créanciers occidentaux?

« Bien qu'Adrinople soit situé en pays bulgare, dit Dumont, la population de la ville est surtout ottomane et grecque. » Cela se comprend : les Grecs quittaient la campagne, où ils étaient exposés à toutes les avanies, pour se réfugier dans les villes, où ils échappaient aux extorsions du fisc et aux outrages des *zaptiés*.

« Les évêques grecs, en pays bulgare, dit encore Dumont, sont des fermiers ecclésiastiques. Ils n'ont guère d'autre préoccupation que de toucher l'argent qui leur est dû, et c'est là une grosse affaire, car ils ont droit à de nombreuses redevances. En tant d'années, ils n'ont pas fondé une seule école pour les enfants, un seul séminaire pour les prêtres! Ils imposent au clergé inférieur, pour les offices, la langue grecque, qu'il ne comprend pas ; ils sont responsables, en grande partie, du triste état dans lequel ce peuple si docile a vécu. »

Déjà alors (1868), les évêques grecs s'alliaient aux fonctionnaires turcs pour opprimer et rançonner les paysans bulgares. « Ils exploitent leur évêché comme le vali sa province, dit A. Dumont. Ils ont besoin de l'autorité musulmane pour maintenir les fidèles dans l'obéissance et pour toucher les redevances qui leur sont dues. »



CHAPITRE V.

CONSTANTINOPLE. — LE RÉGIME TURC.

Pour me rendre à Constantinople, je pars par le chemin de fer ottoman. Il faut deux jours pour arriver à destination, quoiqu'il n'y ait guère plus de 200 kilomètres. Mais il n'y a qu'un train par jour et il s'arrête, la nuit, à Andrinople. Cela rappelle les voyages en *vetturino* dans l'Italie d'autrefois. Excellente façon de bien voir le pays, pour qui n'est pas pressé, et personne ne l'est en Orient.

Au moment du départ, je vois placer avec les plus grands soins et même avec respect, dans une caisse de la berline spéciale que l'administration avait mise à ma disposition, deux petites caisses mystérieuses. Leur propriétaire ne les quitte pas de l'œil, et il reste seul dans son compartiment, pendant tout le trajet. Est-ce de l'or? Il est rare en ce pays-ci ; non, mieux que cela : c'est de l'essence de roses, et il y en a, me dit-on, pour 12,000 livres turques, environ 265,000 francs. Cela vient de la « Vallée des Roses », de Kezanlik. C'est une culture qui demande beaucoup de travail et de soin. Les rosiers ne viennent bien que sur le penchant des collines, où règne un air vif. Il faut les biner et leur donner un labour, deux ou trois fois par an, et la plante ne produit qu'au bout de cinq ou six ans. La

récolte commence en juin et dure de 25 à 40 jours. Pour obtenir un *mouskalé* (4 gr. 81), il faut au moins 8 kilogrammes de fleurs et jusque 15, si le printemps a été très sec. L'essence vaut de 5 à 8 francs le *mouskalé* ou de 1,040 à 1,614 francs le kilogramme. Je vois à la droite de la ligne, sur les premiers relèvements de la chaîne du Rhodope, qui dessine le bassin de la Maritza vers l'ouest, des champs de roses nouvellement plantés. Depuis que les Turcs sont partis, le cultivateur bulgare, qui peut jouir maintenant des fruits de son travail, introduit partout les riches produits, qui jusqu'ici restaient confinés dans les vallées des Balkans. Sur les plaines basses qui longent la rivière, je remarque des champs carrés, couverts d'herbe et entourés de petites digues; ce sont d'anciennes rizières, converties en prairies, depuis qu'on a interdit la culture du riz, qui engendrait la fièvre paludéenne. Excellente mesure.

Station de Kataunitza. Au milieu du village, composé de chaumières très pauvres, bâties en pisé et couvertes de chaume, s'élève un grand bâtiment tout neuf et éblouissant de blancheur. C'est l'école primaire, construite avec les deniers de la commune. Une école d'agriculture a été aussi établie dans ce village, aux frais du gouvernement. Dès la première année, elle comptait 70 élèves, tant le désir de s'instruire est général. Une autre école d'agriculture a été établie en Bulgarie, à la ferme modèle de Saduvo.

La vallée de la Maritza, que nous descendons, est très bien cultivée. Le seigle est magnifique ainsi que les haricots, qui fournissent les fèves pour les nombreux jours « maigres ». La seradelle pour four

rages se voit souvent, mais peu de trèfle et de pommes de terre; celles-ci donneraient cependant du profit, car elles viennent bien et se vendent 10 centimes le kilogramme. Les vignes basses sont chargées de grappes superbes.

A Papasly, une jolie mosquée domine des huttes en roseaux, qui paraissent moins confortables que celles de l'Afrique centrale. — A Jeni-Mahala, beau village enseveli sous les arbres, encore une grande école toute neuve et une caserne neuve pour la gendarmerie. Partout on laboure avec des bœufs, qui sont moins grands que dans la Bulgarie septentrionale, mais plus charnus. Les chevaux sont rares; on en fait venir de Hongrie et ils reviennent à 700 ou 800 francs, ce qui paraît énorme en ce pays de bon marché. Pourquoi ne pas en élever sur place? J'oublie le fisc. Sur le pâturage communal paît le troupeau du village. Nous sommes le 20 juin, et on coupe déjà le seigle, avec une petite faucille à la main, comme au temps de Booz. — Haskuei-Kajadyk: encore un beau bâtiment d'école, qui sert en même temps de lieu de réunion pour le conseil municipal. Je n'entrevois aucune église chrétienne; on les dissimulait autrefois, et, depuis l'émancipation, on s'occupe surtout de répandre l'instruction. Cela me confirme dans l'opinion que les rivalités et les haines existent ici entre les races plutôt qu'entre les cultes. Il n'y a ni ferveur de la part des Grecs ou des Bulgares, ni intolérance de la part des Turcs. La question religieuse n'est qu'une arme de guerre dans les luttes ethniques. Je ne vois nulle part de jachère nue : tout le terrain est en culture. On bine le maïs à la charrue; c'est

sans doute pour un grand propriétaire ; car déjà on rencontre ici quelques vastes domaines de 1,000 à 4,000 *deunums*, appartenant à des Turcs ; ils sont exploités en faire-valoir ou à mi-fruit. Ces latifundia deviennent plus nombreux à mesure qu'on approche de Constantinople.

Les divers bâtiments qui forment une bonne maison bulgare entourent une cour, l'*atma*, qu'ombragent les rameaux d'une grande vigne. Sur la place publique, on danse encore le *choro*. Hommes et femmes, chantant et s'enlevant d'un petit bond, se donnent la main et forment une longue file, qui se replie sur elle-même et trace ainsi des méandres variés, comme la danse nationale de Liége, le *cramignon*.

Vers Tirnova, les hauteurs viennent, des deux côtés, resserrer la Maritza, dont le courant cependant reste lent, car pour faire tourner les moulins à farine placés sur la rivière, on la coupe par des barrages obliques en clayonnage, qui amènent plus d'eau sous les roues. A Tirnova se détache un tronçon de chemin de fer de 104 kilomètres, qui se termine à Yamboli, au pied des Balkans.

Hermanly : petit village dominé par une belle école neuve à deux étages et par une mosquée, dont le minaret effilé, recouvert de fer-blanc, étincelle au soleil.

A Mustafa-Pacha, nous franchissons la Maritza sur un grand pont en fer, pour entrer dans le vilayet d'Andrinople, c'est-à-dire en Turquie.

C'est dans la vaste plaine qui s'ouvre devant nous que succomba l'armée des croisés en 1205 et

que Baudouin fut fait prisonnier. Kalojan Joanice, troisième tsar de la dynastie des Asennides, « le roi de Blaquie et de Bogrie », comme dit Villehardouin, avait avec lui des cavaliers coumanes semblables aux cosaques, qui harcelèrent les chevaliers lourdement armés, les fatiguèrent et les percèrent de leurs flèches.

Il y eut des traits héroïques. Le comte Louis, deux fois blessé, était serré de près par « les Coumains et les Blaques». Jean de Friaize lui dit : « Sire, allez-vous-en, car vous êtes fort blessé en deux endroits. » Louis répondit : « Au seigneur Dieu ne plaise, que jamais me soit reprové que je fuie du champ et laise l'empereor. »

Baudouin non plus ne voulut ni fuir, ni reculer. Fait prisonnier, il fut transporté à Tirnova, où son vainqueur le fit mourir, en le forçant à se précipiter du haut des murs de la forteresse.

Dans le récit que fait Villehardouin des luttes contre Joanice, il parle toujours des « Blaques et des Coumains », rarement des « Bogres ». Les confondait-il, ou la Bulgarie septentrionale était-elle habitée alors par des Valaques, dont les populations roumaines au midi du Danube sont les restes?

La carte qui accompagne l'édition de Villehardouin, publiée par M. de Wailly, place la Grande-Valachie ou Blaquie en Thessalie, dans la région dont Larissa est le centre. C'est encore dans les montagnes de cette contrée qu'on trouve aujourd'hui les Koutzo-Valaques; mais là aussi ils ont perdu du terrain par les progrès de l'hellénisation.

Ce Joanice était un terrible homme : il détruisait les villes et emmenait toute la population en escla-

vage. Il ruina ainsi la « noble cité » de Philippopoli, qui était une des trois meilleures de l'empire byzantin, Rodostos, sur la mer de Marmara, Napoli et toute la Romanie. Il fut assassiné au siège de Thessalonique.

L'usurpateur Boril (1207-1218) bat, à Messinople, le marquis Boniface de Montferrat, le second chef de la croisade. Joanice Asen II (1218 à 1241) renverse Boril du trône et lui fait crever les yeux. Puis, par ses nombreuses victoires, il rend pendant son règne, au royaume bulgare, toute sa gloire et toute sa puissance.

— Andrinople est situé dans une plaine d'une admirable fertilité, au confluent de trois rivières, la Maritza, la Tondja et l'Arda, qui réunissent toutes les eaux descendant du Rhodope et des Balkans. C'est là que s'élevait, au temps primitif, la ville d'Orestias, dont on retrouve le mur d'enceinte cyclopéen ; les rois de Thrace y eurent leur capitale, et les Romains y bâtirent « la cité d'Adrien », Adrianopolis. Les sultans y résidèrent avant d'avoir pris Constantinople. Leur ancien palais, le vieux sérail, à moitié ruiné, est encore très intéressant ; il donne, bien plus que les palais modernes du Bosphore, l'idée de ce qu'était jadis la résidence du Grand-Seigneur.

Les mosquées sont admirables, surtout celle de Selim ; elle est précédée d'une cour de marbre blanc et ornée d'un portique que soutiennent des colonnes antiques. Ces colonnes de marbres rares, vert antique, cipolin, granit de Syène, proviennent d'anciens temples romains. Le dôme, d'une hardiesse merveilleuse, est supporté par quatre immenses colonnes de porphyre; il est plus élevé que celui de Sainte-Sophie.

L'Eski-Djami, ou la Vieille-Mosquée, qui date de Mahomet Ier, et la Muradié élevée par Murad Ier, sont plus anciennes que celles de Constantinople. Elles ont été bâties par des architectes grecs qui imitaient Sainte-Sophie. Les khans, qui remontent à la même époque, étaient aussi de superbes édifices. Une route dallée, à l'instar des voies romaines, traversait jadis la Péninsule, depuis la mer de Marmara jusqu'à Belgrade. « Au XVIe siècle, dit M. A. Dumont, aucun État n'avait exécuté des travaux d'utilité publique plus vastes et mieux entendus que l'empire ottoman. » C'était aussi l'époque où se construisaient les grandes mosquées. La mosquée est le symbole de l'Orient, parce que tout y repose sur la foi. Celle-ci s'en est allée, et les Turcs d'aujourd'hui, gangrenés par le contact avec l'Europe, sont incapables de mener à bien la moindre entreprise d'utilité générale, et même d'entretenir les monuments de leur ancienne grandeur.

Avec ses rues pleines de passants à costume pittoresque et bordées de boutiques ouvertes, où s'exercent tous les métiers à la vue du public, Andrinople a l'aspect plus oriental que Stamboul. Dans la cour qui précède la mosquée de Selim campent des soldats en guenilles. Devant le Konak (palais du *vali*) se pavanent quelques officiers supérieurs, dont l'uniforme est couvert d'or; à côté d'eux, les sentinelles ont des habits troués; beaux types de soldats, forts, maigres et bronzés. La promenade publique, avec ses eaux courantes, ombragées d'arbres magnifiques, est un lieu charmant : mais il n'y a absolument personne. Les hommes fument la pipe

dans les cafés; les femmes sont cloîtrées dans le harem. Andrinople est la seconde ville de l'empire; on suppose qu'elle a de 60,000 à 100,000 habitants; mais personne ne le sait exactement; il n'y a ni état civil, ni statistique. On me montre, dans la rue principale, les maisons où, lors de la dernière guerre, on voyait chaque matin les cadavres de trois ou quatre Bulgares pendus, pour engager les autres à se tenir tranquilles. — Rien ne trahit ici l'influence du chemin de fer ou de l'activité moderne. Le long du boulevard, de plus d'un kilomètre, qui relie la ville à la gare, trois ou quatre maisons neuves seulement se sont élevées. Ce sont des cafés et un assez bon hôtel, où je soupe à l'ombre des orangers, lesquels, hélas! sont en caisse, car il faut les rentrer l'hiver.

— Le train, qui s'est reposé la veille depuis quatre heures de l'après-midi, repart ce matin à six heures. On épargne le charbon, qui, venant de Cardiff, rendu ici, coûte 25 francs la tonne. — Kouleli-Bourgas : belle ruine d'un château fort en pierres de taille d'un fier appareil et dorées à point par le soleil. Les anciens monuments sont extrêmement rares. Ce qui me frappe, c'est l'absence de tout grand travail humain et de capital accumulé. Le pays est vide. Il est vrai qu'on y a tant détruit, brûlé et démoli! D'ici, un embranchement de 112 kilomètres conduit à Dédéagatch, qui est le port principal de toute la Roumélie, de préférence à Constantinople. Il exporte beaucoup de céréales et même du vin pour la France. Dans plusieurs gares, j'ai vu des barriques vides portant la marque de Bordeaux. Le consommateur n'a pas lieu de s'en plaindre; le vin rouméliote est excellent.

Un négociant de Constantinople me dit que la dîme se perçoit encore en nature. On compte les gerbes, l'agent du fisc en prend une sur dix, et le cultivateur, après avoir battu le grain, doit le conduire aux magasins, où il est vendu aux marchands. Que d'occasions de tourmenter le contribuable, de malverser, de percevoir des baksichs! Comme le paysan ne peut enlever sa récolte avant la visite du décimateur, celui-ci tarde à venir jusqu'à ce qu'on le paye. Si on ne le satisfait pas, il laisse les grains se perdre sur pied. Ce procédé barbare de taxation a été la cause de l'insurrection de l'Herzégovine. — On me dit encore qu'on n'exige pas le paiement des contributions sur les maisons, par saisie-exécution, comme en Occident. Mais aucune réparation n'est autorisée, à moins qu'on ne paye l'impôt arriéré. Si cet arriéré a grossi et que le propriétaire soit gêné, il ne répare pas, et l'immeuble se dégrade et enfin tombe en ruines. On voit ainsi, à Constantinople, des maisons dont le grenier ou le premier étage sont abandonnés aux atteintes des éléments. Le toit est à moitié enlevé, les fenêtres brisées, les parois percées à jour ; la famille, alors, se réfugie au rez-de-chaussée, jusqu'à ce que le tout s'écroule, ce qui ne tarde pas , car les maisons sont en bois et très mal construites. Il est aussi très difficile d'obtenir le paiement du loyer d'un locataire récalcitrant. Le juge musulman est bon ; il a pitié des malheureux : « Vous, propriétaire, vous êtes riche; pourquoi expulser et ruiner ce pauvre homme, qui ne saura où aller? » Alors, le propriétaire enlève les tuiles, les portes, rend la maison inhabitable. Parfois, le locataire se venge en y mettant le feu. — Les senti-

ments et les lois sont en rapport avec une société patriarcale, nullement avec notre régime, où règne la dure loi de l'offre et de la demande. Du choc de ces deux façons différentes d'agir et de penser, résulte la désorganisation de tout.

Paulo-Keui, village de gourbis habités par quelques malheureux privés de tout; point d'étables pour le bétail, qui vague sur la lande nue. Chaque demeure a son nid de cigogne, où les parents apportent à manger aux petits, qui battent joyeusement de l'aile; ce sont les seuls êtres heureux ici.

A Baba-Eski commence la grande plaine déserte qui s'étend jusqu'à Constantinople. La terre est fertile, car spontanément elle se couvre de graminées, de papilionacées et surtout de certains lathyrus splendides; mais l'homme ne la fait pas valoir. Parci par-là, on aperçoit des carrés jaunes : ce sont des champs emblavés en froment; — mais où sont les fermes dont ils dépendent? On ne les aperçoit pas; elles se cachent dans quelque pli de terrain, très loin des terres ensemencées. On peut cultiver ici à grande distance, car la rotation généralement suivie est celle-ci : On retourne le sol, couvert de sa végétation spontanée, tous les 7, 8 ou 10 ans, quand les genêts deviennent trop abondants. On sème du froment, rarement du maïs dans cette région-ci; la récolte faite, la terre reste en jachère, offrant un maigre pâturage aux moutons. Il s'ensuit que, sur des espaces immenses, on n'aperçoit ni un arbre, ni une maison, ni un être humain : solitude absolue, qui devient plus désolée à mesure qu'on approche de la capitale.

Vers Tcherkess-Keui, la ligne traverse des mas-

sifs boisés, mais sans futaie; puis des bas-fonds marécageux, où paissent des buffles. A Kabaje, ancien village de Tcherkesses, des Turcs travaillent la terre, aidés de leurs femmes. De larges pantalons, le fez et la ceinture rouge leur donnent un certain cachet, mais leurs compagnes sont vêtues de coton défraîchi et décoloré. Les musulmans exploitant la terre de leurs mains sont partout assez nombreux, et ils ne se distinguent guère des paysans bulgares.

Près d'Hadem-Keui, le terrain devient crayeux, marneux et sec; la végétation est plus pauvre. Aux alentours d'une caserne récemment construite et devant la gare, se promènent des soldats, qui offrent l'image du dénûment le plus complet; leurs uniformes sont déchirés, tachés, arrachés et si couverts de poussière et de graisse, que le bleu en est devenu gris ou noir. Les pantalons sont effilochés au bas, crevés aux genoux; les fonds laissent passer la chemise; beaucoup ont les pieds nus, d'autres portent des opankas. Les officiers seuls ont des souliers, mais leur uniforme est presque aussi délabré. En ce temps de militarisme, l'armée n'est nulle part négligée, pas même dans certains pays où les paysans meurent de faim. Que la misère doit donc être terrible ici! Le sultan, qui se rend, chaque vendredi, à la mosquée, protégé par deux files de soldats d'élite, bien vêtus, ne se doute pas, sans doute, dans quel pitoyable état sont ses vaillantes troupes.

Près de Sparta-Koulé, j'aperçois au loin la mer de Marmara. *Thalassa! Thalassa!* Après avoir eu pendant si longtemps sous les yeux des plaines jaunâtres et désolées, quelle joie de voir ces flots d'un bleu

intense, parsemés de voiles blanches! L'élément liquide, échappant à l'occupation de l'homme, ne peut être privé de sa beauté naturelle par les mauvais gouvernements. Au fond d'une anse bordée de roseaux, chose rare dans l'eau salée, un village riant, des toits en tuiles rouges, une mosquée fraîchement peinte et quelques arbres forment un assemblage de couleurs vives qui charment le regard. Depuis la Bosnie, je n'ai pas vu un bel arbre! — A Kutchuk-Thekmedyé, voici bien l'Orient : une maison turque, avec ses balcons avançant et ses grillages de bois, ombragée par d'énormes platanes, où se bercent, au soleil couchant, des familles de cigognes. Une page de Cherbuliez, qui peint admirablement cet aspect, me revient en ce moment à la mémoire ([1]).

([1]) Comme cette page se trouve dans un article qui avait vivement frappé M. Buloz et qui est le premier publié en France par M. Cherbuliez (*Revue germanique*, sept. 1859), je pense qu'on ne regrettera pas de la lire ou de la relire.

« Avons-nous tout dit sur ce platane qui nous retenait dans une contemplation délicieuse? Avons-nous pénétré jusqu'à la raison cachée du charme infini par lequel sa beauté remuait notre âme jusque dans ses profondeurs? Cet arbre magnifique, dont les extrémités seules sont mobiles et dont le tronc massif repose immobile sur le sol, où s'enfoncent ses pieds, nous présente l'image d'une vie saine, vigoureuse et robuste, le symbole du calme, de la force, et si notre vie est troublée, si nous sommes las de la lutte contre le monde et contre nous-même, cette image d'un fier repos, qui défie les tempêtes, nous rafraîchit et nous retrempe. Cette vie même est assez puissante pour en abriter d'autres; ce platane — platane d'Orient, si l'on veut — est un lieu de refuge; aux extrémités de ses branches noueuses, des cigognes ont construit leur nid, et, debout, immobiles, dessinent leurs formes blanches sur le vert des larges feuilles. Séjour favori des habitants de l'air, il verse sur le sol une ombre hospitalière, qui convie au repos le voyageur fatigué. Il est

Je m'arrête à San-Stéfano, chez M. Halin, directeur des Chemins de fer méridionaux, et j'y reçois, au sein d'une famille amie, la plus gracieuse hospitalité. Par le train, je pourrai, en quarante minutes, me rendre, chaque jour, à Constantinople. San-Stéfano n'a rien qui rappelle la Turquie. On se croirait dans un village du golfe de Naples. Les maisons blanches, qui longent la mer, sont habitées par des pêcheurs grecs et par des étrangers. Je suis logé dans une charmante villa qui appartient à l'ambassadeur de Perse. Des cerisiers chargés de fruits et des grenadiers en fleurs ombragent mes fenêtres. Le fond de la salle à manger est fermé par un balcon vitré : on voit, sur la mer azurée, passer tous les navires qui cinglent vers la Corne-d'Or ou qui en reviennent et, dans le fond, les profils bleuâtres des montagnes de l'Asie. En présence de ce tableau enchanteur, on comprend la jouissance du kef oriental. On vient prendre ici des bains de mer dans une eau tiède, si limpide que,

midi, la chaleur est ardente ; une lutte s'est engagée entre les rayons du soleil et l'arbre géant ; victorieux et triomphant, il répand la fraîcheur autour de lui ; des chameaux accroupis se reposent à ses pieds, en ruminant, et le chamelier, nonchalamment couché, savoure les douceurs du sommeil. Ainsi sa beauté s'enrichit d'accessoires nouveaux ; comme sa vie elle-même, elle absorbe ce qui l'entoure. Mais cet arbre fait plus que vivre, il sent, il pense ; on le dirait plongé dans une molle rêverie; cette existence silencieuse paraît se contempler elle-même; il goûte un secret contentement, en se repaissant de sa propre beauté; ses branches énormes, dont les extrémités s'abaissent vers le sol, semblent considérer vaguement leur ombre dormant à son pied, et, par intervalles, le bruissement léger de ses feuilles, remuées par le vent, est comme le soupir d'une âme assoupie qui s'entrevoit en songe. »

quand j'y plonge, à deux mètres de profondeur, je distingue les nuances charmantes des coquilles et des algues qui tapissent le fond.

A droite, j'aperçois la maison où a été signé le fameux traité de San-Stéfano ; c'est un *palazzo* italien, avec un grand jardin qui longe la mer. Il est vide. On cherche à le vendre, mais on ne trouve pas d'acquéreur, même à 30,000 francs, parce qu'il faudrait réparer le mur d'eau que les vagues ont miné. En France, en Italie, cette belle habitation vaudrait plus de 100,000 francs. Mais la gêne est générale et la propriété est exposée ici à tant de hasards et de vexations! — La Russie devrait conserver cette demeure, où s'est signalée sa prévoyance.

— Je n'ai pas à décrire, après tant d'autres, les merveilles de Constantinople et de ses environs. Étais-je sous une mauvaise impression? Le Bosphore m'a rappelé le lac de Côme et l'arrivée par la mer de Marmara, le golfe de Naples ; mais les collines et le profil des hauteurs m'ont paru plus uniformes et la végétation est bien moins méridionale. La bise, qui, l'hiver, vient de Russie, par la mer Noire, tue les plantes du Midi. Ce n'est qu'aux Iles des Princes qu'on trouve des oliviers.

— Je me rends chaque jour à Constantinople, avec le docteur de la Compagnie des Chemins orientaux, M. Putcher. C'est le meilleur guide que je puisse rêver, parlant toutes les langues du pays, très instruit, et, comme médecin, connaissant à fond la vie turque. Nous visitons les grandes mosquées : l'Achmedieh, bâtie en 1610 par Achmed Ier, avec ses six minarets et sa vaste enceinte, plantée d'arbres; la

Bayezidieh, construite par Bajazet, en 1505, avec une cour ravissante, entourée d'un portique à colonnes de porphyre et ombragée de cyprès, d'où les pigeons, en nombre incalculable, descendent pour venir manger le grain qu'une fondation spéciale du sultan leur assure ; la Suleimanieh, bâtie, de 1550 à 1566, sous Soliman le Magnifique, qui y fit placer deux gigantesques colonnes de granit égyptien de 4 mètres de circonférence, provenant de l'Augustéon de Justinien ; la Mohammedieh, la plus ancienne de toutes, après Sainte-Sophie, construite sous Mahomet le Conquérant, en 1469, par un architecte grec, Christodoulos ; et enfin la Yeni-Djami ou mosquée nouvelle de la sultane Validé, mère de Mahomet IV.

Au Grand-Bazar, — tout un monde et un vrai dédale, — on ne voit que des marchandises européennes de la plus mauvaise qualité, sauf au centre, où l'on vend des objets anciens très beaux et pas chers. L'industrie artistique de l'Orient est morte.

La visite des murs est une course qui émerveille. Cette double rangée de murailles, défendues par d'immenses tours, donne une grande idée de Byzance. On comprend qu'elle ait résisté longtemps, alors que déjà la marée des envahisseurs ottomans l'entourait de toutes parts. Les croisés ont pris la ville d'assaut par mer, du côté de la Corne-d'Or, grâce au courage aveugle de l'aveugle Dandolo. Ce sont les croisés qui ont pillé et ravagé Constantinople, bien plus impitoyablement que les Turcs, et ce sont eux qui, brisant les forces de l'empire, ont amené sa chute et le triomphe des musulmans.

Il faut lire, dans les pages émues de M. Étienne

Vlastos : *Les derniers jours de Constantinople* (1453), les péripéties de l'héroïque défense de la ville, sous la conduite de l'empereur Constantin, qui meurt, les armes à la main, après des prodiges de valeur. La chrétienté, en abandonnant stupidement et lâchement son dernier rempart sur le Bosphore, ouvrit aux Ottomans le chemin de toute la Péninsule, de la Hongrie et de Vienne, et voua l'Orient à la barbarie pour quatre siècles. Malgré la réconciliation des deux Églises, que l'empereur Jean Paléologue était allé négocier lui-même au concile de Florence (1438-1439), le pape n'envoya que cinquante hommes d'armes contre les infidèles.

L'empire de Byzance est tombé exactement comme tombe l'empire ottoman aujourd'hui. Il avait perdu successivement toutes ses provinces ; la misère était extrême. Le revenu, équivalant, sous les empereurs macédoniens, à 700 millions de francs de notre monnaie, était tombé à 5 ou 6 millions. Constantinople, qui avait compté plus d'un demi-million d'habitants, n'en avait plus que 80,000. L'arbre, ayant perdu ses branches, se desséchait sur place.

— Après nos courses, nous déjeunons tantôt à la franque, tantôt à la turque, tantôt à la grecque. Chez les Turcs, nous avons le pilaff, un grand plat de riz bien cuit, entremêlé de petits morceaux de viande, puis du mouton grillé d'une façon très originale. La broche, suspendue perpendiculairement, est munie d'ailettes en hélice, et l'air chaud, qui se dégage des braises enflammées, lui imprime le mouvement de rotation nécessaire pour obtenir une bonne grillade. Au restaurant grec, tous les mets, étalés en amphithéâtre

aux yeux ravis des clients, sont préparés d'avance et maintenus chauds sur un feu doux. On peut choisir en connaissance de cause, et le vin de Chypre ou de Samos n'est pas cher.

— Je visite, près de San-Stéfano, une grande ferme qui appartient à un riche Arménien, Oannes-Bey, dont la fille a épousé le fils de Nubar-Pacha, l'éminent ministre égyptien, et dont le frère, Abraham-Pacha, possède, sur la côte d'Asie du Bosphore, un palais au milieu d'une forêt qui s'étend à perte de vue. Les bâtiments de cette ferme ressemblent à une forteresse. On n'y récolte que du blé, qu'on obtient sans engrais, sur une terre restée en jachère pendant plusieurs années. On cultive aussi du lin, mais, chose étrange, on ne recueille que la graine. La tige, qui, en Belgique, livre en textile une valeur de 1,200 à 1,500 francs l'hectare, est abandonnée sur le sol. En fumant et en semant plus dru, on obtiendrait du lin qui, en une année, donnerait cinq fois le prix du terrain. Le grain est battu par des chevaux ou des bœufs, tournant en rond et traînant des claies garnies en dessous de gros silex. La paille est complètement hachée. Comme tout cela est primitif! et nous sommes aux portes de la capitale et sur la propriété d'un agronome opulent et intelligent!

— En rentrant à San-Stéfano, je voyage avec le directeur général de l'agriculture. C'est un Turc instruit, qui a étudié en France. Il me dit qu'il a acheté une ferme de 400 hectares, à 35 francs l'hectare, à une heure du chemin de fer de Constantinople et non loin de la gare. Il compte transformer le système de culture par les prairies artificielles, rempla-

çant la jachère et permettant d'entretenir du bétail et de fumer le sol. Le trèfle vient bien, et la luzerne encore mieux; elle donne deux coupes très abondantes. — « N'est-il pas inouï, me dit-il, que le beurre arrive ici du fond de la Bulgarie, tandis que nous avons, à proximité, des terres excellentes à vil prix? » Étrange, en effet, mais très explicable. La sécurité manque et, dès lors, le progrès agricole est impossible.

Il existe un registre et des titres de propriété; mais souvent, en cas de contestation, deux titres sont produits : l'un est vrai, l'autre est faux. Des deux parties en présence, celle-là obtiendra gain de cause qui paye le plus, non celle qui possède le vrai titre.

Le recours à la justice est illusoire. La Compagnie des Chemins de fer ottomans fait construire une annexe près d'une gare, en pleine campagne. Le propriétaire voisin prétend que le bâtiment est à moitié élevé sur son terrain. La limite est mal tracée et, d'ailleurs, les quelques mètres contestés valent 10 à 15 francs au plus; le Turc en demande 10,000. La Compagnie fait enlever la construction; n'importe, le juge la condamne à payer 3,000 francs au propriétaire, comme indemnité. C'est de bonne guerre. Le butin sera partagé, et le juge en aura la plus grande part.

La compagnie anglaise qui a construit le chemin de fer funiculaire reliant Galata à la rue centrale de Péra, a acheté un grand terrain sur la place où se trouve la gare supérieure. Elle compte y bâtir de belles maisons, avec boutiques vastes et élégantes au rez-de-

chaussée. Ce sera un embellissement très désirable, car il n'y a point de riches étalages à Péra. La municipalité a trouvé un moyen ingénieux de rançonner la compagnie. Elle a mis en vente sur la place une bande de terrain de 2 mètres de large, masquant tout l'emplacement appartenant au funiculaire. Un Arménien l'a achetée 40,000 francs. Le marché n'est pas ratifié; on attend une offre supérieure de la compagnie, qui y perdrait beaucoup plus.

Le capitaine du port exige plusieurs cartes de libre parcours sur les chemins de fer ottomans. On ne peut lui en accorder qu'une; il se fâche et interdit aux navires l'accès de l'embarcadère de la gare sur la Corne-d'Or; il a fallu composer.

On construit des grues, à cet embarcadère, pour décharger les navires. Les *hamals* (porteurs) s'ameutent; ils entourent les grues avec leurs femmes, qui crient qu'on les ruine. Le sultan est le protecteur de la corporation des *hamals;* il défend qu'on les éloigne de force. Les grues sont abandonnées. Mais on y applique la vapeur; cette force mystérieuse déconcerte les opposants, la résistance s'évanouit. Ce n'est pas l'autorité qui est venue en aide aux Occidentaux.

Un prélat catholique se rend à Andrinople, avec ses coadjuteurs et sa suite. Il prend place majestueusement dans le compartiment réservé, mais refuse de payer les billets, prétextant qu'il voyage pour une œuvre pie. On n'ose l'expulser de force; mais on envoie le compte. On n'a pu en obtenir le paiement. La légalité, le droit sont des mots qui, ici, n'ont aucun sens.

La débauche vénale s'exerce ouvertement et sans

vergogne ; mais c'est dans le quartier franc, à Galata, qu'elle a ses antres, très semblables aux *fornices* de Rome. Ce sont des rez-de-chaussée voûtés, occupant des rues entières, non loin de l'embarcadère des caïques. Deux ou trois femmes, parées des couleurs les plus voyantes, occupent chacune de ces voûtes. Elles sont assises devant une portière qui dérobe le fond du local aux yeux du public. Rien de pareil n'existe dans le quartier turc, à Stamboul ; mais là le poison joue encore un grand rôle dans le règlement des affaires de famille. On supprime les enfants soit avant leur naissance, par des drogues abortives, soit après, par des substances toxiques. Le docteur Y... disait à l'économiste anglais Senior : « J'évite les maisons turques, pour ne pas connaître trop d'affreux secrets : c'est tantôt une femme empoisonnée par une rivale, tantôt une fille qu'on ne veut pas élever ou un fils qu'on fait disparaître pour avantager son frère. » L'infanticide est très fréquent. La police n'y fait nulle attention. Il y a même, me dit-on, une expression reçue pour le désigner : « L'enfant pleurait ; maintenant il repose. »

— J'assiste au selamlik, c'est-à-dire à la visite que le sultan fait, chaque vendredi, à la mosquée. Abdul-Hamid craint, dit-on, d'être la victime d'un attentat, comme l'ont été ses deux prédécesseurs, l'un assassiné à coups de ciseaux, l'autre enfermé comme aliéné. On ne sait jamais d'avance à quelle mosquée il compte se rendre ; mais maintenant, il va le plus souvent à la petite mosquée de Médidjé, près de Béchik-Tach, parce qu'elle est située immédiatement au-dessus de sa résidence d'Ildiz-Kiosk.

Grâce à la bienveillance de Raghib-Bey, premier secrétaire du sultan, j'ai obtenu une très bonne place dans un corps de garde qui fait face à la porte de la mosquée où descendra Abdul-Hamid. Je me trouve entouré de généraux et d'amiraux turcs, dont les uniformes sont couverts de lourdes broderies d'or et de décorations. Ils sont petits, gras et lourds. Parmi eux se tiennent, appuyés sur leurs épées, les trois officiers prussiens appelés ici pour donner leur avis sur l'organisation de l'armée. Ils sont grands, élancés, très raides, avec des barbes blondes ou rousses en éventail ; on dirait les héros des Nibelungen à la cour d'Attila. L'orgueil, le sentiment de leur supériorité, le dédain pour tout ce qui les entoure, se trahissent dans chacun de leurs mouvements et de leurs regards. A côté d'eux, se trouve le comte Szechenyi, qui a admirablement organisé le service des pompes à incendie, si important dans une ville où le feu se déclare très fréquemment et consume des quartiers tout entiers. Je cause avec lui de son frère Béla, que j'avais rencontré à Pesth, en 1867. Il était alors le plus charmant cavalier de la Hongrie. Je le vois encore, le jour du couronnement, suivant l'empereur dans son ravissant costume de magnat. Veuf d'une femme idéalement belle, il n'a cessé de voyager depuis qu'il l'a perdue, et il a pénétré au centre de l'Asie, dans des régions presque inconnues. On me fait remarquer aussi Mavroyeni-Pacha, médecin grec très distingué, spécialement attaché au service du sultan.

Deux des fils du sultan, âgés l'un de 15, l'autre de 12 ans, et portant déjà l'uniforme, viennent prendre place dans un appartement réservé. Une voiture de

gala qu'entourent des eunuques est venue s'arrêter près de l'entrée de la mosquée. Elle renferme une femme dont on aperçoit les traits fins et les yeux brillants, à travers un voile transparent. On dit que c'est la favorite du moment. Des soldats de ligne font la haie ; leur uniforme bleu foncé paraît neuf. Le maître croira que toute son armée en a de semblables. Un piquet de cavalerie légère débouche sur la place ; puis des officiers tout chamarrés d'or, et enfin une calèche ouverte, très simple, où est assis le sultan, accompagné d'un seul aide de camp. Sa figure est d'un bel ovale, pâle, avec des yeux noirs très mélancoliques et une barbe noire élégante et fine.

En voyant le maître absolu de tant de belles provinces ruinées et dépeuplées par un détestable gouvernement, je songe qu'il suffirait de sa volonté pour leur rendre une partie de leur ancienne prospérité. Mais non ! son air abattu, sa démarche affaissée, son regard triste et résigné font comprendre que jamais il n'aura l'énergie qu'il faudrait pour mettre fin à tant d'abus.

— Déjeuner à Therapia, à l'ambassade de France, chez M. de Noailles. Vaste maison à la turque, aux bords mêmes du Bosphore, dont on entrevoit les ravissants aspects, par les grandes fenêtres ouvertes. Le jardin qui s'étend derrière la résidence, jusqu'au haut de la colline, est rempli d'arbres magnifiques. Mais au milieu de cette nature splendide, Mme de Noailles regrette son habitation de Rome ; il est vrai que c'était le palais Farnèse, la plus belle demeure du monde. Je me rappelle une soirée intime donnée à M. de Lesseps, dans la galerie des Carraches. Quelle mer-

veille d'architecture et de peinture et quelle différence avec le carton-pierre et les dorures café-concert des palais du sultan! J'apprends par M. de Noailles que lord Dufferin, que j'ai connu à Londres, n'est pas encore revenu d'Angleterre. Je le regrette; lord Dufferin n'est pas moins éminent comme économiste que comme diplomate et écrivain.

En ce moment, c'est l'Allemagne qui a tout à dire dans les conseils du sultan. Il vient de lui faire don, à Therapia, d'un grand parc tout rempli d'ombrages séculaires, qui s'étend de la rive du Bosphore jusque loin sur la hauteur. On y construira la résidence d'été de l'ambassade allemande. Déjà son palais à Péra, surmonté aux quatre coins d'aigles gigantesques, domine de haut ceux de la Russie et de la France. M. de Bismarck pousse énergiquement le sultan dans la voie des réformes; il n'obtient rien, pas plus que ses officiers, qui, dégoûtés des résistances invincibles qu'ils rencontrent, veulent, dit-on, s'en aller. Le chancelier de fer est vaincu par Sa Majesté Baksich. Un boulet d'acier s'amortit contre des balles de coton.

Quand le sultan est très satisfait de l'un ou de l'autre de ses favoris, il lui fait cadeau d'une grande terre ou d'une belle maison. Comment en a-t-il toujours à distribuer? Rien de plus simple : il reprend celles qu'il a données ou en confisque à sa convenance. N'est-il pas le maître souverain? Nul n'est assuré ni de son sort, ni de sa propriété.

— Ravissante journée aux Iles des Princes, au milieu de la belle mer bleue et dans un air d'une pureté admirable. Prinkipo ressemble à Capri, moins les étonnants escarpements du Monte-Solaro et du Salto

di Tiberio. Mais près du village, des deux côtés de la route, qui fait le tour de l'île, s'élèvent, au milieu de ravissants jardins, d'élégantes villas, où Grecs et Arméniens riches viennent en villégiature l'été. Du haut de la pointe la plus élevée de l'île, où s'élève une vieille église, on a une vue merveilleuse sur Constantinople, le Bosphore et les montagnes bleuâtres de l'Asie. La végétation est tout autre que sur la terre ferme. Les pins d'Alep, les térébinthes garnissent les hauteurs, et les oliviers, le pourtour du rivage; mais ni oranger, ni palmier. Nous dînons dans un bon hôtel, sur une terrasse qui domine une pente raide toute couverte d'arbrisseaux verts, jusque dans la mer azurée, où se mirent les cabines de bain. Des dames élégantes parlent tour à tour et également bien le français, l'allemand, l'anglais et le grec. Ce sont des Arméniennes. Tout le monde ici est polyglotte.

— A un déjeuner que m'offre notre ministre, M. de Bartholeins, je rencontre M. Smythe, de la Banque ottomane, qui cause de tout avec infiniment d'esprit. Il me semble partager les idées émises depuis par un autre financier éminent, M. Vincent Caillard, dans la *Fornightly Review* (décembre 1885), où il réclame une large part de *self government* pour les populations chrétiennes.

— L'impression que m'a laissée ce que j'ai pu remarquer à Constantinople est triste. La vue de tout le mal qu'a fait la détestable administration turque m'avait profondément irrité; ici, je me sens pris d'une vive commisération. Voici une nation douée de qualités viriles et nobles qui se meurt. Dans l'his-

toire, on parle de la décadence et de la mort des empires. Je n'avais jamais bien compris le sens exact de ces grands mots. Dans toute l'Europe, nous apercevons les preuves d'un progrès prodigieux et général, et il nous semble que telle est l'évolution de croissance naturelle aux peuples. A Cologne, le long du Rhin, à Wurzbourg, à Vienne surtout, j'avais vu s'élever des boulevards splendides, des quartiers entiers de maisons élégantes et confortables, des monuments publics de toutes sortes, créés par le concours des millions et des arts techniques les plus perfectionnés : églises, musées, universités, théâtres, instituts, palais, parlements ; et dans cette magnifique capitale, que l'on prétend devoir devenir, un jour, le centre du monde civilisé, je trouve, au milieu de la misère de tous, particuliers et gouvernants, les monuments anciens qui tombent en ruines, les maisons qui s'écroulent, les gens qui meurent de faim, le désert qui se fait comme dans les provinces. La question essentielle que tout historien devrait se poser et résoudre est celle-ci : Quelles sont les causes qui produisent le progrès ou la chute des États ?

J'entre dans Constantinople par le chemin de fer, qui, depuis Jedi-Koulé, les Sept-Tours, jusqu'à la gare centrale, au bord de la Corne-d'Or, traverse la ville sur un espace d'environ huit kilomètres, en longeant les anciens murs, qui plongent dans la mer. Des deux côtés, on ne voit que maisons délabrées ou à moitié tombées. La longue trouée où passe la voie a abattu des centaines d'habitations ; la Compagnie les a payées ; mais l'État, qui expropriait, n'a, dit-on, rien donné aux propriétaires ; le sultan ne dispose-

t-il pas de ce qui appartient à ses sujets? L'un de ces expropriés, avec qui je voyage, envoie depuis dix ans des réclamations aux ministres qui se succèdent; malgré de hautes protections, il n'obtient rien! Il y aurait trop à payer à tant de monde. Tout le long des murs d'enceinte, et surtout à l'abri de leurs voûtes, se sont logés, sous des planches, sous des nattes, sous des branchages, des milliers de malheureux sans abri : on dirait des nids d'hirondelles. On aperçoit les enfants tout nus et les femmes cachées sous des guenilles; car ce sont des familles turques qui sont réduites à ce dernier degré du dénûment.

Je visite cette pointe du sérail et ce vieux palais des sultans dont M. de Amicis a décrit les merveilles. C'était jadis un admirable parc, où, sous l'ombrage de cyprès séculaires, se succédaient les kiosques dorés, les bains de marbre, les retraites du harem, les pavillons de style mauresque, des édifices somptueux pour les différents services. De toutes ces splendeurs, ravagées par les incendies, et successivement abandonnées aux injures du temps, il ne reste presque plus rien : une belle allée de platanes, des murs nus entourant des jardins remplis de choux et d'artichauts; le Tchinili-Kiosk, ravissant édifice de 1466, qui a été conservé parce que M. Reinach y a classé et catalogué le musée des antiques; le bâtiment où se conserve le trésor impérial et la Porte Auguste, le *Bab-Humaioun*. L'un de ces carrés de légumes a été transformé en jardin botanique à l'usage de l'école de médecine. J'y vois une foule d'étiquettes, mais presque point de plantes; elles ont été pourtant commandées et payées plus

d'une fois. Les employés n'ont reçu que deux mois de leur traitement, payables en *havalés* (chèques) sur la dîme des moutons en Arménie ; ils n'ont pas de quoi vivre. Près de la Porte, la ravissante fontaine du sultan Ahmed n'a plus d'eau, et la toiture, percée à jour, livre passage à la pluie et à la neige, qui bientôt feront pourrir ce joyau de l'architecture orientale. Elles n'ont plus de sens, les touchantes paroles qui s'y trouvent inscrites, en mosaïques d'or et d'azur : « Ouvre la clé de cette source ; en invoquant le nom de Dieu, bois de cette eau intarissable et pure, et prie pour le sultan Ahmed. » Dans son voyage à Constantinople, en 1681, le voyageur français Grelot rapporte qu'il y avait alors, dans cette ville et dans ses faubourgs, 5,935 fontaines, autour des mosquées et ailleurs. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

Sainte-Sophie est le plus bel édifice religieux que j'aie vu. Saint-Pierre de Rome et toutes les églises qui l'imitent, Saint-Paul à Londres, Sainte-Geneviève à Paris, Saint-Isaac à Pétersbourg, sont issus d'une gageure de Michel-Ange, qui voulait élever le Panthéon dans les airs, sur la nef d'une basilique : le vaisseau paraît plus petit qu'il n'est en réalité, et pour contempler la coupole, il faut se croquer le cou en regardant en l'air ; d'aucun point on n'embrasse l'ensemble. Au contraire, la voûte colossale et sublime de Sainte-Sophie apparaît dès l'entrée, dans sa simplicité et dans sa majesté. Pourquoi les architectes n'ont-ils pas plutôt copié ceci ? Ce chef-d'œuvre de l'architecture ancienne menace de s'écrouler ; les contreforts sont ébranlés ; des crevasses se forment ; les mosaïques tombent en débris, que l'on vend aux touristes. Quelle

désolation! Les monuments de l'Égypte et de la Grèce peuvent durer, même abandonnés par les hommes, parce que les matériaux ont une assiette rationnelle et immuable. Ceux de la décadence romaine, comme les cathédrales du moyen-âge, sont des défis à l'équilibre; ils exigent des soins constants pour les défendre contre les éléments et contre l'action des lois de la pesanteur. Si les revenus des mosquées continuent à s'amoindrir et la foi à s'attiédir, les mosquées s'écrouleront, au milieu de la misère et de l'indifférence générale. Qui donc, en Orient, a le respect des anciens monuments?

Contre les parois extérieures de Sainte-Sophie et des autres édifices du culte, sont disposés des auges en marbre blanc, avec une longue file de robinets en bronze, pour les ablutions; l'eau n'y vient plus; les aqueducs sont rompus, les conduites coupées, et personne ne songe à réparer. Le seul aqueduc qui donne de l'eau aujourd'hui est celui de Constantin. Tout autour de Sainte-Sophie et de l'Atmeidan, la place publique la plus renommée, l'ancien hippodrome, où s'élèvent encore l'obélisque de Théodose et l'antique colonne Serpentine, qui provient du temple de Delphes[1],

[1] Cette colonne Serpentine est le monument le plus respectable de l'antiquité grecque. « C'est, dit Alfred Rambaud, ce fameux dragon que le Lacédémonien Pausanias, généralissime des Grecs, consacra dans le temple d'Apollon, à Delphes, en mémoire de la grande victoire de Platée, avec le produit des dépouilles enlevées à l'armée de Xerxès. On peut lire encore, sur les spirales du triple serpent, une antique inscription, énumérant les noms des trente-six peuples grecs qui avaient fourni leur contingent pour la grande bataille, depuis la petite ville de Mycènes, qui n'a pu amener que 80 hoplites, jusqu'à la puissante armée de Sparte, qui a su mettre en ligne 40,000 guerriers. Byzance hérita de Delphes, et le glo-

c'est-à-dire en plein centre de Stamboul, on voit de nombreux endroits couverts des débris de maisons écroulées; personne ne songe à les rebâtir. Cependant, la situation est excellente, et le terrain devrait être très recherché. Non loin de là se trouve la citerne des Mille Colonnes, le *Bin-Bir-Derek*. Elle est bien plus grande que la *Piscina mirabilis* de Misène. Colossale, soutenue par des centaines de colonnes antiques, elle suffisait pour donner de l'eau à l'immense population de Byzance. On y pénètre par les pierres amoncelées d'une voûte écroulée, et quelques pauvres femmes y dévident de la soie. Il y a encore la citerne Basileia, en turc *Yérè-batan-Seraï*, c'est-à-dire le « Palais sous terre ». Les empereurs grecs en avaient fait construire plus de vingt dans les différents quartiers. Toutes sont à sec ou même remplies de terre, et la ville manque d'eau pour boire, pour les rites religieux et pour éteindre les incendies. Autour des mosquées se groupent ces jolies constructions à coupoles, les médressés, où vivent les étudiants en théologie qui apprennent à enseigner le Koran. Les ais des fenêtres sont pourris, les carreaux de vitre manquent, le plomb des petites coupoles a des éraflures ou a été volé; le vent et l'eau entrent de toutes parts; beaucoup sont devenus inhabitables.

Je visite les nouveaux palais construits des deux côtés du Bosphore, celui de Dolma-Bagtché et celui de

rieux trophée passa de l'ombre du sanctuaire, où la Pythie rendait ses oracles, sur la *Spina* de l'hippodrome, et toujours le dragon, de sa triple tête, soutenait le trépied, et sur le trépied s'élevait la statue d'Apollon. Aujourd'hui, il n'y a plus ni statue, ni trépied, ni têtes. » (*Revue des Deux Mondes*, 15 août 1871.)

Beyler-Bey. Ils font un effet ravissant, reflétés par les eaux pures du Bosphore; mais ils n'ont point de style; les matériaux sont de détestable qualité : au lieu de marbre ou de pierre de taille, on a employé le stuc et le plâtre; il faudrait donc beaucoup d'entretien, et il fait complètement défaut. On vient d'y préposer le chef des eunuques, alors qu'un architecte et un bon ingénieur ne seraient point de trop! Aussi on aperçoit partout des traces d'infiltration. Au jardin d'hiver de Dolma-Bagtché, les vitres sont brisées, les colonnes ont perdu leur aplomb; la décomposition commence. La décoration intérieure de ces palais si vantés a coûté un total inouï de millions; elle ressemble à celle des cafés genre mauresque de Paris ou de Vienne, mais d'un goût très inférieur. Ces résidences sont complètement abandonnées. Le sultan Abdul-Hamid habite Iildiz-Kiosk, sur les hauteurs, entre deux immenses et affreuses casernes jaune safran, qui déshonorent la vue si belle de Dolma-Bagtché. Là seulement il se croit à l'abri des complots. Quand deux de ses ministres semblent trop bien d'accord, il s'imagine qu'ils conspirent pour le détrôner.

— Je cause avec un officier turc instruit, qui a vécu à Paris : il a reçu deux mois de solde sur huit. Heureusement qu'on lui donne ses rations de riz, de viande, de café, de pain et même du drap pour ses habits; sinon, il ne lui resterait qu'à mendier. Mais quelle occasion de malversations et de vols que ces fournitures en nature! Si l'on veut bien saisir ce que renferme de souffrances pour tous une crise économique, c'est ici qu'il faut venir. Les employés, les militaires même ne sont plus payés; l'argent qui

arrive des provinces est pris par les créanciers étrangers; les marchands ne vendent plus, et les ministères sont assaillis d'hommes, de femmes surtout, qui réclament ce qui leur est dû en pleurant et en gémissant. On dirait les lamentations au lit d'un mourant. C'est navrant.

On me raconte un apologue qui peint la misère générale. A la fête du Baïram, tout bon musulman fait des largesses à tous ceux qui l'entourent et ordonne quelques fins repas. On félicite un effendi qui passe pour riche sur les plaisirs que lui procurera le Baïram qui approche. « Hélas! répond-il, j'ai chez moi une grande armoire qui, la veille de la fête, était naguère remplie d'objets de prix, pour les cadeaux, et de fins morceaux pour les repas. Hier, je l'ouvre : elle était vide, et une souris y grignotait une vieille croûte de pain. J'appelle mon chat, pour que lui, au moins, ait un bon morceau. Il regarde, pousse un miaulement et refuse de prendre la souris. Je compris pourquoi : elle était trop maigre. »

Dans sa dernière course à Constantinople, M. de Blowitz a eu le rare honneur d'avoir avec le sultan une conversation intime, et il en conclut qu'Abdul-Hamid est intelligent, et, ce qui vaut mieux encore, très disposé à entendre la vérité et à faire le bien. Toutefois, malgré son dévouement à la Turquie, l'éminent correspondant du *Times* avoue que la situation de l'empire est mauvaise, et il l'attribue à sept causes différentes : le *baksich*, le *havalé*, le *harem*, les *vakoufs*, l'absence de routes, la dette flottante et la mauvaise foi de l'Europe. Je demande la permission de renvoyer au livre de M. de Blowitz pour les

détails, qui sont à la fois piquants et pris sur le vif. Je citerai seulement ce qu'il raconte du baksich :

« Oui ! le sultan Baksich atteint parfois aux limites extrêmes du grotesque, mais de ce grotesque sombre qui consiste à mourir dans la convulsion d'un éclat de rire. Débarquez au port de Moudania, et prenez la route de Brousse. A droite et à gauche, vous verrez des quantités de rails saisis par la rouille ; puis, tantôt sous un hangar ouvert à tous les vents, tantôt en plein air et couverts de bâches déchirées, noircies, pourries, des locomotives, des tenders, des wagons. Vous vous arrêtez, vous regardez, vous cherchez la voie ferrée, au moins le tracé de la voie, le *piquetage* en dernier lieu... rien ! rien ! rien !

« Vous vous croyez fou, ou sous le coup d'une hallucination. Mais votre compagnon vous explique ce que vous prenez pour la folie du rêve : « C'est le sultan, vous dit-il. »

— « Quel sultan ? »

— « Le sultan Baksich. Quand on a décidé de construire en régie un chemin de fer de Moudania à Brousse, tous ceux qui pouvaient y avoir une part se sont hâtés de commander des rails, des wagons, des locomotives et des tenders, car sur tout ce matériel il y a à recevoir des baksichs. Mais, dès qu'il s'est agi de piqueter, de tracer et de construire la ligne, comme ni les ingénieurs qui faisaient les plans, ni les piquetiers, ni les terrassiers, ni les riverains de la ligne projetée ne donnaient de baksichs, on ne s'en est plus occupé ; on s'est borné à l'achat du matériel, on a mis le baksich dans la poche, le matériel dans les champs, et aujourd'hui que le baksich qu'on

a touché est dépensé et que le matériel pourrit dans la campagne, on songe à se défaire de celui-ci, sans penser à achever la ligne, et on fera, pour le revendre, l'opération du baksich en sens inverse, de telle façon que, acheté et revendu, il ne rentrera dans les caisses du trésor pas un sou des sommes insensées qui en sont sorties pour payer le matériel d'un chemin de fer qui n'a jamais existé. »

« A l'encontre de cette ligne russe qui marchait et sur laquelle on avait volé 113 kilomètres de voie, ici on aura volé le matériel de la ligne tout entière.

« Mais si l'on veut mettre le comble à cette fantaisie, il faut lire, à la page 45 du rapport adressé par S. Exc. Hassan-Femi, ministre des travaux publics, le 24 mai 1880!!! la phrase homérique suivante : « Ligne de Moudania à Kara-Keui, par Brousse. Longueur, 160 kilomètres; coût total : 6 millions 960,000 livres turques (environ 160 millions de francs). Cette ligne est à peu près terminée entre Moudania et Brousse. Elle est à voie étroite, etc. »

« Oui, certes, elle est à voie étroite! Si étroite même qu'un chameau, qui peut passer par le trou d'une aiguille, ne passerait pas par cette voie-là, dont le ministre des travaux publics actuel disait, il y a trois ans et demi, qu'elle était *à peu près* terminée. Elle était décidée sur le papier, le matériel devait être commandé par ordre du sultan Baksich, par ordre duquel il sera revendu, et voilà tout.

« Il y a des milliers d'histoires de ce genre sur le sultan Baksich. Demandez pourquoi, dans le fond de la Corne-d'Or et ailleurs, vous voyez de magni-

fiques cuirassés désemparés; on vous dira que les matelots et les officiers de marine ne fournissant pas le baksich, le sultan de ce nom n'a ordonné que l'acquisition des corps et ne les a pas armés. Demandez pourquoi dans la tour de Top-Kana ou Top-Hané il y a six gros canons Krupp, que le sultan Baksich a fait payer à des prix exorbitants et qui sont couchés par terre : on vous dira que les affûts ne devant rien lui rapporter, il a fait acheter les canons et les a fait jeter par terre. Demandez... mais il faut s'arrêter pourtant! Vous rappelez-vous seulement cette jolie histoire que Méhémet-Ali, de joyeuse mémoire, m'a racontée au congrès de Berlin? « Il commandait à Sarajevo. Un paysan des environs arrive, apportant sur quatre chevaux quatre charges d'avoine pour la cavalerie de la garnison. Il délivre l'avoine; on lui remet un reçu. Il passe huit jours à aller de reçu en reçu et de baksich en baksich pour hâter le paiement. A la fin des huit jours, il n'avait plus ni avoine, ni chevaux, ni sou. Il avait tout laissé entre les mains du sultan Baksich; il avait insulté le dernier employé; on l'avait mis en prison et c'est de là que Méhémet-Ali le fit tirer, pour le rapatrier aux frais du trésor. »

J'ai noté en Égypte, lors de mon voyage pour assister à l'inauguration du canal de Suez, de nombreux faits du même genre. On avait persuadé au khédive qu'il fallait labourer les terres de ses immenses domaines avec des charrues à vapeur. Il en avait fait venir un certain nombre, dont la commande et le paiement avaient favorisé une abondante distribution de baksichs. On laboure en Égypte aussitôt après

que les eaux du Nil se sont retirées. Aussi les charrues à vapeur descendaient dans le sol encore ramolli par l'eau. J'ai vu le long du Nil, en divers endroits, les charrues et leurs câbles en fil de fer abandonnés et dévorés par la rouille.

On avait démontré au khédive que l'eucalyptus est un arbre précieux pour l'Égypte. Aussitôt il en commande plusieurs centaines de mille. Quand les eucalyptus arrivent, on ne sait qu'en faire, et on les laisse rôtir par le soleil. Le but principal était atteint : les baksichs étaient empochés.

On montrait au Caire une très jolie femme qu'on appelait la Dame-à-la-Graisse, quoiqu'elle eût une tournure charmante. Mais le khédive avait accordé à son mari, sous forme de baksich, une fourniture considérable de graisse de voiture pour le chemin de fer, dont on n'avait pu faire nul usage.

J'emprunte aux journaux (déc. 1885) le fait suivant : « Smyrne. — La dérivation du cours de l'Hermus pouvait se faire, en sauvant le port de Smyrne, sans léser les intérêts du fisc et des particuliers, ce qui sera la conséquence fatale du projet actuel. Il n'y avait qu'à faire cuver une partie de l'ancien lit du fleuve, sur quatre à cinq kilomètres de distance, pour unir les deux extrémités de l'ancien canal et amener les eaux du fleuve à l'entrée du golfe, en face de Kara-Bournou. De la sorte, on aurait dépensé seulement 2,000 livres turques, au lieu de 15,000, somme que nécessite le projet actuel. En outre, le projet actuel a pour résultat immédiat la ruine de la plaine de Ménémen et la destruction des salines de Phocée, qui rapportent annuellement 5 à 600,000 livres

turques, et qui n'existeront plus dans trois ans. En effet, ces salines se trouveront alors à l'embouchure du nouveau lit du fleuve. Là existe une grande quantité de terres marécageuses dont un particulier est devenu propriétaire — aussitôt que le plan du nouveau cours de l'Hermus a été arrêté, en vertu d'un titre pour lequel il a été payé quatre piastres, la valeur du coût d'un titre officiel. Cet individu serait, dit-on, le prête-nom de certains gros bonnets qui tentent une vaste spéculation. On a calculé qu'en trois ans, ces marécages seraient recouverts d'une couche de limon de 50 centimètres et qu'ils pourraient être alors livrés à la culture. Ils vaudraient ainsi de 4 à 5 livres le *deunum*, ce qui donnerait aux spéculateurs un bénéfice de 150 à 200,000 livres turques. »

Je vois gisant, sur un terrain vague, le long du Bosphore, près du palais de Dolma-Bagtché, des fragments de marbre blanc, admirablement fouillés en arabesques, style de l'Alhambra. Ce n'est pas une ruine; car les arêtes des sculptures sont nettes et les cassures récentes et très blanches. Ces marbres étaient, me dit-on, destinés à un bain pour le sultan. On les a débarqués, puis l'argent a fait défaut; les baksichs étant épuisés, nul ne s'en est plus occupé.

A côté de ces plaies, pires que celles de l'Égypte, parce qu'elles sont plus durables, il y en a bien d'autres; et tout d'abord, la « procrastination » et l'indifférence dégénérant en torpeur. « Si j'avais à composer une devise pour la Turquie, disait M. Baker, je proposerais celle-ci : Il n'y a qu'un Dieu, et le baksich est son prophète — et *Jarin*, à demain. » Cette lenteur à se décider et à agir est sans doute une force pour

les diplomates et les ministres de la Porte; sir Drummond Wolff vient d'en faire l'expérience. Mais dans certaines maladies, l'inaction conduit à la mort. Le sultan pourrait emprunter à M. de Bismarck le mot russe : *Nitschewo* (Ce n'est rien), gravé dans une bague de fer, que le chancelier ne quitte jamais.

En 1862, M. de Bismarck, ministre à Saint-Pétersbourg, est invité à une chasse impériale. Il se méprend sur le lieu du rendez-vous, et il est obligé de prendre une charrette de paysan. « Les chevaux sont bien faibles, » dit-il. Le cocher répond : *Nitschewo* et part. « Mais nous n'avançons pas ! » — « *Nitschewo.* » — « Allons donc plus vite ! » L'attelage part au galop, mais le frêle équipage verse et se brise. —*Nitschewo,* dit le paysan. —Bismarck ramasse un morceau du fer de l'essieu et s'en fait forger une bague où est gravé le mot qui, d'après lui, résume la Russie. Quand il raconte l'incident, il ajoute : « Mes bons Allemands me reprochent d'avoir trop de patience avec les Russes; ils devraient savoir que je suis seul en Allemagne, dans ces moments critiques, à dire ce mot : *Nitschewo,* tandis qu'en Russie, 100 millions d'individus le répètent à chaque instant. » Combien cela est plus vrai en Turquie ! Voici, par exemple, comment se passe, m'a-t-on dit, une séance du conseil des ministres : Le sultan est censé y assister. Mais sa dignité l'oblige à rester dans une chambre voisine, et l'un de ses secrétaires vient, à chaque instant, lui rendre compte de la discussion. Les ministres craignant tous d'être disgraciés par le maître ou trahis par leurs collègues, leur seule préoccupation est de ne pas se compromettre. « La question est très grave, dit le président du con-

seil ; on est d'abord tenté d'adopter l'affirmative, mais que d'objections se soulèvent ! » — Chacun à son tour prend la parole, et expose avec une égale éloquence le pour et le contre. Le débat se prolonge, nul ne conclut ; le conseil finit par décider qu'il s'en remet à la sagesse de Sa Majesté. Celle-ci, grâce à la douce influence de la nicotine, jouit des béatitudes du kef. Cette discussion sans issue l'ennuie et l'écœure. « *Jarin,* à demain, » dit le sultan, et il va faire une visite à son harem. L'esquisse qu'on me fait est-elle exacte de tout point? Évidemment, un maître absolu devant qui tout le monde tremble, à qui nul n'ose dire la vérité et qui, par conséquent, ne sait rien d'une façon précise, doit être si peu propre à conduire une barque assaillie de toutes parts, sur une mer inconnue, qu'il n'a point tort de se mouvoir le moins possible et de répéter, avec les lymphatiques : *Quieta non movere.*

Un des grands vices du système parlementaire, tel qu'il est pratiqué en certains pays, est le changement trop fréquent de ministère. En Turquie, ce mal est à son comble. Ainsi, de 1876 à 1881, dix-huit cabinets se sont succédé. En 1881, Vefvik renverse Saïd et devient grand-visir. Le lendemain, il est renversé à son tour par Saïd, qui revient triomphant. Les caprices du despotisme sont donc encore infiniment plus funestes que les coalitions et les intrigues des partis politiques.

Autre fléau : la monnaie est rare et le système monétaire est dans un état de confusion pire qu'au moyen-âge. On a supprimé à la fois les billets de banque, les *caimés*, et le billon de cuivre, l'instrument

des grands et des menus paiements. De livres turques en or de 22 fr. 50 c., on n'en voit guère ; ce qui vous passe par les mains, outre quelques *medjidiés* de 20 piastres, ce sont d'immenses et sales disques en métal blanc, des *altiliks,* des *bechliks* et des piastres, dont la valeur relativement à la livre varie sans cesse. Aussi voit-on dans chaque rue des nuées de changeurs auxquels tous, et les gens du peuple surtout, doivent recourir pour régler les petits achats. Le remède à ce mal intolérable, qui entrave les transactions et favorise les gains illicites, a été indiqué par un économiste spécialement compétent, M. Ottomar Haupt. Il consiste à faire du billon de nickel et de bronze, comme en Suisse ou en Belgique. Mais on ne fait rien. *Nitschewo,* qu'importe? *Jarin,* à demain.

Mais voici qui est plus grave encore. La Turquie se meurt d'anémie, parce que ses créanciers la saignent à blanc, aux quatre membres. Le revenu total est estimé, pour 1883, à 15 millions de livres turques, dont beaucoup de rentrées ne se font pas, et la dette prélève 5 millions. Le conseil d'administration de la dette extérieure a mis la main sur les recettes du tabac, du sel, des spiritueux, du timbre, des pêcheries, des soies et sur le tribut de la Roumélie et de Chypre. D'autres emprunts emportent le tribut de l'Égypte. Chaque année, pour se procurer un peu d'argent comptant, la Porte abandonne une source de revenu. Hier encore, afin d'obtenir 800,000 livres turques destinées à entretenir les troupes qu'elle réunit en ce moment, elle a donné en gage à la maison Wilson les recettes du chemin de

fer Smyrne-Kassaba (1). Ce n'est plus là le gouvernement d'un État, c'est la liquidation permanente d'une faillite. Autrefois, les besoins étant moindres, les rentrées étaient irrégulières et la perception assez indulgente. Maintenant, les exigences impitoyables d'une comptabilité rigoureuse, à l'européenne, mettent en mouvement la dure et informe machine du fisc musulman, qui écrase le contribuable. La Porte se trouve dans une situation intenable. Elle n'a pas, il s'en faut, un revenu net de 200 millions, moins que la petite Belgique, qui est neutre et n'a ni colonies, ni marine militaire, ni ennemis, et elle doit soutenir le rang d'une grande puissance, entretenir une forte armée, une flotte de cuirassés, une légion de grands

(1) Voici l'emploi avantageux et productif qui a été fait des produits de l'aliénation de cette excellente ligne de chemin de fer.

Nous lisons dans l'*Eastern Express :* « On sait que le reliquat de l'avance de 800,000 livres turques faite au Trésor impérial par la Compagnie des chemins de fer de Kassaba restait en dépôt à la Banque impériale ottomane. Le ministère des finances, dit le *Journal de la Chambre de Commerce,* vient de retirer plus des trois quarts de ce dépôt, dont une partie a servi au paiement de la première livraison de canons faite par la maison Krupp et une partie aux achats faits par le séraskiérat, et, enfin, 65,000 livres turques ont été versées à MM. Peabody, de New-York, en acompte d'un contrat d'armes fait avec la fabrique de ce nom. »

Ainsi, tout est dévoré par des armements, et cela sera à recommencer toujours, aussi longtemps que la Turquie n'aura pas donné satisfaction aux malheureuses populations qu'elle opprime et exploite. C'est ce que l'éminent financier, M. Vincent Caillard, voit clairement, lui qui réside à Constantinople ; aussi conseille-t-il à la Porte de s'entendre avec les Bulgares. (*Fortnightly Review,* déc. 1885.) C'est là le langage que devraient tenir tous les créanciers de la Turquie, s'ils comprenaient leur intérêt.

fonctionnaires et un souverain, qui coûte, au moins, 20 millions l'an, et, en outre, administrer un immense empire, soutenir de temps à autre la guerre contre un puissant ennemi, sans cesse comprimer l'insurrection de ses provinces et faire face aux convoitises de ses voisins. Maintenir debout une énorme masse toujours agitée de mouvements violents, sur une base trop étroite, qui se rétrécit et se dérobe, paraît un problème insoluble.

Ce qui empêche tout progrès, c'est le défaut de sécurité pour la propriété et les personnes. Je prends au hasard quelques faits dans mon carnet. Le directeur de la forêt de Bellova, appartenant aux Chemins orientaux, vient d'être enlevé par les brigands; il faut payer 150,000 francs de rançon. Une bande fouille le train au pied de la rampe de Dedeagatch, croyant y trouver le directeur général. Heureusement, il a retardé son voyage d'un jour, et il échappe. Je suis reçu par un haut dignitaire de la cour. Le sultan vient de lui faire cadeau d'un très beau domaine, non loin de la voie ferrée. Je demande quelques renseignements sur le système de culture. « Je n'ai pas encore visité ma propriété, me répond le personnage; le pays n'est pas très sûr. » Le département de l'agriculture veut organiser des fermes modèles; mais il n'ose faire résider ses élèves à la campagne. Un riche propriétaire me dit qu'il avait des terres en Thessalie. La nouvelle frontière accordée à la Grèce en a laissé une partie sous la Turquie; le reste, qui est devenu territoire grec, a doublé de valeur. Un riche banquier possède, aux portes de Constantinople, une magnifique ferme, complètement

ceinte d'un gros mur comme une forteresse ; les brigands y ont fait une brèche et ont emmené les buffles. Quelque temps auparavant, les habitants d'un village voisin sont venus mettre en culture une partie de ses terres ; il s'adresse au juge pour rentrer en possession. Le cadi lui fait entendre que ces pauvres gens n'ont pas assez de terrain. Il est forcé de transiger en leur cédant le quart de sa propriété. Il loue une partie de ce qui lui reste à des bergers, qui, la seconde année, ne payent plus le loyer convenu. Il veut les citer devant le cadi ; ce n'est plus le même, mais la réponse est semblable : Les malheureux n'ont que leurs moutons, voulez-vous les ruiner ? C'est du socialisme agraire, comme on le réclame pour l'Irlande. Rien de mieux ; seulement, c'est à dégoûter de la propriété.

Le Turc est naturellement très humain ; il a grand'pitié des pauvres et jamais il ne maltraite ni un chien, ni un cheval. Mais le système n'est pas fait pour encourager l'agriculture.

Ajoutez à toutes « ces plaies » la justice vénale, la succession incertaine, la perception inégale et arbitraire des impôts, et vous ne serez pas au bout de la litanie.

A tant de causes de décomposition, M. de Blowitz a trouvé un remède ; il l'a indiqué, et réformateurs et progressistes d'applaudir ! Il y a pour deux milliards de vakoufs ; qu'on les vende ! Avec le produit, on remboursera la dette flottante, on fera des routes, on payera bien les fonctionnaires, qui désormais seront tous intègres, et le pays refleurira ; partout couleront le lait et le miel. Quelle étrange illusion ! L'Espagne et

l'Italie ont vendu les biens ecclésiastiques ; l'opération a duré des années ; elle n'a pas préservé la première du déficit chronique, et ce n'est pas à elle que la seconde doit le *pareggio,* l'équilibre du budget.

Mais qui donc achèterait tous ces biens, au loin, au fond des provinces, que le brigandage rend inhabitables, alors que la terre reste en friche aux portes de la capitale et que le désert avance dans la plus belle région de l'empire, aux abords de la mer de Marmara et de la mer Égée?

M. de Blowitz suit la route qui conduit vers la forêt de Belligrade. « C'est à peine, dit-il, si les derniers échos de Constantinople viennent de s'éteindre, et l'on avance désormais, kilomètre par kilomètre, pendant des heures, dans une solitude nue, sans ombre, sans maison, sans chaumière, sans arbre, ni fleur, ni fruit. Un désert immense, renfermant des centaines de mille hectares de terre inculte, sauvage, abandonnée des hommes et presque de Dieu ; c'est invraisemblable ! » M. Albert Dumont visite les environs de Rodosto, beau port sur la mer de Marmara, et il écrit dans la *Revue des Deux Mondes* (15 juillet 1871) : « Le pays que nous traversons est désert, ce sont d'immenses plaines. La terre est grasse et fertile, mais on ne la cultive pas. De tous les côtés, les villages abandonnés indiquent une ancienne prospérité ; les habitants sont partis, les ronces ont tout envahi. Beaucoup de ces villages étaient encore peuplés il y a un demi-siècle, d'autres sont déserts depuis longtemps ; le cimetière seul est resté intact. » Sans l'obstination au travail du paysan bulgare, qui a continué à labourer malgré toutes les avanies et

tous les pillages, le reste de la Turquie d'Europe serait semblable à cette région-ci, principalement habitée par les Grecs. Qui donc voudrait acheter des biens d'Église dans un pays où le désert se fait si rapidement?

On a d'ailleurs essayé de vendre des vakoufs. Favoris et ministres les achetaient au cinquième, au dixième de leur valeur, c'est-à-dire pour rien. On a prélevé sur le trésor de Sainte-Sophie 12 millions de piastres, pour commencer un chemin de fer à Trébizonde; rien n'a été fait, et Sainte-Sophie se lézarde. Les vakoufs sont la seule partie de la richesse consacrée à des œuvres d'utilité générale; supprimez-les, vous hâtez la décadence. La vente faite, on leur donnera, dit-on, un revenu égal. Mais le prix de vente n'arriverait jamais au trésor, ni le revenu aux mosquées, aux écoles, aux fontaines. Il s'égarerait dans les poches sans fond des intermédiaires.

Il y a une objection d'un ordre supérieur, et qui touche au fond même du problème. En vendant les vakoufs, le sultan, chef des croyants, achèverait de tuer le sentiment religieux, déjà si ébranlé. C'est comme si le pape faisait mettre à l'encan les biens de toutes les églises et de toutes les communautés de la chrétienté. Or, tout l'édifice des sociétés musulmanes reposait sur la foi, qui donnait aux fidèles de l'islam l'honnêteté, la bravoure, la charité, le dévouement sans limites, qu'on rencontre encore dans les soldats soustraits au contact démoralisant de l'Europe. Dans les affaires publiques et privées, nous avons remplacé la vertu par des règlements, des lois écrites et des mécanismes de contrôle, si parfaits qu'ils font

de l'improbité un mauvais calcul. Les Turcs ne connaissent pas cette organisation, qui seule peut tuer le *baksich,* et ainsi l'antique bonne foi disparaissant, naturellement tout se détraque. Un fait semblable a été constaté chez les populations du Pacifique : on leur apporte notre civilisation ; elles en meurent.

Nous avons introduit en Turquie ces fléaux économiques, les budgets insatiables, les déficits permanents, la dette qui dévore tout et les impôts sans cesse croissants ; et en même temps les Turcs n'ont pas compris cette vérité élémentaire, que la poule ne peut pondre si on lui ôte sa nourriture et si on la moleste. Ceci me semble indiquer le vrai remède aux maux qui tuent l'empire ottoman et tous ceux qui lui restent soumis. Donnez aux provinces un régime de liberté et d'autonomie qui assure aux rayas la jouissance paisible des fruits de leur travail : ils cultiveront bien ; ils enrichiront le pays, ils rempliront le trésor, et la Porte, pour les opprimer et les comprimer, n'aura plus à livrer ses dernières ressources aux banquiers de Péra.

Qu'on y prenne garde : la chute de l'empire ottoman doit tenir à des causes très profondes. Elle a commencé à la défaite sous les murs de Vienne, en 1683, et depuis elle ne s'est plus arrêtée. La Turquie a perdu successivement la Hongrie, la Transylvanie, la Croatie, la Bessarabie, la Serbie, la Grèce, les Principautés, la Bosnie, la Bulgarie, la Roumélie, la Thessalie, Alger, Tunis, Chypre, Massouah, et aujourd'hui, avec le système de « l'occupation temporaire sous la suzeraineté du sultan », — une trouvaille, — l'amputation se fait si facilement, que le

tronc ne semble point la sentir, comme le répétait jadis Guizot et comme le disent, presque dans les mêmes termes, les deux chefs du seul pays qui ose s'exprimer franchement en cette matière, M. Gladstone et lord Salisbury ; la Porte doit assurer à ses provinces un gouvernement tolérable, sinon elle les perdra une à une, et le sultan n'aura plus qu'à se transporter en Asie.

— Voici la question capitale qui me poursuit sans relâche pendant que je visite cette cité étrange, où tout croule dans le lieu le mieux fait pour tout faire prospérer : La Turquie peut-elle être amenée à des réformes sérieuses?

Écoutons ce que dit à ce sujet un diplomate éminent, très dévoué à la Porte, sir H. Layard, qui a cru devoir, dans une lettre adressée au *Times,* dénier l'exactitude du tableau que j'avais tracé, dans la *Pall Mall Gazette,* des souffrances des Bulgares en Macédoine. Il avait naguère, comme ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, dépeint les désastreux effets du gouvernement turc avec des couleurs encore plus sombres. Dans une dépêche adressée à son gouvernement à la date du 27 avril 1880, après avoir décrit les abus, les malversations et la corruption générale, il s'exprime de la façon suivante :

« J'ai épuisé toutes les ressources de la diplomatie pour essayer d'amener le sultan et ses conseillers à comprendre le danger qui menace l'empire, en raison des faits que je viens d'exposer. J'ai employé toutes les formes de représentations, de remontrances et même de menaces pour les déterminer à mettre à exécution loyalement et complètement les réformes promises.

J'ai adressé des appels sans cesse répétés au sultan en personne. J'ai placé sous ses yeux, par écrit et sans aucune réserve, la situation de son empire et la désaffection de ses sujets, qui en était la suite. Je lui ai fait voir l'incapacité et la corruption de ses ministres et des hauts fonctionnaires. Je lui ai montré les conséquences inévitables de son refus de prêter l'oreille aux avertissements qui lui sont adressés : la perte des sympathies et de l'amitié de l'Angleterre et le démembrement futur de ses États, si les puissances se trouvaient forcées d'intervenir pour mettre un terme à l'anarchie qui existe et pour apporter quelque justice et un meilleur gouvernement aux populations qui souffrent sous son autorité. Jusqu'à présent, tout a été vain. Sa Majesté est toujours prête à faire des promesses, qui ne sont jamais remplies, à cause de certaines influences funestes, toujours occupées à détruire l'impression qui peut avoir été produite par mon langage ou par celui des autres ministres étrangers. Il ne sert de rien de faire des menaces qui ne sont pas mises à exécution. Si nous voulons sérieusement sauver ce pays et, en même temps, réformer son administration, de façon que ses populations soient gouvernées avec justice et impartialité, nous devons être prêts à aller plus loin que des menaces. »

Les instructions données à M. Goschen, dans une dépêche de lord Granville du 18 mai de la même année, sont tout aussi sévères :

« Le langage tenu par lord Salisbury et sir H. Layard n'a produit aucun effet. Les officiers anglais qui avaient été appelés pour réorganiser la gendarmerie, réforme si nécessaire, ont toujours ren-

contré l'opposition d'Osman-Pacha et du parti rétrograde au palais; ne recevant ni solde ni position, ils sont forcés de revenir en Angleterre. La commission de la Roumélie orientale, qui sera reconstituée à Constantinople, aura à examiner le projet des lois organiques pour les provinces d'Europe en tant qu'elles auront été préparées par les commissions locales... En attendant, il y a certaines mesures, indispensables pour assurer l'ordre et donner quelque sécurité à la vie et à la propriété des musulmans et des chrétiens, qui pourraient être décrétées immédiatement, telles que la réorganisation de la gendarmerie, la suppression des taxes irrégulières exigées des habitants et surtout la réforme du système de nomination des fonctionnaires à Constantinople. En réalité, la source de la plupart des maux dont souffrent les populations doit être cherchée à Constantinople, où les hautes fonctions dans les provinces sont postulées et conférées comme un moyen de s'enrichir par l'oppression et par la corruption... Votre Excellence fera bien comprendre au sultan... que le seul espoir de maintenir l'empire ottoman réside dans une réforme radicale et complète du système d'administration à la fois dans la capitale et dans les provinces. »

Depuis cinq ans, aucune réforme n'a été faite. La situation s'est beaucoup aggravée, et de toutes les façons. La Porte se moque des admonestations et des menaces de l'Angleterre et des autres puissances. Et néanmoins, toutes se réunissent pour soutenir ce régime abominable qui ruine les populations de toute race et de toute confession. Elles sont toujours prêtes

à faire une croisade non plus contre les musulmans, mais pour eux, contre les chrétiens.

Les diplomates et les financiers créanciers de la Turquie sont bien aveugles. Ils ne voient pas que le seul moyen de prolonger son existence est de la forcer à accorder aux sujets qui lui restent un gouvernement supportable ; si elle doit continuer à les assujettir par la force, elle s'y ruinera complètement.

— Quelle est la politique de la Russie en Orient? J'ai consacré à cette question deux articles de la *Revue des Deux Mondes*, écrits à plusieurs années d'intervalle (*La nouvelle politique de la Russie*, 15 nov. 1871 ; *L'Angleterre et la Russie en Orient*, 15 juillet 1880). Je me permets d'y renvoyer le lecteur ; mais voici, à ce sujet, une citation intéressante :

Le prince Albert, dans une conversation avec Napoléon III, expose quel est le plan de la Russie en Orient. « Je suis de votre avis, dit-il, la Russie ne veut pas prendre Constantinople ; ce qu'elle veut, c'est tout simplement le démembrement de l'empire ottoman et la constitution d'un certain nombre de petits États, qui formeront comme une sorte de confédération germanique, qu'elle gouvernera à son gré, sans dépense et sans responsabilité. »

Le prince Albert a prévu aussi l'alliance austro-allemande. En septembre 1859, il écrivait à son frère, le duc de Saxe-Cobourg : « Il faut faire comprendre à l'Autriche qu'une Allemagne unie, sous la direction de la Prusse, est la seule défense qu'elle puisse trouver contre ses deux adversaires. » (V. *The life of his Royal Highness the Prince Consort*, by Theodore Martin, Bk. IV.) Il fallut Sadowa, pour faire

accepter par l'Autriche ce programme esquissé par le prince Albert, il y a vingt-cinq ans, et qui a reçu sa consécration récente à Vienne. Seulement, la France ne peut plus être comptée comme un adversaire de l'Autriche.

— Quiconque s'occupe de la question d'Orient doit lire ou relire les articles que Saint-Marc-Girardin a publiés dans la *Revue des Deux Mondes* de 1860 à 1862. En voici quelques passages :

« Les Turcs d'Europe ne produisent pas. Ce n'est qu'une population parasite, qui vit exclusivement du pillage des chrétiens. Rendez le pillage impossible ou au moins difficile : les Turcs émigreront et iront mourir ailleurs. Le pouvoir turc en Bulgarie et en Roumélie tombera ainsi de lui-même, sans conquête, comme cela s'est déjà virtuellement effectué en Serbie et dans les Principautés. »

— « En Amérique, grâce aux travaux des hommes, le désert recule. En Orient, grâce à la rapacité et à l'insouciance des Turcs, le désert avance [1]. »

— « Qui voulez-vous donc pour maître en Orient, les Turcs ou les Russes? Ni les uns ni les autres, mais les populations elles-mêmes. Et qui donc défendra votre nouvelle Turquie? Et qui donc défend celle qui se meurt? Pourquoi l'Europe trouve-t-elle plus difficile de garantir un berceau qu'un cercueil? »

— « On fera de très beaux règlements sur les finances turques. Mais, hélas! le fond manque, c'est-à-dire l'honnêteté. Le tonneau des Danaïdes était très

[1] Voyez aux annexes, n° 7.

bien fait et très bien cerclé, j'en suis sûr. Malheureusement, le fond manquait. »

— « M. d'Escayrac de Lauture est transporté, en Chine, sur une charrette hérissée de clous pointus. Il souffrait cruellement quand la voiture allait au galop, sur des routes raboteuses, et il souffrait un peu moins, quand la charrette faisait halte. C'est la situation des rayas en Turquie, pendant les moments d'intermittence de leur supplice. »

— « Heureuse l'heure où l'Orient s'écroulera plus complètement encore et laissera la place à tant de populations opprimées, mais fortes et actives, que le poids du cadavre turc écrase, à la honte de la civilisation et des hommes, et où la France leur tendra une main secourable entre les ambitions de la Russie et les susceptibilités de l'Angleterre ! »

Saint-Marc-Girardin a des mots admirables et comme on n'en prononce plus guère aujourd'hui. Il se serait résigné même à l'occupation de la Turquie par les Anglais. « Je pourrais, dit-il, m'en affliger comme Français, mais comme homme, comme chrétien, je me réjouirais de voir une tyrannie absurde et brutale remplacée par une administration régulière et tolérante. S'il dépendait de moi de faire de la Macédoine ou de la Bulgarie, de l'Asie Mineure ou de la Syrie le dernier des comtés anglais et de changer tant de mal en tant de bien, croyez-vous, quand même il faudrait glorifier Trafalgar ou Waterloo, que j'hésitasse un moment? Je ne serais pas digne d'être chrétien, si je me laissais arrêter dans cette œuvre de bénédiction par des scrupules de vanité nationale. » (*Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1862.)

Guizot et Thiers étaient tous deux partisans de la politique qui consiste à favoriser l'émancipation des populations chrétiennes de la Turquie, appelées à former des groupes nationaux indépendants. Parlant de la question d'Orient, M. Guizot dit dans ses *Mémoires :* « La politique française se préoccupait vivement en Orient des intérêts divers et du grand et lointain avenir. Nous restions fidèles à notre idée générale : nous voulions à la fois conserver l'empire ottoman et prêter aide à la fondation des nouveaux États qui essayaient de se former de ses débris. »

M. Thiers disait, dans une note diplomatique du 3 octobre 1840 : « Ne pouvant refaire un grand tout, on a voulu que les parties détachées restassent des États indépendants des empires environnants. »

— Il y a longtemps qu'on prévoit le moment où les Turcs seront obligés de repasser en Asie. Tott raconte, dans ses mémoires, que la campagne des Turcs contre les Russes en 1788 ayant mal débuté, le keir-effendi vint à lui demander où ces revers, s'ils continuaient, pourraient le conduire. L'entretien avait lieu dans un des appartements du palais, d'où on voyait Scutari, de l'autre côté du Bosphore. Tott, lui montrant la côte d'Asie, lui répondit laconiquement : « Là-bas, vis-à-vis. » — « Soit, répondit le Turc, il y a là de charmants vallons : nous y bâtirons des kiosques et nous y fumerons nos narghilés aussi bien qu'ici. » On voit que la solution que l'on a appelée l'expulsion *with bag and bagage* (avec armes et bagages), et qu'on disait patronnée par M. Gladstone, ne date pas d'hier. Il en est une autre qui serait d'une exécution plus facile et qui ne léserait aucun droit ni aucun intérêt ;

au contraire, tous, chrétiens et musulmans, ceux-ci surtout, y trouveraient le plus grand avantage. C'est la solution si éloquemment exposée et défendue naguère par Saint-Marc-Girardin, à propos d'un livre d'un Grec éclairé, Dionis Rattos, oublié aujourd'hui, mais très bien accueilli en son temps : faire de Constantinople une ville libre et un port franc, comme Hambourg. L'administration serait aux mains d'un Sénat où les différentes nationalités seraient représentées et qui élirait un conseil exécutif. Les marchandises seraient admises dans les entrepôts et dans le rayon de la ville et de sa banlieue, sans droits ni formalités d'aucune sorte. Ajoutez une bonne police, une justice juste, peu d'impôts, et des lois simples et claires, imposées à tous, en un mot, liberté, égalité, sécurité complète pour la vie, les biens et les droits de chacun. Au bout de peu d'années, Constantinople jouirait d'une prospérité inouïe. Le commerce, délivré de toute entrave et de toute vexation, doublerait, triplerait. La valeur des maisons, des terrains augmenterait dans la même proportion. Les propriétaires turcs, réduits aujourd'hui à la misère, s'enrichiraient rapidement, tout en faisant le kef, ce qui est évidemment leur idéal de bonheur ici-bas.

Accomplissant le rêve des deux races qui se la disputent, Constantinople serait en même temps la capitale de la Bulgarie et de l'hellénisme. Les Grecs ne la perdraient pas, et les Slaves y arriveraient à côté d'eux, sans même expulser les Turcs.

Toutes ces flatteuses perspectives sont-elles un rêve? Je ne le crois pas, car je puis invoquer l'opinion

d'un des hommes d'État anglais qui connaissent et apprécient le mieux les affaires du continent, M. Grant Duff, ex-membre du Parlement, en ce moment aux Indes comme gouverneur de la province de Bombay. Passant quelques jours chez lui à la campagne, dans le ravissant château de Knebworth, que son ami, lord Lytton, alors vice-roi des Indes, lui avait prêté pendant son absence, il me parla longuement des affaires d'Orient. Il était ardemment partisan de l'affranchissement complet des Slaves dans la Péninsule et il est un de ceux qui, avec M. Gladstone, ont le plus contribué à faire prévaloir cette manière de voir dans l'opinion publique en Angleterre. Il me cita un de ses discours prononcés à la Chambre des communes le 29 mai 1863, où il dit : « Les Slaves accepteront que Constantinople devienne, comme je compte bien qu'elle le sera un jour, un port libre, sous la protection et la garantie de toute l'Europe et du monde civilisé (*a free port under the protection and guarantee of all Europe and of the whole civilised world*). Byzance deviendrait vraiment la reine de l'Orient, et alors, au lieu d'être, pour l'Asie Mineure, comme elle l'est aujourd'hui, une cause d'appauvrissement et de ruine, elle deviendrait pour elle une source de civilisation, et ainsi cette magnifique région redeviendrait, comme jadis sous les Perses, sous les Grecs et même sous les Romains, l'une des régions les plus belles et les plus riches de l'univers. »

La puissance ottomane étant destinée à disparaître en Europe, en vertu d'une loi historique inéluctable, qui la remplacera? On entrevoit à cette question trois réponses. La Péninsule, moins la Grèce, peut être

partagée entre l'Autriche et la Russie, ou l'un de ces deux empires peut l'occuper tout entière, ou bien les populations qui l'habitent peuvent se réunir et se constituer en confédération. La première de ces solutions, rappelant le partage de la Pologne, se conçoit malaisément aujourd'hui ; car elle abandonnerait Constantinople à la Russie, et sacrifierait tôt ou tard la Roumanie, prise, comme dans un étau, entre deux parties de l'empire russe. La seconde solution paraît plus possible, si elle devait être réalisée par l'Autriche, car, d'une part, elle occupe déjà, à Novi-Bazar, un point stratégique important au centre de la Péninsule et, d'autre part, sa présence à Constantinople serait plus facilement tolérée que celle de la Russie par l'Allemagne et par l'Angleterre. Toutefois, comme un pareil changement de la carte ne pourrait s'accomplir qu'au prix d'une guerre à mort entre l'Autriche et la Russie, et en soumettant les Jougo-Slaves déjà affranchis de la Péninsule à une domination qui leur serait odieuse, nul ami de la paix et de la liberté ne peut le désirer.

Reste donc la troisième solution : la confédération balkanique ; c'est la seule qui soit conforme au droit des populations de se gouverner elles-mêmes et qui évite de donner à l'un des deux grands empires voisins une prépondérance dangereuse pour la liberté. Quoi de plus simple et de plus juste que de permettre aux Serbes, aux Bulgares, aux Albanais, aux Grecs et aux Turcs de disposer de leur sort et de se gouverner comme ils l'entendent? L'Europe entière devrait favoriser cet arrangement, car il rendrait à ces pays si longtemps désolés par la guerre et les mauvais

gouvernements la prospérité dont ils ont joui dans l'antiquité, et il préviendrait cette lutte abominable qu'on prévoit entre les grandes puissances, le jour où elles en viendraient à se disputer la succession de « l'Homme malade » les armes à la main.

Cette solution si naturelle et si équitable a été, depuis des années, préconisée par les libéraux anglais, et notamment par M. Gladstone. Elle a été longtemps en faveur à Athènes, et elle y est encore défendue par un comité hellénique et par un journal spécial rédigé avec grand talent : *la Confédération orientale*. En Albanie, une association littéraire et politique s'est formée, sous le nom de *Drita* (*Lumière*), dans le but d'amener l'entente entre les Albanais des trois confessions orthodoxe, catholique et musulmane et de les préparer ainsi à prendre leur place dans la future fédération; dans un écrit très instructif de M. M.-A. Canini (*Lettere Sulla Questione Balcanica*), qui connaît à fond les choses albanaises, je vois que les albanais du nord, *Gheghi,* et les albanais du sud, *Toschi*, n'accepteraient à aucun prix la suprématie grecque, mais seraient disposés à entrer dans une fédération qui garantirait leur autonomie. En Bulgarie, je n'ai rencontré personne qui ne fût partisan de l'union fédérale, et en Serbie, avant les récentes visées ambitieuses et conquérantes, elle semblait aussi dans les vœux de tous. Elle était l'un des objets poursuivis par le journal *Oustarvost* (*le Constitutionnel*), et voici les remarquables paroles prononcées à ce sujet par M. Jovan Ristitch, au banquet de l'Association libérale du 6 décembre 1884 : « Afin que nous puissions conserver ce que nous avons acquis, il faut que nous trouvions des

amitiés à l'étranger, et c'est surtout dans la péninsule des Balkans qu'il faut les chercher. La confédération des Balkans n'est pas une chimère; elle présente un système, dans lequel nous, Orientaux, nous pouvons trouver un refuge et sans lequel notre avenir demeurera très incertain. La péninsule des Balkans forme un tout, non seulement au point de vue géographique, mais encore au point de vue historique; car, pendant plusieurs siècles, tous les peuples qui la composent ont partagé les mêmes destinées. Il ne lui reste aujourd'hui que l'alternative : former un tout, ou dans les mains étrangères, ou dans ses propres mains. L'empire byzantin fut jadis le cadre de cette unité; sur ses ruines, l'empire de Douchan allait réunir de nouveau tous les peuples orientaux, et, selon les historiens, cette union eût été réalisée si une mort prématurée ne nous avait enlevé Douchan, notre grand empereur, notre grand homme d'État, notre grand général. Il ne se trouva personne pour continuer son œuvre dans la péninsule des Balkans, dont les conquérants s'emparèrent. Mais aujourd'hui, une pareille unité est devenue impossible, s'appelât-elle byzantine, serbe ou ottomane. Grâce au réveil du sentiment des nationalités, l'unité de la péninsule des Balkans n'est possible maintenant que sous la forme de l'union et de la fédération des peuples balkaniques, en y admettant même la Turquie, mais la Turquie constitutionnelle. »

La confédération balkanique devrait être constituée sur le modèle de la Confédération suisse, c'est-à-dire qu'il faudrait y donner place même à des groupes peu nombreux, sans les forcer à se fusionner dans

une unité plus vaste. C'est ainsi qu'on a divisé les cantons d'Appenzell, d'Unterwalden et de Bâle, déjà très peu étendus, en demi-cantons ayant, chacun, sa vie indépendante et sa représentation au Conseil fédéral. Pourquoi, par exemple, au lieu de s'efforcer de constituer une grande Albanie, où les trois confessions seraient toujours en lutte, ne pas former trois cantons : celui des Albanais catholiques, celui des Albanais orthodoxes et celui des Albanais musulmans? De même pour la Macédoine : qu'elle ne soit annexée ni à la Bulgarie, ni à la Grèce, ni à la Serbie. Chaque commune, chaque arrondissement, aurait sa vie autonome, de façon à ne sacrifier la liberté et les droits de personne, et la Macédoine aurait ses représentants aux deux conseils fédéraux, au même titre que les États déjà affranchis aujourd'hui.

Seulement, pour qu'une semblable confédération puisse se constituer, il faut écraser dans son germe cette théorie absurde et odieuse de l'équilibre des forces, inventée récemment par la Serbie pour servir de prétexte à la plus injustifiable des agressions. Théorie absurde, car rien dans l'histoire ni dans les faits actuels ne la justifie. Ne voit-on pas en Europe de petits États, comme la Hollande, le Danemark, la Belgique, la Suisse, exister à côté des grandes puissances? La confédération des États-Unis n'est-elle pas composée d'États géants, comme la Californie, le Texas, l'Ohio, New-York, et de très petits États, comme le Rhode-Island et le Maine? En Suisse, les 160,000 Italiens du Tessin ne vivent-ils pas heureux et libres à côté de 2,600,000 Français et Allemands? Si les Bulgares veulent s'unir, la Serbie

ne peut à aucun titre s'y opposer; car elle n'existe elle-même qu'en vertu du droit des populations de disposer de leur sort.

Cette théorie est odieuse, car elle aurait pour première conséquence de maintenir les jeunes États de la Péninsule dans un état permanent d'antagonisme et d'hostilité, qui les ruinerait par les armements à outrance qu'il leur imposerait, et pour conséquence ultérieure, de les pousser à se jeter les uns sur les autres, à chaque progrès accompli par l'un d'eux. Supposez qu'à la Grèce viennent s'unir soit la Crète, soit la Thessalie hellénique encore *irredenta :* la Serbie et la Bulgarie ne pourraient le permettre, l'équilibre serait rompu à leur détriment! La Serbie obtient de l'Autriche la cession de la Bosnie ou de la Turquie celle de la Vieille-Serbie; aussitôt, la Grèce et la Bulgarie auraient le droit de lui déclarer la guerre!

« C'est pour rendre possible la confédération, m'écrit un Serbe haut placé, que nous nous opposons à l'union de la Bulgarie et de la Roumélie; car, entre les États fédérés, il faut une certaine égalité; on ne peut admettre que l'un d'eux soit notablement plus fort que les autres. » — Étrange façon de préparer la fédération que de mettre aux prises les futurs fédérés! Et quel raisonnement contraire à toute raison, à toute notion de droit public! Ainsi, parce qu'il y a dans la Péninsule plus de Bulgares que de Serbes, jamais il ne sera permis aux premiers de s'unir, sans qu'à l'instant les seconds les attaquent? Que dirait-on si le canton d'Appenzell intérieur, qui a 12,841 habitants; le demi-canton de Niedwalden,

qui en a 11,992; celui d'Obwalden, qui en a 15,356, et Zug, qui en compte 22,994, s'alliaient pour dire au canton de Berne : Tu as 532,164 habitants; tu es donc beaucoup plus fort que nous; cela est contraire à l'essence d'un État fédéral. Nous allons nous joindre à d'autres cantons, petits comme nous, pour te couper en fragments, à qui il sera pour jamais interdit de se réunir de nouveau.

L'Occident a empoisonné l'intellect des Serbes de ces anciennes et fausses idées d'équilibre, de rivalités internationales et de conquêtes. Tout ce qui favorise le progrès et l'accroissement en force et en prospérité des Bulgares devrait les réjouir, parce que les uns et les autres sont hommes d'abord, puis chrétiens, et enfin parce qu'ils appartiennent à la même race. Il est de toute évidence que la Serbie a le plus grand intérêt à avoir pour voisin et allié une Bulgarie riche, prospère, peuplée, civilisée; car d'abord, par l'échange des idées et des marchandises, elle en tirera profit, et ensuite, plus son confédéré sera puissant, plus la sécurité sera grande pour elle-même.

Les sentiments qui ont poussé les Serbes à entreprendre une guerre que les représentants des puissances à Belgrade ont appelée avec raison fratricide, sont incompréhensibles. Toute la partie méridionale de la Serbie est très peu habitée. Il y a là de grands espaces de terre fertile qui n'attendent que des bras et des capitaux pour produire d'abondantes récoltes. Au lieu d'employer les ressources dont elle dispose à coloniser cette contrée, la Serbie sacrifie son argent et ses hommes valides pour conquérir un territoire déjà affranchi du joug ottoman et habité par

un autre groupe slave. Elle se ruine pour nuire aux autres, sans nul profit pour elle.

Si, au lieu de prendre le parti des Turcs, chose monstrueuse, et de diriger contre des frères une attaque aussi insensée que criminelle, la Serbie s'était alliée à la Bulgarie et à la Grèce, pour affranchir la Macédoine, elle serait en ce moment en possession de la Vieille-Serbie, la Grèce aurait pu étendre sa frontière jusqu'à la limite de son domaine ethnique, et le reste de la province aurait formé une dépendance de la Bulgarie.

Il ne sera peut-être pas facile d'effacer complètement le souvenir de cette guerre funeste. Il est à craindre qu'elle n'engendre dans les âmes des rancunes et des désirs de revanche, qui feront longtemps obstacle à une entente dans l'avenir. Le devoir des patriotes et des hommes de bien chez les deux peuples est de s'efforcer, de toutes les façons, de faire disparaître ces germes de discorde et de haine. Pour atteindre ce but, l'un des meilleurs moyens serait de fonder une association serbo-bulgare, qui se réunirait, chaque année, en congrès, alternativement dans chaque pays. Elle devrait se composer de trois sections : une section littéraire, une section archéologique et historique et une section économique. La première s'occuperait des productions littéraires des deux pays et des moyens d'encourager la littérature nationale ; la seconde, de tout ce qui concerne l'histoire des Jougo-Slaves : chroniques, fouilles, numismatique, œuvres anciennes ; la troisième rechercherait surtout tout ce qui peut rapprocher les deux peuples sur le terrain des intérêts matériels. Ces relations et ces réunions

annuelles feraient naître le sentiment de la fraternité. La première question à étudier serait celle d'une union douanière entre la Serbie et la Bulgarie. C'est le *Zollverein* qui a préparé l'union fédérale des États allemands.

Les littérateurs flamands et hollandais se réunissent ainsi tous les ans en congrès, tantôt en Belgique, tantôt en Hollande, et ces réunions ont grandement contribué à faire disparaître tout souvenir de la lutte de 1830 et à raviver, au contraire, le sentiment de la communauté des origines et de la race.

Quand les peuples de la péninsule balkanique auront compris qu'ils n'ont aucun intérêt à s'envier, à s'enlever des territoires et à s'entre-détruire, l'idéal de la Confédération orientale s'imposera à tous. Vienne alors l'heure favorable, et cet idéal, qui paraît si éloigné aujourd'hui, se réalisera tout naturellement, mais à condition que les esprits y aient été préparés.

Si, au contraire, aveuglés par les préjugés anciens et incapables de discerner leur véritable intérêt, Serbes, Bulgares, Grecs, musulmans et Albanais continuent à se quereller, et même à se battre, à la première occasion, leur destinée sera celle de la Pologne : ils seront partagés entre leurs puissants voisins ou englobés tous ensemble par le plus fort. *Quod Dii avertant!*

CHAPITRE VI.

EN ROUMANIE.

Je quitte à regret Constantinople et mon ami Halin, qui m'avait fait passer des jours si charmants à San-Stéfano. Hélas! je ne devais plus le revoir. Je prends le bateau autrichien, qui, parti à une heure de l'après-midi, arrive déjà à deux heures et demie de la nuit à Varna. Au débouché du Bosphore, dans la mer Noire, les côtes d'Europe et d'Asie sont également sévères. Je n'y aperçois que des forts et quelques cabanes de pêcheurs. Des canons et des misérables; d'admirables sites, abandonnés ou dévastés par les hommes : c'est bien l'image de la Turquie.

Le train quitte Varna à cinq heures. Il suit une vallée marécageuse, dominée par des montagnes calcaires. La culture est très primitive : une charrue informe, tirée par huit bœufs, retourne le terrain en jachère. La femme qui guide l'attelage est vêtue de haillons en coton violet. L'homme qui tient le manche de la charrue porte le costume turc. Dans toute cette région, jusque dans la Dobrudja, les musulmans sont en majorité. Les emblavures de blés et de maïs n'occupent qu'une petite partie de la superficie; le reste forme des pâturages vagues, où errent des chevaux, des buffles et des bœufs à longues cornes.

Les habitations des paysans sont des chaumières en torchis, couvertes de roseaux. Dans les cours, entourées de clayonnage ou de branches mortes, vaguent la volaille et les veaux. L'Europe orientale semble ignorer les haies vives. C'est qu'il faut plusieurs années avant qu'elles soient assez fortes pour servir de clôture, et la prévoyance, le travail en vue de l'avenir font défaut. Le manque de sécurité étouffe le goût des améliorations.

Pravady, petite ville avec trois mosquées. Beaucoup de musulmans, comme à Varna. Au delà, les montagnes calcaires, qui enserrent la vallée que nous remontons, ont une forme étrange. Au haut de pentes douces, revêtues de broussailles, se dressent des escarpements à pic, comme des murs de forteresse : cela rappelle Königstein, en face de la Suisse saxonne. La terre est de bonne qualité, car les herbes non encore fauchées sont très hautes et les accotements de la voie sont ornés d'une parure de papilionacées rouges, bleues, jaunes de la plus luxuriante vigueur. Avec du sainfoin et de la luzerne nourrissant un bétail amélioré, on enrichirait tout ce pays. Anciens cimetières turcs, dont les pierres blanches gisent à terre. Tout l'Orient n'est qu'un vaste cimetière.

Après Ischiklar, on traverse une grande étendue de bois, mais rien que des taillis. Toute la futaie à été enlevée, sauf quelques tilleuls à large feuille, essence rare. On aperçoit Rasgrad à quelque distance. Ville assez importante, où les musulmans dominent. Dans les environs, je remarque des champs de seigle. On n'en voit guère en Orient.

Voici le Danube, majestueux, immense, plus large

que le Bosphore. Des navires de mer le remontent, toutes voiles déployées. Routschouk apparaît à gauche, au haut de collines rougeâtres dominant le fleuve. Un petit vapeur nous fait passer à Giurgevo, où l'*Orient express* nous attend. Giurgevo est composé de maisons basses à un étage, comme les bourgades hongroises; mais elles sont bien blanchies et entretenues, et je ne vois pas de ruines. On s'aperçoit aussitôt qu'on n'est plus sous le régime turc. Quelle différence avec Stamboul!

Les campagnes roumaines que je traverse jusqu'à Bucharest sont bien mieux cultivées que celles qui s'étendent entre Varna et le Danube : moins de terres vagues; le maïs mieux biné, le froment moins rempli de mauvaises herbes. Les hommes qui travaillent aux champs sont vêtus de laine blanche, avec le kalpac en peau de mouton, et les femmes d'une longue chemise, avec un tablier de couleurs éclatantes.

Par-ci par-là, des groupes de beaux arbres; ce qu'on ne voit guère en Turquie, où l'on ne songe qu'à faire argent de tout.

Bucharest fait une impression très agréable; les hommes n'y sont pas trop entassés les uns sur les autres. Sauf dans les rues centrales, comme la Calea Mogochoi, devenue, depuis la prise de Plevna, la rue de la Victoire, les maisons n'ont qu'un rez-de-chaussée et elles ne se joignent pas. Une grande porte donne accès à un jardin, où se trouvent les dépendances et la cuisine, souvent reliée à l'habitation par une galerie.

Lorsqu'on regarde la ville du haut d'une tour, les toits sont perdus dans les arbres; cela rappelle

Moscou. Mais au centre, où le terrain est cher, on construit maintenant de hautes maisons comme à Paris.

Le *Grand-Hôtel* est bon, propre, élégant même. Mais tout y est excessivement cher, ce qui est d'autant plus singulier que les vivres sont fabuleusement bon marché. Un gigot coûte 2 francs, un poulet 1 franc, un dindon 2 francs; le poisson du Danube est abondant et à vil prix. Le sterleton est excellent. Les vins du pays sont très agréables et se vendent 20 à 30 centimes le litre. Je m'étonne que les Suisses ne soient pas venus établir ici des hôtels-pensions, où l'on obtient le confort à des prix modérés, comme ils l'ont fait en Italie et en Espagne.

Ma première visite est pour le ministre d'Angleterre, sir William White, mon collègue au Cobden-Club. J'avais pour lui une lettre du *Foreign-Office*, signée lord Edmond Fitz-Maurice. Accueil tout à fait cordial. Sir William est pétillant de verve, dévoué aux idées libérales, et il connaît la Roumanie mieux que personne. Il veut me conduire à l'instant chez le président du conseil, M. Bratiano. Mais le fils du premier ministre nous dit que son père a fait une chute sérieuse et que les médecins lui commandent le repos. Nous allons prendre le thé chez M. Demeter Stourdza, ministre des affaires étrangères. Il est un des hommes éminents de son pays. Chez Mme Stourdza, je retrouve un « salon », un vrai salon, qui me fait penser à celui de Mme Minghetti à Rome. Elle a l'art de causer et, chose plus rare, de faire causer. Elle sait diriger la conversation sur des sujets intéressants, très au-dessus des banalités habituelles, sans toucher

jamais à la région des bas-bleus et des pédants. Sa voix d'or est pénétrante et douce ; autant de bonté que d'esprit : chose rare.

Elle me parle longuement de la reine Élisabeth, qu'elle adore. Je ne la verrai pas, malheureusement ; elle est dans sa famille, à Neuwied. Mme Stourdza me donne les livres de Carmen Sylva, les *Pensées d'une reine,* où il y a des maximes si profondes, si hardies et si bien dites ; les *Légendes des Karpathes*, *Pelesch-Märchen aus Carmen Sylva's Königreich*, et un poème sur le Juif errant, en vers allemands, d'une poésie étrange, saisissante et qui pénètre au fond du problème de la vie humaine.

Carmen Sylva, — c'est le nom de plume de la reine, — aime à vivre dans les vallées sauvages des Karpathes, « où la forêt primitive couronne les roches escarpées, où se précipitent les torrents ».

Wo Urwald hohe Felsen krönt,
Der Bergstrom wild zu Thale dröhnt
Und tausend Blumen blühen,
Viele süsse Düfte sprühen,
Da liegt, den schönsten Gärten gleich,
Mein Königreich.

Voilà le royaume de Carmen Sylva.

La reine, me dit Mme Stourdza, est une femme supérieure à l'humanité, détachée de tout intérêt matériel, vivant dans l'idéal, amoureuse de la nature, de la poésie, de la musique, de la peinture, de tous les arts, entièrement dévouée aux nobles causes, à la Roumanie, au peuple roumain, surtout aux humbles et aux malheureux. Elle s'efforce de faire conserver les industries domestiques. L'été, quand elle est à son

romantique château de Pelesch, près de Sinaïa, au pied des Karpathes, elle et ses dames d'honneur portent le costume des femmes roumaines, qui ont les beaux plis droits des draperies antiques et qui sont ornées de broderies ravissantes. Sous sa protection, une société s'est fondée pour faire connaître l'industrie locale et, dans une boutique de la Mogochoi, on trouve ses charmants produits. Presque chaque jour, je termine ma soirée chez Mme Stourdza. J'en emporte l'un des plus charmants souvenirs de mon voyage.

M. Stourdza me parle avec une vive satisfaction de la situation financière de la Roumanie. Comme l'Italie, elle est arrivée au *pareggio,* à l'équilibre; elle a même une soixantaine de millions en caisse. Tous les services sont assurés, et ce que l'État doit est régulièrement payé. Depuis dix ans, le progrès est considérable.

— Dans le *Grand-Hôtel* se trouve logé, à côté de moi, mon confrère de l'Académie de Bruxelles, le général Brialmont. Il est appelé ici par le roi, qu'il voit chaque jour, pour donner son avis sur un projet de forts à construire autour de Bucharest. Je ne m'en étonne pas. Depuis la mort de Todtleben, il est certes le plus grand artiste en fortifications de l'Europe. Il me parle avec enthousiasme de ses plans. Bucharest sera encore mieux défendu qu'Anvers, grâce à une série de forts détachés, avec batteries cuirassées mobiles, comme celles des navires à tourelles. — « Le grand point maintenant, me dit-il, est de mettre à l'abri les pièces et les artilleurs. Les effets du tir actuel sont si terribles, que les canons non protégés seront vite démontés. Bucharest deviendra

un camp retranché inexpugnable, où l'armée roumaine pourra tenir en échec des forces dix fois supérieures.

« La Roumanie est, comme la Belgique, un lieu de passage ouvert pour les belligérants. Elle ne peut actuellement défendre sa neutralité contre le plus fort. Il faut qu'elle lui ouvre la porte et que même elle s'allie à lui. Dans ces conditions, l'indépendance du pays est un vain mot. Il s'agit ici de couvrir le Danube, comme il faudrait, en Belgique, barrer la vallée de la Meuse. On a dit que les États voisins avaient pris ombrage de ces projets. Je ne le crois pas : mettez les petits pays en état de se défendre ; c'est une garantie de paix ; les grands songeront moins à les attaquer. »

Je suis porté à croire que le général avait raison. La Roumanie faible est une proie que convoiteront tour à tour la Russie et l'Autriche. La Roumanie capable de repousser une agression empêchera l'ambition des voisins de regarder de ce côté, et, en même temps, servira de barrière pour empêcher les chocs.

En 1859, la réunion de la Valachie et de la Roumanie fut combattue en Angleterre à la fois et par lord Palmerston, et par Disraéli. Elle fut défendue, alors comme maintenant, par M. Gladstone et aussi par lord Robert Cecil, aujourd'hui lord Salisbury, dans le premier discours qu'il prononça au sujet de la question d'Orient. « Si l'Europe soutient les revendications de la Turquie, disait-il, les Principautés seront livrées à la merci du gouvernement turc, le plus rapace et le plus oppresseur des régimes (*the most oppressive and rapacious government*). Tant

que la Turquie restera debout, elles seront livrées à ce régime, et quand elle tombera, ce qui est inévitable, elles deviendront une proie, que d'autres puissances se partageront. J'espère que la Chambre des communes se montrera, en cette circonstance, amie de la liberté. Un moment opportun se présente, qui ne reviendra peut-être plus, d'appuyer ces principes que nous révérons, d'établir ces institutions à qui nous devons notre félicité et d'assurer la liberté et le bien-être d'un grand nombre de nos semblables. »

Disraéli reprocha à lord Cecil de vouloir créer un « royaume fantastique » et « un fantôme d'indépendance ».

On voit aujourd'hui à quel point Disraéli s'est trompé et combien lord Cecil a eu raison. Comme ces paroles s'appliquent exactement aujourd'hui à la réunion de la Bulgarie et de la Roumanie! S'il s'en était souvenu à Berlin, il n'aurait pas contribué à mettre à néant le traité de San-Stéfano. Un État viable, capable de se défendre, une seconde Roumanie aurait été constituée au delà du Danube et les complications actuelles et futures auraient été évitées. Heureusement, en ce moment, lord Salisbury semble ne plus avoir oublié ce qu'avait dit lord Cecil en 1859.

— Le roi Léopold avait bien voulu me donner une lettre d'introduction pour le roi Charles, qui me reçoit dans sa villa de Cotroceni, à peu de distance de Bucharest. Cette villa est établie dans un ancien couvent, dont l'église subsiste encore, comme l'était aussi l'ancienne résidence royale de Pelesch, à Sinaïa.

Je suis reçu de la façon la plus gracieuse par le roi. Il me parle avec enthousiasme de « son bon frère » Léopold, qui se montre digne de son illustre père. Le roi Charles est en uniforme ; il a l'allure correcte de l'officier prussien. Il est élancé, décidé en ses mouvements et paraît jeune. C'est de tout point ce qu'on nomme un beau cavalier. Quand je lui dis combien j'ai admiré les beaux ombrages du parc de Cotroceni, après les paysages dénudés de la Turquie : « J'adore, en effet, les beaux arbres, me répond-il ; j'en plante et j'en fais planter le plus que je peux. C'est ce qui manque dans nos plaines si fertiles. Je n'ai pas voulu qu'on en abattît à Pelesch, même pour ouvrir des percées. C'est là la beauté des Karpathes. Je reviens d'une excursion dans des parties très peu connues de la chaîne, où j'ai campé dans de véritables forêts vierges. Si vous étiez arrivé quelques jours plus tôt, je vous aurais emmené. C'est splendide. On voit couchés à terre des troncs énormes qui vous viennent à l'épaule. On est transporté au sein de la nature primitive. C'est l'*Urwald*, comme on dit si bien en allemand. »

Il me parle de la question sémitique, toujours agitée en Roumanie : « L'Occident, dit-il, et vous autres, messieurs les publicistes, vous êtes en ce point très injustes à notre égard. Ai-je besoin de dire que je n'ai aucun préjugé contre les juifs? Je reviens des fêtes de Jassy, où je me suis trouvé au milieu d'une population aux trois quarts juive ; nulle part je n'ai reçu plus chaleureux accueil. Je suis le premier à reconnaître leurs aptitudes commerciales. J'en ai eu une preuve récente. Dans nos dernières grandes

manœuvres, on a voulu confier le service de l'intendance à des fournisseurs chrétiens. Le premier jour, les vivres arrivaient. « Vous voyez, me disait-on, il n'est pas nécessaire de recourir aux israélites. » Le second jour, tout était en retard ; le troisième, l'armée faillit mourir de faim. Je fus forcé d'appeler en toute hâte les juifs. Sans les fournisseurs juifs, l'armée russe, dans sa dernière campagne, aurait beaucoup plus souffert. Ils avaient toujours tout ce qu'on désirait, depuis la bouteille de champagne pour l'officier jusqu'au tabac à bon marché pour la pipe du soldat. Les israélites ont de grandes qualités : ils sont intelligents, économes, très actifs ; mais ce sont ces qualités mêmes qui les rendent redoutables pour nous sur le terrain économique. A tort ou à raison, ce que l'on craint ici, c'est qu'ils ne parviennent peu à peu à monopoliser en leurs mains la propriété du sol tout entier. »

Le roi Charles a parfaitement compris et rempli son rôle de roi constitutionnel. Lui et son pays s'en sont bien trouvés. La pratique du régime parlementaire a donné lieu ici, comme partout ailleurs, à des crises pénibles, à des situations difficiles. Mais si le souverain se maintient dans la sphère élevée qui doit être la sienne, très au-dessus de ces misères et de ces intrigues, s'occupant avec suite des intérêts permanents du pays et favorisant tous ses progrès, il conserve toute sa popularité, et la nation ne peut s'en prendre qu'à elle-même de ses mécomptes. C'est ce que Louis-Philippe n'a pas compris, et il y a perdu sa couronne. C'est ce que ne veut pas comprendre aujourd'hui le roi de Danemark, et le voilà à l'état de guerre ouverte avec son peuple, qui est le meilleur

du monde. Que le prince Alexandre de Bulgarie imite son voisin de Roumanie, et il n'aura pas à s'en plaindre, ni les Bulgares non plus.

Au journal libéral progressiste *le Romanul*, je suis reçu de la façon la plus gracieuse par l'un de ses rédacteurs, M. Nicolas Xénopol, qui veut bien me piloter pendant mon séjour ici. Il me présente à Rosetti, qui, comme président de la Chambre, jouit d'une influence prépondérante et très méritée. L'illustre patriote, dont Michelet, dans ses *Légendes du Nord*, a si bien raconté la dramatique évasion en 1848, est encore très vigoureux ; ses cheveux sont d'un blanc d'argent, mais son œil noir, pénétrant et presque dur, révèle une volonté ferme et un esprit net. Il est mort l'an dernier.

« La Roumanie, dit-il, a fait d'étonnants progrès dans la pratique des institutions libres. Le pays se gouverne lui-même, nous jouissons sans nulle entrave des libertés les plus complètes et, comme vous le voyez, notre vie politique s'écoule paisiblement, comme en Belgique, sans autres orages que ceux qui sont soulevés par les partis dans la Chambre; mais cela n'agite pas le pays. »

— D'après ce que j'entends, on se plaint ici comme ailleurs des changements trop fréquents de ministère; mais ce qui aggrave singulièrement le mal, c'est l'usage qui se répand de plus en plus de destituer ou de déplacer un grand nombre de fonctionnaires de tous les degrés et même de magistrats, afin de récompenser les services électoraux. C'est l'application de la fameuse maxime des politiciens américains : « Aux vainqueurs les dépouilles. » Rien de

mieux fait pour empoisonner la vie politique et pour répandre partout la corruption, sans compter la désorganisation des services publics. Les conséquences de cette détestable pratique sont bien plus funestes en Europe qu'en Amérique, où le rôle de l'État est très réduit et où les hommes trouvent de toutes parts des carrières ouvertes.

Voici le tableau de ce qui se passe en Espagne en cette matière : « En Espagne, il y a, au ministère de l'intérieur, environ 1,500 employés, et un changement de ministère en déplace au moins 900, qui cessent d'émarger jusqu'à ce que leurs patrons rentrent, et alors le chassé-croisé recommence. Il en est de même dans les autres départements ministériels. Cette fois, il s'agit de contenter les divers groupes de la coalition libérale, qui ont chacun un état-major nombreux. On ne peut se figurer le nombre incroyable de candidats qui se présentent, et tous assurent qu'ils sont d'anciens coreligionnaires. » (*Corr. de Madrid. Indépendance belge,* 5 déc. 1885.)

Depuis quelque temps, le Parlement roumain imite la sagesse du Parlement hongrois. Il maintient au pouvoir M. Bratiano, comme les Hongrois M. Tisza, au grand bénéfice du progrès régulier et de la bonne administration des affaires.

— La Constitution roumaine garantit aux citoyens, de la façon la plus absolue, toutes les libertés. Elle reproduit, presque mot pour mot, la Constitution belge : Égalité complète devant la loi. (Art. 10.) — Nulle distinction de classe, ni privilèges. (Art. 11.) — Liberté individuelle garantie. (Art. 14.) — Domicile inviolable. (Art. 15.) — Point de confiscation, ni

peine de mort, sauf dans le code pénal militaire. (Art. 16-17.) — Liberté de conscience et des cultes. (Art. 21.) — Les actes de l'état civil exclusivement du ressort de l'autorité civile. (Art. 22.) — L'enseignement libre. L'instruction primaire gratuite et obligatoire. (Art. 23.) — Liberté complète de la parole et de la presse. Ni censure ni autorisation préalable : nulle mesure préventive. Les délits de presse justiciables du jury. (Art. 24.) — Secret des lettres garanti. (Art. 25.) — Droit de s'assembler paisiblement et sans armes. (Art. 26.)— Droit d'association. (Art. 26.) — Droit de pétition. (Art. 27.) — Les fonctionnaires publics soumis aux poursuites des parties lésées, sans autorisation préalable. (Art. 29.) — Tous les pouvoirs émanent de la nation. (Art. 31.) — Le pouvoir législatif exercé par les deux Chambres, élues toutes deux, et par le Roi. (Art. 32.) — Vote préalable du budget et des impôts. (Art. 108 à 115.) — Cour des comptes. (Art. 116.) — Réunion de droit des Chambres le 15 novembre. Elles ne peuvent être ajournées qu'une fois par session. (Art. 95.) — La revision de la Constitution a lieu après qu'elle a été votée par les deux Chambres, dans un congrès comprenant les deux assemblées réélues, et aucun changement ne sera adopté que s'il réunit les deux tiers des suffrages. (Art. 128.) — Les députés et les sénateurs sont élus par trois collèges, où les électeurs sont partagés d'après leur fortune. Est électeur, tout Roumain « payant un impôt, si faible qu'il soit », et, en outre, tous les capacitaires.

Je ne connais guère de Constitution plus libérale.

La division en collèges paraît arbitraire; mais elle se justifie peut-être par la diffusion encore très restreinte de l'instruction et de la capacité politique. Il est regrettable que l'inamovibilité des juges ne soit inscrite nulle part. Elle est indispensable, si l'on veut avoir une justice équitable et soustraite aux influences illégitimes de nature diverse.

— Je déjeune chez M. Aurelian, ministre de l'instruction publique et directeur de l'école d'agriculture qu'on a établie aux portes de la capitale, à gauche de la Chaussée. Il est l'auteur de l'excellente notice sur la Roumanie envoyée à l'Exposition universelle de Paris de 1867 et de plusieurs autres écrits. Il connaît à merveille l'économie rurale de son pays. L'école a de beaux bâtiments, avec des classes, des laboratoires et des étables qui ne laissent rien à désirer. On y fait des études comparées sur les différents assolements. Celui de Norfolk et une rotation septennale sont le plus en faveur. Les plantes fourragères, betteraves et rutabagas, et les légumineuses, trèfle, luzerne, sainfoin, poussent à merveille. Au lieu de ne produire que du blé, dont le prix est écrasé par la concurrence de l'Amérique et de l'Inde, augmenter énormément les fourrages de toute espèce, pour doubler la quantité des animaux de race améliorée, voilà, me semble-t-il, le moyen d'enrichir la Roumanie. Dans les pépinières, les aylanthes, les tilleuls, les acacias, et même les conifères ont des pousses énormes. Il faut planter des arbres de toutes parts, pour embellir ce pays, provoquer plus de pluie, l'été, et couper les vents froids, l'hiver. Faute de bois, les paysans brûlent de la paille ou la fiente des ani-

maux ! C'est déplorable ; cela rappelle trop l'Orient ! Dans l'école, on ne s'occupe pas assez de l'amélioration de la race bovine. C'est cependant le point capital.

L'émancipation des paysans, en 1864, a empiré leur situation, comme cela a eu lieu en Russie.

Autrefois, la classe rurale comprenait les paysans, petits propriétaires, appelés en Valachie *mochenéni* et en Moldavie *résèchi,* vivant et exploitant en communautés de familles, et les paysans corvéables, qui cultivaient les terres de l'État, des couvents et des particuliers, moyennant un certain nombre de journées de travail (*clavachi*) affectées à la terre seigneuriale, et la dîme du produit brut. Le seigneur devait leur donner un lot de terre proportionné au bétail qu'ils possédaient. Ils avaient, en outre, des droits de jouissance sur le pâturage et la forêt, jadis propriété communale, mais passée peu à peu aux mains du seigneur. La loi d'émancipation leur a concédé le tiers du sol, soit un lot quitte et libre de 3 à 6 hectares, moyennant une indemnité d'environ 120 francs l'hectare, payable au propriétaire par l'État et remboursable par les paysans en quinze annuités. Plus de quatre cent mille familles agricoles sont devenues ainsi propriétaires [1]; mais l'étendue de leur exploitation, qui augmentait jadis en proportion de leurs ressources, est strictement limitée aujourd'hui, et, avec leur système de culture extensive, elle est insuffisante.

[1] La première répartition a attribué, en moyenne, 3 hectares 70 ares à 279,684 familles en Valachie, et 5 hectares à 127,214 familles en Moldavie ; total, 406,898 familles qui ont reçu, estime-t-on, la huitième partie du sol.

Ils sont donc obligés de travailler sur les *latifundia*, restés aux grands propriétaires, pour une part du produit trop minime. Ils sont, par suite, très pauvres. D'après M. James Samuelson (*Roumania*, 1882), un tiers des paysans ont tout remboursé. Les autres sont encore sous le coup de la dette contractée en 1864. Ils doivent, en outre, acheter du bois et payer pour le pâturage, comme les anciens serfs russes, ce qui est très dur. L'État a conservé d'immenses domaines, et souvent des demandes et des propositions sont faites pour les partager entre les paysans; seulement il faudrait, comme en Bosnie, en Serbie et dans plusieurs États américains, introduire la loi du *homestead*, qui garantit à chaque famille agricole une maison et un lot de terre insaisissables. Il faut lire, à ce sujet, le livre si instructif de M. Rudolf Meyer, dont une traduction française paraîtra bientôt. Le *homestead* serait un moyen de mettre des bornes à « l'accaparement sémitique » du sol, que l'on redoute tant en Roumanie. Les lots des paysans ont été déclarés inaliénables, mais pour trente ans seulement.

M. Aurelian pense que si les paysans parvenaient à cultiver la propriété qui leur appartient d'une façon intensive, ils n'auraient plus besoin de louer leurs bras pour une rémunération insuffisante. Il croit aussi que, par l'association, qu'ils comprennent très bien, ils pourraient, en commun, acheter des machines aratoires, des engrais et même les terres mises en vente par les propriétaires ruinés. On voit déjà les habitants de certaines communes s'associer pour prendre à bail ou en métayage une grande ferme. Ils la répartissent entre eux, et chacun paye une part

du fermage, en rapport avec l'étendue qu'il cultive et le nombre d'animaux qu'il fait pâturer. C'est à peu près le *township* écossais.

L'association pour l'exploitation pastorale se rencontre aussi, comme dans le Jura et en Suisse. Les propriétaires de troupeaux les envoient en commun sur le pâturage, choisissent les pâtres, qui font le lait et le beurre, et règlent ensuite le partage entre les associés, en raison du nombre d'animaux et de leur produit moyen.

Dans une étude comparée, très bien faite, sur l'emphytéose, M. G. Tocilesco parle des communautés agraires des *résèchis,* qui descendent, pense-t-il, des vétérans auxquels les princes concédaient des bénéfices militaires, à l'exemple des empereurs romains. Jusqu'à nos jours, les *résèchis* ont conservé la propriété collective du sol. La communauté constitue une personne civile, à laquelle appartiennent en pleine propriété les terres de la « résèchie ». Celle-ci est même reconnue par la loi. L'article 8 du Code de procédure est ainsi conçu : « La généralité des *mosnénis* (*cetele de mosneni* ou *obstea resecilor*) seront appelés en justice par une seule citation collective, accompagnée d'une seule copie de la requête du réclamant. »

On peut consulter sur le même sujet les circulaires du ministère de la justice de Valachie de 1849, nos 2579 et 2581, dans la collection des lois de M. C. Brailoin : *Legiurea Caragea*, etc., 2e édit. Buchar., 1865, p. 442 et suiv.

« En 1875, dit M. Tocilesco, lorsque j'occupais les fonctions d'avocat des domaines de l'État roumain,

j'ai eu l'occasion de compulser quelques documents très anciens et fort curieux, appartenant à la généralité des *résèches* d'Ivanesti, arrondissement de Racova, qui se trouvaient en procès avec l'État. Il est extrêmement difficile, cela est même passé en proverbe, de procéder à une opération de partage entre les *résèches*. Il faut, en effet, dresser l'arbre généalogique de chacune des familles qui composent la *résèchie*, en remontant de plusieurs siècles, jusqu'à l'ancêtre (*batranul, mosiul*) qui a figuré dans la concession primitive du sol. Les *résèches* sont très nombreux dans le district de Vasloni. Le prince Étienne le Grand leur a fait de nombreuses concessions de terres, à la suite de la mémorable victoire remportée sur les Turcs dans la vallée de Racova. C'est du district de Vasloni qu'étaient originaires les vainqueurs de Grivitza, au siège de Plevna, en 1877. »

La Roumanie est le pays le mieux disposé de toute l'Europe pour servir de théâtre à la plus riche agriculture. Avec des proportions doubles, elle ressemble à la Lombardie. Au nord s'élève, au lieu des Alpes, la haute barrière des Karpathes, d'où sortent, d'une infinité de vallées, un nombre égal de cours d'eau qui, suivant la pente du terrain, coulent directement du nord au sud, vers le Danube, lequel tient ici la place du Pô. Au pied des Karpathes s'étend, de l'est à l'ouest, la région des collines : elles descendent en pente douce pour se perdre dans la grande plaine danubienne. Celle-ci se compose d'une argile jaunâtre, très fertile, et, dans la région qui borde le fleuve, d'une bande de cette fameuse terre noire, qui

constitue la richesse de la Russie méridionale. Le district compris dans le coude que fait le Danube, pour se jeter dans la mer Noire, rappelle les plaines basses de la Vénétie; mais, au lieu des admirables cultures qui s'étendent entre Padoue et les lagunes, on trouve ici la grande steppe inhabitée du Baragan.

Le seul inconvénient de cet admirable amphithéâtre, c'est qu'il est ouvert vers l'Orient, c'est-à-dire vers les steppes de la Russie, d'où la bise, qui souffle pendant 155 jours de l'année, amène la sécheresse et le froid, dont aucun massif forestier ne vient arrêter les fâcheux effets.

L'alluvion qui recouvre la surface du bas pays semble indiquer qu'il y a été déposé dans un fond de mer, à une époque récente. Les terrains tertiaires dominent sur les flancs des Karpathes; les crêtes sont formées de roches secondaires, notamment de calcaires qui livreraient de beaux marbres et d'excellentes pierres à bâtir. Dans la plaine, on ne rencontre ni gravier pour faire des routes, ni même un caillou gros comme le poing. Le bois étant très rare, les matériaux naturels de construction manquent complètement dans les campagnes. On pourrait faire des briques, mais le combustible est introuvable. Il ne reste donc, pour faire des habitations, que du clayonnage revêtu d'argile.

Serait-il impossible à la Roumanie d'acquérir cette richesse agricole qui a fait de la Lombardie le jardin de l'Europe? Nullement; mais il faudrait imiter ce que les habitants de la vallée du Pô ont fait, déjà depuis l'époque romaine, et appliquer ici les procédés qu'a chantés Virgile et que Tacite reprochait aux

Germains de négliger. Arthur Young raconte, dans les notes de son voyage en Italie, que, le soir, au théâtre de la Scala, en voyant une foule de belles dames, avec leurs toilettes élégantes et leurs resplendissants bijoux, il pensait aux fermes qu'il avait visitées le matin et il se disait : C'est cependant du lait et du fromage de leurs vaches que sort ce déploiement d'opulence et de luxe. En Lombardie, toutes les rivières qui viennent des Alpes et des lacs sont captées, endiguées, emprisonnées dans des canaux, puis distribuées dans tout le pays, afin de l'irriguer à volonté, créant ainsi une fertilité merveilleuse et une richesse énorme. En Roumanie, les cours d'eau ne font que du mal, et aucun bien ; ils forment obstacle aux transports sur les routes ; ils creusent et ravinent leurs rives, entraînent la terre d'alluvion et, en approchant du Danube, forment des marais qui produisent la fièvre. La première chose à faire serait une étude générale et approfondie du régime hydrographique existant et des moyens d'en tirer parti, comme on l'a fait en Lombardie. Ceci suppose que les cultivateurs sont prêts à adopter des cultures exigeant les arrosages. Mais quel bienfait que de l'eau et des arbres dans une contrée où, durant quatre mois, il ne tombe de pluie que pendant quelques rares orages et où tout est brûlé par un soleil impitoyable!

En Roumanie, — sans compter la Dobrudja, — sur 12 millions d'hectares, 5,708,945 sont consacrés à la culture et aux pâturages, et 2 millions sont occupés par les forêts ; le reste est improductif, mais par la faute de l'homme, non par celle de la nature.

D'après un travail très bien fait, de M. Aurelian,

Terra nostra, Bucharest, 1880, complété par les données qu'a recueillies récemment M. Paul Dehn (*Deutschland im Orient*, 2ter Th., f. 83), les produits de l'agriculture sont estimés ainsi qu'il suit : Froment, 559,560 hectares, produisant 895,287 tonnes, d'une valeur moyenne de 221,900 francs, dont 400,000 tonnes exportées; seigle, 110,775 hectares, produisant 110,162 tonnes, d'une valeur de 8 millions de francs, dont 78,111 tonnes exportées; orge et avoine, 356,894 hectares, produisant 694,823 tonnes, valant 47 millions de francs, dont 413,665 tonnes exportées.

Le maïs, qui sert à faire la *mamaliga* (la *polenta* italienne), principale nourriture du peuple, occupe à lui seul autant d'espace que toutes les autres céréales : 1,034,755 hectares, livrant 1,885,025 tonnes, d'une valeur de 150 millions de francs, dont 636,831 tonnes sont exportées.

Le bétail est relativement nombreux : il comprend 2,557,381 bêtes à cornes, dont 111,943 buffles; 1,053,403 porcs et 4,758,366 moutons et chèvres. L'exportation se borne aux porcs et aux moutons; elle s'élève à 275,062 têtes, d'une valeur de 10 millions de francs environ, à quoi il faut ajouter, en moyenne, pour 6 millions de laine.

La vigne vient admirablement dans la région des collines, en avant des Karpathes. Elle occupe environ 100,000 hectares, livrant de 500,000 à 1 million d'hectolitres. Le vin de Delu Mare et de Dragaschani, dans la Valachie, et celui d'Odobesci et de Cotnar, en Moldavie, sont agréables et à très bon marché. Au *Grand-Hôtel* de Bucharest, j'ai bu d'excellent dragas-

chani. La viticulture et surtout l'art de faire le vin réclament de grandes améliorations. Les arbres fruitiers de toute espèce, abricotiers, pêchers à fruit dur, cerisiers surtout, viennent à merveille, et si les paysans se donnaient la peine d'en entourer leurs chaumières, ils pourraient en tirer un revenu notable, outre l'agrément d'un dessert agréable et sain ; mais il faudrait exécuter un travail qui ne rapporterait que dans quelques années. C'est trop demander ici à l'esprit de prévoyance. On continue à faire ce qu'ont fait les aïeux, rien de plus. Cependant, dans la région des collines et dans toute la Moldavie, on trouve beaucoup de pruniers à fruits bleus servant à faire une eau-de-vie, appelée *tzouica*, dont les paysans abusent parfois.

C'est dame Routine aussi qui empêche le progrès en agriculture. Il est vrai que le mode de tenure est si détestable qu'il aurait ruiné à fond tout autre pays, même le Far-West américain. En Valachie, sauf quelques grands boïards ou financiers grecs, les propriétaires ne font pas valoir leurs terres. Ils les louent à de grands fermiers ou intermédiaires, semblables aux *mercanti di campagna* de *l'Agro romano,* lesquels les sous-louent aux cultivateurs. Ces fermiers n'ont aucun capital à eux, si ce n'est parfois quelques charrettes ou des machines à battre à vapeur qu'ils mettent à la disposition des cultivateurs, à un prix convenu. Le paysan exploite, outre le lopin de terre qui lui a été attribué lors de l'émancipation, la terre restée au propriétaire, moyennant la moitié du produit. C'est donc un métayage, mais où personne n'engage de capital. Le tenancier laboure, sème, récolte,

bat le grain et le conduit à l'échelle du Danube ou à la gare la plus voisine. Le propriétaire abandonne la moitié nette, qui lui revient, à l'intermédiaire, pour une somme fixe, basée sur le revenu moyen. Seulement, comme le propriétaire roumain a presque toujours besoin d'argent comptant pour ses dépenses à Bucharest, les voyages ou le jeu, il abaisse ses prétentions, afin d'obtenir des avances. L'intermédiaire rançonne ainsi les deux parties avec lesquelles il traite, sans compter la pauvre terre qui est écorchée sans pitié par tout le monde.

Le mode de culture est le type de ce que Liebig appelle *Raub-Kultur*, culture-brigandage : sans cesse elle dérobe, jamais elle ne restitue. La terre est labourée au moyen d'une charrue grossière en bois, qui n'a pas changé depuis l'époque de Trajan; elle déchire la superficie, sans la verser régulièrement. Le blé ou le maïs semé sur les mottes croît parmi les mauvaises herbes de toute sorte, reste toujours bas et donne un produit de si mauvaise qualité qu'il se vend moins cher que le blé américain, et parfois il ne trouve pas d'acheteurs. Le seul binage qui nettoie un peu le sol est celui donné au maïs après qu'il a poussé ses premières feuilles. Mais jamais la terre ne reçoit d'engrais. La paille est brûlée sur place ou dans le foyer des batteuses à vapeur. Près de Bucharest, on aperçoit un vaste amas de fumier qui provient des chevaux entretenus dans la capitale; quand le tas est bien sec, on y met le feu. C'est un crime de lèse-nature et de lèse-humanité. A supposer que le blé n'exige pas d'engrais, ce qui n'est déjà plus vrai, avec le fumier et la paille on pourrait obtenir des récoltes de plantes

industrielles qui vaudraient deux et trois fois le prix de la terre : du tabac, du chanvre, de la chicorée à café, du houblon, etc.

La récolte faite, le sol est livré au pâturage, jusqu'à ce qu'il se recouvre d'une végétation naturelle suffisante pour tenir lieu de fumure. La terre, quelque riche qu'elle soit, finit par s'épuiser, surtout si, la population augmentant, on fait revenir la culture à intervalles plus rapprochés, pour les besoins accrus soit de la consommation intérieure, soit de l'exportation. Le cultivateur ne fait pas de fumier et n'a pas besoin de litière pour ses animaux, parce que ceux-ci vaguent en plein air, été et hiver; ils n'ont pas d'étables. C'est à peine si parfois on leur construit un léger abri. Cependant, le climat est très dur : il est extrême, comme dans la Russie méridionale; on a jusque 30 et 40 degrés au-dessus de zéro, l'été, et 25 à 30 au-dessous, l'hiver. Rien de plus lamentable que de voir, en janvier et en février, les vaches et les chevaux réunis en troupes, tournant le dos au chasse-neige qui les fouette et les ensevelit à moitié. Parfois, l'extrême froid les tue et aussi la faim. Peu de fourrages sont conservés. Point de ces belles meules de foin, artistement construites et qui promettent de bons repas à notre bétail. Pour toute nourriture, ils ont les païlles de maïs qu'ils déterrent de dessous la neige ou qu'ils arrachent d'un tas mis à leur portée. Dans ces conditions, les produits — je ne puis dire de l'étable, puisqu'il n'y en a point, mais des animaux domestiques — sont presque nuls. De beurre, il ne peut guère être question. Les vaches sont toujours maigres; à la fin de l'hiver, ce ne sont plus que des squelettes.

Le bœuf est recherché, mais comme bête de trait plutôt que comme viande de boucherie. On va en chercher en Russie, d'où ils rapportent souvent la peste bovine. Le porc est une sorte de petit sanglier, dont la chair est excellente, mais le poids fait défaut. Le mouton des Karpathes et du Baragan est exquis. La race tsigaye donne de la chair si exquise que les sultans n'en voulaient pas manger d'autre. Seulement, le moyen d'en faire de l'argent quant un gigot se vend à Bucharest 1 fr. 50 c. à 2 francs! Les chevaux sont petits, légers, très durs à la fatigue et aux intempéries, très peu exigeants; mais, faute de formes et de taille, ils n'ont aucune valeur. On en exporte un peu en Transylvanie; mais, d'autre part, on en importe de Russie de qualité supérieure, entre autres, ces charmantes bêtes qu'on voit attelées aux calèches de louage à Bucharest. Autrefois, d'après l'historien Démétrius Cantemir, un proverbe turc disait : Rien de supérieur à un cheval moldave.

Le système de la *mesta* espagnole, c'est-à-dire des troupeaux à migration périodique, est encore pratiqué en Roumanie, comme dans certaines parties de l'Italie méridionale. Des bergers conduisent des troupeaux dans les Karpathes pendant l'été, pour qu'ils s'y nourrissent de l'herbe succulente des montagnes, et ils les ramènent dans la plaine, pendant l'hiver. Des Tzintzares de la Macédoine viennent jusqu'ici acheter des bêtes à cornes maigres; ils les engraissent dans les pâturages soumis à inondation, le long du Danube; puis ils les abattent pour sécher la viande, qui, sous le nom de *pastrama*, est, avec les poissons secs du Danube, l'accompagnement préféré de la bouillie de maïs, *mamaliga*.

Le mûrier résiste aux hivers, et, par suite, l'élevage du ver à soie est possible. Il a été pratiqué de temps immémorial et il produisait la soie dont s'habillaient les femmes des boïards. Un moment, la Roumanie exporta même des graines de la précieuse chenille en Occident, mais les falsifications furent telles qu'il devint impossible de continuer à vendre, surtout quand la concurrence du Japon amena la baisse des prix.

Avec le froment à 18 ou 20 francs les 100 kilogrammes, quel revenu peut donner ici une terre aussi mal cultivée? La différence entre le prix au lieu d'origine et le prix au point d'arrivée est considérable, non pas seulement à cause du fret plus élevé, — 20 à 30 francs la tonne, de Braïla à Londres ou au Havre, et seulement 10 ou même 5 francs de New-York aux mêmes ports, — mais à cause des prélèvements exagérés opérés par les intermédiaires, fermiers, négociants, spéculateurs. Si la Roumanie n'améliore pas la qualité de ses blés, la concurrence américaine ne lui permettra plus d'arriver dans les ports de l'Occident.

Cependant, en visitant quelques grandes fermes exploitées en régie, comme celle de Maratchesti, qui appartient à M. Negroponte, on voit tout ce que cette terre, bénie du ciel, pourrait livrer, en produits végétaux et animaux : des froments splendides, des moutons de race anglaise aussi gras, aussi beaux que dans leur patrie, de jolis chevaux hongrois, des fruits de toute espèce. Ah ! si les propriétaires le voulaient, ce pays deviendrait un paradis; mais il y a un obstacle terrible : l'absentéisme, fléau pire que les

Turcs. Malheureusement, il ne s'explique que trop, car, il faut bien l'avouer, le pays a été rendu inhabitable pour un homme cultivé.

Rien de plus mélancolique que cette vaste plaine à blé de la basse Roumanie. Pas de verdure, pas de prairies, pas d'arbres; l'été, la steppe, coupée de routes poudreuses, toute jaune du nuage de poussière que soulève le moindre vent ou la voiture du voyageur; l'hiver, l'immense névé vide. Les villages font mal au cœur, et à l'économiste, et au philanthrope, et à l'artiste. A l'économiste, car rien n'y est aménagé pour la production de la richesse; nul capital accumulé; pas de bâtiments d'exploitation; quelques instruments aratoires, mais de la pire espèce; très peu d'approvisionnements et pas même de bois de chauffage; au philanthrope, car ces demeures offrent l'image du dénuement le plus complet, conséquence d'un asservissement héréditaire et d'une exploitation à outrance du faible par le fort; la demeure est en terre glaise sur clayonnage; parfois elle est à moitié enfoncée dans le sol, et alors elle est, au moins, chaude en hiver et fraîche en été. Après que le carré qui servira de logis a été creusé comme une sorte de cave, on y fait un grand feu de paille; l'argile se cuit à moitié, comme de la brique, et fait un revêtement dur et assez sec. Le trou est recouvert d'une légère charpente, qui supporte du chaume, des roseaux. Presque point de mobilier : quelques escabeaux, mais toujours un grand coffre pour mettre les vêtements des jours de fête; généralement, point de cheminée; la fumée s'échappe comme elle peut, par les interstices du toit. On la croit saine; et de fait, elle doit

avoir des qualités antiseptiques, puisqu'elle éloigne les insectes des jambons. En tous cas, elle chasse les moustiques, ce qui est précieux. En somme, nulle aisance, nul confort ; la hutte du nègre de l'Afrique centrale est mieux faite pour satisfaire aux nécessités de la vie. Voilà le sort des descendants des colons de Trajan, qui parlent la langue du peuple-roi et qui, depuis dix-sept cents ans, cultivent sans relâche cette terre, la plus fertile du monde !

L'œil de l'artiste s'afflige aussi, car l'aspect de ces campagnes et de ces villages est d'une uniformité désolante. Sauf dans les parties emblavées de maïs, tout le sol est jaunâtre, et les habitations, faites d'argile et de chaume, ont la même teinte terne et triste. Parfois, pour protéger le devant des maisons de l'ardeur du soleil, on pose, sur des pieux, des branches d'arbres avec leur feuillage mort et jauni. Pas une couleur gaie ou brillante. Je ne connais que les plaines de la Castille qui présentent un paysage aussi désolé. Comment le propriétaire viendrait-il se fixer dans ses terres, où il ne trouverait ni ombre, ni eau, ni vue agréable, ni société, ni occupation d'aucune sorte, puisque le sol est exploité par les paysans de la façon la plus sommaire et la plus uniforme? Rien qu'un désert fertile, un soleil brûlant et des flots de poussière. Comme les seigneurs de l'Italie méridionale et de la Sicile, il se réfugie dans les villes, aux lieux de bains ou dans les casinos où l'on joue. Le Roumain, comme son ancêtre le Romain et comme la plupart des peuples gréco-latins, préfère la vie citadine.

Tout est à créer ici. Et d'abord, il faudrait trans-

former l'aspect des campagnes à l'aide de plantations, faire des prairies et des pelouses au moyen des arrosages, créer des parcs, bâtir des résidences simples, rustiques, mais confortables, et il faut que cela se fasse de divers côtés à la fois, afin qu'on puisse, comme en Angleterre, retrouver dans le commerce avec ses voisins ces relations de société, indispensables au bonheur des Roumains et surtout des Roumaines, qui, à la façon des Parisiens, dont ils imitent volontiers les modes, sont très sociables et ennemis de l'isolement. En parcourant ces immenses plaines, nues et brûlées, sur une distance de cinq cents kilomètres, depuis Galatz jusqu'à Verciorowa, pour me rafraîchir je fermais les yeux et je voyais devant moi ces paysages enchanteurs de la Suisse et de l'Angleterre, uniquement dus à la main de l'homme, qui les a embellis rien qu'en y réunissant des herbages et de beaux arbres, Tunbridge-Wells, Shere, Liesthal près de Bâle, l'Emmenthal ou le Simmenthal.

C'est seulement quand les campagnes auront été rendues agréables à voir et à habiter que le propriétaire viendra s'y fixer, et pour opérer cette transformation, il faudra immobiliser du capital. Puis une occupation qui absorbe l'activité du châtelain et de la châtelaine est indispensable. Elle est tout indiquée et il n'en est pas de plus belle, de plus digne de l'homme : faire valoir et embellir sa propriété, ainsi que le faisaient les Romains, comme Caton, du temps de la république. Ainsi que le dit si bien Cicéron : *Nihil est agriculturâ melius, nihil uberius, nihil dulcius, nihil homine libero dignius.* (*De Off.*, I, 42.) Rien de meilleur que l'agriculture, rien de plus productif,

rien de plus doux, rien de plus digne de l'homme libre). Et ce bel éloge, que les boïards roumains devraient tous prendre pour devise : *Voluptates agricolarum mihi ad sapientis vitam proximè videntur accedere* (Les jouissances de celui qui cultive la terre sont presque égales à celles du sage). Écoutez aussi Horace : « Heureux celui qui fait valoir le domaine paternel avec ses propres bœufs sans être chargé d'aucune dette, » *solutus omni fœnore.* (Épode, II.)

Quel plaisir, quel bienfait, quelle œuvre patriotique de transformer tout un canton par ses soins et son intelligence ! C'est à des travaux de ce genre que l'État et l'opinion doivent réserver les honneurs et les récompenses. Mais le grand obstacle reparaît encore. Pour améliorer le bétail, se procurer de bons instruments aratoires, introduire des rotations plus rationnelles, remplacer la culture peu rémunératrice du blé par celle des plantes industrielles, il faut de l'argent, toujours de l'argent. Or, le propriétaire roumain n'en a pas. Loin d'être *solutus omni fœnore,* il a trop souvent à payer de gros intérêts pour une lourde hypothèque, et d'ordinaire son revenu est mangé à l'avance. Toutefois, la voie est toute tracée : c'est aux hommes influents à y entraîner la classe aisée. Les exemples ne sont même pas à chercher à l'étranger. On en trouve dans le pays même, surtout en Moldavie. Déjà, prétend-on, on a introduit des centaines de machines à battre et plus de 50,000 charrues de systèmes anglais et américains.

Le progrès agricole pourrait aussi s'accomplir, en partie, par l'initiative des paysans, améliorant leurs demeures et les entourant de vergers, plantant des

arbres pour se donner de l'ombre, construisant des étables et faisant ainsi de l'engrais, pour obtenir des racines fourragères et faire du beurre, produit toujours cher et recherché partout. Pour cela, il faudrait leur faire comprendre qu'il est une existence plus heureuse que celle qui consiste à manger de la *mamaliga* à suffisance et de coucher sur la dure, dans une tanière. Cette instruction agricole ne pourrait se répandre que par les conseils du maître d'école et du pope, qu'il faudrait préparer à cet apostolat économique.

Il ne faut pas s'étonner si les paysans sont encore très routiniers. Avant 1864, sans être véritablement serfs ou *adscripti glebæ*, ils étaient tenus à des redevances en travail ou corvées, *claca*, et à des prestations en nature, *szima*. Comme nous l'avons dit, ils ont été non seulement complètement affranchis, mais, en outre, la loi leur a attribué des terres d'une étendue de 3 à 6 hectares, suivant le nombre d'animaux de travail qu'ils possédaient, les mettant à même de cultiver leur petite propriété. Celui qui n'avait pas de bétail n'a obtenu que le minimum; celui qui avait deux bœufs, 4 hectares, et celui qui avait quatre bœufs, 5 à 6 hectares.

En Flandre, sur une petite ferme de cette contenance, une famille vivrait très à l'aise et même ferait des économies, car en beurre, viande de boucherie, lin, chicorée, colza, pommes de terre précoces, elle obtiendrait un produit brut de 4,000 à 5,000 francs. Mais avec la culture extensive en usage ici, cela est insuffisant pour subsister. On a essayé la culture de la betterave à sucre, et une vaste usine a été établie

sur la propriété de Chitilla, aux portes de Bucharest, avec les capitaux du propriétaire, le prince Bibesco, et de la maison Cail, qui avait fourni l'outillage. Une seconde a été créée à Sascut. On a pu faire du sucre, mais sans obtenir les bénéfices qu'on espérait. Faut-il s'en étonner quand le prix de ce produit est tombé à la moitié de ce que l'on considérait comme un prix normal et quand partout les fabriques se ferment, ruinées par ce bon marché excessif?

La fabrication du sucre, favorisée par le fisc, rencontre ici deux obstacles qui neutralisent ces faveurs : la sécheresse persistante de l'été, qui parfois est très nuisible au grossissement de la betterave, et la cherté du combustible. Le bois manque et le charbon anglais, grevé d'un fret de 20 à 30 francs la tonne, coûte trois fois aussi cher qu'en France. La plus grande partie du sucre arrive encore de l'étranger : 7,646,000 kilogrammes en 1882, dont 5,236,000 importés d'Autriche-Hongrie.

La Roumanie possède, dans toute la région des Karpathes, les plus belles forêts de l'Europe, et cependant elle manque de bois. Dans les massifs forestiers des montagnes, depuis Verciorowa jusqu'au Butchech, en chassant à l'ours ou en gravissant les sommets, j'ai souvent rencontré, gisant à terre, des troncs si gros qu'on pouvait y appuyer son fusil, et ailleurs des fûts de pins et de chênes élancés et hauts comme des piliers de cathédrale. Et néanmoins, dans la liste des importations de l'année 1882, je vois figurer 15 millions pour « bois et objets en bois ». C'est que, dans toute la plaine, les arbres ont été impitoyablement coupés, et les magnifiques forêts des Karpathes

sont inabordables. La première chose à faire serait donc d'imiter les Hongrois et de planter partout des acacias, qui poussent admirablement dans ces terres d'alluvion fertiles et sèches.

Sous le rapport financier, la Roumanie a fait des progrès merveilleux. Depuis dix ans, on dirait que la guerre, qui ruine les autres peuples, a enrichi celui-ci. L'intérêt, habituellement payé pour tout emprunt ou papier escompté de premier ordre, n'était pas inférieur à 10 ou 12 p. c. Tout d'abord, en 1873, fut fondée la première société roumaine de crédit foncier, qui, fin 1883, avait émis pour 91 millions de lettres de gage, partie à 7 et partie à 5 p. c. La Banque nationale roumaine a rendu des services plus signalés encore : elle a sauvé les commerçants indigènes des griffes des banquiers étrangers. Fondée en 1882, au capital de 30 millions, dont 12 millions versés par l'État, qui est intervenu pour un tiers, elle a ramené le taux de l'escompte à 6 et même à 5 p. c. Elle a des succursales dans les principales villes : Braïla, Jassy, Galatz, Kraïova, et elle parvient à maintenir en circulation pour 80 millions de billets.

Le revenu de l'État a doublé, sans que des charges réellement plus lourdes aient été imposées au pays. En 1871, il s'élevait seulement à 66 millions de francs, et en 1882 à 122 millions. L'impôt sur le tabac donnait un demi-million; constitué en monopole, il produit 16 millions. Au lieu d'un million et demi, l'alcool en donne 7, les douanes 16 au lieu de 8, l'impôt foncier 8 au lieu de 4, et il en va de même pour le reste. Chose rare en ce temps de déficit

universel, la Roumanie est arrivée à se constituer un trésor. Il est vrai qu'elle ne le gardera pas longtemps. On lui a trouvé un emploi très productif : on va l'utiliser à fortifier Bucharest !

Par une opération excellente sous tous les rapports, l'État est redevenu maître de ses chemins de fer, en les rachetant après la faillite du fameux banquier Strousberg. Il a ôté ainsi un dangereux prétexte à l'ingérence de l'étranger. Les voies ferrées sont devenues l'un des moyens qu'emploient les grands États pour subalterniser les petits.

Le pétrole peut aussi devenir pour la Roumanie une source de richesse. La région oléifère, sur la pente sud des Karpathes, occupe une surface considérable, mais dont on ignore encore les limites ; elle est probablement le prolongement de celle qu'on rencontre en Galicie et en Hongrie. Les sources les plus riches se trouvent dans les districts de Prahowa, de Dimbowitza et de Buzen. On n'a encore exploité que les couches supérieures. Le trou de sonde le plus profond n'a pas dépassé 240 mètres, et on croit que, plus bas, la production sera beaucoup plus puissante et plus régulière. D'après M. Paul Dehn, à qui j'emprunte ces détails, on obtient deux sortes d'huile, l'une assez grossière, la *pacura*, l'autre plus légère, appelée *titei*, qui contient 78 p. c. d'huile de lampe. On en exporte des quantités notables en Hongrie : plus de 14,000 tonnes en 1882. La production totale est estimée à 30,000 tonnes. Elle satisfait à toute la demande intérieure, car on n'a importé, en 1882, que 730 tonnes. Il est vrai qu'elle est protégée par des droits d'entrée élevés : 5 francs pour le pétrole

brut et 30 francs pour le raffiné, aux 100 kilogrammes. Cependant, cela ne suffit pas pour assurer des bénéfices. Trois compagnies étrangères exploitent les sources pétrolifères : une compagnie autrichienne près de Kolibaschi, mais elle a payé ses concessions trop cher ; une compagnie allemande près de Plojesti, mais elle est, dit-on, administrée à trop grands frais ; enfin une compagnie anglaise, mais qui est située trop loin du chemin de fer. On prétend qu'en deux ans, elles ont perdu plus de 4 millions. Le pétrole ne manque pas ; seulement, la concurrence de la Pennsylvanie et de Bakou amène des prix trop bas. La Roumanie ferait mieux de conserver son huile minérale pour l'époque où elle commencera à s'épuiser ailleurs.

Les mines de sel gemme d'Ocna, de Slanic et de Telega ne sont pas inférieures à celles de Maros-Ujvar, en Transylvanie, et de Wielitzka, en Galicie. Elles paraissent inépuisables et elles sont très faciles à exploiter. Elles le sont par l'État, qui y fait travailler les condamnés aux travaux forcés. En 1882, elles ont exporté 21,916 tonnes, d'une valeur de plus de 1 million. La Bulgarie en a pris 11,153 tonnes, et la Serbie, 9,098. Comme la régie a abaissé, en 1883, le prix à 40 francs la tonne pour l'exportation, celle-ci est destinée à s'accroître notablement.

La Roumanie manque de capitaux pour améliorer son agriculture, qui est, certes, sa principale source de richesse. Et cependant elle s'efforce de les détourner vers l'industrie manufacturière, artificiellement protégée et subventionnée. On semble croire dans toute l'Europe orientale et méridionale qu'un

pays n'est civilisé et prospère que quand il a des fabriques. Ne voit-on pas que les ouvriers, entassés dans les ateliers des villes populeuses, nécessairement mal logés, sont, en outre, exposés aux grèves et aux chômages qui résultent des crises périodiques? *O fortunati nimium si sua boona norent agricolæ!* Il faut bien comprendre que le capital ne peut pas agir de deux côtés à la fois. Si, par des primes, vous le dirigez arbitrairement vers l'une ou l'autre industrie, nécessairement il ne peut aller féconder le sol. On parvient à maintenir en vie deux fabriques de draps, l'une à Neamtzu, l'autre à Peatra, mais en leur réservant la livraison pour les troupes, et une grande fabrique de papier, au capital de 3 millions, à Bacau, mais en lui assurant, par une loi spéciale, le droit de fournir tout le papier que réclame une administration déjà presque aussi « paperassière » que celles de notre Occident.

Il est cependant une industrie qui prospère, non seulement sans les secours de l'État, mais malgré des droits écrasants : c'est celle de la bière. Il est vrai que partout, du Nord au Midi, de l'Orient à l'Occident, dans le monde entier, Gambrinus étend son empire. On comptait, en 1883, 27 brasseries et on importait encore pour près de 400,000 francs de bières étrangères. Le droit d'accise au profit de l'État est de 20 francs par hectolitre, plus, à Bucharest, 15 francs d'octroi, tandis qu'on ne paye à Paris que 22 francs, à Vienne 10, à Munich 3 et à Berlin 1 fr. 50 c.

Les industries domestiques jouent un rôle très considérable, mais inaperçu, dans la création des

choses utiles à l'homme; car, à la campagne, les paysans se font eux-mêmes presque tous leurs meubles, leurs outils et leurs instruments aratoires, et les femmes fabriquent et confectionnent les vêtements pour toute la famille. Mais les étrangers ont en mains ce que l'on appelle les affaires, parce que, jusqu'à présent, les jeunes Roumains préfèrent occuper une place dans l'administration, dans l'armée ou dans la magistrature. Les Français et les Belges ont eu, pendant un temps, le monopole de la banque; ils ont fondé successivement la Banque de Roumanie en 1879, le Crédit mobilier roumain en 1881 et la Société roumaine de construction la même année. Le capital français a créé aussi la Compagnie du gaz, la Société des basaltes artificiels et d'autres entreprises moins importantes. Dans les ports du Danube, Galatz et Braïla, dominent les Anglais et les Grecs pour les importations diverses et surtout pour les exportations des blés. Une firme anglaise, « The Sulina elevator Company », a établi récemment sur le fleuve un élévateur, modèle américain, pour charger les grains. Ce sont les Anglais qui ont construit le chemin de fer Tchernavoda-Küstendjeh, à travers la Dobrudja, et la ligne Routschouk-Varna, qui est encore un tronçon de la voie rapide de Vienne à Constantinople.

Les Grecs occupent toujours dans le commerce une place très importante, et comme le Phanar dominait jadis en Roumanie, plusieurs grandes familles phanariotes y ont conservé d'immenses domaines. Les Suisses sont ici, comme partout, d'excellents exportateurs, très au courant des besoins locaux, économes,

simples et faisant honnêtement de bonnes affaires. Les Hongrois sont très nombreux : ils forment une grande partie de la haute domesticité. Les cuisinières et les cochers dans les bonnes maisons viennent de la Transylvanie. Parmi les maçons, on trouve des Italiens, et des Allemands dans les divers métiers.

Chose inouïe, les Roumains, peuple essentiellement agricole, n'ont pas songé à cultiver des légumes pour leur capitale. Elle n'aurait ni une salade, ni une carotte, si les Bulgares n'arrivaient pas, chaque année, louer des terres aux environs de Bucharest pour y faire de la culture maraîchère. Quand vient l'hiver, ils s'en retournent chez eux, le gousset bien garni, et reviennent au printemps avec les hirondelles. Ce fait seul suffit pour montrer ce qu'il faudra d'efforts et de propagande, si l'on veut introduire la culture intensive en Roumanie.

Parmi les étrangers, faut-il nommer les juifs? Oui, car la législation les considère comme tels, à moins qu'ils ne se fassent naturaliser, ce qui n'est pas facile. Cependant, ils forment le dixième de la population totale du royaume, le quart de celle de la Moldavie prise à part et les six dixièmes de celle de sa capitale, Jassy. La question des juifs est ici plus difficile qu'on ne se l'imagine en Occident. Elle préoccupe tout le monde. Chacun m'en parle, depuis mon hôtelier jusqu'au ministre et au roi. Je crois donc devoir y revenir.

Tolérance, égalité de droits, égalité des races, ce sont là des principes de justice que personne ne songe à contester. Mais, me dit-on, pouvons-nous voir sans effroi se préparer un ordre de choses où toute la

propriété, terres, maisons, usines, chemins de fer, appartiendrait aux juifs et où nous, Roumains, serions leurs tenanciers, leurs valets, leurs ouvriers, leurs subordonnés en tout et partout? Dans le combat économique, le juif dévore le Roumain aussi sûrement que l'araignée, la mouche.

Le Roumain est brillant, intelligent, mais peu travailleur et très dépensier, surtout imprévoyant, toujours prêt à s'endetter pour satisfaire la soif actuelle du plaisir. Le paysan vend sa récolte au cabaret pour avoir de l'eau-de-vie, le boïard engage sa terre pour aller à Paris ou à Mehadia. Le juif est économe, avisé, toujours à l'affût d'un marché avantageux, disposant de cette puissance irrésistible dans un pays de gens endettés : l'argent comptant. Pour faire les affaires, il a une supériorité incontestable.

Il est mieux doué, sous tous les rapports, que les autres races au milieu desquelles il vit. Dans le monde, proportion gardée, la race israélite a plus de philosophes, plus de poètes, plus d'artistes, plus d'écrivains et surtout plus de journalistes, supériorité énorme en un temps où la presse est non le quatrième, mais le premier État. Armé de cette intelligence supérieure, si la libre concurrence, ainsi que toutes les libertés et toutes les égalités sont proclamées, la victoire définitive du juif est inévitable. Mettez dans une bouteille de l'huile et de l'eau; secouez, mélangez tant qu'il vous plaira : le mélange intime ne s'opère pas, et dès que la bouteille est au repos, l'huile surnage. Il en est ainsi du juif en Orient. Si l'on ne considère que le progrès de la

richesse, on ne peut pas regretter que la race la plus énergique, la plus apte à produire et à épargner prenne la place d'une autre race plus légère, moins apte à créer du capital. Seulement, on comprend que la race destinée à être mangée, ou tout au moins subalternisée, ne s'y résigne pas de bon cœur et tâche de se défendre. C'est ce que font les Roumains d'une façon toute particulière.

Émus par les réclamations et les plaintes des juifs, les grands États avaient imposé à la Roumanie, au traité de Berlin, l'obligation d'admettre l'égalité des droits pour tous, sans distinction de culte. Aussi la constitution roumaine, modifiée en 1879, proclame, dans l'article 21, que « la liberté de conscience est absolue », et dans l'article 7, que « la différence de croyances religieuses et de confessions ne constitue pas, en Roumanie, un empêchement à l'acquisition et à l'exercice des droits civils et politiques ». Certes, on ne peut rien réclamer de plus. Les constitutions des États les plus libres ne contiennent point de garanties plus complètes, plus explicites. Seulement, le § 5 du même article 7 dit : « Ne peuvent acquérir des immeubles ruraux en Roumanie que les Roumains ou ceux qui sont naturalisés Roumains. » Or, les juifs sont considérés comme étrangers. Ils peuvent, à la vérité, se faire naturaliser. Mais la naturalisation ne s'obtient que par une décision du pouvoir législatif et sur une demande en règle, suivie « de dix années de domicile et d'actes utiles au pays ». De cette façon, les juifs n'acquerront la nationalité roumaine que peu à peu, et non brusquement, comme à la suite d'une inva-

sion. Cela donnera le temps aux Roumains de se préparer à la lutte pour l'existence, sur le terrain économique. Néanmoins, s'ils ne veulent pas être évincés à tous les degrés de l'échelle sociale, ils devront travailler davantage.

On cite cette boutade du ministre Bratiano, dans un discours prononcé le 26 janvier 1884, à propos de la réforme de la magistrature : « Nous devrions travailler deux fois plus que nous ne le faisons, autant au moins que les étrangers avec qui nous sommes en concurrence. Voyez Gladstone, qui a plus de 75 ans : il travaille quatorze heures par jour et il en exige autant de ses employés. Savez-vous pourquoi, chez nous, chacun demande une place à l'État? Parce qu'au lieu d'exploiter ou d'administrer nous-mêmes nos terres, nous préférons les louer en bloc à des intermédiaires, afin de nous amuser dans les villes ou à l'étranger. Voyez nos cafés, nos casinos, nos jardins publics : ils sont toujours remplis de propriétaires inoccupés, et surtout d'employés. »

Quand, au traité de Berlin, la Russie a forcé la Roumanie à lui céder une partie de la Bessarabie en échange de la Dobrudja, le cabinet de Bucharest a protesté avec énergie et persistance. Cette étrange façon de le récompenser du précieux concours qu'il avait apporté à l'armée russe, à Plevna, a laissé au cœur du Roumain un sentiment d'amertume et de rancune qui ne s'effacera pas vite. Toutefois, il est certain que la Roumanie a gagné au change. Depuis la guerre de Crimée, où la Dobrudja est devenue le tombeau d'un si grand nombre de Français, emportés par les fièvres et les maladies, cette région a conservé

une détestable réputation. Cependant, elle est formée de collines assez élevées, couvertes d'herbages propres à nourrir des troupeaux et de vallées fertiles où rien ne s'oppose à une bonne culture. Les colonies allemandes qui se sont établies à Kataloï, Atmadscha, Koscholak et Tanhri-Verdi l'ont bien prouvé : elles ont bâti de beaux villages, avec de bonnes maisons, bien entretenues, et des champs bien cultivés, qui font contraste avec les huttes qu'habitent les Bulgares et les Tartares qui les entourent. Les deux tiers du pays sont, paraît-il, susceptibles de produire de tout, et surtout de très bon vin, sur les premières pentes des collines. La Dobrudja pourrait nourrir facilement un demi-million d'hommes. Malheureusement, elle se dépeuple rapidement. Les musulmans émigrent en grand nombre, pour se soustraire à la conscription, et les pâtres de langue roumaine, les Mokanes, qu'on s'efforce de faire venir de la Hongrie, où ils sont fixés, ne suffisent pas à les remplacer. De 250,000 âmes, la population est tombée à 170,000. Cependant, Kustendjeh, sur la mer Noire, est déjà un lieu de bains très fréquenté. Si on fait un pont sur le Danube et si l'on améliore le port, cette ville deviendra la principale échelle de la Roumanie, car elle n'est jamais fermée par les glaces, comme l'est souvent le Danube en face de Galatz et de Braïla.

Dois-je résumer mon impression? Elle ressort de ce qui précède. En beaucoup de points, par son amour de la liberté, par ses institutions, par les visées de ses hommes d'État et de son souverain, la Roumanie m'a rappelé la Belgique. Seulement, comme au lieu de 29,451 kilomètres carrés, son

territoire en mesure 129,947 et qu'elle n'a que 40 habitants par 100 hectares, elle est appelée à devenir trois ou quatre fois plus peuplée et plus puissante, si elle continue à être bien gouvernée. Qu'elle se garde de jalouser ses voisins, de se mêler à la politique extérieure, sauf pour se défendre, et qu'elle s'applique surtout à développer ses ressources naturelles, et son avenir est assuré.

— M. Aurelian me conduit visiter une école primaire, située près d'une jolie église neuve et précédée d'un jardin bien planté. Les classes et le matériel scolaire sont semblables à ce qu'on trouve dans nos bonnes écoles de l'Occident ; mais ce qui m'intéresse, ce sont les exercices militaires faits par les enfants avec un ensemble et une précision qui me rappellent les écoliers de Berne. Ils portent l'uniforme des soldats de l'armée territoriale, tout en toile grise, avec ceinture rouge et kalpak d'astrakan, et chacun est armé d'un petit fusil de bois. On prépare ainsi d'excellentes recrues pour l'armée territoriale.

Je dois à M. Aurelian des tableaux complets résumant la situation de l'instruction primaire pendant l'année 1881-1882. J'y note les chiffres suivants. Écoles primaires rurales : 2,459 ; élèves : garçons, 74,532 ; filles, 8,544. Écoles urbaines : 271 ; élèves : garçons, 23,832 ; filles, 12,989. Total général, 119,897, pour une population de 5,376,000 âmes, soit un élève par 44 habitants. C'est extrêmement peu. Le nombre des filles qui vont à l'école dans les campagnes est étonnamment minime. Quelle différence avec les pays scandinaves ! Les établissements d'instruction moyenne sont relativement

beaucoup plus peuplés : 7 lycées avec 160 professeurs et 2,108 élèves; 19 gymnases avec 180 professeurs et 2,098 élèves; 9 séminaires avec 99 professeurs et 1,512 élèves; 8 écoles normales primaires avec 85 professeurs et 741 élèves; 5 écoles de commerce avec 56 professeurs et 772 élèves; 12 écoles supérieures et professionnelles, dont une normale pour filles, avec 119 professeurs et 1,459 élèves; 28 écoles spéciales, de différentes espèces, avec 199 professeurs et 2,085 élèves. Deux universités, l'une à Bucharest, l'autre à Jassy, avec 87 professeurs et 693 étudiants, y compris 4 jeunes filles, dont une à la faculté des lettres, une à la faculté des sciences et deux à la faculté de médecine. Il en est ici comme en Grèce : l'instruction est suffisamment répandue dans la classe moyenne, mais trop peu dans la classe populaire, surtout à la campagne.

— Il y a quelques années, la situation financière de la Roumanie était déplorable, et on avait autant de peine à se faire payer par le trésor qu'à Constantinople. Aujourd'hui, il y a souvent des excédents, et le budget de 1884 s'équilibre : 125 millions en recettes et autant en dépenses. La dette totale n'est pas trop lourde : 619 millions, dont 345 représentés par la valeur des chemins de fer appartenant à l'État; reste 274 millions de dette réelle. Puisse la Roumanie en rester là! Le système monétaire est celui de la France, sauf que le franc est appelé *leu*. L'organisation de l'armée est conçue d'après l'ancien type prussien; effectif réduit sous les armes : 18,532 hommes et 2,945 chevaux, mais réserves nombreuses et bien exercées, dans l'armée territo-

riale, qui compte 100,000 hommes. Très occupé des choses militaires, le roi Charles est parvenu à donner à ses troupes les qualités du soldat : entrain et solidité, comme elles l'ont prouvé à Plevna.

— Commerce extérieur en 1870 : Importation, fr. 82,927,228 ; exportation, 117,682,783. En 1882 : importation, 268,851,921 ; exportation, 244,730,199, dont la plus large part représente les échanges avec l'Autriche-Hongrie, qui s'élèvent à : importation, 134,515,000 ; exportation, 74,706,000.

— M. Lavertujon, commissaire français dans la commission européenne du Danube, m'a communiqué quelques détails très intéressants sur cette institution. Je l'admire singulièrement. J'y vois le premier exemple de ce que pourra faire dans l'avenir l'esprit d'entente chez les nations civilisées, désireuses d'assurer l'existence d'une œuvre internationale profitable à tous. Que de choses utiles pourraient être exécutées ainsi, par un effort commun, qui ne le sont point, parce que nul n'en retirerait un avantage direct et exclusif!

La commission européenne du Danube est sortie des résolutions du traité de Paris de 1856, qui garantit, d'une façon plus solennelle, la liberté du fleuve, et qui décida, en outre, qu'il fallait le rouvrir matériellement. Négligées depuis 1828, ses trois bouches principales étaient presque également envasées. La commission se composait de délégués des grandes puissances qui avaient pris part au traité de Paris, auxquels a été adjoint récemment un délégué roumain. On lui constitua un budget par le prélèvement de péages, ce qui lui permit d'abord d'exécuter

les travaux d'approfondissement nécessaires dans le bras de Soulina, et ensuite, chose essentielle, de garantir la sécurité et de mettre fin à la coupable industrie des « naufrageurs » et aux pillages de toute espèce, auxquels les vaisseaux étaient exposés. La commission a ainsi tous les attributs d'un État : un territoire, le delta du Danube jusque Braïla, un drapeau, un budget; elle édicte des règlements de police et de navigation, et fait exécuter des travaux. Et, ce qui est vraiment admirable, c'est un État international, créé pour le bien du commerce de l'humanité tout entière. Le succès des travaux exécutés par la commission peut être apprécié par les statistiques régulièrement publiées, concernant le nombre des navires entrés et sortis, leur tonnage, les profondeurs de la bouche de Soulina aux différentes saisons, le niveau de l'eau aux points jadis les plus dangereux, le nombre des naufrages, etc. Il ne faut pas oublier qu'avant ces travaux, les embouchures du Danube étaient infranchissables, et que les vues qu'en dessinaient les artistes montraient, de tous côtés, les mâts des navires coulés à fond.

Une conférence réunie à Londres en mars 1883, qui décida qu'elle n'était qu'une prolongation du congrès de Berlin, a accordé à la commission du Danube une nouvelle durée de vingt-cinq ans. En outre, elle a voulu créer un régime semblable sur le Danube moyen, entre Galatz et les Portes-de-Fer, en chargeant l'Autriche du soin de faire disparaître cet obstacle et en créant une commission mixte munie de pouvoirs semblables à ceux de la commission du Delta. Dans cette commission, l'influence prépondérante était dé-

volue à l'Autriche, quoiqu'elle ne fût pas État riverain, mais en raison de ses intérêts considérables engagés sur le haut Danube. Cette combinaison est restée jusqu'à ce jour lettre morte, par suite de la résistance absolue de la Roumanie. Dans son discours du trône (15 novembre 1881), le roi Charles disait : « Nous acceptons les règlements les plus sévères et la surveillance la plus rigoureuse pour leur application, mais nous entendons que, dans les eaux roumaines, cette surveillance soit exercée par les autorités roumaines. »

Ce débat excitait encore au plus haut degré les esprits lors de mon séjour à Bucharest. Le ministre avait publié un mémoire très bien fait pour démontrer les droits de son pays. D'éminentes autorités du droit international, MM. de Holtzendorf et Castellani, avaient décidé qu'on ne pouvait porter atteinte au droit de souveraineté de la Roumanie sur son propre territoire. Les journaux autrichiens et les journaux roumains se livraient à une polémique si violente, qu'on pouvait en redouter les conséquences. Depuis lors, le calme s'est fait. La question est assoupie, mais la commission, dont les travaux seraient fort utiles, n'existe pas. Ne pourrait-on attribuer les droits qu'on lui a accordés à la commission des Bouches, sauf à confier l'exécution des règlements aux États riverains, sur leur propre territoire? Cette exécution, pour être moins rigoureuse, serait cependant efficace, car la Commission européenne dénoncerait à l'Europe l'État qui faillirait à ses obligations.

— Je m'amuse à voir circuler dans les rues les cochers de fiacre russes : ils conduisent, avec une

adresse merveilleuse, une jolie victoria attelée de chevaux très élégants, à la longue queue et à l'abondante crinière. Ils filent au grand trot et s'arrêtent brusquement, sur place; on les dirige où l'on veut aller, en les touchant du bout de la canne, soit à gauche, soit à droite. Ils ont un aspect étrange : sans barbe et enveloppés dans leur long cafetan, ils ressemblent à des femmes. Ils font penser aux eunuques que l'on voit au Caire et à Constantinople, à côté des voitures où se trouvent les beautés des harems. Et ils le sont, en effet, mais par leur volonté. Ils se mutilent, comme Origène, par esprit de sacrifice et croyant être ainsi agréables à Dieu. A Moscou, les membres de cette secte sont assez nombreux. Ils occupent toute une rue près de la Bourse-aux-Grains. Beaucoup d'entre eux sont banquiers, d'autres marchands. Comme dit Berenger,

> Exempts du tendre embarras
> Qui maigrit l'espèce humaine,

ils s'enrichissent, étant tout à leurs affaires, et très économes. Le gouvernement les persécute. Pourquoi? Ils appliquent tout simplement la façon la plus radicale de résoudre le problème de Malthus. Schopenhauer et Hartmann les en féliciteraient, car, si tout le monde les imitait, la malheureuse espèce humaine cesserait d'exister.

—Au moment de terminer mon voyage, je rencontre encore ici la question des nationalités, qui n'a cessé de me poursuivre depuis que j'ai franchi la frontière de l'Autriche. Ce n'est pas à l'intérieur de la Roumanie

qu'elle se présente, mais au dehors, dans les pays voisins; car plus de quatre millions de Roumains habitent la Transylvanie et le Banat en Hongrie, et la Bessarabie en Russie. J'entends surtout des plaintes très vives contre les mesures de compression et même de persécution employées par les Hongrois pour magyariser les Valaques, et l'on me remet à ce sujet un document très curieux : c'est le mémorandum rédigé par le comité qu'ont élu, le 14 mai 1881, 153 délégués des électeurs roumains de la Transylvanie et de la Hongrie. Les preuves historiques des droits de la nationalité roumaine, les griefs qu'elle a à faire valoir y sont exposés en grand détail. En conclusion, voici ce que demande ce comité, qu'on peut vraiment appeler national : 1° L'autonomie de la Transylvanie rétablie; 2° pour les districts habités par les Roumains, emploi de la langue roumaine dans l'administration et les tribunaux; 3° fonctionnaires roumains ou parlant le roumain; 4° revision de la loi sur les nationalités ou exécution loyale de la loi existante; 5° autonomie des églises et des écoles confessionnelles; abrogation des lois contraires au développement national; 6° suffrage universel ou droit de vote pour tout contribuable. Trois millions de Roumains font donc entendre, à l'est de la Hongrie, les mêmes plaintes que trois millions de Croates et de Slovènes à l'ouest.

A ces plaintes et à celles non moins vives des Saxons transylvains, M. Ambros Nemenyi, député au Parlement hongrois et rédacteur du *Pester Lloyd*, a répondu avec beaucoup de modération et en citant les faits, dans un écrit intitulé *Hungaricæ Res*. Il

montre d'abord qu'en vertu de la loi sur les droits égaux des nationalisés de 1868 (*Gleichberechtigung der Nationalitäten*), ce sont les communes ou les autorités scolaires locales qui décident de la langue à employer dans l'enseignement et dans l'administration. En conséquence, sur les 15,824 écoles existant en Hongrie (non compris la Croatie) en 1880, 7,342 seulement étaient de langue magyare et 8,482 appartenaient à d'autres langues.

Dans une étude récente, écrite de la façon la plus impartiale : *Die Sprachenrechte in den Staaten gemischte Nationalität*, M. Adolph Fischoff montre que la loi hongroise de 1868 sur la *Gleichberechtigung* est celle qui tient le mieux compte des droits des différentes nationalités. La loi de 1863 concernant les nationalités en Transylvanie porte : Art. 1er. Les trois langues du pays (*Landessprachen*) sont le hongrois, l'allemand et le roumain. — Art. 2 à 9. Dans les rapports avec la justice ou l'administration, chaque partie peut se servir de l'une de ces trois langues. — Art. 11. Les conseils municipaux décident quelle sera la langue officielle. — Art. 18. Dans les écoles de tous les degrés, ceux à qui incombe leur entretien et leur direction décident de la langue à employer. — Art. 19. Il en est de même dans les églises. — Que peut-on demander de plus?

Toutefois, les non-Magyars se plaignent des Magyars, tel est le fait; fait regrettable, inquiétant. La cause en est facile à discerner : les uns et les autres poursuivent un idéal opposé. Les Hongrois désirent constituer un royaume unitaire, avec un Parlement à l'anglaise, et, par conséquent, ils s'effor-

cent d'amoindrir le particularisme dans les institutions, dans les langues, dans les mœurs, dans les idées. Et cela se conçoit, car ces institutions gothiques opposent à la rapidité de mouvement qu'exigent les situations modernes des entraves intolérables. Les non-Magyares, au contraire, veulent conserver tout ce qui diminue l'action du pouvoir central et du magyarisme.

Je répéterai ce que j'ai dit à propos de la Croatie. Les Hongrois devraient accepter franchement le fédéralisme dans la Transleithanie, ainsi que devraient le faire les Allemands dans la Cisleithanie, et à bien plus forte raison, car leur situation est plus périlleuse. Les Magyars ne peuvent plus espérer s'assimiler les Croates, ayant à côté d'eux la Serbie et la Bosnie, qui grandiront, pas plus que les Valaques soutenus par la jeune Roumanie, qui se développera aussi. Quel danger, le jour où il faudrait défendre la patrie, d'avoir pour ennemis ces nationalités habitant le pays même ! J'ai vu, en 1867, en Transylvanie, les ruines noircies des châteaux des Hongrois incendiés par les paysans valaques. Le Parlement de Pesth a supprimé l'autonomie de la Transylvanie, qui datait d'avant l'an mil et qui avait son glorieux passé, comme le Parlement anglais a mis fin à l'autonomie de l'Irlande. En ce moment, l'Angleterre veut rétablir celle-ci, mais que de périls résultant des amers souvenirs du passé !

Voyez, au contraire, le Tessin complètement italien. L'Italie est unie, libre, glorieuse, prospère même à certains égards. Et cependant, les Italiens tessinois ne demandent pas à s'y annexer. Ils pré-

fèrent rester un canton de la Confédération suisse. Faites en sorte que les Croates, les Serbes et les Valaques soient aussi attachés à la couronne de saint Étienne. Mais vous n'atteindrez ce résultat que par la fédération.

Il se produit dans le monde deux mouvements, l'un centripète, l'autre centrifuge ; l'un de fusion des peuples, produit par la facilité des communications et la similitude des mœurs et des lois; l'autre de décentralisation, amené par le désir des provinces et des communes de se gouverner elles-mêmes.

— Dans les maisons en construction, des femmes et souvent de charmantes jeunes filles, des tziganes, servent d'aides aux maçons ; elles leur apportent les briques et le mortier. C'est pitié de voir leurs petites mains et leurs beaux cheveux noirs corrodés par la chaux.

Dans son livre *Past, Present and Future*, Carey montre, en citant des faits nombreux, que plus l'état social est arriéré, plus les gros ouvrages sont imposés aux femmes. En Corse, un *facchino* s'empare de votre malle à la descente du steamer ; mais sa femme marche à ses côtés. Bientôt la malle est sur le dos de la femme, et le mari sert de guide jusqu'à l'hôtel, en fumant un cigare. Chez les Germains de Tacite, comme chez les Indiens de nos jours, la femme travaille la terre : l'homme chasse, boit, se chauffe, discute et se bat. Rien n'étonne plus un citoyen des États-Unis que de voir, en Europe, les femmes travailler dans les houillères, biner les récoltes et transporter de lourds fardeaux. La remarque de Carey est donc vraie, surtout quand on se rappelle

que les sociétés les plus policées plongent encore, par leurs couches inférieures, dans les époques primitives.

— Je suis à Bucharest, en plein été, et je ne vois nulle variété de légumes et de fruits : de beaux melons et quelques petites cerises; c'est tout. — Comment se fait-il que près d'une ville où l'on aime la bonne chère, on ne s'avise pas de créer des jardins potagers comme ceux qui entourent toutes nos grandes villes de l'Occident? Pourquoi n'utilise-t-on pas ainsi le fumier, qui est considéré comme une « nuisance »? Comment reste-t-on dépendant de la culture maraîchère, très élémentaire, des Bulgares? Pour un homme riche, ce serait un plaisir, un bon exemple et une honorable source de revenus de créer de grands jardins maraîchers.

— Je pars à regret pour l'Occident. M. Aurelian a l'extrême prévenance de venir, à huit heures du matin, me mettre en voiture et me retenir un coupé. Près de la première gare, voici la fabrique de sucre de Chitilla. Elle paraît très bien montée. A côté s'étend un grand bois avec des baliveaux de chênes sur souches à taillis, qui ne feront jamais de beaux arbres. Dans le jardin de la gare, splendide catalpa en fleurs. Tout ici vient à merveille. Sur des plaines légèrement ondulées, apparaît par-ci par-là un village composé de pauvres chaumières en torchis, sans véranda, sans verger. Des branches mortes sont posées sur des perches pour donner un peu d'ombre. Pourquoi ne pas couvrir les habitations de plantes grimpantes, de vignes même, en les entourant d'arbres fruitiers? Est-ce que les exigences du boïard, comme celles du fise turc, auraient tué la prévoyance? Quand

l'homme est trop foulé, le sentiment esthétique lui demeure plus étranger qu'au sauvage. A droite, on aperçoit dans le lointain les sommets bleuâtres des monts Gherganis.

Près de Gaesti, une pépinière! Bon signe! On songe donc à planter. Les gleditsias font des clôtures admirables! Quelles jets puissants! Le *Pinus nigra austriaca*, qui vient des Karpathes, pousse bien, même en plaine. Près d'un village, quelques gros noyers. Pourquoi ne pas les multiplier de tous côtés? Avec la noix, on fait de l'huile exportable, et le bois pour canon à fusil est toujours très cher. Avant d'arriver à Leordeni, jolies collines; elles devraient être couvertes de vignobles, qui donneraient de très bon vin.

A Pitesti, je remarque que, pour couvrir les bâtiments, on emploie, au lieu du zinc, la tôle peinte, comme en Russie. C'est étrange. Les frais des peintures, souvent répétés, enlèvent et bien au delà, l'économie que procure le bon marché de la tôle. Bientôt, nous traversons d'énormes plaines presque incultes, où, par-ci par-là, un champ d'un blé très petit et très maigre se détache, en jaune clair, au milieu des jachères nues. De temps à autre, on a réservé un groupe de chênons, pour servir d'abri aux animaux contre le soleil, l'été, et la neige, l'hiver. Nous traversons l'Oltu, rivière des pays argileux et déboisés : lit démesuré, où l'eau peu profonde se ramifie en plusieurs canaux; berges ravinées par les fortes eaux; des saules croissant sur les rives et dans les parties soumises à inondation.

Après Piatra, je remarque un village où l'aisance

paraît plus grande. Deux clochers élancés revêtus de fer-blanc étincèlent au soleil, comme les minarets de la Bosnie. — Pelesci : les gares sont bien entretenues, les salles d'attente fraîchement repeintes; on n'est plus en Orient. On empierre les routes avec du gravier; mais il est si rare! Dans l'argile fertile, on ne rencontre pas un caillou. On pourrait, comme en Hollande, faire des routes en briques fortement cuites (*klinkers*); seulement, elles exigent un soin continu et intelligent. Dans cette région, la terre est plus mal cultivée encore. Il y a beaucoup de mauvaises herbes, non seulement dans le froment, mais même dans le maïs, qui est toujours biné deux fois. Au milieu des champs cultivés, on a laissé des buissons, pour s'épargner la peine de les enlever.

Près de Carcea, des vignes et des noyers en plaine. Quel sol excellent! Voici un village de maisons souterraines dont on ne voit que les toits. Cela est chaud et pas trop humide; mais la ventilation manque, et aucune idée de confort et de propreté ne peut naître. Les populations depuis longtemps libres se font des demeures commodes et élégantes, comme en Suisse et en Hollande; mais, courbées sous le joug pendant des siècles, elles se contentent d'un antre, comme l'homme préhistorique. Et les pauvres animaux n'ont pas d'étables; comme ils doivent souffrir l'hiver, quand le thermomètre marque 20 et 25 degrés de froid! Dans l'Engadine, où règne le climat du pôle nord, et dans tout l'Oberland, les vaches sont chaudement installées dans les rez-de-chaussées des grands châlets. Elles peuvent ainsi donner du lait et conserver leur chair. Ici, pour lutter contre la gelée,

elles doivent consumer leur substance. Elles empruntent le calorique à leur graisse, aux dépens de leurs propriétaires.

Après Crajova, le pays change d'aspect : il devient plus riant. Des collines gracieuses sont couvertes de beaux vignobles. Dans la gare, l'inscription que cherche souvent le voyageur me frappe : *Pentra Barbati, Pentra Dame,* ce qui est facile à traduire. En Suède, cela se dit : *Karlar* et *Quinnor*. Karlar, pluriel de Karl, Kerl, Karolus, Charles, « l'homme », le *vir*. *Quinnor*, pluriel de *Quinna,* en anglais *queen,* « la femme » par excellence.

Kotzofeni. Les plaines se relèvent et s'ondulent, elles s'animent de quelques jolis villages, avec des maisons blanches et un clocher en fer-blanc brillant au soleil.

Racari. Quel plaisir de voir une maison de campagne sur une colline verdoyante, avec un petit parc, d'un côté, et de l'autre, une forêt de chênes, de vrais grands chênes, comme je n'en ai plus vu depuis la Bosnie! Pourquoi, hélas! ces gracieuses habitations champêtres, qui font le charme des villages anglais, sont-elles si rares ici? Le propriétaire roumain ne serait-il pas plus heureux de se créer ainsi un joli domaine, que d'aller s'endetter à Paris ou dans les villes d'eaux?

En plein champ, de grandes croix de bois abritées par un petit toit. De monuments, on n'en voit pas ici. La pierre ne raconte pas l'histoire du passé. Quelle différence avec l'Italie, où, dans les moindres bourgs, dans les villages même, on rencontre les souvenirs de trois ou quatre antiquités : tombeaux, temples, églises, aqueducs, palais, statues, bas-

reliefs, tableaux. Ici, l'interminable combat des races a arrêté l'essor de la civilisation. — Près de Piliasi, forêt de chênes, où l'on débite des troncs en douves pour tonneaux.

Strehaia. Quels merveilleux bouquets de papilionacées aux couleurs éclatantes et variées, tout le long des accotements de la voie! Elles ont la hauteur d'un homme! Le sol doit être d'une prodigieuse fertilité. Les plantes fourragères, comme base de la rotation, tripleraient les produits de l'agriculture.

Après Palota, la voie descend sur le Danube, en rampes qui zigzaguent. La vue est splendide sur le grand fleuve, débouchant, majestueux, des hauteurs escarpées qui l'enserrent jusqu'aux Portes-de-Fer. Nous suivons une vallée entre des collines bien boisées, rameaux des Karpathes, qui viennent ici, dans la direction nord-sud, surplomber le Danube. — Turn-Severin. Très jolie gare, avec un parc de canas en fleurs et un jet d'eau. Les milices de l'armée territoriale, les *dorobantzi*, reviennent d'une promenade militaire. Leur costume en toile grise est très bien choisi. Cette institution, qui fait penser à l'*indelta* de la Suède, fournit pour une campagne défensive de bons soldats qui ne ruinent pas le pays.

A Verciorova, nous entrons en Autriche et sans nulle difficulté. Quel contraste avec les formalités inutiles qu'on vous inflige à Belgrade! La voie longe les Portes-de-Fer. Ce sont tout simplement des rochers qui barrent le lit du fleuve et qu'on franchit facilement, pendant les hautes eaux; mais rien ne serait plus facile que de faire sauter deux ou trois de ces écueils, de façon à former une passe toujours navi-

gable. Il est inouï que ce travail si nécessaire n'ait pas encore été exécuté.

Après Orsova, la voie remonte la charmante vallée de Mehadia. Quelle jolie gare aux Bains d'Hercule! Que de belles courses j'ai faites ici, dans les bois qui couvrent les montagnes voisines! En traversant la Hongrie, je suis émerveillé de tous les progrès accomplis depuis mon dernier voyage en ce pays, il y a dix-huit ans. Je me propose de venir les étudier de plus près. Je trouverai un excellent guide dans le livre si complet que vient de publier Max Wirth : *Ungarn und seine Bodenschätze.* A Pesth, je reçois l'accueil le plus amical de M. Korösi, le savant directeur de la Statistique municipale, et de M. A. Nemenyi, du *Pester Lloyd.* Comme Pesth est changé aussi! De tous les côtés se sont élevées des maisons semblables à des palais. La *Radiaal-Strasse* est sans contredit le plus beau boulevard de l'Europe. La Hongrie, depuis l'*Ausgleich* de 1867, s'est considérablement enrichie. Était-il bien nécessaire d'accroître la dette dans la même proportion?

Quelques mots, en terminant, sur la politique suivie en Orient par les grandes puissances. Les deux anciennes rivales, la Russie et l'Angleterre, ont souvent agi contrairement au but qu'elles avaient en vue. La Russie a fait les plus grands sacrifices en hommes et en argent pour affranchir successivement les Slaves; mais en voulant intervenir dans leurs affaires intérieures, elle a perdu tout le fruit de ses efforts. L'Angleterre n'a pas compris que son intérêt lui com-

mandait de favoriser, dans la péninsule balkanique, la création d'États assez forts pour maintenir leur indépendance. L'Autriche-Hongrie, au contraire, s'est avancée avec prudence et persévérance dans la voie d'une sorte d'hégémonie économique, qui se réalise par les chemins de fer et par les traités de commerce. Elle accapare les trois quarts des échanges des nouveaux États de la Péninsule. Elle aurait donc le plus grand intérêt à faire obtenir aux provinces restées soumises à la Porte et surtout à la Macédoine, l'ordre et la sécurité nécessaires pour le développement de la richesse, dont son commerce aurait tout le profit. C'est ce qu'elle ne semble pas voir très clairement.

Récemment (janvier 1886), au sein du Parlement hongrois, le comte Andrassy a démontré, en paroles éloquentes, que l'Autriche-Hongrie devait protéger les jeunes nationalités qui se forment dans la Péninsule et, en ce moment, reconnaître l'union de la Bulgarie et de la Roumélie.

C'est la France qui a montré le plus de suite dans sa politique orientale. Sauf lors de la guerre de Crimée, faute imputable à l'intérêt dynastique de Napoléon, elle a toujours réclamé en faveur des rayas.

La marche à suivre par l'Italie est tout indiquée, et par ses origines et par ses intérêts commerciaux : elle doit appuyer la constitution des nationalités autonomes, qui pourraient se réunir un jour par un lien fédéral. Certaines visées égoïstes et mal inspirées semblent la détourner parfois de cette ligne de conduite simple, généreuse et conforme à son intérêt bien entendu.

Quant à l'Allemagne, elle n'a qu'une préoccupa-

tion : favoriser l'expansion de l'Autriche, afin de rendre plus nécessaire et plus profitable l'alliance des deux empires.

M. de Blowitz, exprimant en ceci l'opinion commune, croit qu'une guerre générale aura lieu pour décider à qui appartiendra Constantinople. Les États se battent si fréquemment sans aucun motif raisonnable, que cette abominable mêlée peut se produire. Mais ce que je ne crois pas, c'est qu'elle soit fatale. Pour l'éviter, il suffirait d'appliquer aux provinces de la Turquie d'Europe l'article 23 du traité de Berlin, interprété dans le sens du règlement en vigueur dans le Liban. L'Albanie, la Macédoine, la province d'Andrinople, dotées d'une autonomie réelle, pourraient se développer sans trouble et sans provoquer d'intervention étrangère. Dans Constantinople, des administrations mixtes géreraient les intérêts municipaux. La suzeraineté de la Porte serait maintenue ; ses revenus augmenteraient même en raison de la prospérité croissante de ses sujets. Alors, si les Ottomans s'accommodaient de ce régime de liberté et de droits égaux, leur situation se trouverait fortifiée ; sinon, ils seraient peu à peu éliminés par des éléments mieux faits pour s'adapter au régime moderne. Il y aurait un progrès lent, une transformation insensible qui enfanterait un ordre nouveau sans l'effroyable crise d'une guerre générale.

Au moment où je termine ce volume, on affirme que l'idée de la Confédération orientale commence à trouver faveur dans les sphères gouvernementales de Constantinople.

ANNEXE N° 2.

LES ZADRUGAS.

Comme le rappelle M. Gabriel Ardant, secrétaire de la Société d'Économie sociale (v. *la Réforme sociale*, 1er février 1886), *zadruga* vient de deux mots slaves : *za*, pour, et *drug*, compagnon ; d'où le sens de secours mutuel et d'association. Vuk, dans son dictionnaire serbe, donne à zadruga les sens de *Plures familiæ in eadem domo*. Le code serbe de 1844 définit ainsi la *zadruga*, article 57 : « On entend par zadruga plusieurs personnes majeures seules ou avec leurs enfants vivant en communauté. » L'article 1er de la loi croate de 1870 sur la matière dit : « Plusieurs familles ou membres habitant la même maison, sous la direction d'un chef, formant le même ménage, cultivant ensemble des biens indivis, jouissant ensemble des revenus, composent l'union patriarcale qu'on appelle *zadruga*. » Les deux caractères essentiels de la *zadruga* sont ici parfaitement indiqués : 1° propriété collective et jouissance en commun des biens et de leurs produits ; 2° cohabitation de plusieurs ménages dans la même demeure sous l'autorité du chef de famille.

Je reproduis quelques détails complémentaires sur les *zadrugas* des environs de Djakovo, que je dois à l'obligeance du secrétaire de Mgr Strossmayer.

« L'une des communautés de familles, *zadruga* (*Hauscommunion*, en allemand), que vous avez visitées à Vuka, s'appelle Pavlovitch. Elle est une des mieux dirigées ; elle paye régulièrement les impôts et se trouve largement pourvue de tout ce qui lui est nécessaire. Tous ses membres vivent unis et travaillent avec zèle. La *zadruga* Pavlovitch est composée de 22 personnes, dont 5 couples mariés, 1 veuve, 2 jeunes gens, 2 jeunes filles et 7 petits enfants. Elle possède plus de 50 *joch* de terres arables et de prairies.

(le joch équivaut à 55 ares 57 centiares), 8 bêtes à cornes, 2 veaux, 6 chevaux et 25 porcs. Avant le compromis avec la Hongrie, elle possédait 22 têtes de gros bétail, 120 porcs et 150 moutons. Sa condition a donc empiré depuis lors. La zadruga de Pavlovitch payait 50 florins (un florin égale au pair 2 fr. 50 c., actuellement 2 fr. 10 c.) en 1868, la première année de l'*Ausgleich*, lorsqu'elle était plus riche que maintenant. Déjà en 1877, elle a dû payer plus du double, savoir : 109 florins, et, en 1884, 124 florins.

« La grande *zadruga* Kopljar est considérée, dans tout le district de Djakovo, comme l'une des plus importantes; il il n'y a que la famille Manditch de Sirokopolje qui puisse lui être comparée, et seulement sous le rapport de l'argent comptant. La famille Kopljar se compose de 34 personnes : 8 couples mariés, 7 veuves, 3 enfants allant à l'école et 8 petits enfants, plus 3 valets de ferme. En 1863, cette zadruga comptait 70 personnes, dont 20 couples mariés et 10 enfants fréquentant l'école du village. Malheureusement, toute cette famille est atteinte d'une phtisie héréditaire qui enlève les hommes à la fleur de l'âge. On peut affirmer que ce sont les gens les plus rangés du village, et que leur maladie peut être attribuée à la nécessité où ils se trouvent de se lever souvent, la nuit, pour les soins de la ferme et de s'exposer ainsi à un brusque changement de température, très dangereux. La communauté de Kopljar possède 150 *joch*, dont 113 de champs cultivés, 9 de vergers, 28 de prairies. Elle a, dans ses étables, 40 têtes de bétail, 18 chevaux, 300 moutons et 120 porcs. Elle a aussi vu diminuer le nombre de son bétail. Avant le compromis (1868), la famille de Kopljar avait environ 100 têtes de bétail, 300 à 350 porcs, 120 chèvres; actuellement, elle n'entretient presque plus de chèvres. Elle payait alors 137 florins d'impôts qui ont été doublés dès l'année 1877, c'est-à-dire 310 florins; en 1884, 357 florins. Outre cet impôt, qui va à l'État, il faut encore payer les taxes communales.

« La *zadruga* Manditch de Sirokopolje, que nous avons déjà nommée plus haut, se compose de 15 personnes : 4 couples mariés, 4 veuves, plus les enfants; elle possède 114 *joch*, dont 89 de champs cultivés, 6 de vergers, 18 de prairies et 2 *jochs* incultes, et 50 bêtes à cornes, 12 chevaux, 300 moutons et 100 porcs. Il ne se trouve aucune forêt dans ces zadrugas.

« Voici quelques détails concernant la nourriture : Déjeuner du matin : pain, oignons et lard (pour qui en a; dans ces derniers temps, tout le monde n'en mange plus) et presque tous les jours une soupe aigre nommée *Kiselica*. Les dimanches et jours de fête, ils préparent une sorte de *rutchac* (déjeuner). Dans les maisons les plus aisées, on sert un mets nommé *popara* (du pain et du lard cuits ensemble, de très bon goût), de la *kasa* et *cicvara* (mets composé de graisse fondue, de crème et de farine), de la *tarana* (du gâteau de farine et du lait). Le repas de midi, appelé *uzina*, se compose d'une soupe quelconque (une soupe à la viande de porc dans les familles les plus aisées), suivie de pois, de tomates, de pommes de terre et d'autres légumes pendant l'été; l'hiver, ils mangent presque tous les jours des choux et ils y ajoutent un gâteau. Quand ils ont un hôte, de même que les jours de fête et les dimanches, ils mangent aussi un morceau de viande rôtie. Chez les Kopljar, par exemple, on a tous les jours de la viande avec les choux, sauf les jours maigres; à midi, de la viande de porc salé; le soir, du porc frais. Quand on tue de la volaille chez les Kopljar, il faut, pour un seul repas, 2 oies, 2 canards et 1 poule.

« Il serait curieux d'étudier en détail leurs aliments, qui ont une grande analogie avec ceux des anciens Grecs. Il faut remarquer que, pendant les fêtes religieuses, de même qu'aux noces, le peuple a des usages touchants et originaux; alors aussi, il y a une grande diversité de mets, servis souvent avec prodigalité. Dans ces communautés de

familles, on a le tort de donner les meilleurs morceaux aux bergers, qui les gaspillent, au point d'en jeter une partie à leurs chiens et même à leurs porcs. On devrait faire une étude spéciale sur les villageoises de ce pays; elles sont extrêmement actives et très adroites à tisser et à broder. Il est admis aujourd'hui que les motifs d'ornementation des étoffes connus en Allemagne sous le nom de *Holbein Technik*, qui sont si recherchés partout, sont les créations originales et spontanées des femmes des zadrugas. Ce goût artistique spécial ne se trouve pas dans les villages de l'Allemagne ni des autres pays. En considérant, même d'une manière superficielle, les travaux de ces humbles ouvrières, surtout les dessins anciens de plus de deux siècles, on se convaincra qu'ils sont parfaitement originaux. »

— Je m'informe de la situation actuelle des zadrugas dans les anciens confins militaires, où elles étaient si nombreuses lors de mon premier voyage. De toutes parts, on m'affirme qu'elles disparaissent, surtout depuis la loi de 1874 qui facilite les partages. Lors de la discussion qui eut lieu à ce sujet, au sein de la Diète, on fit ressortir les effets désastreux de la destruction des communautés de familles, qui livrait chacun de ses membres à la dure loi de la concurrence, à laquelle ils étaient mal préparés. Les principes individualistes l'emportèrent néanmoins et, aujourd'hui, le paupérisme rural envahit les campagnes. L'auteur de la *Russie contemporaine*, M. Mackenzie Wallace, raconte des faits qui montrent jusqu'où va la fureur des divisions et des partages. Dans plusieurs villages, il rencontre des maisons à moitié démolies et qui paraissent avoir été saccagées par une horde de sauvages. Il regarde de plus près et il voit que ces maisons isolées ont été faites en sciant l'ancienne habitation de la communauté en autant de segments qu'il y avait de ménages. On la coupe tout simplement en tranches du haut en bas, et chacun emporte la sienne. M. Wallace affirme que, d'après tout ce qu'il a vu et entendu,

la destruction des zadrugas est l'une des causes des souffrances et du mécontentement agraires actuels.

Malheureusement, deux causes tendent à les faire disparaître : d'abord, les législations nouvelles, hostiles aux communautés, favorables aux partages, et, en second lieu, l'esprit d'individualisme et d'insubordination qui envahit les populations jougo-slaves. Ce sentiment et l'influence funeste qu'il exerce sur les zadrugas sont parfaitement dépeints dans une nouvelle : *Autour du puits*, d'un auteur serbe, Lazarevitch, dont une traduction, faite par M. Vavasseur, a paru dans la *Revue de Belgique* (15 janvier 1885).

Dans les îles Fidji, on trouve les communautés de familles organisées comme dans la zadruga. Voici ce qu'en dit M. le baron de Hubner (*Revue des Deux Mondes*, 15 déc. 1885) : « En tant qu'il s'agissait de droits et d'obligations, l'individu n'existait pas pour la loi ; elle ne s'occupait que de la communauté. Les familles, les *galis*, originairement les descendants de frères, placées sous l'autorité patriarcale d'un chef et réunies en communautés, travaillent, prospèrent, souffrent en commun, mais le plus souvent prospèrent aussi longtemps qu'elles forment une communauté, tandis que les individus, comme tels, ne réussissent presque jamais. »

On voit que, dans les îles de l'Océanie, la destruction des anciennes communautés familiales est funeste à la population, comme en Croatie. En Serbie, le district de Schabatz, où il y a encore beaucoup de *zadrugas*, a fourni, en 1884, 520 recrues à l'armée pour une population de 18,000 âmes, tandis que le district d'Ujitz, où les communautés ont presque toutes disparu, n'en a fourni que 400 pour une population de 23,000 âmes.

Dans la vallée des Bauges, au-dessus d'Aix-les-Bains, M. Cheysson a trouvé les grandes maisons patriarcales de ces communautés, qui, la plupart, ont disparu. Sur les communautés agraires en France, voyez mon livre : *Pro-*

priété primitive, chap. 14, et *Ouvriers européens*, t. V, p. 297; *Bulletin de la Société d'Économie sociale*, t. VI, p. 126; *Ouvriers des Deux Mondes*, t. V.

ANNEXE N° 5.

Déjà au commencement du IIIe siècle, on trouve des Slaves établis entre le Danube et les Balkans. Ces hordes furent repoussées vers le sud par les immigrations constantes de nouveaux venus, arrivant de l'est, jusque vers le milieu du VIIe siècle. D'après l'opinion de Shafarik, de Drinov et des historiens les plus compétents, les Slaves tombèrent sous la domination d'une tribu de Bulgares de race ugro-finnoise, en 681. L'origine des Bulgares est une des questions les plus controversées de l'ethnologie. On les a crus les descendants des Tartares; Raich, savant serbe, pensait qu'ils étaient des Slaves, et cette idée a été dernièrement adoptée par le professeur Hovaïski, historien russe. Kerstovitch, écrivain bulgare, croit aussi que la race à laquelle il appartient descend des Slaves, mais il croit les Huns de la même origine, ce qui produit une grande confusion. L'étymologie du nom, *Bulgare*, *Bolgare*, n'a pas encore été expliquée d'une manière satisfaisante. Sa forme primitive, Burgari, Borgiani, Wurgari, etc., a certaines analogies avec les noms de différentes tribus, telles que Onuguri, Uturguri, Kutriguri, de sorte que les éléments de la composition du mot sont *Bul* et *Gari* (1). On sait par l'histoire que le prince bulgare Koubrat secoua le joug des Avares et que ses cinq fils se partagèrent ses États après sa mort. L'aîné conserva l'ancien établissement sur le Volga, où les ruines de leur capitale sont encore montrées aux voyageurs. Le troisième fils de Koubrat, nommé Asparoukh, traversa le Dniester et le Dnieper et se fixa, au début, dans

(1) Schafarik, *Slawische Alterthümer*, t. II, p. 169.

un endroit appelé Onklos, entre les Alpes de Transylvanie et le Danube [1]. C'est alors que les Bulgares, descendant vers le midi, comme nous l'avons dit plus haut, s'établirent dans le pays qu'ils ont toujours occupé depuis. C'est alors aussi qu'ils se fusionnèrent avec les colons slaves primitifs. Drinov compare ce mouvement à la réunion des Francs germaniques et des Gaulois sous le nom générique de Français. C'est de la même manière qu'un certain nombre de Slaves adoptèrent le nom de *Russes*, que leur avaient donné leurs conquérants finnois.

Les plus vieux écrits connus en bulgare ancien sont :

1° Le manuscrit d'Assemani, ainsi nommé d'après le moine qui l'apporta d'un monastère grec situé sur le Liban. Il se trouve actuellement au Vatican ;

2° Le manuscrit nommé *Glagolita Clozianus*, parce qu'il appartenait autrefois au comte Cloz, de Trente. Il contient des homélies, par saint Jean Chrysostôme, saint Athanase et saint Épiphane ;

3° Le Palimpsoste de *Boyana*, découvert par Grigorovitch dans la ville du même nom, près de Sofia, manuscrit sur parchemin in-4°, contenant 109 pages.

Il paraît probable que les Évangiles furent traduits en entier par les apôtres slaves. En tout cas, il est certain que toute la Bible était déjà traduite en paléo-slave vers la fin du XVe siècle. Selon Dobrowsky, elle ne fut publiée en entier qu'après l'année 1488, lorsque la Bible bohémienne de Prague fut imprimée.

Mentionnons aussi le psautier de Bologne, qui peut être attribué au XIIe siècle ;

4° Le livre des Évangiles de Reims, connu sous le nom de « Texte du Sacre », a une histoire curieuse. C'est sur ce livre que les rois de France prêtaient serment lors de leur couronnement à Reims, avant la Révolution. Ce manuscrit

[1] Drinov, *Les Slaves dans la Péninsule balkanique.*

avait une magnifique reliure en plaques d'or ornées de pierres précieuses. Quand Pierre le Grand vint à Reims en 1717, on lui montra le précieux document et il reconnut que c'était un écrit en langue slave. Lors de la Révolution française, on vola le « Texte du Sacre », sans doute à cause de sa riche couverture. On en perdit la trace pendant longtemps; il a été retrouvé par le philologue Stroiev, mais sans reliure. On pense qu'il remonte au XIVe siècle.

Les disciples de saint Cyrille et de saint Méthode apparaissent en Bulgarie pendant le règne du tzar Siméon (892-927), époque qui est considérée comme l'âge d'or de la littérature bulgare. Ils répandirent la religion chrétienne et composèrent des livres en paléo-slave. L'empereur Siméon lui-même, élevé à Constantinople, y avait atteint un degré de culture si élevé qu'on l'avait surnommé le *Demi-Grec*. Il traduisit 135 sermons de saint Jean Chrysostôme, sous le titre de « Zlatostroui »; le plus ancien manuscrit de ce livre remonte au XIIe siècle. L'historien Gibbon reconnaît que la Bulgarie prit à cette époque une place importante parmi les États civilisés. Ce tzar régna quarante ans, défit souvent les Byzantins et prit deux fois Andrinople. Il s'avança même jusqu'à Constantinople, brûla les palais des environs et se retira chargé de butin. Parmi les anciens écrivains bulgares, on peut citer : Clément, nommé sur l'entête de ses ouvrages l'*Apôtre slave;* il a laissé une quantité de sermons et de panégyriques de saints; il mourut en 916; Jean, exarque de Bulgarie, qui était très savant; il écrivit le *Shestodnev* (livre des six jours), contenant des commentaires sur les premiers chapitres de la Genèse, et il traduisit une grammaire grecque en bulgare; l'évêque Constantin, qui composa une prière en vers. On croit que c'est la première poésie *écrite* en langue slave; enfin, le moine Khrabr, qui vivait pendant le Xe siècle, donne de curieuses informations sur l'alphabet slave, tel qu'il fut inventé par saint Cyrille. Tandis

qu'on possède d'anciennes lois russes et serbes, on n'a aucun spécimen des lois bulgares, sauf quelques fragments traduits en grec et conservés par Suidas. Le professeur Bogisitch traite ce sujet dans un livre intitulé : *Les lois écrites des Slaves méridionaux*. (Agram, 1872.)

L'un des premiers recueils de la littérature transmise oralement, si riche dans les pays slaves, doit être attribué à Bogoev. Il a paru à Pesth, en 1842. Dozon a également publié un livre intitulé : *Chansons populaires bulgares inédites*. Deux frères d'origine bulgare, Demetrius et Constantin Miladinov, ont réuni une collection de chants nationaux, publiée à Agram en 1861, sous les auspices de l'évêque Strossmayer, qui a tant fait pour le développement de la littérature slave. Dans la préface de cet ouvrage, Constantin Miladinov montre combien est grand le nombre des poésies bulgares par le fait qu'il a recueilli 150 ballades de la bouche d'une seule jeune fille, à Struga, en Macédoine. (V. *The Dawn of European literature*. Slavonic literature, par W. R. Morfill, M. A. Londres, 1883.)

ANNEXE N° 4.

Budget de la principauté de Bulgarie pour l'année 1884.

DÉPENSES.

I.	Liste civile, Assemblée nationale et ministère des finances. . . . . fr.	6,359,812
II.	Ministère de l'intérieur	5,800,385
III.	— de l'instruction publique . .	2,215,994
IV.	— de la justice	1,955,470
V.	— des affaires étrangères, des cultes et des postes et télégraphes . .	3,985,673
VI.	Ministère des travaux publics, du commerce et de l'agriculture.	3,405,089
VII.	Ministère de la guerre	11,000,000
	Fr.	34,722,423

RECETTES.

I.	Contributions directes	17,750,000
II.	— indirectes	8,890,000
III.	Domaine de l'État	588,000
IV.	Recettes éventuelles	323,700
V.	Ministère de l'instruction publique . .	348,280
VI.	— de la justice	676,800
VII.	— des affaires étrangères, cultes, postes et télégraphes	2,038,000
VIII.	Ministère des travaux publics, du commerce et de l'agriculture	1,656,520
IX.	Ministère de l'intérieur	920,000
	Fr.	33,191,300
X.	Déficit à combler par les arriérés à recouvrer	1,531,123
	Fr.	34,722,423

ANNEXE N° 5.

A la veille de la dernière guerre serbo-bulgare, je publiai dans la *Pall Mall Gazette* l'article suivant :

SERBIE ET BULGARIE.

« Chaque matin, des télégrammes nous annoncent que l'armée serbe va envahir la Bulgarie. Je ne puis me décider à le croire, et voici pourquoi. Les Serbes sont un peuple brave, loyal, chevaleresque. Il lui répugnerait d'attaquer des frères de même race, de même religion, par derrière, tandis qu'il doit réunir toutes ses forces pour faire face à l'ennemi commun. Si la Serbie entrait en Bulgarie, alors

qu'elle est menacée par la Turquie, les Serbes s'allieraient en fait aux Ottomans.

« Or, ils ne peuvent avoir oublié tout ce qu'ils ont souffert de la part de leurs oppresseurs depuis le jour funeste où ils ont succombé glorieusement sur le champ de bataille de Kossowo : Belgrade, il y a vingt ans, bombardée par les Turcs, qui occupaient encore la citadelle, les têtes des héros serbes fixées sur des pieux tout autour de la promenade publique le Kaligmedan, un demi-siècle de luttes héroïques pour reconquérir leur indépendance. A la porte de Nisch, où le roi Milan réside maintenant, il peut voir la fameuse *Tour des Crânes, le Koula-Kalessi*, maçonnée avec les têtes des guerriers serbes, massacrés dans un combat inégal. Alors que leurs frères bulgares luttent pour obtenir l'indépendance, que les Serbes ont conquise au prix de tant d'héroïques sacrifices, ceux-ci iraient employer leurs armes encore teintes du sang turc versé, il y a sept ans à peine, à empêcher les Bulgares à s'affranchir à leur tour ! Cela est impossible !

« Dans tout le monde slave, de Moscou à Prague et de Cattaro à Varsovie, il n'y aurait qu'un cri de réprobation contre cette guerre sacrilège et fratricide, d'autant plus qu'elle fournirait un argument terrible contre la cause slave.

« Voyez, diraient ses ennemis, les Slaves sont encore des barbares. A peine sont-ils affranchis qu'ils n'ont rien de plus pressé que de se battre et de s'entre-détruire. Le seul moyen de les tenir en paix et de les garantir de leurs haines et de leurs fureurs réciproques est de les soumettre à une puissance étrangère, les Autrichiens, les Hongrois ou les Turcs. A cela il n'y aurait rien à répondre.

« Les Serbes connaissent leur histoire. Ils doivent se rappeler que les triomphes et la grandeur de Douchan sont dus, en grande partie, à ce que pendant tout son règne il n'a rien eu à craindre du côté de la Bulgarie, dont il était

l'allié par sa femme. La conquête ottomane a été amenée par les luttes sans trêve des Grecs et des Slaves qui, tour à tour, s'alliaient avec les Turcs, pour combattre leurs frères chrétiens. L'attaque de la Serbie renouvellerait cet affligeant spectacle. Dès lors, qui empêcherait les Bulgares de se retourner brusquement et de s'allier avec les Turcs contre les Serbes?

« L'éminent représentant de la Serbie, M. Mijatovitch, a indiqué en deux traits la solution des questions complexes qui se débattent dans la péninsule balkanique : Fédération sous l'inspiration des sentiments de confraternité chrétienne. Mais n'est-ce pas éloigner pour bien longtemps la réalisation de ce magnifique idéal que de commencer par se battre, au mépris des prescriptions les plus claires de la confraternité ethnique et chrétienne?

« Mais, dit-on, pour qu'une fédération soit possible, il faut qu'il y ait équilibre entre les forces des États unis, et si l'un deux s'agrandit, l'autre doit obtenir une compensation. Toutes les fédérations nous montrent, au contraire, la plus grande inégalité entre les fédérés. Sans parler des ligues fédérales dans l'ancienne Grèce, voyez cette glorieuse fédération des provinces unies des Pays-Bas, qui a couvert les océans de ses vaisseaux et qui, un moment, a su résister aux deux grandes puissances maritimes alliées, la France et l'Angleterre : la province de Hollande seule était plus riche, plus puissante que toutes les autres provinces ensemble! Elle exerçait une véritable hégémonie, et c'est grâce à elle que les Pays-Bas ont pu repousser les armées de Louis XIV.

« En Suisse, même contraste entre les grands cantons comme Berne et Zurich et les petits cantons de Uri, Appenzell, Unterwalden et Schwyz. Les Italiens du Tessin et bien plus encore les Romanches de l'Engadine sont une très petite minorité en comparaison de la région allemande, car la proportion des différentes nationalités est celle-ci : alle-

mande, 70 p. c.; française, 23; italienne, 5; romanche, 2. Ces derniers songent-ils à s'insurger, à réclamer des compensations, à invoquer la théorie de l'équilibre?

« Et aux États-Unis, quelle différence d'étendue et de population entre les petits États comme Rhode-Island, Vermont, New-Hampshire et les grands États, comme New-York, Pennsylvanie, Ohio! La seule ville de New-York avec ses faubourgs est six fois plus peuplée que l'État de Rhode-Island, et le Texas est aussi grand à lui tout seul que cinq États de la Nouvelle-Angleterre.

« Les Américains seraient bien surpris si on leur exposait la théorie de l'équilibre et des compensations indispensables dans une fédération.

« Mais transportons dans la Péninsule l'examen de ce dogme nouveau de la science politique. Supposons le moment venu d'établir la fédération. La Grèce et la Bulgarie ne pourront donc arriver jusqu'à leurs limites ethniques, à moins d'agrandir, dans la même proportion, l'Albanie, le Montenegro et la Bosnie. Si la Crète s'unit à la Grèce, c'est un agrandissement considérable : la Serbie et la Bulgarie ont donc le droit d'exiger, les armes à la main, une compensation. Si, par hasard, l'Autriche cédait la Bosnie à la Serbie, la Bulgarie aussitôt pourrait demander une compensation.

« On semble, dans la péninsule balkanique, avoir étudié avec plus d'attention l'histoire des grands États toujours en rivalité et en lutte, que celle des confédérations, où les petits associés doivent se réjouir de l'accroissement des grands, parce que la commune patrie en profite. J'entendais dire à un officier serbe : Nous ne pouvons permettre que la grande Bulgarie se fasse, car nous serions écrasés et définitivement séparés de la mer. Quelle idée étrange! Est-ce que Chicago est séparé de la mer ou Lucerne de l'Italie, parce qu'il faut traverser un État fédéré pour y arriver?

« Au reste, il n'est nullement nécessaire de réunir la Macédoine à la Bulgarie. Qu'on lui accorde l'autonomie

et alors les différents éléments : Bulgares, Serbes, Hellènes, se gouverneront eux-mêmes et seront représentés dans le conseil central en proportion de leur nombre. On pourrait aussi conserver à la Roumélie et à la Bulgarie une administration séparée, avec un conseil central pour régler les affaires communes fédérales.

« La Serbie a un rôle magnifique à remplir dans la Péninsule. Émancipée la première, plus avancée que ses voisins, au lieu de les jalouser, elle doit leur tendre la main, les attirer à elle, multiplier les rapports d'amitié et de commerce et ainsi préparer la confédération future entrevue par M. Mijatovitch. Ce n'est pas en attaquant ses futurs confédérés qu'elle atteindra son but. Si les Suisses, entourés de grands États qui ont voulu la conquérir, ont su garder leur liberté, c'est parce qu'ils sont toujours restés unis, réalisant le programme résumé dans le nom allemand de la confédération, *Eidgenossenschaft*, « Association par serment ». Que les populations jougo-slaves imitent les Suisses. A Belgrade comme à Sofia, la seule pensée d'une lutte fratricide devrait être considérée comme un crime. »

Dans le discours qu'il a prononcé à Édimbourg le 17 novembre 1885, M. Gladstone s'est exprimé de la façon suivante au sujet de la guerre serbo-bulgare qui venait de commencer. « Cette guerre est une chose déplorable. Voir ces pays encourir les risques et les responsabilités de porter le fer et d'aller verser le sang chez des populations sœurs, auxquelles ils sont liés par les souvenirs de longs siècles de servage et de dégradation subis en commun, voir cette guerre, non provoquée, poursuivie de cette façon est, à mon avis, un des plus affligeants spectacles que j'aie eu à contempler ! »

ANNEXE N° 6.

LA SITUATION DE LA MACÉDOINE.

Je réunis ici des extraits de correspondances qui donneront une idée de la situation actuelle de la Macédoine.

Un de mes correspondants, qui a longtemps habité la Macédoine et qui a visité tout le pays, m'écrit ce qui suit au sujet de la question des nationalités dans ce pays :

« Voici d'abord des renseignements extraits d'une brochure de M. Ofeikoff, intitulée *Makedonia ;* ils ont été recueillis dans toutes les communautés ecclésiastiques de Macédoine. L'autorité de M. Ofeikoff ne pourra pas être mise en doute, lorsqu'on saura qu'il s'occupe depuis trois ans de la question macédonienne, et qu'il y a quelques mois il a fait de fréquents voyages dans cette malheureuse contrée.

« La Macédoine est divisée en cinq sandjaks (préfectures), savoir : Salonique, Sérès, Scopia, Bitola et Prisren, avec une partie du territoire albanais. Chaque sandjak est subdivisé en kaazis.

« Le sandjak de Salonique comprend les kaazis (arrondissements) de Salonique, Enidje-Vardar, Koukouche, Voden, Doïren, Tikvich, Stroumitza, Veles; le nombre total des villes et des villages de ce sandjak est de 392 bulgares, 141 bulgaro-turcs, 159 turcs, 8 grecs, 3 bulgaro-grecs, 1 bulgaro-roumain (Koutzo-Vlach) et 2 de nationalité indéterminée.

« Le sandjak de Sérès se compose des kaazis : Nevrocope, Demir-Chisar, Melnik, Zachnen et Petritch, qui renferment : 242 villes et villages bulgares, 96 bulgaro-turcs, 24 grecs, 23 gréco-turcs, 125 turcs, 1 bulgaro-grec, 2 valaques, 3 indéterminés.

« Le sandjak Scopia renferme les arrondissements de Scopia, Koumanovo, Kratovo, Tetovo, Palanka, Radovitch,

Kotchany et Chtipe, ce qui donne un total de 502 villes et villages bulgares, 90 bulgaro-turcs et 124 turcs.

« Dans la préfecture de Bitola, on distingue les kaazis de Bitola, Prilep, Kitchevo, Riessen, Precpa, Ochrida, Lerine, Djoumaïa et Kostour, dont 576 villes et villages bulgares, 131 bulgaro-turcs, 62 turcs, 3 bulgaro-valaques, 13 grecs et 8 indéterminés.

« C'est dans le sandjak de Prisren que l'on trouve une population parlant la langue serbe et de la façon la plus pure; c'est là, en effet, que se trouve la Vieille-Serbie. Toutefois, un grand nombre de Serbes ont jadis émigré en Autriche et ont été remplacés par des Arnautes.

« J'ai habité deux ans la Macédoine; par ma position, j'ai été en rapport constant avec les représentants des villes et des villages, même les plus éloignés; sauf dans la Vieille-Serbie, je n'ai rencontré personne parlant le serbe, ou même ayant l'accent serbe. J'ai voyagé partout en Bulgarie et en Roumélie; je connais parfaitement les différents dialectes du pays; nulle part je n'ai trouvé dans une forme aussi pure l'ancien bulgare qu'en Macédoine. Les centres mêmes de l'hellénisme, Sérès et Voden, sont les plus riches sources pour les recherches philologiques sur l'ancien slave; il suffit d'entendre parler le plus simple des paysans pour s'en convaincre. Quant aux communes qui se donnent comme grecques, elles ne connaissent pas un mot de la langue grecque; mais elles sont obligées de se déclarer telles, parce qu'elles craignent les persécutions de l'archevêque grec, d'une part, et des gouvernants turcs, d'autre part, pour qui le nom de Bulgare est l'équivalent de révolutionnaire.

« Un fait montrera comment les Bulgares sont considérés par les autorités turques, influencés par les agents grecs, surtout par le clergé grec. Je visitais la fameuse prison de Salonique : *Kanly-Koula* (Tour du Sang), où en ce moment encore gémissent des milliers de Bulgares emprisonnés sans jugement. En pénétrant dans cette tour, accompagné par un

haut fonctionnaire turc, mon attention fut attirée par cette plainte déchirante : *Aman, Djan kourtaran iokmy ?* « Au nom de Dieu, n'y a-t-il personne pour venir à mon secours? » Et continuant sa plainte : « Je suis ici déjà depuis un an, et je ne sais même pas pourquoi. » Mon cicérone, en s'adressant au prisonnier : *Ghiaour, ne itchine baraïersen?* « Pourquoi cries-tu? » Après que le malheureux lui eut raconté son arrestation, le Turc lui dit en souriant malicieusement : *Ade né?* « Ton nom? » — « Ivan, » lui répondit le malheureux. — « Tu es fou, Ivan! *Boundan daha bouyouk kabahat mou isteïorsen?* » « Est-il un plus grand crime que de s'appeler Ivan? »

« Je n'ai pas à décrire les exactions sans nombre commises en Macédoine, aux dépens de la population bulgare, par les bachi-bouzoucks, les zaptiés et les Arnautes, qui sont encouragés par l'archevêque grec. Ils se promènent de village en village, le sabre au poing, pour forcer la population bulgare à se déclarer grecque. Vous avez vous-même traité cette question depuis deux ans dans la presse anglaise et française.

« Dans son rapport sur l'excursion qu'il fit en Macédoine, pour vérifier les faits irrécusables cités par M. de Laveleye, le major Trotter s'exprime en ces termes : « Dans toutes les villes, dans tous les villages de la Macédoine, la langue bulgare est universellement employée; au marché, les gens appartenant aux différentes nations, turque, valaque, arnaute, grecque, juive, emploient la langue bulgare exclusivement. De plus, dans les kaazis d'Enidje, de Voden, Lerine, Kostour, Tikvech, Stroumitza, Kitchevo, Prilep, Ochrida, toute la population musulmane des villages et même de certaines villes, comme Voden, Kavadartzi, Negotine, Vatocha, Tikvech, parlent exclusivement la langue bulgare; ce sont les Pomaks, musulmans de nationalité bulgare. »

En résumé, les prétentions des Bulgares, des Grecs et des

Serbes sur la Macédoine sont justifiées chacune dans les limites suivantes : La Macédoine bulgare s'étend vers le sud-est jusqu'à Kortcha, Satichta et Virea. Au sud de ces villes, vers la Grèce, le pays est principalement peuplé de Grecs et de Valaques, bien que cependant il y ait bon nombre de villages bulgares. Vers l'ouest, la Macédoine bulgare va jusqu'au département de Dibra, inclusivement.

« Au delà, le pays est peuplé par les Arnautes et les Valaques. De sorte que, en partant de Virea et en se dirigeant vers le sud, les parties restantes de l'Épire et de la Thessalie ainsi que les côtes de la mer Adriatique en Albanie sont incontestablement grecques ou albanaises. Quant à la Macédoine serbe, les Bulgares n'ont jamais eu la moindre prétention sur Prisren, Diakova, Prichtina, Witvoritza, Novi-Bazar, etc. La Macédoine bulgare finit au Tchar-Planina ; au nord de ces montagnes, c'est la Vieille-Serbie, et c'est là que les Serbes trouveront des compatriotes à affranchir. Il n'y a plus de Serbes à Veles, Prilep, Kitchovo, Uskioub, etc.

« Il suffirait, pour trancher définitivement cette question, d'envoyer en Macédoine les deux archevêques bulgares déjà agréés par la Porte, et d'appliquer les réformes promises par le traité de Berlin : alors, on verrait bientôt toute la population se déclarer bulgare ; les prétentions serbes et grecques tomberaient d'elles-mêmes, sauf dans les districts que j'ai signalés comme devant leur revenir. »

B. R.

Le brigandage en Macédoine. (Extraits de lettres.) — « Il y a deux sortes de brigandages : ceux qui sont encouragés par le gouvernement ou par le clergé grec, et ceux qui sont l'œuvre des bandits de profession, qui continuent par la tolérance ou l'impuissance des autorités.

« Depuis la dernière guerre, les fonctionnaires du gouvernement turc considèrent leurs emplois comme un moyen

d'assurer leur avenir plus ou moins menacé; ils avouent, du reste, publiquement que leur temps est fini et qu'il est bon pour eux de tirer parti de leurs fonctions pour se préparer un pécule en vue des jours malheureux. Aujourd'hui, nous voyons à Constantinople et dans d'autres villes de province les fonctions du gouvernement devenir l'objet d'un véritable trafic. Les places sont livrées au plus offrant, qui rentre dans ses avances en pillant les administrés. C'est ainsi que la spoliation devient l'œuvre du gouvernement, tel qu'on l'entend dans ce malheureux pays. Les acquéreurs des fonctions publiques n'hésitent pas à donner des prix hors de toute proportion avec les revenus de l'emploi. On a vu de simples kajmakams (chefs d'arrondissement) offrir des sommes doubles et triples du traitement officiel. Et le pacha, en leur adjugeant la fonction, leur disait : « Ne sois pas aveugle. Le revenu ordinaire n'est que de la moitié, du tiers du prix d'achat; mais ne sois pas aveugle. « *Geuzinè atch.* »

« Les fonctionnaires sont forcés de vivre d'abus et de rapines. Leurs appointements ne sont payés qu'irrégulièrement et quelquefois même pas du tout : ils doivent se rattraper sur les contribuables. Les formes de l'exploitation varient d'après la fonction. Ainsi, les employés des douanes sont achetés par les négociants, dont ils laissent entrer et sortir les marchandises sans payer les droits. Mais c'est surtout dans les fonctions judiciaires que le système est le mieux organisé et que les concussions sont le plus fréquentes et le plus fructueuses. Profitant de la haine invétérée qui existe entre les Grecs et les Bulgares et qui les met souvent en contestation, les juges turcs se font payer chèrement la justice boiteuse qu'ils administrent. Ils promettent, moyennant finances, à chacune des parties adverses d'arranger l'affaire à leur complète satisfaction; mais comme c'est l'argent qui fait pencher les plateaux de la balance, c'est toujours celui qui a payé le plus qui a raison. Plus Grecs et Bulgares se

querellent et se font de procès, plus le Turc s'engraisse. Vient-il une ordonnance du préfet, le juge ou le fonctionnaire turc la communique à celui des deux dont il tire le plus d'argent, et s'il se trouve que cette ordonnance est contraire aux prétentions du plus offrant, elle reste dans les cartons ou bien elle est interprétée dans le plus grand intérêt du juge et de son protégé. Tous les employés du gouvernement turc pratiquent cette manière de gagner honnêtement leur vie et tous recommandent le secret à leurs victimes.

« Qu'on ne croie pas que cette démoralisation ne se trouve que dans les emplois inférieurs; on la voit à tous les degrés de l'échelle gouvernementale : en haut comme en bas, avec cette seule différence que les fonctionnaires supérieurs agissent par tierce personne. Il est vrai, puisque noblesse oblige, que leurs bons services se payent plus cher. Le minimum du prix est de 15 à 20 livres turques de 22 fr. 50 c. par affaire.

« Jusque dans l'entourage intime du sultan, ce système fleurit. C'est même là qu'a pris naissance ce proverbe universellement connu : « Sans concussion, impossible de faire rien. » (*Rouchvetsiz bichey olmaz.*)

« Autre forme de rapine : souvent les Grecs dénoncent les Bulgares comme révolutionnaires aux autorités turques. On emprisonne les malheureux, on les soumet aux lenteurs cruelles d'une justice qui ne juge pas et aux horreurs des plus infectes prisons, auprès desquelles les donjons du roi Bomba, qui jadis excitaient l'indignation de M. Gladstone, sont des édens; et quand, à bout de force, ils demandent à être rendus à leur famille, les autorités y consentent, en faisant payer à l'innocent un droit à la liberté. C'est ce qui est arrivé aux notables de Gefgèli, Veles, etc., auxquels on a fait demander de l'argent par les targoumans du consulat russe à Salonique. Parfois, après avoir reçu l'argent de la rançon, les autorités renvoient les malheureux devant le

conseil de guerre (l'état de siège existe en Turquie depuis la dernière guerre) et celui-ci, d'après les circonstances du moment, leur rend la liberté ou bien les envoie en exil.

« Toujours les juges traînent les affaires en longueur jusqu'à ce qu'ils aient ruiné les parties en frais, et, quand il n'y a plus un para à en tirer, ils donnent une décision arbitraire, sans s'inquiéter du bon droit.

« Une sentence définitive est-elle rendue, le perdant, au moyen d'un baksich, peut faire tourner à son avantage les dispositions du jugement.

« Les bandes de brigands se promènent dans toute la Macédoine librement. Elles viennent même, grâce à cette complète impunité, jusqu'aux portes des grandes villes, comme Salonique et Bitolia, enlever les personnes et ravager les propriétés. L'année dernière, les districts de Dibra, Kitchevo, Ochrida et Bitolia ont été ravagés à plusieurs reprises par ces bandes, plusieurs villages ont été brûlés et détruits, ainsi Papadichta, Oresché, Vogilovo, et plusieurs personnes ont été tuées.

« Il y a deux ans, le gouvernement turc voulut réprimer ces désordres et en arrêta les chefs, qui furent emprisonnés à Bitolia et à Skip; mais le commissaire du sultan, Dervisch-Pacha, les remit en liberté, sous prétexte qu'il faut maintenant réaliser les réformes promises à la Macédoine par le traité de Berlin : *Islaghat oladjak*.

« Deux mots sur Dervisch-Pacha, que toute la population, sans distinction de culte ni de nationalité, appelait *Djilad pacha* (Tyran-Pacha). Il a parcouru toute la Macédoine ; il exigeait, des Bulgares, des Grecs, des Turcs, des sommes s'élevant à des milliers de livres, à payer dans un intervalle quelquefois de vingt-quatre heures. Assurés qu'ils sont de l'appui tacite du gouvernement et, du reste, certains qu'avec de l'argent ils pourront facilement être remis en liberté, les brigands s'organisent de mieux en mieux tous les jours. Ils se retirent dans les montagnes comme dans des camps retran-

chés, et, de là, ils descendent par bandes dévaster le pays, enlever les gens, qu'ils ne relâchent que contre de fortes rançons. Ils ont enlevé des enfants de dix et douze ans, qu'ils soumettent aux plus immondes attentats. La rançon est exigée à bref délai; si elle n'est pas payée, les prisonniers sont tués sans pitié et quelquefois brûlés vifs. Ces brigands vont même dans les villages, portant au haut des piques les têtes de leurs victimes et répandant ainsi partout la terreur. Inutile d'ajouter qu'ils enlèvent les femmes et les filles qui leur plaisent ou qu'ils les outragent en passant.

« La police turque est aussi redoutée des paysans que les brigands. Sous prétexte de poursuivre les bandes, les autorités envoient dans les villages des bachi-bouzoucks, qui entrent, pillent, brutalisent les gens, en exigent de l'argent et des vivres et, si on leur refuse, arrêtent les malheureux comme révolutionnaires. Les soldats turcs prennent ainsi leur gîte dans ces villages, y vivent largement aux dépens des paysans et quand, après plusieurs semaines de séjour, ils se retirent, ils obligent le maire de l'endroit à leur délivrer un reçu de toutes les dépenses qu'ils ont faites sans rien payer. Et si l'on demande aux commandants militaires pourquoi ils n'attaquent pas les brigands à la poursuite desquels ils sont envoyés, ils vous disent : « A quoi bon exposer nos soldats au feu des brigands? Nous sommes très bien ici. »

« La situation économique est déplorable : le commerce diminue de jour en jour; plus de sécurité pour les marchands; s'ils échappent aux brigands, ils rencontrent les zaptiés, qui exigent de l'argent ou vous dénoncent comme *comitas* (membre des comités révolutionnaires). Le paiement des impôts est exigé sans délai; quelquefois, on l'exige deux ou trois ans à l'avance, et, d'autres fois, à deux reprises, car il n'y a ni quittances ni comptabilité régulière. Hélas! tout va en décadence. Cela durera-t-il encore longtemps ainsi? »

Persécution systématique des maîtres d'école bulgares.

On m'écrit de Salonique, septembre 1885 :

« Le gouvernement turc, poussé par le clergé grec, commence à poursuivre systématiquement les instituteurs bulgares en Macédoine. Dans ces derniers jours, les faits suivants ont été signalés :

« Il y a deux semaines, le kaymakam de Vodena est entré dans le collège au moment où le pope Mantcho Dzudjoff donnait une leçon de religion aux élèves; il s'est saisi du pope et, sans même lui permettre de rien prendre avec lui, il l'a fait conduire à Salonique entre deux gendarmes. Sur la demande du comité religieux et des Bulgares à Salonique, il fut délivré, toutefois sous la condition qu'il ne rentrerait plus à Vodena, ni comme pope, ni comme professeur de religion.

« Le même traitement a été infligé à Baydoff, professeur et vicaire de l'exarchat bulgare à Kostour.

« Les personnes les plus notables de Kitchevo sont emprisonnées, depuis deux mois seulement, parce que la ville entière reconnaît l'exarchat bulgare et non le patriarcat grec.

« L'église roumaine de Krouchevo est fermée et même scellée avec le sceau du gouvernement turc, à cause de la protection que lui octroie l'exarchat bulgare.

« L'église du village Krastovo, près de Monastir, est fermée pour les mêmes causes.

« Depuis le mois d'août, 30 instituteurs attendent du gouvernement turc la permission d'entrer en fonctions et ne peuvent l'obtenir. On veut ainsi empêcher indirectement les paysans de payer les écoles où on ne professe plus. On espère faire déserter les écoles et, par conséquent, les annuler, les détruire. Les instituteurs de Stroumitza, de Doyrhan, etc., sont dans ce cas.

« Les écoles grecques sont soutenues par les Syllogues de

Constantinople, et, d'autre part, les évêques grecs envoient des instituteurs grecs dans des villages dont le nom seul indique qu'ils sont bulgares, comme Bogdantsi, Novo-Selo, Negovan, Gefgeli, Petritch, Stoyakovo dans le vilayet de Salonique. Les Bulgares n'osent protester, crainte d'être emprisonnés.

« Dans la forteresse de Kanli-Koula (la Tour du Sang), il y a toujours des centaines de Bulgares lettrés détenus, et on en envoie de temps en temps un certain nombre en exil dans l'Asie Mineure, d'où ils ne reviennent plus. Du 16 avril au 8 octobre 1884, 161 Bulgares ont été ainsi déportés.

« Voici un exemple qui fait voir pour quels motifs :

« Le pope Stoyan, de Stoyakovo, écrit à son fils pour savoir s'il peut accepter la place de pope à Gefchèle. Le fils répond qu'oui et qu'il peut confesser qu'il est Bulgare, attendu que c'est une nationalité qui a le droit d'exister comme une autre.

« La lettre tombe aux mains de l'instituteur grec. Il dénonce le père, qui est âgé de soixante-cinq ans, et le fils, qui est élève au collège bulgare de Salonique : tous deux sont jetés en prison et déportés comme révolutionnaires.

« Ils allaient se dévouer à l'instruction de la jeunesse bulgare : crime irrémissible, qu'ils expient par un exil pire que la mort. Pope ou instituteur, quiconque donne quelque lumière aux enfants bulgares est, aux yeux des Grecs et des Turcs, comme un ennemi qu'il faut exterminer. »

Ce qui prouve que les faits qu'on me communique sont exacts, c'est que le *Standard*, le défenseur attitré de la Porte, le constate : « Dans une lettre datée de Salonique (novembre 1885), on rapporte qu'un grand nombre de Bulgares ont été arrêtés, uniquement parce qu'ils réclamaient des écoles bulgares. Hassan-Pacha, le commandant militaire de Salonique, a fait jeter en prison le président de la communauté bulgare à Sérès, l'instituteur de l'école bulgare et plusieurs instituteurs des environs, parce qu'ils

avaient fait faire une pétition par les habitants demandant la nomination de maîtres d'école bulgares. Cet acte était considéré par le pacha comme « contraire à la paix publique ». Il ne faut pas oublier que la pétition ne réclamait que ce qu'accorde la loi turque. Le *Stamboul* demande pourquoi, si des Grecs, des catholiques et des missionnaires protestants peuvent ouvrir des écoles pour y enseigner dans des langues étrangères, la même faveur ne serait pas accordée aux Bulgares, qui sont sujets ottomans. La situation en Macédoine doit être devenue intolérable pour que les journaux de Constantinople, si prudents, osent parler ainsi. »

Autre lettre d'octobre 1885.

« Partout les écoles bulgares sont supprimées, les professeurs sont poursuivis comme révolutionnaires, emprisonnés ou envoyés en exil en Asie ; les popes qui font l'office en langue slave sont arrêtés et persécutés jusqu'à anéantissement complet. Qui ne connaît les faits révoltants qui se sont passés à Stoyakovo, Voden, Prilep, Sérès, Stroumitza, et surtout dans l'arrondissement de Dibra? Ce qui est incompréhensible, c'est que tous ces faits se font comme s'il existait des lois qui les permettent.

« Les kajmakams (chefs d'arrondissement), accompagnés d'une division de zaptiés, en plein jour, devant tout le monde, sans aucun prétexte, arrêtent les instituteurs, emprisonnent les Bulgares les plus aisés et les envoient au tribunal militaire du chef-lieu. Ces malheureux sont emprisonnés pendant des années et ne peuvent racheter leur liberté qu'à prix d'argent; ou bien, ils sont simplement exilés en Asie. Si même ils parviennent à recouvrer leur liberté, ils sont tracassés dans l'exercice de leurs fonctions et obligés de quitter le pays. Plusieurs églises bulgares sont ou supprimées, ou occupées par des grécomans soutenus par leurs

archevêques grecs. Les offices pour les chrétiens bulgares se font dans des maisons particulières transformées en temples improvisés, ainsi que cela s'est passé à Negovan, Krouchevo, Stroumitza, Doïren, Sérès, etc., etc. A Salonique même, là où les Bulgares ont contribué à la construction des églises, et bien que les Grecs en aient un nombre suffisant, elles sont toutes aux mains de l'archevêque grec; deux d'entre elles sont fermées et, malgré les récriminations des Bulgares, ils n'ont pu avoir satisfaction, même devant les tribunaux. Toutes les mesures sont prises par les Grecs et les Turcs pour arriver à l'anéantissement systématique des Bulgares. Les Grecs se servent devant les Turcs, à l'égard des Bulgares, des calomnies les plus odieuses. La mieux imaginée est certainement celle qui dénonce les Bulgares comme protégés par les Moscovites, qui essayent de chasser les Turcs hors de l'Europe. Et non seulement la Turquie l'a cru, mais toute l'Europe y a ajouté foi, jusqu'à ce que les derniers événements de Roumélie leur montrassent clairement le contraire. De cette manière, l'élite du peuple est chassée du pays, des centaines de malheureux sont envoyés en exil, d'où ils ne reviendront peut-être jamais, d'autres emprisonnés sans jugement aucun et souffrent encore pour le moment. Bien que la Turquie ne dépense pas un centime pour l'instruction de ses sujets chrétiens (*rayas*), elle a tout à dire dans les écoles, elle tient tout sous sa loi. Elle s'efforce de les maintenir dans l'ignorance la plus complète, pour que jamais ils n'arrivent à revendiquer leurs droits ; chaque jour, elle crée de nouveaux embarras aux écoles nominalement existantes ; les exactions de tout genre qu'elles doivent supporter sont indescriptibles. L'unique collège bulgare à Salonique, sous les yeux de tous les consuls européens et du gouvernement central, n'est plus qu'un bureau où l'on vérifie les accusations quotidiennes des agents grecs. Pendant la durée des cours, presque chaque semaine, les collèges ou pensionnats bul-

gares sont, à l'improviste, l'objet de perquisitions judiciaires, pratiquées par les autorités accompagnées d'agents grecs à l'affût de quelque prétexte, si petit qu'il soit, pour en ordonner la fermeture ; jusqu'à présent, ils n'ont pas encore réussi, fort heureusement. Un seul fait qui prouve leur rage : dans le courant de l'année passée, ils ont découvert, dans le carton d'un élève de quatorze à quinze ans, un dessin d'un cavalier prétendu russe ; aussitôt, il a été envoyé, ainsi que son père, en exil à Aden.

« Le gouvernement défend aux Bulgares en Macédoine d'avoir leurs imprimeries; ils reçoivent tous les livres classiques de Roumélie et de Bulgarie. Malgré la difficulté d'envoyer ces livres à Salonique (à cause de la censure de Constantinople), dès qu'ils y arrivent, ils y sont encore l'objet d'une revision complète et ne sont délivrés que bien longtemps après. Le seul but est d'annihiler la nation bulgare en Macédoine, comme si la Turquie ne serait pas la première à en souffrir.

« Voici les paroles textuelles du mutessarif de Bitolia, prononcées devant une députation bulgare : « Je suis favorable à l'ouverture de cette église et je ferai pour cela les démarches nécessaires, à la condition que, dans cette église, le culte soit fait en langue grecque et que vous reconnaissiez comme chef spirituel le patriarcat œcuménique, attendu que les Bulgares, avec leur langue russe, sont des ennemis déclarés de l'empire ottoman. » Partout ici, une phrase est passée en proverbe : « Si vous ne reconnaissez l'Église orthodoxe, vous êtes considéré comme révolutionnaire. »

« Aucune communauté bulgare n'est reconnue par le gouvernement depuis la dernière guerre. Dans tout l'empire ottoman, il n'y a aucun Bulgare macédonien qui soit fonctionnaire, membre d'aucune commission, ou représentant des intérêts des rayas. Les maires des villages bulgares sont présentés par les archevêques grecs, et leur nomination sanctionnée par les Turcs. Tout cela dans le but de s'empa-

rer des sceaux de la communauté, si le besoin s'en présente, par exemple, pour la statistique ou en cas de quelque manifestation, comme cela s'est présenté lors de la publication de vos articles de l'an dernier, dans le fameux meeting grec, à Salonique, où l'on a proclamé qu'*il n'y a point d'assassinats en Macédoine.* A la fin du sermon, l'archevêque grec s'écria : « Vive Sa Majesté le Sultan! Vive Galib-Pacha ! Vivent l'Angleterre et les autres puissances européennes! A bas les Bulgares! A bas Laveleye!... Il n'y a pas de Bulgares en Macédoine! Tous ceux qui s'appellent Bulgares sont contre notre gouvernement! Ils sont des panslavistes, des agitateurs, des révolutionnaires... A bas les Bulgares! Allons, mes fils, auprès de notre protecteur Galib-Pacha pour lui communiquer nos désirs, pour le prier de fermer les écoles bulgares! Allons aussi auprès des représentants des grandes puissances ici! A bas les Bulgares! » Tous les assistants répétaient les cris de : « A bas les Bulgares! A bas les révolutionnaires ! La Macédoine est un pays hellénique ! Il n'y a point d'abus et d'assassinats! Laveleye ment! » etc.

« De cette façon, la population bulgare se trouve privée de tous ses droits politiques et religieux. Cette triste situation date surtout de la dernière guerre. Avant la guerre de 1877, il y avait des archevêques bulgares à Ochrida, Veles, Scopia, avec des vicaires, et les persécutions n'étaient pas aussi systématiques qu'aujourd'hui. Depuis cette époque, la Porte promet chaque année les réformes qu'on lui demande. A l'occasion de vos articles, elle a même demandé les candidats de l'exarchat bulgare pour les évêchés vacants; mais, jusqu'à présent, on ne leur permet pas d'entrer en Macédoine et on ne le leur permettra pas, tant que la situation ne sera pas changée. Le patriarcat grec s'y oppose; il prétend que ce serait une atteinte à son autorité, et ses plaintes, mal fondées, sont appuyées sur quelques firmans et se trouvent conformes aux lois canoniques de

l'Église orthodoxe. Si la population était vraiment grecque, qu'y aurait-il à craindre? Quelle influence un évêque bulgare pourrait-il avoir, par exemple, en Turquie d'Asie ou en Égypte sur des populations entièrement musulmanes? Pourquoi le schisme a-t-il été prononcé contre le patriarcat bulgare? Pourquoi ce schisme n'est-il pas reconnu par toute l'Église orthodoxe ? Mais non, le schisme n'est qu'un *modus vivendi*, par lequel le patriarche grec a cru tuer les aspirations nationales des Bulgares dans la Bulgarie, la Thrace et la Macédoine. Il s'est trompé. Ce schisme n'est qu'un moyen de guerre purement politique.

« Outre cela, la Macédoine est envahie par la propagande étrangère; la plus dangereuse en Macédoine pour la nationalité bulgare est la propagande catholique uniate. L'établissement des catholiques en Macédoine ne date pas de bien longtemps. La propagande catholique a pris naissance en 1870, lorsque les Bulgares se sont séparés de l'Église orthodoxe. Alors, comme aujourd'hui, les Bulgares de Macédoine, n'espérant plus obtenir un exarque bulgare et pour échapper aux vexations du clergé grec, se sont mis sous la protection des catholiques, qui ont su profiter adroitement de la situation. Les catholiques étaient parfaitement au courant des dissensions entre Bulgares et Grecs; ils étaient en état d'accorder aux Bulgares opprimés l'enseignement bulgare et les offices en langue slave, et vu la protection qu'ils obtenaient des consuls européens et tout spécialement du consul d'Autriche, leur établissement en Turquie s'est fait au moment propice, d'une manière tout à fait calme et pacifique.

« D'ailleurs, les moyens dont ils disposent sont en rapport avec le but qu'ils ont en vue : ils reçoivent une subvention du gouvernement autrichien, et l'empereur lui-même est président d'honneur de la Société de propagande; il s'y intéresse vivement et on lui adresse chaque année des rapports. Jusqu'à ces derniers temps, cette Société avait des

ramifications à Andrinople et à Salonique; mais, depuis peu, tout est concentré à Salonique même. Elle y possède un établissement magnifique, qui comprend un collège bulgare catholique. En ce moment, il s'y trouve 60 élèves bulgares, élevés entièrement aux frais de la propagande; au bout de l'année, on envoie régulièrement en Italie des jeunes gens qui vont y faire des études théologiques. Ce sont les fils des Bulgares les plus aisés et les plus influents des villages de Macédoine. Les comités bulgares-unis sont très bien établis dans le vilayet de Salonique, surtout dans les arrondissements d'Avret-Chisar, Kara-Dagh et Gefchèle. Dans ces arrondissements, il y a soixante villages, comprenant 6,701 habitants, 45 prêtres, 24 églises et 38 écoles primaires. Les agents catholiques sont de différentes nationalités, Bulgares, Français, Italiens, Polonais, mais tous connaissent parfaitement la langue bulgare. Ils sont instruits et se conforment habilement aux mœurs et aux usages du pays; ceux d'entre eux qui sont Bulgares sont excessivement fanatiques et dévoués à la cause. Dernièrement, un Bulgare, Mladenoff, a été sacré évêque de Salonique. C'est un homme intelligent, qui a reçu une excellente éducation. Son frère était professeur bulgare; il fut emprisonné comme révolutionnaire. Pendant les six mois de sa détention, il a reçu plusieurs fois des envoyés de l'évêque de Salonique, son propre frère, qui lui faisait savoir qu'en se faisant catholique, il pourrait recouvrer sa liberté; il refusa énergiquement, et fut envoyé en exil. Les catholiques ne sont persécutés ni par les Grecs, ni par les Turcs, parce qu'ils sont protégés par la Société de propagande, placée sous le haut patronage de l'Autriche. La Société de propagande en Macédoine peut être considérée comme une avant-garde de l'Autriche à Salonique.

« Le protestantisme est aussi répandu en Macédoine, mais il ne présente pas autant de danger que le catholicisme. Les missionnaires protestants ne s'occupent pas de politique; ils

se bornent à enseigner l'Évangile. Ils ont leurs centres à Raslock et à Bitolia, où ils ont un collège et un pensionnat. Le protestantisme est surtout répandu dans les villages macédoniens de Machomia et de Bansko. Leurs agents sont Américains, très peu Bulgares. Ils connaissent tous parfaitement le bulgare. Ils ont un organe en langue bulgare, qui paraît à Constantinople : c'est le *Zornitza*, qui traite de questions religieuses et philosophiques. La partie politique n'est que la traduction d'autres journaux, et se borne aux articles qui n'attaquent pas la Turquie. Le rédacteur en chef est un Américain, M. Baggton. Il fait imprimer des brochures et des livres classiques en langue bulgare, qui sont vendus à un prix excessivement minime. Ils reçoivent des subventions de différentes personnes d'Amérique. Ils entretiennent aussi des établissements d'instruction admirables à Samakoff. (V. Jean Erdic, *En Bulgarie*.)

« A Constantinople, ils ont deux collèges : l'un, Robert-College, pour jeunes gens, et l'autre pour jeunes filles, installé à Scutari. Bien que les Bulgares forment la majorité de ces collèges, ces établissements sont ouverts à tous les peuples d'Orient, et on n'y fait nulle propagande religieuse en faveur de l'une ou de l'autre confession. »

« *P.-S.* Vous aurez lu dans les journaux anglais qu'une bande de 300 Albanais a attaqué le village bulgare de Jancovitz, près de Monastir. Les villageois se défendirent avec le plus grand courage, mais ils furent vaincus et le village fut complètement pillé. »

Autre lettre du 7/19 février 1885.

« Les détails sur les persécutions des Bulgares de la part du clergé grec en Macédoine deviennent de plus en plus poignants. En voici quelques exemples :

« A Doïran, ville du sandjak de Salonique, le fonctionnaire chargé du recensement de la population n'a pas divisé

les chrétiens d'après la nationalité à laquelle ils appartiennent, mais d'après leur religion, en demandant s'ils sont catholiques ou orthodoxes, et en profitant de la déclaration de ces derniers pour les inscrire comme Grecs. Par l'expression *roum-mileti*, on entend le rite grec, mais on se sert du même terme pour exprimer les mots *nationalité grecque*. Le fonctionnaire compétent a été payé à cet effet, dit-on, par l'évêque grec. Or, c'est en exploitant la double signification du terme *roum-mileti* que ce dernier, avec le concours des autorités, a forcé les Bulgares à remettre les clés de leur église à deux hommes dévoués à sa cause. Les Bulgares s'en sont plaints déjà au gouverneur général de Salonique.

« Des procédés analogues sont signalés de la part de tous les évêques grecs, surtout de ceux dont les diocèses ont reçu la visite du major Trotter. Ce dernier à peine parti, les évêques ont envoyé partout des gendarmes qui forcent les paysans de déclarer, par des manifestes rédigés à l'évêché, qu'ils sont Grecs de nationalité. Malheur à celui qui refuse sa signature ou qui la retire plus tard : il est immédiatement convaincu du crime de haute trahison.

« A Gumendjé, bourg situé à 50 kilomètres de Salonique, on a arrêté une dizaine de personnes, parmi lesquelles figurent les nommés Christo Sevinoff et Tomà Kaldieff. Ils ne sont persécutés que pour avoir refusé leur signature à des déclarations écrites en turc, dont ils ne pouvaient pas connaître le contenu et que l'évêque grec de Vodena ne voulut pas leur expliquer, en leur disant : « Vous n'avez qu'à signer. » D'ailleurs, l'évêque leur gardait rancune depuis longtemps déjà, parce qu'ils avaient placé leurs enfants au lycée bulgare de Salonique. L'arrestation de ces messieurs a été exécutée par suite de la saisie d'une lettre compromettante signée *Makédonoff*, mais qui, d'après l'avis des habitants de Gumendjé et d'après les renseignements bien vérifiés que je possède, n'est que l'œuvre du métropolitain même de Vodena, après entente préalable avec le kajmakam de

Gumendjé. Les prisonniers, au nombre desquels se trouvent aussi deux prêtres, sont internés aujourd'hui dans les prisons de Yenidjé-Vardar, d'où une députation de trente personnes n'a pu les délivrer, malgré la garantie qu'elle a présentée, conformément aux lois en vigueur. Les prisonniers sont attendus incessamment à Salonique, pour être livrés à la cour martiale.

« Des arrestations du même genre ont eu lieu à Keupruli (Veles), immédiatement après le départ du major Trotter, et à Ischtip. Les écoles bulgares de ces deux villes ont été également fermées.

« Mais ce sont les arrestations de Sérès qui montrent le plus clairement le but de ces persécutions. Je vous ai parlé antérieurement des nombreuses arrestations opérées dans cette ville sur les ordres du commandant militaire Hassan-Pacha. Les garanties présentées par plusieurs personnes pour laisser en liberté l'archimandrite Hariton et le professeur Sarafoff n'ont eu d'autre effet que de faire changer, pour quelques jours seulement, la prison du premier, et cela d'après des ordres exprès venus de Salonique. Laissant deviner son projet de frapper tout ce qu'il y a de bulgare, Hassan-Pacha a fait arrêter le Bulgare qui a vendu sa maison à la communauté et qui a donné, par cette vente, à celle-ci, le moyen d'avoir une chapelle. Hassan-Effendi, le *harzoualdji* (rédacteur de pétitions), a été mis également en prison, rien que pour avoir rédigé les pétitions de plusieurs Bulgares.

« Les notables musulmans de Sérès ont été indignés de cette conduite de Hassan-Pacha, conduite qu'ils traitent hautement d'injuste, de politique insensée.

« Pendant que Hassan-Pacha poursuit ainsi son système d'extermination à Sérès, l'évêque grec de cette ville ne reste pas inactif. En voyageant de village en village, il perçoit d'un coup les contributions des années pendant lesquelles les Bulgares n'avaient pas payé depuis la création

d'une Église bulgare indépendante. Accompagné d'une nombreuse escorte, l'évêque fait arrêter et expédier à Sérès toute personne qui refuse sa signature à des écrits où il est déclaré que l'on ne veut ni de la langue ni d'une Église bulgares.

« De cette façon, tout en servant la cause grecque, Mgr Nathanaël sert aussi celle de sa bourse, dont une partie passera bien probablement dans les mains de Hassan-Pacha. Ce n'est pas sans raison que les Bulgares ont surnommé ce prélat *Sathanaël*.

« Les prisons de Salonique reçoivent tous les jours de nouveaux prisonniers. Mais, à ce sujet, laissons parler mon correspondant de Salonique : « Mardi 4 février 1885, dit-il, S. Exc. Hassan-Pacha est arrivé à Salonique, amenant avec lui l'archimandrite Hariton, les instituteurs P. Sarafoff, D. Mavroudieff, de Sérès ; G. Ivan, de Vrodievo ; G. Athanase, de Bobochévo ; Apostoloff, de Sérès ; le musulman Hassan-Effendi, rédacteur de pétitions ; Trandaphile, notable de Vrodievo ; Naïdo Angelhoff, membre de la communauté de Sérès et ex-propriétaire de la maison communale ; Théodore Vassileff, épitrope de la chapelle de Sérès, et une trentaine de personnes dont je ne connais pas les noms, originaires des environs de Sérès. D'autres prisonniers encore sont attendus pour demain ou après-demain (8 ou 9 février). En sortant de Sérès, les prisonniers portaient des fers aux deux mains, à l'exception de l'archimandrite, qui n'en portait qu'à la main droite. Le départ des prisonniers de la ville de Sérès a été accompagné d'une scène des plus navrantes. 50 à 60 enfants du pensionnat bulgare étaient sortis de la ville, guettant le passage de leurs instituteurs. Ceux-ci arrivés près d'eux, les enfants ont commencé à pleurer, en criant à Sarafoff, leur directeur : « Maître, où vas-tu ainsi, à qui nous laisses-tu ? » Du milieu de son escorte, les fers aux mains, M. Sarafoff ne put s'empêcher de leur répondre : « Ne pleurez pas, mes

enfants, priez Dieu et patientez ; nous sommes les disciples de Jésus-Christ, qui a souffert plus que nous et qui n'a sauvé le monde qu'en se sacrifiant pour son salut. » Les adieux des instituteurs n'ont pu se faire avec les élèves que de loin, l'escorte ayant repoussé les enfants qui avaient voulu s'approcher. Les enfants retournèrent au pensionnat en pleurant, et ce spectacle touchant ne fit qu'augmenter les rires et les plaisanteries des élèves grecs, qui les poursuivaient en chemin en leur crachant à la figure et en leur jetant de la boue et des pierres et les insultant de toute façon jusqu'à leur rentrée à la maison. Les prisonniers seront jugés par la cour martiale.

« Une foule de Bulgares de Doïran se cachent ici, pour ne pas être découverts par Hassan-Pacha, qui compte bientôt visiter leur ville.

« Douze Bulgares, du village Matchoukovo, arrêtés il y a quelques jours et détenus à la station de Ghevgheli, sont attendus incessamment à Salonique.

« Deux réfugiés de Dibra, arrivés à Salonique, nous ont dit que l'arrestation de douze personnes, à la tête desquelles se trouve le pope Tassé, qui a eu lieu dernièrement, a été opérée pour le seul motif d'avoir mentionné pendant la messe le nom de l'exarque bulgare. On prétendait à tort qu'il avait ajouté celui de l'empereur de Russie. »

« S....., le 2 mars 1885.

« Les fonctionnaires turcs intelligents comprennent qu'ils ont tort de s'aliéner les Bulgares pour servir les haines du clergé grec. C'est au moins ce que paraît saisir Ali-Kémaly-Pacha, gouverneur général de Monastir.

« Vous savez déjà qu'à l'instigation du vicaire grec de Dibra, Tsipanidis, les musulmans dibriotes ayant décidé l'expulsion des notables bulgares de cette ville, le *mutessarif* crut prudent de mettre ces derniers en état d'arrestation,

le président de la communauté bulgare, pope Tassé, en tête, et de les expédier sous escorte à Monastir. Kémaly-Pacha, ayant appris qu'on les avait accusés d'avoir mentionné pendant la messe le nom de l'empereur de Russie à côté de celui de l'exarque bulgare, et que l'unique témoin de ce fait, qui l'avait dénoncé, était le vicaire grec, Kémaly-Pacha ne trouva pas juste de poursuivre en justice des hommes dénoncés par leur ennemi personnel. Néanmoins, fort prévenu contre les Bulgares, il fit mander auprès de lui le vicaire de Dibra, dans l'intention de l'obliger à prouver ce qu'il avait avancé.

« J'apprends ce soir que ces Bulgares dibriotes n'ont pas été seulement relâchés, mais encore qu'ils ont obtenu la protection du gouvernement pour retourner dans leurs foyers. Ces faits prouvent le rôle actif et odieux que le clergé grec joue dans les persécutions des Bulgares.

« Malheureusement, les fonctionnaires turcs qui agissent comme Kémaly-Pacha sont rares! Le gouvernement turc devrait comprendre que s'il ne laissait pas molester les Bulgares, il y trouverait les plus laborieux et les plus soumis de ses sujets. »

Ce qu'il y a de plus affligeant dans l'hostilité des Grecs contre les Bulgares, c'est qu'elle étouffe tout sentiment de justice, même chez des personnes vivant dans un milieu très éclairé et en France. Si l'Hellène dont je reproduis la lettre, adressée au *Sémaphore*, légitime la persécution la plus odieuse, à quels excès ne doivent pas se livrer les popes et les évêques grecs en Macédoine!

« *Correspondance du* Sémaphore.

« Pour ne pas trop abuser de votre complaisance, je tâcherai d'être aussi bref que possible, me bornant à relever les assertions pour moi au moins hasardées de la lettre de Con-

stantinople du 11 février, parue dans le *Sémaphore* du 20 février 1885.

« Votre correspondant dit :

« 1. Les deux évêques bulgares récemment nommés par l'exarque Jossif, chef de leur Église, aux diocèses d'Uskup et d'Ochrida, n'ont pas encore reçu les bérats ou décrets d'investiture qui leur permettent d'entrer en fonctions. Ce retard est dû aux intrigues du patriarche œcuménique, qui, suivant, en cette occasion, les pires traditions du Phanar, a cru servir les intérêts de son Église et de la nation hellénique en combattant avec âpreté, avec animosité, les justes revendications des Bulgares... » (J'ai dû écourter les citations, qui méritent pourtant d'être lues en entier.)

« 2. ... Ceux-ci (les Bulgares) ont naturellement l'appui de la Russie, qui les fera triompher, et c'est pourquoi il faut s'attendre à voir bientôt les deux évêques bulgares, munis de leurs bérats, partir d'ici pour aller prendre possession de leurs postes, au risque de rencontrer en route des assassins. »

« Voici ma réponse :

« 1. Je dois dire tout d'abord, pour ceux de vos lecteurs qui peuvent l'ignorer, que le patriarche œcuménique est, non seulement le chef de l'Église orthodoxe (*primus inter pares*), mais aussi le protecteur officiel de ses ouailles ; en un mot, le chef religieux et politique de tous les rayas orthodoxes.

« A plusieurs reprises, le patriarche avait appelé l'attention de la Porte sur le séjour prolongé de l'exarque bulgare à Constantinople. L'exarque ne peut séjourner, moins encore s'établir dans la capitale de l'empire ottoman sans une autorisation spéciale du patriarche. Le représentant de S. S. (*Kapou-kéhaya*) a remis dernièrement au ministre de la justice une note (*takrir*) du patriarche, accompagnant un mémoire rédigé à cet effet, relativement à l'installation d'évêques bulgares dans les provinces mixtes. Les bases

sur lesquelles sont principalement fondées les réclamations du patriarcat sont les bérats (exéquatur) des prélats grecs et les privilèges accordés *ab antiquo* aux chefs de l'Église orthodoxe.

« Le gouvernement impérial, est-il dit en substance dans le *takrir*, n'ayant pas reconnu le schisme bulgare et continuant à considérer les Bulgares comme orthodoxes, ne saurait accorder des bérats aux évêques bulgares, qui ne sont point reconnus par le patriarcat, et ne saurait permettre à l'exarque le séjour de Constantinople, celui-ci n'étant pas chef d'une Église, mais bien — comme son titre l'indique — un délégué du patriarche orthodoxe, qui ne l'a pas sacré, ne l'a pas reconnu, et dont la nomination n'a pas été communiquée à la Porte (aussi bien que celle des autres évêques bulgares) par le patriarcat, conformément à la teneur des bérats impériaux, portant que la dignité de métropolitain ou d'évêque de l'Église orthodoxe ne peut être reconnue par le gouvernement, si elle n'est pas annoncée par une requête signée du patriarche et des membres du saint synode.

« La note du patriarche conclut que le gouvernement doit interdire la présence à Constantinople de l'exarque bulgare, et ne pas accorder de bérat aux évêques qui seraient nommés par l'exarque dans des provinces dépendantes, « au spirituel », du patriarcat œcuménique.

« Je ne puis faire ici l'historique du déplorable différend qui nous a séparés, Bulgares et Grecs; mais, pour comprendre quelles seraient les funestes conséquences de l'installation d'évêques schismatiques bulgares dans les pays encore soumis à l'empire ottoman, je dois dire que le clergé bulgare porte le même costume que le clergé grec (et, dans le Levant, l'habit fait le moine); que ces prêtres bulgares, soit comme pasteurs, soit comme maîtres d'école, mettent tout en œuvre pour soulever et fanatiser les paysans et les gens simples contre leurs chefs spirituels, pour leur inspirer une haine implacable contre la race grecque et tout ce qui est

grec; ils enseignent que la Macédoine et la Thrace sont des provinces qui ont toujours été habitées par des Bulgares et sont destinées à faire partie du grand État bulgare, qui sera prochainement constitué. Grâce au concours des comités panslavistes, ces émissaires n'ont que trop bien réussi jusqu'à présent dans leurs intrigues. Ces agissements, nous ne pouvons les supporter froidement et sans résistance, car l'hellénisme lutte pour la défense de ses droits depuis 1453, cherchant dès cette époque à se reconstituer.

« 2. Après les explications qui précèdent, il ne me paraît pas si aisé de trancher la difficulté. Quant à la crainte manifestée par votre correspondant, que les évêques bulgares pourraient rencontrer des assassins en route, c'est une allusion à l'assassinat d'un prêtre bulgare qui, parcourant, il y a un an environ, la Macédoine et semant sur son passage le trouble et la discorde, fut effectivement assassiné par des musulmans, soit pour assouvir une vieille vengeance, soit pour s'emparer de l'or qu'il portait, ce qui a été prouvé par une enquête officielle; par conséquent, c'est une calomnie gratuite que d'attribuer ce meurtre aux Grecs, calomnie contre laquelle avait vivement protesté dans le temps la presse grecque.

« Un Hellène.

« Marseille, ce 24 février 1885. »

Pour faire bien comprendre en quoi consistent les exactions du clergé grec à l'égard de leurs ouailles bulgares, je reproduis un extrait d'une correspondance de Monastir, publiée par le journal *la Turquie* dans son numéro du 14 novembre 1884 :

« Ces jours-ci, j'ai eu sous les yeux une requête que les Bulgares dibriotes avaient présentée, il y a environ deux ans (lorsque ce district était sous le régime de la loi martiale), au conseil de guerre *Idareï Yrfié*, pour énumérer leurs griefs et demander l'éloignement de Mgr Anthimos, évêque de

Dibra. Les signataires se plaignent tout particulièrement d'avoir été obligés de payer illégalement, sous divers prétextes, différentes sommes d'argent à leur métropolitain. Je transcris ci-après la liste de ces contributions et rançons, pour l'édification de ceux qui contestent l'avidité de Mgr Anthimos et le représentent comme un modèle de désintéressement et de vertus évangéliques,

	Liv. t.
Du père Khariton pour le faire supérieur (igoumène) du couvent de Saint-Jean (Ivan).	50
Peu de temps après, Anthimos destitua Khariton et le remplaça par Sophronius, en se faisant payer pour la nomination.	30
Sophronius, destitué à son tour, fut remplacé par l'igoumène actuel, le père Michel, qui donna un cheval à Mgr Anthimos et lui paya en outre . .	15
De Sophroni Davidoff, du village de Belitchitza . .	12
De Sophroni Dobeleff, du même village	6
De Tancho, du même village	5
Du pope Terpé, du village de Nitchpour	8
Du pope Lucas, du village de Verden	5
De Moïse Bizoff, du même village	6
De Raditchich, du village de Bobdé	12
De Mladen Doumoff, du village Sébistcha . . .	4
De Milanko Swirkoff, du même village	5
D'Ivan Tzvarka, du village de Stéblevo	26
De Spass, du même village.	10
D'Elias Ghinof, du même village	6
De Théodore Kiranoff, du même village	3
De Mladen Sina, du village de Klénie.	9
De Stanco Mirtcheff, du même village.	8
De Plisto Rechkoff, du même village	4
De Mitro Boudinoff, du village de Ghinoetz . . .	15
De Nicolas Mazniroff, du village de Klénie . . .	7
De Kherstan, du village de Yablonitza.	54
De Yovan Pétoff, du village de Piskupstchina . .	25

	Liv. t.
De Risto, du village de Vermitza	20
D'Abraham, du village de Krékonitza	35
De Vassil, du même village	20
De Sotir, du village de Strézimer	10
De Tano, du village de Krékoritza.	12
De Simon, du village de Rastoucha	30
De Gavril, du même village.	10
De Couzma, du village de Véliko Brdo	
De Pavlo Krossovski, du village de Krékoritza, pour l'autorisation de divorcer avec sa femme et d'en prendre une autre	50
De Ghiga, du village de Yantché	2
De Braque, du village de Belitcha, pour une autorisation de se remarier	20
Total. . . Liv. turq. de 22 fr. 50 c.	539

Ayant publié dans la *Pall Mall Gazette* et dans le *Northern Echo,* une série de lettres destinées à faire connaître les cruelles souffrances des Bulgares en Macédoine et la persécution systématique dont ils sont l'objet, je reçus de nombreux télégrammes des Bulgares macédoniens réfugiés en Bulgarie, ainsi que de l'Assemblée nationale de Sofia. Voici le texte de deux de ces télégrammes :

« Les Macédoniens résidant à Philippopoli, réunis aujourd'hui en meeting, condamnant les atrocités turques en Macédoine, vous expriment leur profonde reconnaissance pour l'immense service que vous venez de rendre à leur patrie en dénonçant, par la voie de la presse, à l'Europe civilisée, les cruautés sans nom commises sur leurs compatriotes.

« Pour les Macédoniens reconnaissants :

« *Le président du comité :* Dr Calatinoff.
« *Les secrétaires :* Toucheff et Dascaloff.

« 25 décembre 1884. »

« *Télégramme à M. de Laveleye, Liége.* »

« L'Assemblée nationale, dans sa séance de clôture, a acclamé la résolution de vous exprimer sa reconnaissance chaleureuse pour les nobles efforts que vous avez faits dans la presse pour défendre les intérêts de la population bulgare en Macédoine, tant opprimée et foulée aux pieds. La Bulgarie et les Bulgares vous sauront éternellement gré des sympathies dont ils sont l'objet de votre part.

« *Le président de l'Assemblée nationale :*

« STAMBOLOFF.

« 1/13 février 1885. »

Voici la liste des télégrammes que j'ai reçus à l'occasion de mes articles sur la Macédoine. Ai-je besoin de dire combien ces marques de sympathie m'ont été précieuses?

Les habitants de Kezanlik réunis en meeting. Président, Pappazoglu ; 30 décembre 1884. — Population de Sofia. Signé : le maire de Sofia, Theodor Prochoff ; 4 janvier 1885. — 2,000 Bulgares macédoniens habitant Sofia. Président, Diamandieff ; 5 janvier 1885. — Société de bienfaisance macédonienne à Sofia. Président, Guechoff ; 20 mars 1885. — Habitants de Doubnitza. Président du meeting, Tchoucoff ; 14 janvier 1885. — Les Macédoniens de Routschouk. Président du meeting, Palascheff ; 25 janvier 1885. — 3,000 Macédoniens réunis à Kustendil. Président du meeting, Ephraïm Karanoff ; 29 janvier 1885. — Habitants de Thirpan. Président, Georges Kotchoff ; 29 janvier 1885. — 2,500 Bulgares macédoniens réunis en meeting à Widdin. Président, Trajan Sarbinoff ; 1er février 1885. — Macédoniens résidant à Berkovatz ; 4 février 1885. — Macédoniens résidant à Coutlovitza ; 11 février 1885. — 965 Bulgares macédoniens réunis en meeting à Silistrie. Président, Wladimir Popoff ; 16 février 1885. — 1,500 Macédoniens réunis en meeting à Varna. Président, Petar Michaikoff. —

Les habitants de Dobritsch. Président, Chtoreff; 4 mai 1885. — Les habitants de Sistov et Bulgares macédoniens réunis en meeting de 1,500 personnes. Président, Bjinoff; 15 mars 1885. — Les habitants de Kalofer. Président, Karpatchoff; 8 mars 1885. — Les Bulgares du canton de Stanimaka. Président Douroff; 11 mars 1885. — Les étudiants bulgares de Moscou, à l'occasion des fêtes en l'honneur des SS. Cyrille et Méthode. Président, Nindoff; 18 juin 1885. — Les habitants de Widdin, à l'occasion des mêmes fêtes. Le maire Minkoff; 19 juin 1885. — Les habitants de Téteven, à la même occasion. Président, Vrabivsky; 19 juin 1885.

Appel des Macédoniens de Sofia et de Philippopoli pour que j'élève la voix en faveur de l'union de la Bulgarie et de la Roumélie. Président, Risoff; 24 septembre 1885.

A Salonique, à Monastir, à Athènes et dans plusieurs autres villes, les Grecs se réunirent en meeting pour protester contre mes affirmations, et je fus vivement attaqué par les journaux grecs et turcs, comme agitateur panslaviste. Emu de l'attention que la presse européenne commençait à prêter à la cruelle situation de la Macédoine, le gouvernement turc, pour me confondre, se fit remettre des rapports par ses gouverneurs, et, de son côté, le gouvernement anglais envoya en Macédoine le major Trotter, avec mission de contrôler l'exactitude des faits avancés.

Voici d'abord un extrait de la circulaire du gouvernement ottoman aux puissances étrangères concernant la situation en Macédoine (publiée dans le *Times* du 19 janvier 1885) :

« Constantinople, le 19 janvier 1885.

« L'attention de la Sublime-Porte ayant été appelée sur certains articles publiés par M. de Laveleye, dans un journal de Londres, au sujet de prétendues atrocités commises par les musulmans dans certaines provinces de la Turquie d'Europe, il a semblé nécessaire de jeter la plus vive lumière

sur les faits en question, afin qu'ils pussent être punis avec la dernière rigueur, s'il était prouvé que ces faits sont réels. A cet effet, les autorités des provinces de la Roumélie ont été invitées par le gouvernement impérial à lui faire tenir les détails les plus circonstanciés concernant la sécurité dans leurs districts respectifs. Ces rapports, qui commencent à arriver au département de l'intérieur, montrent que si le brigandage existe encore dans les districts frontières, les autorités déploient, dans leurs efforts pour supprimer ce fléau, une activité et une énergie qui sont ordinairement couronnées de succès. Il faut noter que les faits rapportés par les autorités provinciales sont des crimes contre le droit commun et que la plupart des criminels, turcs ou chrétiens, viennent de la Grèce ou de la Bulgarie, où ils se réfugient aussitôt qu'ils sont serrés de près par les soldats. Quant aux assassinats qui auraient eu comme mobile le fanatisme politique ou religieux, comme l'affirme M. de Laveleye, ils doivent être mis sur le compte de l'imagination. »

Suit une longue énumération des bandes de brigands qui volent, pillent et tuent dans les différents districts; mais comme leurs noms l'indiquent, ils sont tous, d'après la Porte, Grecs ou Bulgares! A la circulaire de la Porte, je ne répondis que deux mots dans la *Pall Mall Gazette* (24 janvier 1885). — « *Habemus reum confitentem.* La longue énumération de brigandages extraite des rapports officiels, « qui commencent à arriver » à la Porte, suffit pour démontrer que le gouvernement turc est incapable de maintenir l'ordre en Macédoine. Comparez cette situation avec celle de la Roumélie orientale, où l'on peut voyager partout, sans crainte, et où Turcs, Grecs et Bulgares siègent, côte à côte, dans l'assemblée provinciale. Si l'article 23 du traité de Berlin était mis à exécution, bientôt la situation serait semblable en Macédoine. »

Aux journaux grecs qui m'attaquaient, je répondis par la lettre suivante, que les feuilles hellènes de Trieste et

d'Athènes ont reproduite, avec une obligeance dont je tiens à les remercier encore :

« Liége, 15 janvier 1885.

« Monsieur,

« Les journaux grecs et un journal français, *le Voltaire*, m'accusent de méconnaître les droits des Grecs dans les articles que je publie en faveur des rayas de la Macédoine. Il n'en est rien. Je réclame simplement pour la Macédonie le gouvernement local et les garanties qui lui ont été promis par l'article 23 du traité de Berlin.

« En Belgique, Flamands et Wallons vivent en paix, jouissant des mêmes droits et des mêmes libertés. Donnez à la Macédoine des institutions autonomes et libres, et il en sera de même pour les Bulgares, les Grecs et les Musulmans, quel que soit leur nombre respectif. Si les Grecs de la Macédoine ne veulent pas se faire les instruments ou les complices des oppresseurs turcs, des prêtres rapaces et simoniaques envoyés par le Phanar, qu'ils réclament avec leurs frères bulgares l'exécution de l'article 23 du traité de Berlin, et alors, sous la protection de bonnes lois, égales pour tous, la population tout entière, à quelque race qu'elle appartienne, jouira en sérénité des fruits de son travail et se développera en raison de ses aptitudes et de ses efforts.

« Veuillez agréer, monsieur, etc.

« Emile de Laveleye. »

Plus tard, le 16 avril 1885, le gouvernement turc communiqua au *Times* quatre documents destinés à prouver la fausseté des allégations de M. de Laveleye. Le premier est une circulaire en date du 12 janvier 1885, adressée par la Porte à ses agents à l'étranger, où, s'appuyant sur un rapport du gouverneur général de Salonique, il est affirmé que tous les sujets du sultan jouissent d'une entière sécurité

et d'une complète égalité, et comme preuve on cite le procès-verbal d'un meeting des Grecs de Salonique, qui, au nom des « 800,000 Hellènes de la Macédoine », protestent contre les accusations du publiciste belge. Le second et le troisième document sont deux rapports du gouverneur général de Salonique, le premier du 9 février, le second du 26 février, démentant les affirmations de M. de Laveleye. Le quatrième document, en date du 22 décembre 1884, est un mémoire exposé par la population grecque de Monastir au ministre d'Angleterre, à l'effet de protester contre les publications de Mme de Novikoff et de M. de Laveleye. Voici le texte du principal rapport du gouverneur de Salonique :

« *Rapport de S. Exc. Galib-Pacha, gouverneur général de Salonique, adressé à la Sublime-Porte sur la situation de la Macédoine.*

« Altesse!

« Je viens de recevoir la traduction de la lettre de M. de Laveleye, que Votre Altesse a bien voulu me transmettre, avec l'ordre de la renseigner sur le véritable état des choses et sur les mesures qui ont pu être prises pour assurer le bon ordre en province et pour mettre fin aux attaques de la presse étrangère contre le gouvernement impérial. Déjà dans mes dépêches antérieures, j'ai eu l'honneur de renseigner Votre Altesse sur la véritable situation du pays, sans rien cacher. Par la présente, je vais donc résumer mes communications précédentes et les compléter, pour que le gouvernement de Sa Majesté puisse répondre aux injustes accusations lancées contre les autorités impériales et la population musulmane. Avant tout, je suis assez heureux de pouvoir assurer Votre Altesse qu'à part quelques actes de brigandage, sur lesquels j'ai eu l'honneur d'appeler Son attention en temps et lieu utiles, la plus profonde tranquillité

n'a cessé de régner dans tout le pays; que, par conséquent, il n'y a pas lieu de prendre de mesures exceptionnelles pour la consolidation de la sûreté publique. A en juger par la manière dont M. de Laveleye présente les choses, il est évident que sa bonne foi a été grossièrement trompée par ceux qui ont un intérêt à dénaturer la vérité. En réalité, les bruits dont il se fait l'écho ne sont pour la plupart que le résultat des agitations panslavistes, et sont privés de tout fondement. Quant aux méfaits réellement commis, M. de Laveleye les a exagérés, sans le vouloir, peut-être. Quelques-uns de ces faits ont même été antidatés, et malgré cela, ils sont présentés sous un faux jour. Le publiciste belge se fonde sur une pétition adressée par les délégués des villages d'Oreché, Papradichta et Nejilowo à S. A. le grand-vizir, et il affirme; à ce propos, que les auteurs d'écrits de ce genre ont été tous passés par les armes. Je n'ai pas besoin d'ajouter que c'est là une des calomnies les plus odieuses. Dans mon vilayet, comme d'ailleurs dans les autres parties de l'empire, les portes de la justice sont ouvertes pour tout le monde, et ceux qui invoquent la protection de la loi, loin d'être, pour ce fait, importunés par qui que ce soit, sont, au contraire, toujours sûrs de trouver auprès des autorités tant judiciaires qu'administratives, l'assistance la plus effective et toutes les facilités possibles. La meilleure preuve nous en est fournie par la fidélité constante et le dévouement sans limite que les différentes classes de la population ne cessent de nourrir envers le gouvernement impérial. Je défie M. de Laveleye de me citer un seul homme parmi les signataires de ladite pétition qui aurait subi les traitements barbares qui forment l'objet de ses accusations.

« M. de Laveleye présente les événements qui eurent lieu dans les villages précités sous un jour complètement faux. Ainsi, il prétend que le 26 septembre dernier, à trois heures de la nuit, une bande composée de 150 Turcs aurait attaqué

le village d'Oreché et mis le feu aux maisons, dont seize seraient devenues la proie des flammes ; que sept chevaux auraient été volés et soixante-dix maisons pillées ; que l'on aurait coupé les oreilles à une femme du nom de Minocha Velkowa, blessé deux autres femmes, les nommées Bogorka et Manda Velchowska, et que les assaillants auraient suspendu par les pieds à un arbre la nommée Manda Ilitcha et qu'on l'aurait laissée pendant un certain temps dans cette position, pour lui arracher les noms des Bulgares les plus riches de l'endroit ; enfin, que toutes les maisons auraient été totalement pillées ; que le jour suivant, les mêmes brigands auraient attaqué le village de Papradichta et assassiné la femme Yordana Delowa, blessé deux autres personnes du nom de Georges Poplacé et Marie Délowa, pillé encore trente-huit maisons et emmené un grand nombre de bestiaux — et toutes ces allégations sont inexactes, pour ne pas dire complètement fausses. En effet, d'après les récits des Bulgares eux-mêmes, voici comment les choses se seraient passées : Les moukhtars des villages précités se sont rendus le 29 septembre à Keupruli et y déclarèrent devant les autorités que, pendant la nuit du 27, plus de cent brigands parlant le bulgare et l'albanais auraient cerné leurs villages, pillé six maisons et autant de granges, blessé deux hommes et trois femmes, tué une personne, emmené seize bestiaux et volé une grande quantité de meubles.

« En admettant même que les récits des susdits moukhtars soient exempts de toute exagération, ce qui est peu probable, attendu que les villageois en général, et les Bulgares tout particulièrement, sont partout disposés à exagérer les méfaits dont ils deviennent victimes, même en ce cas, on voit clairement qu'il existe une différence énorme entre les chiffres, pour ainsi dire officiels, que les délégués des villages en question ont déclarés, et les chiffres que M. de Laveleye cite en se basant sur une pétition qui, du reste, n'a jamais existé et où il parle de sept blessés, d'un homme tué,

d'une femme torturée et de cent neuf maisons pillées dans les villages d'Oreché et Papradichta.

« M. de Laveleye dénature pareillement la vérité sur l'affaire de Nejilewo, en parlant d'atrocités dont ce hameau n'a jamais été le théâtre. Il est vrai qu'on trouva, au mois de juillet, trois cadavres sur le mont Tchernamoguila; c'étaient les cadavres de trois tonneliers, sur lesquels on n'a pu constater aucune trace de mutilation, et, en outre, ces assassinats furent perpétrés bien avant que les événements dans les villages d'Oreché et Papradichta eussent eu lieu. Quoi qu'il en soit, tous ceux qui ont pris part à ces regrettables méfaits sont tombés, à l'exception d'un seul, entre les mains de la justice, et de plus, soit dit en passant, beaucoup d'autres ont perdu la vie dans les rencontres avec la forcepublique. Toutes les autres allégations de M. de Laveleye ne sont pas plus fondées. Il est facile de s'apercevoir que, dans ce cas aussi, sa bonne foi a été encore une fois trompée. Dès que les autorités de Keupruli eurent connaissance de ces faits, elles expédièrent plusieurs détachements d'infanterie et de cavalerie sur les lieux et se mirent d'accord avec les districts voisins pour que ceux-ci prissent les mêmes dispositions. Grâce à ces promptes mesures, exécutées avec énergie, tous les coupables ont pu être arrêtés, à l'exception d'un seul, que l'on continue, du reste, à rechercher activement. Afin de dissiper les craintes des populations, on a même laissé de petits détachements de troupes dans les villages susmentionnés, et les habitants ne tardèrent pas à reprendre leurs travaux champêtres. Quelques familles seulement ont quitté leur foyer domestique pour s'établir ailleurs; mais c'est dans le seul but de produire une démonstration panslaviste, et nullement pour échapper à un danger imaginaire. M. de Laveleye parle d'actes de vengeance que les brigands auraient commis; il parle de l'impuissance du gouvernement à y mettre un frein, de l'intention des musulmans d'anéantir les Bulgares, etc., etc.; et si les Bulgares,

ajoute-t-il, osent porter plainte, on les massacre. Toutes ces assertions sont complètement fausses; elles n'ont d'autre but que de servir la cause du panslavisme. Au demeurant, toutes les communautés chrétiennes de la Macédoine ont protesté, par des adresses envoyées aux cabinets européens, contre les manœuvres des agitateurs panslavistes répandant ces calomnies odieuses, que le sens commun rejette. »

Sir Henry Layard, ancien ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, ayant cru devoir écrire au *Times* pour combattre mes affirmations à peu près dans les mêmes termes que Galib-Pacha, je lui répliquai dans le *Times* du 25 décembre 1884 par la lettre suivante :

« Monsieur,

« Permettez-moi de répondre quelques mots à la lettre que sir A.-H. Layard a publiée dans le *Times*, relativement à la situation de la Macédoine. J'ai eu tort de croire que M. Blunt avait mal rempli ses devoirs de consul anglais à Andrinople en 1876, puisqu'il n'y a été nommé qu'en 1877; mais je maintiens qu'au fond j'ai eu raison de dire que les *Bulgarian atrocities* ont été connues plutôt par les relations américaines, que par les rapports des consuls anglais. Quant au saccagement des villages de Papraditcha et d'Oreche, sir H. Layard dit qu'il n'y a eu qu'un homme qui soit mort peut-être de ses blessures. Or, la pétition parle aussi des horreurs commises dans un troisième village, Negilevo, et en outre, si je suis bien informé, ces villages ont été attaqués une seconde fois, pour les punir de la pétition qu'ils avaient osé adresser aux autorités. Mais considérons la situation de haut. Même avant la dernière guerre, quand la Porte avait encore l'argent et la force nécessaires pour maintenir un certain ordre dans ses provinces, lord Derby donnait pour

instruction à lord Salisbury, dans les conférences de Constantinople (1876), de réclamer : « Que la Porte s'engage, dans « un protocole signé par les puissances médiatrices, à « accorder à la Bulgarie, à la Bosnie et à l'Herzégovine un « système d'autonomie locale et administrative, c'est-à-dire « un système d'institutions locales assurant aux populations « le contrôle de leurs propres affaires et des garanties contre « l'exercice du pouvoir arbitraire. »

« L'article 23 du traité de Berlin stipule que « la Porte « accordera à ses provinces d'Europe des institutions en « rapport avec les besoins des populations ». Pourquoi ces garanties ont-elles été stipulées par les puissances? N'est-ce pas parce qu'elles étaient indispensables? Les rayas de la Macédoine n'ont pas obtenu ces garanties. La Turquie n'a plus l'argent nécessaire pour payer ses troupes; celles-ci s'insurgent et se débandent; elles vivent aux dépens des habitants ; les musulmans sont profondément irrités de leurs défaites et des cessions qu'ils ont dû faire ; et nous devrions admettre, d'après M. Blunt et sir H. Layard, que la situation, qui était considérée en 1876 par lord Derby et lord Salisbury comme intolérable et exigeant un prompt remède, est aujourd'hui excellente! N'est-ce pas trop exiger de la crédulité, même des turcophiles?

« Sir A.-H. Layard, qui connaît si bien la Turquie, a écrit jadis ceci : « Le fez rouge et le costume d'un soldat « irrégulier turc est le signal d'une panique générale. Les « femmes se cachent pour se dérober aux insultes. Les « hommes restent à la maison pour essayer, mais en vain, « de s'opposer à l'enlèvement de leurs biens! »

« Croit-il réellement qu'en Macédoine la propriété, la vie des hommes et l'honneur des femmes soient mieux garantis aujourd'hui qu'ils ne l'étaient au temps où sir A.-H. Layard écrivait ces lignes ?

« Votre dévoué,

« Émile de Laveleye. »

ANNEXE N° 7.

LE RÉGIME TURC.

Le régime turc fait le désert, en tarissant les sources de la production et, par conséquent, en empêchant les populations de subsister. Il est bien plus funeste que le système de gouvernement qui existe parmi les nègres de l'Afrique centrale, car celui-ci permet du moins aux indigènes de vivre et de se multiplier. Voici quelques citations qui montreront les conséquences de ce régime, que les grandes puissances maintiennent, en consacrant l'oppression de ses infortunées victimes :

« Allah, en créant les Osmanlis, a voulu, j'imagine, me faire regretter les Persans : depuis le jour où j'ai mis le pied en Turquie, il me semble que j'ai été transporté du paradis en enfer. Aussi, dans tous les pays où les Turcs ont posé les pieds, la fertilité de la terre semble s'être tarie à leur contact.

« Que sont devenues, entre les mains des sectateurs de l'islam, les riches alluvions du Tigre et de l'Euphrate? Elles sont recouvertes de marais immenses, devenus des foyers de peste et de fièvre, dont nous subissons, tout les premiers, les funestes influences. Les terres sont fertiles, mais, faute d'eau bien distribuée, elles ne peuvent être mises en culture et restent stériles. Le sang des races primitives n'a pas été modifié, mais il s'est appauvri sous l'influence de la polygamie, tandis que le nombre des habitants a diminué, en raison directe des superficies de terres laissées en jachère.

« Je me prends à philosopher aujourd'hui plus que de raison ; mais depuis mon entrée en Chaldée, je vois si bien, à chaque pas et à chaque heure, combien la plaie est profonde, que mon esprit, obsédé de la même idée, rapproche

sans cesse de la richesse et de la gloire évanouies des âges babyloniens la pauvreté et la décrépitude actuelles.

« En parcourant les environs de Bagdad, transformés la plupart du temps en déserts stériles, comment oublier les terres fertiles où le blé rendait trois cents pour un, où la feuille du froment et celle de l'orge avaient quatre doigts de large, ces champs où les récoltes de maïs et de sésame étaient si plantureuses, que Hérodote se refuse à donner la hauteur de leur tige, tant il redoute d'être taxé d'exagération? Est-ce ma faute si je ne puis sortir du consulat sans qu'un incident vienne me rappeler la profonde incurie dans laquelle est plongée la Turquie d'Asie? En passant à Bassorah, je suis montée sur une frégate qui, faute d'une ailette à son hélice, s'enfonce dans la vase avec les nombreux millions qu'elle représente, et cela sans que personne songe à y porter remède. » (Mme Jane Dieulafoy, *Tour du monde*, 7 mars 1885.)

Plus loin, Mme Dieulafoy peint la situation de l'Arabistan : « Depuis hier, nos oreilles sont rebattues de lamentations et de plaintes. Les exactions s'entassent sur les malversations, comme Pélion, sous l'effort des géants, s'entassait sur Ossa. La province est misérable, négociants et petits tenanciers sont réduits aux plus dures extrémités. Les impôts ont doublé ; les maisons tombent en ruine, et leurs propriétaires ne peuvent les relever ; les paysans abandonnent la terre, qui ne leur donne plus de pain noir à manger ; les riches cultivateurs ne plantent plus ni palmiers ni cannes à sucre ; les tribus fuient vers la montagne, avec leurs troupeaux ; les canaux sont comblés, les villages désertés, et le Chah-Zaddé augmente tous les jours les charges qui pèsent plus durement sur le peuple, en raison de la disparition des nomades et de la ruine de la province. » (*Tour du monde*, 8 février 1886.)

— M. Bosworth Smith nous montre, dans la *Contemporary Review* (déc. 1876, p. 158), « que le gouvernement turc

possède des territoires sans égal dans le monde, quant aux ressources qu'ils offrent à l'agriculture, à l'industrie minière, aux manufactures et au commerce, et néanmoins la richesse et la population diminuent rapidement et les contrées soumises au sultan retombent dans un état de barbarie ».

La revue *The Academy*, de Londres (25 nov. 1876), écrit à ce sujet ce qui suit : « Dans des pays admirables, qui étaient autrefois le jardin du monde, l'espèce humaine disparaît. Des constructions faites pour l'irrigation, chefs-d'œuvre exécutés par les dynasties anciennes, sont devenues des ruines qu'on discerne à peine. Le désert d'Arabie, avançant toujours, a recouvert de ses sables les fertiles campagnes de la Syrie, et bientôt il touchera à la Méditerranée. Rien qu'autour d'Aleppe, en une vingtaine d'années, cent villages ont disparu. De Smyrne à Éphèse, le voyageur traverse, durant cinquante milles, un district d'une merveilleuse fécondité, sous le plus beau climat du globe, sans rencontrer un habitant ou un champ cultivé. Les vastes et productives régions de l'Arménie turque, la Troade, même les environs du Bosphore, qui, il y a vingt ou trente ans, étaient cultivés comme un potager, ne sont plus aujourd'hui qu'un désert désolé, parsemé, par-ci par-là, de tombeaux et de ruines. Sur les frontières de l'Arménie s'élève une ville avec de grandes maisons en pierre et de hauts remparts crénelés : elle contenait, on s'en souvient encore, une population nombreuse; c'est maintenant la cité des morts.

— « Le plus magnifique empire du monde, dit sir Georges Bowen, a été plus dévasté pendant des années de paix que d'autres pays par les plus terribles guerres. »

« En Asie Mineure, l'agriculteur et le propriétaire de troupeaux payent, en réalité, 62 p. c. de leurs profits en impôts. Quand la sécheresse décime le bétail, la famine et les maladies réduisent la population d'un tiers ou de la moitié. Les contributions sont néanmoins prélevées, en enlevant aux

habitants l'argent envoyé par les comités de secours et en les forçant à raser la laine de leurs moutons en plein hiver. » (*Quarterly Review*, 13 mai 1876, p. 391.)

« Le paysan abat ses oliviers et ses figuiers, parce que, loin de jouir de leurs fruits, ils ne sont qu'un prétexte, pour l'agent du fisc, d'augmenter ses cruelles exactions. Nulle accumulation de capital, parce qu'il n'y a nulle sécurité. Le cultivateur craint de posséder n'importe quoi qui ne trahisse pas la plus extrême misère. Celui qui vit de rien est le seul qu'on ménage. » (*Contemp. Rev.*, déc. 1876, p. 148.) Les impôts sont perçus par des fermiers qui achètent à l'encan le droit de prélever sur les contribuables le double de ce qu'ils doivent à l'État. Ce sont ces exactions impitoyables qui ont amené l'insurrection de l'Herzégovine et l'annexion de la Bosnie à l'Autriche.

— M. Freeman définit ainsi le régime turc : « Ce n'est pas un gouvernement, c'est le brigandage organisé : oppression systématique, pillage systématique, la négation des droits les plus élémentaires des créatures humaines. » Que celui qui accusera tous ces jugements d'exagération visite la Macédoine. J'attends son appréciation au retour, s'il en revient.

— Un autre écrivain décrit les effets du régime musulman au Maroc presque dans les mêmes termes : « Ce n'est pas, à vrai dire, un gouvernement; ce n'est qu'un système d'extorsion et de pillage. Les habitants sont censés payer la dixième partie de leur produit. En réalité, ils doivent souvent livrer presque toute la valeur de la récolte. Les taxes sont réparties arbitrairement et perçues arbitrairement. La conséquence est que ce pays est dévasté. Les cultivateurs sont ruinés, et une région qui était le grenier de Rome et qui, sous un bon gouvernement, exporterait quantité de produits, est aujourd'hui un désert. Ceux qui voudraient faire une route seraient traités de brigands. Toute tentative d'appliquer une loi juste est un crime; ainsi, l'empereur a

concédé récemment aux chrétiens le droit d'acheter des terres. Des milliers d'indigènes voudraient vendre et plusieurs Européens sont prêts à acheter. Pourtant, aucune vente ne se fait : pourquoi? Parce que les juges locaux qui doivent authentiquer l'acte de vente sont jetés en prison s'ils osent le faire. Et ainsi le sol est et restera à jamais inculte et abandonné. » (*Pall Mall Gazette*, 16 juin 1884.)

Un télégramme Reuter du 13 octobre 1885 annonce qu'aux environs de Smyrne, un combat a eu lieu entre les soldats et les brigands, qui avaient enlevé M. Chamand, pour lequel 1,000 livres sterling de rançon avaient été payées. Il n'y a donc nulle part de sécurité.

Comment la situation de la Macédoine ne serait-elle pas affreuse, quand à Tripoli, où il n'y a pas de rayas chrétiens à dépouiller et à exterminer, les hauts fonctionnaires agissent de la façon décrite dans la correspondance suivante du *Journal des Débats* (23 janv. 1885) : « Ils exploitent la vénalité des fonctionnaires ottomans. Les prisons regorgent de malheureux dont ces deux êtres néfastes ont pris les biens. Justice, police, administration, tout est à leur dévotion. Ils sont les maîtres absolus de tout; mais aussi ils achètent, par des émoluments splendides, le silence et la complicité des dignitaires turcs, tant à Constantinople qu'à Tripoli. »

— Je reproduis ici des extraits des lettres d'une personne connaissant à fond la langue et les mœurs turques, et qui a longtemps résidé en Turquie :

« Le fait que quelques millions de Turcs, après avoir soumis par le glaive à leur suprématie le khalifat arabe et l'empire de Byzance, ont maintenu, pendant plus de quatre siècles, leur autorité sur plus de trente millions d'hommes, appartenant à des races et à des religions différentes, prouve que la race turque a une aptitude spéciale pour le gouvernement. L'aspiration de tout Turc, dès qu'il a l'âge de raison, est d'obtenir un emploi. Dans sa vieillesse, son seul regret

est de n'en plus avoir. Un Turc, quelque riche qu'il soit, aspire à une position gouvernementale; il fait bon marché de sa tranquillité et de son indépendance, qui lui semblent peu de chose en comparaison de l'importance que lui donne le titre de kajmakam, de moutessarif ou de vali. J'ai connu de hauts dignitaires, arrivés au comble des honneurs et de la fortune, entourés d'une famille honorable et dévouée, n'ayant plus qu'à se reposer et à jouir, qui se mouraient d'ennui dans l'inaction où les laissait le souverain. Un grand-vizir est abattu et foudroyé quand le sultan lui ordonne de se reposer; il renaît à la vie si, plus tard, il est nommé à un poste même inférieur.

« On voit des ex-fonctionnaires, possédant toutes les jouissances de la vie, s'humilier devant les domestiques des employés et solliciter leur faveur. Chaque Turc se présente sous deux aspects : employé, il est fier, intraitable, arrogant, ne pliant que devant les diplomates étrangers, qui lui inspirent une grande crainte. Si un étranger a besoin d'eux, c'est celui-ci qui devient un véritable martyr, il n'y a pas d'humiliations et d'ennuis qu'on ne lui fasse subir. Un Turc non employé est l'homme le plus doux, le plus aimable, le plus poli, le plus bienveillant, le plus accessible et le plus hospitalier.

« Le contact des Européens, les abus de confiance que ceux-ci se sont permis à l'égard des Turcs, parce qu'ils étaient sûrs d'être toujours soutenus par leurs ambassades et leurs consuls, en dépit de la justice, ont rendu les Turcs méfiants, cauteleux et pervers. Réduits à lutter contre les étrangers venus pour exploiter leur pays, ils ont, à leur tour, eu recours à la ruse; leur mauvaise foi est devenue aussi notoire que leur bonne foi était proverbiale. C'est cela, et non leur fanatisme religieux, qui est la cause de leur aversion contre les Européens, et du mépris même qu'ils éprouvent pour eux.

« Ils ont accepté des ingénieurs, des instructeurs français,

anglais, allemands; ils leur ont octroyé de gros appointements, mais les fonctions de ceux-ci deviennent au bout de peu de temps de vraies sinécures. On leur permet de s'affubler de titres turcs, de porter le fez et l'uniforme, mais en réalité on ne leur laisse rien faire, quelles que soient du reste leur bonne volonté et leur capacité. C'est ce que nous voyons se passer aujourd'hui avec les officiers allemands venus, à grand bruit, pour entreprendre une croisade pacifique au profit de la civilisation et du progrès.

« J'avais un voisin turc. Il aimait à causer avec moi, à me questionner, et passait pour un homme avancé et sans préjugé. Un jour, nous vînmes à parler de la provenance des perles fines. Après avoir écouté attentivement ce que je lui dis à ce sujet, il hocha la tête en signe de doute. — « Les perles ne se trouvent pas dans les huîtres, comme vous le prétendez, dit-il; il y a une espèce de poisson qui, lorsqu'il pleut, met la tête hors de l'eau et ouvre la bouche. Chaque fois qu'une goutte d'eau s'y introduit, une perle se forme dans son estomac. Nos livres le disent. »

« Il ne daigna même plus discuter, et garda un silence méprisant. Cette petite anecdote peut s'appliquer à beaucoup de cas. Si le Turc reconnaît à l'Européen une certaine supériorité que j'appellerai industrielle et inventive, il professe toujours pour lui, au fond de son âme, un certain mépris et le regarde comme inférieur sous beaucoup de rapports.

« Dans tous les cas où un musulman est coupable de quelque crime et qu'il se trouve en cause avec des Européens, soyez sûr que, quelle que soit la pression que l'on fasse peser sur le gouvernement, quelque influence que l'on mette en jeu, le coupable échappera toujours d'une manière ou d'une autre.

« Il y a quatorze ans, je me trouvais à Andrinople. Un officier chrétien au service du sultan était allé chasser dans les vignes. Le chien du garde champêtre albanais mena-

çant de se jeter sur lui, le lieutenant le somma de le rappeler; l'Albanais ne tint aucun compte de l'avertissement, et répondit par des insolences. L'officier tira sur le chien, le garde champêtre riposta, logea une balle dans la cuisse de l'officier. Celui-ci mourut des suites de cette blessure, au bout d'une quinzaine de jours. Deux collègues du blessé avaient été témoins du meurtre; ils étaient chrétiens; leur témoignage ne fut pas admis et surtout jugé suffisant pour faire condamner le coupable musulman. Le garde champêtre fut cependant emprisonné sur la requête de Sadyk-Pacha, commandant militaire du vilayet d'Andrinople, qui s'était porté comme davadji (qui demande justice). Tant que cet officier supérieur fut à Andrinople, on n'osa pas relâcher le meurtrier; mais à peine fut-il appelé à une autre destination, qu'il fut mis en liberté.

« A peu près à la même époque, près de Yéni-Keui, dans les environs d'Andrinople, on trouva au bord de la Toundja le cadavre du fils d'un bey du pays; il avait été assassiné, comme le prouvaient les blessures dont il était criblé. On arrêta un soldat chrétien du nom de Bogdan, Bulgare de nationalité, qui, le jour même de l'assassinat, avait été mis aux arrêts pour une querelle de cabaret. S'il avait commis le crime, il avait dû avoir des complices, n'ayant pu à lui seul transporter le cadavre à la rivière. Des musulmans affirmaient avoir vu le corps du bey gisant dans un champ situé à quelque distance de là, trois jours auparavant. Des chrétiens témoignaient avoir vu les deux musulmans, qui accusaient Bogdan, jeter le cadavre à l'eau; ils nommaient le propriétaire du chariot dont les traces se voyaient encore; ils racontaient que le frère aîné du bey avait été assassiné, il y avait quelques années; que ce crime avait été le résultat d'une vengeance qui pesait sur sa famille, que jalousait celle d'un autre bey qu'ils nommèrent. Rien n'y fit. On ne voulut pas accepter les témoignages des chrétiens, qui prouvaient, jusqu'à l'évidence, l'innocence de Bogdan. Celui-ci fut jeté

en prison, où on le tint pendant plus d'un an. Lorsque Sadyk-Pacha, qui s'efforçait de le défendre, quitta Andrinople, Bogdan fut jugé et condamné à être décapité.

« Il y a deux ans à peu près, le colonel de Kummerau, attaché militaire de l'ambassade de Russie, fut assassiné par un Bosno-Albanais, nommé Vély-Mehmed, qui tira sur lui plusieurs coups de pistolet. Cette affaire fit grand bruit à cette époque ; en voici les détails, puisés à une source certaine. Vély-Mehmed était un compagnon d'armes du célèbre mufti de Tachlidja, qui a fomenté l'insurrection bosniaque, en prêchant la guerre sainte contre les Autrichiens. Traqué par les troupes d'occupation, il s'était réfugié à Stamboul, où le sultan lui avait fait don d'une habitation champêtre. Il chevauchait dans les rues, revêtu de son costume national, portant à sa ceinture tout un arsenal, suivi de ses camarades, armés et vêtus de la même façon. Vély-Mehmed était employé aux écuries impériales. Depuis quelque temps, on remarquait qu'il était en proie à une hallucination bizarre, qui provenait de son fanatisme surexcité par les malheurs qui avaient frappé son pays. Il était possédé du désir d'immoler un giaour. Ses camarades, s'apercevant de l'état de dangereuse exaspération dans lequel il se trouvait, le conduisirent au mufti de Tachlidja, homme sensé et judicieux, qui avait grande influence sur lui. Celui-ci décida qu'il fallait enfermer Vély-Mehmed. On avait essayé en vain de le désarmer ; la nuit, il couchait sur ses armes, afin d'empêcher qu'on les lui enlevât par surprise. Un jour, il manifesta, pendant l'absence du mufti, l'envie de faire une promenade. Ses gardiens cédèrent à ses instances et l'accompagnèrent. Une fois dehors, on ne fut plus maître de lui. Il avait été convenu qu'on ne s'éloignerait pas de l'habitation ; cependant, on fit un grand tour, et Vély-Mehmed se trouvait sur les hauteurs de Chichli au moment où M. Onou, chargé d'affaires de Russie, et M. de Kummerau vinrent à passer. Avant qu'on eût pu se douter de ce qu'il allait faire,

Vély-Mehmed tira sur ce dernier et le tua raide. L'officier du poste voisin accourut, se jeta sur l'assassin, s'en rendit maître à grand'peine, après lui avoir fait plusieurs blessures.

« On nomma une cour martiale, une grande commission médicale, sous la présidence de feu le Dr Mongeri, aliéniste, fonctionnaire de l'État. Celle-ci nomma un sous-comité chargé d'examiner l'état mental du coupable. L'accusé ne parlant que le bosniaque, ses réponses arrivaient à la cour par la bouche de plusieurs interprètes, auxquels il consentait ou refusait de répondre, au gré de sa fantaisie. Le comité médical reconnut cependant que Vély-Mehmed jouissait de ses facultés, à la suite de quoi, la cour martiale le condamna à mort.

« Le sultan, entouré de Bosniaques et d'Albanais, ne fut pas satisfait de cette décision ; il craignait leur vengeance et leur ressentiment. On adjoignit d'autres médecins à la première commission (trente-cinq en tout), et finalement l'assassin fut reconnu fou. Le sultan, la veille de ce jour, avait réuni un grand conseil d'ulémas (juges religieux interprétant le Chériat), pour examiner une dernière fois le cas de Vély-Mehmed. Sur dix-huit membres, dix-sept déclarèrent que l'assassin ne pouvait être exécuté. Un seul uléma fut d'avis qu'aux termes de la loi sacrée, la famille de la victime avait seule le droit de gracier Vély-Mehmed. C'est cet avis qui a servi de base aux négociations entamées à Pétersbourg. Le tsar n'est-il pas le chef de famille de ses sujets ?

« Autre épisode de cette affaire singulière, qui met en relief la façon dont les Turcs tournent les difficultés pour n'agir qu'à leur guise, et l'impardonnable faiblesse des Européens. Il semble que les représentants des puissances étrangères, qui, au fond, se soucient peu de l'empire ottoman, dont les jours sont comptés, craignent, en élevant la voix, de perdre les bonnes grâces du souverain, qui paraît devoir être le Romulus Augustule de sa race.

« Abdul-Hamid avait alors auprès de lui un médecin français, le docteur B..., qu'il affectionnait autant que le lui permettait son caractère égoïste et méfiant. Il le regardait, ainsi qu'il regarde encore aujourd'hui un officier supérieur français attaché à sa personne, comme un talisman et une sauvegarde.

« Pendant huit jours, le sultan exerça une pression sur le docteur pour le décider à signer la déclaration des autres médecins qui avaient opiné pour la folie de Vély-Mehmed. Il s'y refusa courageusement et opiniâtrément. Un jour, des Albanais vinrent le trouver et le menacèrent de mort s'il refusait de faire ce qu'on lui demandait ; ils revinrent à la charge plusieurs fois. Le même manège avait dû se répéter, avec plus de succès, auprès des autres médecins faisant partie de la commission médicale [1]. Fatigué et inquiet de ces obsessions, le docteur B... se mit à rédiger un rapport complet des faits dont il avait été témoin. Il fit un mémoire en double sur ce qui s'était passé, en fit parvenir un exemplaire cacheté à son consulat, en expédia un autre à Marseille, à son notaire, avec ordre de l'ouvrir dans le cas où il viendrait à mourir, et à en publier le contenu.

« Après avoir pris toutes ces mesures, les Albanais étant revenus, le docteur leur dit ce qu'il avait fait, ajoutant : « Si vous m'assassinez, on connaîtra immédiatement les motifs de ma mort. Maintenant, je vous déclare que je coucherai portes et fenêtres ouvertes. »

« Il va sans dire qu'on ne l'inquiéta plus. L'aventure le décida à quitter le palais et Constantinople, quelles que

[1] « N'a-t-on pas vu, après le suicide du sultan Azis, toute une commission de médecins affirmer qu'il s'était, en effet, enlevé la vie avec des ciseaux? Quand le fameux procès intenté à Midhat-Pacha et à ses complices eut prouvé qu'Abdul-Azis avait été assassiné, pas un des quinze ou vingt médecins qui avaient conclu au suicide ne protesta. Il semble qu'en Orient, le sens moral et le sentiment de l'honneur s'oblitèrent, même chez les étrangers.

fussent les instances du sultan pour le retenir et les avantages de sa position.

« Le colonel Kummerau n'était pas encore vengé, qu'un crime du même genre eut pour victime un architecte anglais, M. Burness. Il se promenait, avec sa famille, à Chichli, lorsqu'il fut frappé à quelques mètres de distance de l'endroit où Vély-Mehmed avait fait son coup. Les assassins étaient musulmans ; ils étaient trois. L'état de M. Burness, qui avait reçu plusieurs coups de couteau, inspira de grandes inquiétudes. On reprocha à sir H. Layard, alors ambassadeur d'Angleterre, de s'être montré trop tiède dans cette affaire, comme il l'avait été dans celle de Vély-Mehmed, alors que M. Fournier avait déposé une motion aux termes de laquelle les ambassadeurs devaient déclarer que la sécurité avait cessé d'exister en Turquie. L'ambassadeur russe de Novikoff, à l'audience qui suivit son retour de Pétersbourg, n'avait eu que des paroles mielleuses à dire au sultan, quoique l'affaire de Vély-Mehmed ne fût pas encore terminée.

« Les Turcs, entre eux, s'amusent énormément de la prétendue entente des puissances en tout ce qui touche les concessions et les réformes que l'on réclame d'eux. Ils se félicitent de la manière dont ils savent se débarrasser des exigences étrangères et spéculer sur la jalousie qui les divise et les frappe d'impuissance. Leur jubilation se communique parfois aux journaux de Stamboul. Pour eux, lord Grandville n'était qu'un *caramfil* (clou de girofle), M. Goschen, un *kochan* (coureur), de même que lord Salisbury, à une époque plus éloignée, qu'un *salisupurié* (vieux balai). Les plaisanteries dépassèrent tellement les bornes, que sir H. Layard dut, à son grand regret, rappeler au directeur du bureau de la presse que le *Levant Herald* avait été supprimé pour bien moins, et un avertissement officiel fut adressé aux journaux turcs. Les Turcs sont insensibles aux moyens platoniques ; on n'en obtient rien que par l'intimida-

tion. Arrivés à une période analogue à celle de la désorganisation de l'empire byzantin, ils semblent en avoir retrouvé, avec les faiblesses, les hypocrisies et les lâchetés. Arrogants dans la prospérité et quand ils croient vous en imposer encore, ils sont humbles et soumis, plats même dans les revers. Je parle des Turcs appartenant de près ou de loin aux sphères gouvernementales.

« Le brigandage fait des progrès et des ravages de plus en plus considérables aux environs même de Constantinople, et surtout dans les provinces. Les journaux sont journellement remplis de récits. Au mois de juin 1880, le palais impérial de Beylerbey fut attaqué par une bande de brigands, qui l'ont assiégé conformément à toutes les règles de l'art. A la même époque, un drogman de l'ambassade d'Autriche, qui sortait d'Yildiz-Kiosk, a été complètement dévalisé à la porte même du palais. Le comte Dubsky insista pour que son drogman fût pécuniairement dédommagé de la perte qu'il avait subie. La Turquie devient la véritable Californie du brigandage. Sûres de l'impuissance du gouvernement, les bandes s'organisent. Les ministres n'ignorent pas cet état de choses.

« Le président du conseil municipal d'une ville de province donnait, dernièrement, lecture d'une dépêche d'un ministre turc, demandant l'envoi à Constantinople « d'un rapport hebdomadaire sur les actes de brigandage dans le district, « afin de donner les moyens de contredire les mensonges « qui sont écrits par les consuls européens et dont il a été « question dans le Parlement anglais ».

« La profession de brigand n'est point regardée en Orient comme déshonorante ; le fils n'a aucun sujet de rougir de son père si celui-ci a été aux fers ou pendu. Tout dernièrement, le konak du gouvernement, à Smyrne, a été le théâtre d'un véritable carnage. Un certain Yuruk-Osman, qui avait été la terreur de la province, admis à l'aman, était devenu agent de l'autorité. Ce fils sauvage de la montagne, dans son nouveau

rôle, semblait avoir trouvé une sécurité plus complète pour continuer ses vols. Le gouverneur, Nachid-Pacha, résolut de s'en débarrasser. Il le fit appeler au konak par le général commandant. Quand celui-ci lui ordonna de déposer ses armes, il comprit où l'on en voulait venir et déchargea ses pistolets sur l'assistance. Le gouverneur, qu'Osman avait particulièrement visé, n'échappa à une mort certaine que par celle d'un gendarme qui se dévoua pour lui. Le brigand et ses acolytes firent plusieurs victimes. Criblé de blessures, traqué dans les escaliers, Osman vint rendre le dernier soupir dans la cour du konak. Les salles, les escaliers étaient remplis de sang. Il y a cinq ou six ans, un certain Ahmed-Pacha, gouverneur dans une province d'Anatolie, quand il s'emparait d'un brigand, lui faisait enfoncer des clous dans la tête, supplice effroyable, auquel il ne tardait pas à succomber. Le justicier était aussi barbare que les bandits.

« Il arrive très fréquemment que les brigands, lorsqu'ils font leur soumission, deviennent gendarmes, et sont mis à la poursuite de leurs anciens compagnons, comme nous venons de le voir pour Yuruk-Osman. Du temps de la guerre serbo-turque en 1876, lorsque j'étais à Andrinople, j'ai vu moi-même une troupe de 800 à 1,000 bachi-bouzoucks et Tcherkess, commandés par un certain Ali-Pekliwan, brigand fameux, qui avait nombre de crimes sur la conscience et qui avait été, pour la circonstance, délivré de ses fers, auxquels il avait été condamné à perpétuité. Le colonel de gendarmerie l'ayant envoyé chercher, il refusa de se rendre chez lui, prétextant qu'il était au bain ; c'était le jour même du départ du détachement en question. Le colonel finit par le mettre aux arrêts. Cependant, les bachi-bouzoucks, précédés d'une sorte de derviche à moitié ivre, tenant une hache à la main, se rassemblèrent et se rendirent devant le konak, demandant qu'on leur rendît leur chef. L'alay-bey refusa ; les bachi-bouzoucks commencèrent à proférer des

menaces et déclarèrent que, si leur chef ne leur était pas rendu, ils ne bougeraient pas de la ville et la pilleraient. Un bey influent du pays, fils lui-même d'un ancien dérébey, fameux détrousseur de grand chemin, sortit au-devant d'eux, parlementa et obtint qu'ils se rendissent à la gare, donnant sa parole que, dans une heure, il y serait lui-même, accompagné d'Ali-Pekliwan ; ce qui eut lieu, en effet. Les autorités prétendirent ne l'avoir mis à la tête de ces volontaires que pour s'en débarrasser.

« Les détectives, les zaptiés sont les premiers voleurs. N'étant pas payés, ils cherchent naturellement à se créer des ressources. Y a-t-il un incendie, ils se réunissent à ces mots : *Para, Kazanalym* (Allons ! nous ramasserons de l'argent).

« Sur douze mois de solde, c'est à peine s'ils en reçoivent quatre à l'armée. Pour le reste, on donne aux créanciers de l'État des *havalés* (bons) sur tel ou tel vilayet. Selon que l'on est privilégié, on en obtient sur Smyrne, Salonique, Andrinople, où l'on a plus de chance de toucher son argent, ou sur Bagdad, Kastamboul, Mossoul, Erzeroum, ou les rentrées ne se font pas facilement. Êtes-vous pressé d'argent et voulez-vous escompter votre *havalé* à Constantinople, on vous donne, suivant les cas, 50, 40 ou 30 p. c. Si, par malheur, le *havalé* est de l'année précédente, on ne vous en donne rien. On ne vous le paye même pas à la caisse du vilayet sur lequel il est délivré. On vous répond : Il ne reste plus d'argent de l'année dernière ; nous ne pouvons donc pas payer les bons qui remontent à cette date.

« Il y a quelques jours, une foule de femmes turques encombraient la salle d'attente du ministère de la guerre. Munies de délégations (*piparich*) laissées par leurs maris, leurs frères, employés civils ou militaires, dispersés dans les différentes provinces de l'empire, elles étaient venues le 1er du mois en réclamer le montant. Pour la plupart, la modeste somme qu'elles représentent, c'est le pain quotidien

de toute une famille. Les unes pleuraient, les autres se répandaient en plaintes ; il y en avait même qui ne ménageaient point les injures. Impossible de les calmer et de les faire taire; chacun reculait devant cette tâche, quelquefois dangereuse, les femmes, poussées à bout par la misère et l'injustice, étant capables de se livrer à des voies de fait. Ghazi-Osman-Pacha sortit de son salon et, arrivé au milieu des plaignantes : « Quoi ! leur dit-il, furieux, vous n'êtes pas encore crevées? Allez, décampez ! » Il dispersa ces malheureuses victimes de l'incurie et des dilapidations du gouvernement et de ses ministres. Cela se renouvelle tous les mois. Si quelque chose peut étonner encore, c'est la patience et la longanimité de la population de cet empire; car, ordinairement, la misère et la faim sont mauvaises conseillères.

— « La police, lorsqu'elle n'est pas une arme dangereuse entre les mains des ministres et de leurs agents, s'occupe quelquefois de détails puérils. Tel fut l'incident qui provoqua, en 1880, la destitution d'Hafiz-Pacha. Jouissant de la faveur du sultan, ni les accusations graves formulées contre lui, ni les crimes nombreux perpétrés sous son ministère n'avaient pu ébranler son crédit. Mais voici l'incident qui amena sa chute :

« Les femmes turques ont un vif penchant pour les mœurs, les coutumes et surtout les costumes européens. De temps en temps, des ordonnances spéciales, lues dans les mosquées et publiées dans les journaux, viennent les rappeler à l'ordre ; on y recommande de porter des *féridjés* et non des *tchartchabs*, des *yachmaks* épais, au lieu de *yachmaks* transparents. Ces dames s'y conforment pendant quelques jours, en rient, puis reviennent à leurs habitudes. Hafiz-Pacha se montrait intraitable sur le chapitre des mœurs. Si sa police ne pouvait arrêter les voleurs et les assassins, elle ne manquait jamais d'appréhender les *hanoums* aux allures équivoques ou celles dont le *yachmak* n'avait pas l'épaisseur

voulue. Des quartiers paisibles sont quelquefois mis en émoi par des descentes de police, opérées à des heures indues, provoquées par la présence d'une femme turque dans une maison interlope. Rarement Hafiz se trompait; mais l'excès de zèle nuit quelquefois.

« Un jour, une jeune *hanoum*, élégante et jolie, suivie d'une vieille matrone mulâtre, descendait du tramway sur une des places de Stamboul. Des agents la remarquent, se concertent et veulent l'arrêter, pour la conduire au ministre de police. La vieille pousse des cris aigus qui attirent les passants. Ceux-ci s'interposent. Les uns prennent parti pour la *hanoum*, les autres pour la police. La *hanoum* continue à marcher en résistant; arrivée devant un grand konak, elle se fait ouvrir la porte, y pénètre et referme vivement la porte au nez des agents. Ils frappent à leur tour; on n'ouvre pas; le tumulte augmente. Heureusement, survient le maître du logis. C'est Chehab-Bey, colonel d'état-major. Mis au courant des faits, il déclare que la jeune *hanoum* est sa parente, qu'elle habite Tchamlidja et qu'elle est venue passer le Ramazan à Stamboul. Il invite les zaptiés à se retirer; ceux-ci n'en démordent pas; ils veulent la petite *hanoum*. L'un d'eux court à la police. Hafiz-Pacha arrive en personne; il déclare au colonel que la jeune *hanoum* s'était faufilée parmi les hommes, qu'elle portait un *yachmak* transparent et laissait dépasser ses cheveux, qui flottaient sur son front. Chehab-Bey dut céder. La jeune fille et sa compagne entrèrent dans une voiture et prirent la route du grand zaptié. Après quatre heures de contestations, Hafiz-Pacha relâcha les prévenues. Le colonel Chehab-Bey, se considérant comme atteint dans son honneur militaire par les mesures de la police, exigea une éclatante réparation. Il adressa une triple protestation au ministre de la guerre, au commandant en chef de la garde impériale et au chef de l'état-major général. Les femmes des principaux officiers firent jouer leurs influences. Le sultan ordonna qu'Hafiz-

Pacha fût traduit devant la cour martiale pour répondre de sa conduite à propos de l'arrestation opérée au konak de Chehab-Bey. Hafiz-Pacha fut révoqué et, de plus, accusé de détournement de fonds. Et les revendications de pleuvoir sur le ministre disgracié.

— « On sait bien que le *baksich* est le rouage le plus important de l'administration turque. Mais on ignore comment il intervient dans le règlement des affaires. Voici un exemple qui le fera bien comprendre :

« Un de mes amis, M. F..., avait depuis bien des années un procès pendant à la municipalité de Constantinople; nombre de préfets s'étaient succédé, et l'affaire n'aboutissait pas. L'année dernière, l'affaire, portée devant le tribunal, fut plaidée, jugée, et mon ami obtint un verdict en vertu duquel il avait à toucher sa créance, s'élevant à 7,000 livres turques (157,500 francs).

« Un an s'écoula de nouveau sans qu'il pût rien obtenir, malgré ses démarches. L'idée lui vint de prier des dames de sa famille, jadis fort liées avec le harem du préfet, d'aller rendre visite à sa femme, la priant de parler à son mari, afin qu'il hâtât le paiement de la somme à recevoir. On eut soin de laisser entrevoir la possibilité de prélever une part qui aurait quelque importance Le lendemain, M. F... se rendit à la préfecture et fit passer sa carte au préfet, qui lui fit demander ce qu'il désirait. — N'êtes-vous pas, lui dit le domestique, la personne pour laquelle des dames sont allées parler à la *hanoum?* Demande qui prouvait que la visite n'avait pas été inutile.

« Le préfet ne le reçut pas cependant, car ordinairement les grands personnages laissent régler les affaires par leur avant-garde; eux n'ont qu'à encaisser la rétribution de leur complaisance, sans se compromettre directement.

« On introduisit M. F... chez le mustechar, qui le questionna, lui dit que les comptes n'étaient pas encore bien établis et l'engagea à repasser.

« Évidemment, il s'agissait de trouver l'homme de confiance de ce fonctionnaire avec lequel il convenait de s'entendre préalablement. C'était un *kiatib* (écrivain) nommé Husni-Bey. M. F... lui exposa sa cause. — « Nous sommes d'accord, lui répondit celui-ci, mais il faut que vous fassiez quelques concessions sur certains points que nous ne pouvons pas admettre, ou nous serons obligés d'en appeler de nouveau. Certes, je ne voudrais pas commettre d'injustice à votre égard, car, pour rien au monde, je n'exposerais mon âme à aller en enfer. » Mon ami salua, sortit et comprit qu'il fallait trouver l'homme de confiance de Husni-Bey pour s'entendre avec lui.

« Le hasard lui fit rencontrer un Arménien de sa connaissance, à qui il confia son embarras. — « Venez avec moi à Galata, dit celui-ci, vous m'attendrez dans un café et moi j'irai au *han* voisin, où Husni-Bey a l'habitude de se rendre chaque matin. Je lui parlerai et l'engagerai à vous aller trouver. » Ceci eut lieu en effet, et cet homme pieux, qui craignait d'exposer son âme à l'enfer, finit par demander 500 livres pour lui. M. F... et son ami se récrièrent; l'autre tint bon; enfin la somme fut réduite à 400 livres, que M. F... promit de payer. Reste encore à savoir ce que prendront le mustéchar et le préfet. C'est ce qui s'appelle *manger*, en turc : *youtmak*, avaler.

« Pendant la dernière guerre, le gouvernement ottoman, afin d'augmenter l'effectif de ses armées, donna des armes à une quantité considérable de volontaires organisés en corps irréguliers bien connus sous le nom de bachi-bouzoucks. Cette mesure extrême, qui n'apporta aucun avantage, produisit du désordre et des excès qui rejaillirent injustement sur l'armée régulière et eut dans la suite des conséquences désastreuses. A l'issue de la guerre, au milieu de la débandade générale qui suivit, les autorités, soit par négligence, soit par impuissance, ne reprirent point les armes à ces dangereux volontaires, qui retournèrent dans leur pays bien

approvisionnés de munitions. La guerre, avec toutes ses péripéties, ses dangers et le désordre qu'elle produit dans la société abaisse, en général, le niveau moral des individus même civilisés; quelles doivent donc être ses conséquences sur des hommes sauvages et indisciplinés? Ces bachi-bouzoucks, habitués au pillage, aux actes de violence, la plupart sans moyens d'existence, se livrèrent au brigandage.

« Ils rançonnèrent les habitants paisibles et répandirent la terreur dans le pays. C'est après la guerre de 1877-1878 que l'on signala une recrudescence de cette guerre contre la société. Les provinces qui ont fourni un contingent plus considérable de volontaires sont celles qui sont le plus affectées de cette plaie. Le vilayet de Smyrne, peuplé de nombreux clans de Zeibecks, montagnards féroces et audacieux, s'est vu infesté de bandes de brigands qui attaquèrent les voyageurs, mirent les habitants à contribution, enlevèrent des otages. Quand les autorités n'étaient point les associées des bandits, elles se montraient tellement impuissantes à réprimer leur audace et leurs méfaits, que ces belles provinces devinrent le foyer d'un brigandage régulièrement organisé, qui porta de graves préjudices au commerce et à l'agriculture.

« L'année dernière, un chrétien avait à toucher une somme de 300,000 piastres sur la caisse d'une petite ville d'Anatolie. Il la reçut, en effet, après un certain laps de temps, et se remit en route pour retourner chez lui. Tandis qu'il se reposait à l'ombre d'un arbre, trois hommes fondirent sur lui; ils étaient tout noirs et lui parurent des nègres. Comprenant de quoi il s'agissait : Vous en voulez à mon argent, leur cria-t-il; prenez mon sac, le voilà, et laissez-moi la vie. Les voleurs, satisfaits de cette solution, se retiraient, quand le chrétien déchargea son revolver et les tua tous les trois par le plus heureux des hasards. Lorsque l'on vint relever les cadavres et qu'on les eut lavés, on reconnut le *kajmakam* (sous-préfet), le *sandouk emini* (caissier) et un

troisième acolyte, ceux-là mêmes qui avaient le matin ou la veille payé les 300,000 piastres. Ceci est un fait entre beaucoup d'autres non moins extraordinaires ; on étouffa l'affaire, d'autant plus que les voleurs avaient été tués.

« En 1883, à la suite de méfaits de ce genre, le gouvernement se décida à envoyer un commissaire extraordinaire, Kiamil-Pacha, en mission spéciale. Un grand nombre de brigands furent arrêtés, beaucoup de fonctionnaires destitués, mais la terreur était si grande que les tribunaux, même en face d'un flagrant délit, n'osaient condamner. Un certain nombre de malfaiteurs, après avoir fait un semblant d'amende honorable, furent admis dans la gendarmerie. Les faits qui se sont dernièrement passés à Smyrne, et que je vous ai relatés, vous prouvent combien ces mesures étaient inefficaces et dangereuses.

« Cet état de choses existe dans tout l'empire, où Circassiens et Arnautes rançonnent la population paisible et travailleuse, sans que le gouvernement soit en état de leur reprendre les armes qu'il leur a si inconsidérément livrées, et sans qu'il puisse mettre un terme à leurs déprédations. Ce malaise général et ce manque de sécurité iront en augmentant, d'autant plus que les fonctionnaires et les gendarmes, n'étant pas payés régulièrement, ou ne l'étant pas du tout, se mettent de connivence avec les brigands.

« Le gouvernement semble frappé d'aveuglement, il ne prend aucune mesure efficace et ne sait point même employer les hommes qu'il a sous la main. C'est ainsi qu'on laisse dans l'inaction Kourt-Ismaïl-Pacha, dont je vous tracerai, en peu de mots, le caractère et le passé.

« Né aux environs de Kars, d'une famille de Karapapaks, Ismaïl-Pacha, surnommé *Kourt* (le loup), est un des derniers types de ces Turcs d'autrefois, bien près de disparaître à tout jamais.

« Entré très jeune dans la carrière militaire, il consacra sa vie à faire la police dans le pays que les Turcs appellent

Kurdistan et les Européens, Arménie turque. Juste, mais sévère, religieux et tolérant à la fois, sans instruction spéciale, mais doué d'un grand bon sens, il parvint à se faire redouter dans cette vaste et sauvage contrée, au point de devenir le croquemitaine des enfants kurdes. Dans ses nombreuses expéditions, les coupables étaient punis sur le théâtre même de leurs exploits, d'une façon barbare, la seule capable d'imprimer une terreur salutaire à ces peuplades indomptées et barbares elles-mêmes. Aux simples voleurs, il faisait arracher les dents, qu'il faisait clouer tout autour de leurs têtes comme une couronne. Non seulement les Kurdes sédentaires et nomades le redoutaient, mais encore les Arabes, dont les tribus viennent à certaines époques de l'année s'approvisionner dans les terres cultivées. Sous le règne du sultan Abdul-Azis, Ismaïl-Pacha, parvenu au grade de général de brigade, fut nommé d'emblée maréchal et désigné comme gouverneur général du vilayet de Diarbékir, qui comprenait alors les vilayets de Diarbékir, de Bitlis, de Harpont et du Dersim. Il employa les sept années que dura son administration à tenir en bride les Kurdes, à réprimer autant que possible leur penchant au brigandage et à la révolte. Il les força à reconnaître les autorités locales, à payer les impôts, à construire de nombreuses routes, à améliorer par tous les moyens les riches mines de cuivre d'Argana, à bâtir des casernes, à favoriser l'agriculture. A l'expiration de ces sept années, le vilayet de Diarbékir présentait un contraste frappant avec les vilayets limitrophes. Tous ceux qui connaissent ces contrées sont unanimes à déclarer qu'en cas de troubles sérieux, la nomination d'Ismaïl-Pacha au poste de gouverneur suffirait pour faire rentrer les rebelles dans le devoir. Tous les consuls anglais qui ont résidé en Asie Mineure vont jusqu'à dire que, si le gouvernement veut véritablement introduire des réformes dans ces contrées, il doit charger Kourt-Ismaïl-Pacha de les mettre à exécution, en l'entourant de conseillers compé-

tents. Au lieu de cela, le brave pacha est depuis quatre ans membre d'une commission militaire à Constantinople, où il ne peut rendre aucun service, n'ayant point les connaissances techniques qui sont indispensables.

— « Après la guerre turco-russe, les puissances occidentales, et notamment l'Angleterre, appelèrent l'attention du gouvernement ottoman sur les réformes à introduire dans l'Asie Mineure, surtout dans les provinces connues sous le nom collectif d'Arménie. On leur attribue cette dénomination à cause de l'existence de deux patriarches dans ces contrées, l'un à Agathamer, île du lac de Van, l'autre à Sis, ville de l'ancienne Cilicie, vilayet d'Avana, et parce que des Arméniens habitent ces provinces depuis Angora jusqu'aux frontières perses et russes à l'est, Diarbékir au sud, tout comme ils habitent le sud de la Russie, la Roumanie et Constantinople même. Les Arméniens, très adonnés au commerce, forment une race ayant beaucoup d'analogie avec la race israélite. Leur vraie patrie, les lieux dont ils tirent leur origine sont les provinces du Caucase (Erivan) et la Perse (Aderbeidjan). Malgré les erreurs ethnographiques commises à Berlin, il fallait bien venir en aide à ces pauvres Arméniens, toujours maltraités par les Kurdes, comme le montrent les rapports des consuls militaires anglais disséminés dans le pays. Une commission, composée de Baker-Pacha, ex-colonel anglais entré au service de la Porte, au nom de l'Angleterre; de Saïd-Pacha, aujourd'hui ambassadeur à Berlin, au nom de la Sublime-Porte; enfin, de Souleyman-Pacha, au nom du palais, se rendit en Asie Mineure. Le premier commissaire était un étranger; le second, un Turc civilisé, partisan du progrès; le troisième, un Turc d'apparences civilisées aussi, mais ultra-fanatique et ennemi des étrangers et des Européens. Une réunion d'hommes aussi disparates, ayant en vue des intérêts si différents, agissant sous l'empire d'idées opposées, ne pouvait aboutir à aucun résultat. Il semble que la consigne donnée à Baker-Pacha

ait été de parcourir la route de l'Inde, d'Alexandrette à Bagdad, sans qu'il en eût été fait mention dans ses instructions. Il se dirigeait vers Mossoul, quand le gouvernement, averti à temps, le fit retourner sur ses pas. Peut-être, s'il eût continué, l'Europe aurait-elle annexé Bagdad à l'Arménie. La mission visita une partie des vilayets d'Alep, de Diarbékir, d'Harpont, d'Erzeroum et de Siwas; elle fit son rapport. Les opinions et les appréciations de ses trois membres furent tellement contradictoires, que le gouvernement ne put en tirer aucun parti, ce qui, du reste, ne l'affligea nullement, car les puissances occidentales, et notamment l'Angleterre, ne purent indiquer aucune mesure pratique pour introduire les réformes projetées. La Porte s'était prêtée avec une apparente bonne grâce à tout ce que l'on exigeait d'elle, mais on n'avait rien pu faire, et le *statu quo* était maintenu.

« Il en est toujours ainsi des réformes promises par les Turcs, quand l'Europe n'en surveille pas elle-même l'application, comme dans le Liban et en Roumélie.

— « Voici une anecdote qui remonte à l'époque de la guerre de Crimée : Un bâtiment anglais passait aux Dardanelles. Le commandant salua le château des vingt et un coups de canon réglementaires. On ne répondit pas. Le capitaine recommença sans plus de résultat, quoique les artilleurs turcs fussent à leurs pièces. Furieux de cette insulte faite à son pavillon, il se plaignit, dès son arrivée à Constantinople, à son amiral. On fit venir le gouverneur des Dardanelles pour lui demander raison de sa conduite.

« J'ai eu, dit-il, mille motifs de ne point saluer ce vaisseau; le premier est que je n'avais pas de poudre, le second... — C'est bien, nous vous dispensons des autres. » Encore une affaire de baksich.

— « Lorsque Abdul-Kérim était à Chumla, il y a une dizaine d'années, les Bulgares vinrent se plaindre à lui que les soldats cueillaient leurs raisins :

« Les biens de la terre viennent de Dieu, leur répondit le pacha ; les soldats sont pauvres, et vous êtes riches ; ils vous défendent et vous vous engraissez. Ils ont bien fait. Allez-vous-en, et au plus vite. »

— « Il n'y a pas de religion qui recommande d'une façon plus pressante de faire l'aumône que l'islamisme. Nulle part on ne trouve plus d'établissements destinés à abriter les pauvres, les pèlerins, les malades que dans les pays musulmans. Les sultans, les sultanes, les grands-vizirs, les pachas de l'ancien temps ont tenu à attacher leur nom à quelque fondation pieuse ou charitable. De là le nombre considérable de mosquées, de médressés, d'imarets, d'hôpitaux, d'écoles et de fontaines que l'on rencontre à Constantinople et dans les provinces. Les simples particuliers même cherchent à gagner les faveurs du ciel en fondant quelque établissement utile. A Andrinople, j'avais une voisine riche, veuve et n'ayant qu'un fils unique. Celui-ci vint à mourir. Sa mère inconsolable, en souvenir de lui, dota sa rue d'une fontaine.

« Les Khans qui marquaient les étapes des grandes routes qui traversent la Roumélie, et que l'on rencontre encore ou conservés, ou en ruines, dans les villes turques, étaient, dans le temps, des édifices consacrés par la religion à l'hospitalité. Ils sont tous construits en pierre de taille et sur le même plan.

« Le Coran enseigne que toute propriété est un bien public dont le possesseur n'est que le dépositaire. Les pauvres et les mendiants abusent souvent de cette belle maxime.

« Il y a une vingtaine d'années, à mon arrivée à Constantinople, je demeurais à Cabatach, et j'avais, pour aller à Péra, à traverser un grand cimetière. Assis sur l'une des tombes qui bordent la route, je voyais toujours un vieux mendiant, proprement vêtu à la mode orientale. Il était coiffé d'un turban vert ; sa figure était noble et il avait, à côté de lui, le petit tapis destiné à la prière, sa cruche d'eau

et ses provisions pour la journée. Une petite écuelle placée devant lui et la prière qu'il adressait aux passants témoignaient seules de son métier. Il avait l'air de prélever un impôt plutôt que de demander l'aumône. Il ne se sentait nullement humilié de mendier, pensant qu'infirme et incapable de gagner sa vie, c'était un devoir pour les gens aisés de venir à son aide. Il m'arriva un jour de lui donner une pièce de dix paras; jugeant mon offrande trop minime, il ne l'accepta pas, me disant : « Ce sera pour une autre fois. » Il semblait me prendre en pitié.

« On raconte que lorsque le sultan Mahmoud II se rendait, un vendredi, à la mosquée, un derviche mendiant, tout déguenillé, lui barra le chemin et, se plaçant devant lui dans l'attitude du respect, les mains croisées sur l'estomac, lui dit :

« Très illustre padischah, crois-tu aux préceptes de Mahomet, notre prophète ? »

— « Oui, répondit le monarque, je crois aux paroles du prophète. »

— « C'est bien. Le prophète a dit que tous les musulmans sont frères : partage donc tes richesses avec ton frère. »

Le sultan se mit à rire et fit donner une pièce d'or au mendiant.

Celui-ci retourna la pièce de tous les côtés, secoua la tête et dit : « Mon frère, comment se fait-il que tu ne me donnes qu'un sequin? Ceci s'appelle-t-il partager? Qu'est cette pièce comparée à tes inépuisables trésors? »

Le sultan lui répondit :

« Mon frère, sois content, mais ne dis à personne combien je t'ai donné, car notre famille est bien nombreuse, et si tous mes frères viennent réclamer leur part, non seulement ce que j'ai ne suffira pas, mais il se peut que tu doives céder quelque chose de ta propre part. »

— Il y a en Turquie trois espèces de propriétés : la première dite *yédik*, la seconde *mulk* et la troisième *vakouf*.

Le *yédik* est une location perpétuelle de l'air pour un, deux, trois étages, de tant de pics, c'est-à-dire d'une mesure limitée ou bien sans limite, selon la convention passée entre le vendeur et l'acheteur. Celui-ci, une fois le prix de cette location payé, est toujours maître de cet air et peut le céder à un autre lorsqu'il le veut; mais il doit en aviser le premier vendeur, qui reste toujours seul propriétaire du terrain, pour qu'il donne son consentement et change le titre.

Le *mulk* est la forme de propriété qui ressemble le plus à celle du Code civil français.

Quant au *vakouf*, c'est dans un beau livre intitulé : *Tableau général de l'Empire ottoman*, par M. d'Ohsson, chargé d'affaires de Suède près la cour de Constantinople, Paris, 1789, que j'en ai trouvé la meilleure définition. M. d'Ohsson définit le *wakouf* une fondation pieuse ou d'utilité publique.

Il y a trois espèces de *wakfs* : 1° Ceux des mosquées, biens ecclésiastiques; 2° ceux qui ont un but d'intérêt public: fontaines, hôpitaux, *hans* ou hôtelleries, écoles pour les pauvres; 3° les *wakfs* coutumiers relevant des mosquées. Le revenu des *wakfs* ecclésiastiques est employé pour entretenir les mosquées et les ministres du culte. Le fondateur du *wakf* donne la propriété à Dieu, mais il peut en réserver l'usufruit pour lui-même ou pour qui il désigne. A la mort des usufruitiers, le revenu va au but de la fondation.

Le *wakf* peut se constituer par donation ou par testament, en vertu d'un acte solennel *wakfyié*, passé devant le tribunal et enregistré au ministère. Cet acte désigne un administrateur du wakf (*Muti-wally*).

On ne peut disposer, pour fonder un *wakf*, que de la moitié de ses biens.

Le bien *wakf* ne peut être ni aliéné, ni donné en hypothèque. Les *wakfs* coutumiers ressemblent beaucoup aux bénéfices du moyen-âge. Ils se constituent de la façon suivante : Le propriétaire cède le bien à la mosquée, moyennant paiement de 10 ou de 12 p. c. de la valeur ; mais il paye l'intérêt de la somme reçue. Il conserve à perpétuité la jouissance du bien et il doit l'entretenir. L'avantage de ce contrat pour le cédant est que son bien est soustrait à la saisie, à l'expropriation et au retrait vicinal, qu'exerce tout propriétaire voisin comme droit de préférence. Les avantages pour la mosquée sont ceux-ci : Elle a fait un placement à intérêt parfaitement garanti ; quand le bien est vendu, la mosquée perçoit une redevance et, si le « bénéficier » meurt sans enfants, le bien revient à la mosquée en pleine propriété, même dans le cas où il y aurait des petits-fils.

Quoique tout intérêt de l'argent soit interdit comme usure, les *wakfs* peuvent emprunter ou prêter de l'argent, moyennant intérêt.

Le testament d'un malade, constituant un *wakf*, est nul de plein droit.

Une construction peut être *wakf* sur un terrain *mulk*, mais non inversement.

Les lois relatives aux *wakfs* se trouvent dans la collection du *Fethwas*.

D'Ohsson note que les *wakfs* comprennent une grande partie des terres et des maisons de l'empire et qu'ils augmentent constamment. C'est le cas ordinaire de toute mainmorte ; mais les biens *wakfs* sont loués comme ceux des particuliers, ils ne sont donc pas improductifs, comme on paraît le croire parfois.

Les économistes et les partisans du progrès, quand ils s'occupent de l'Orient, réclament, comme M. de Blowitz, l'aliénation des *wakfs*. Quoique tous leurs revenus n'aillent plus, comme au temps de la probité antique, au but de leur fondation et qu'une partie de plus en plus grande en soit

détournée par les administrateurs, les *wakfs* sont un des derniers éléments de conservation en pays musulman. Supprimez-les, ni État, ni communes ne feront rien pour les besoins d'intérêt général, et la décadence sera encore plus rapide.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER.

LA SERBIE. — SOUVENIRS HISTORIQUES.
DE BELGRADE A SOFIA.

Pages.

Le socialisme en Serbie et le parti radical. — L'empereur Douchan et Kossovo. — La guerre de l'indépendance. — Kara-George et Michel Obrenovitch. — Le prince Michel. — Smederevo. — L'abbé Tondini. — Nisch. — La *Tour des Crânes*. — Ak-Palanka et le sous-préfet Stankovitch. — Pirot. — La zadruga. — La fabrication des tapis. — Danger de la centralisation et de la dette pour la Serbie 1

CHAPITRE II.

DE PIROT A SOFIA. — LA BULGARIE. ETHNOGRAPHIE.

La douane à supprimer entre la Serbie et la Bulgarie. — Tzaribrod. — La mort de Nicolas Kireeff. — Le col du Dragoman. — Slivnitza. — Les Bulgares et leur histoire. — Rapport de la langue bulgare avec les autres langues slaves. — M. Jeretchek. — Le réveil de la nationalité et l'autonomie de l'Église bulgare 47

CHAPITRE III.

LA BULGARIE ACTUELLE.

La Bulgarie depuis le traité de Berlin. — Le livre de M. Drandar. — Il faut, comme en Allemagne, respecter la position des fonctionnaires. — Les hommes politiques : Zankoff, Balabanoff, Grékoff, Karaveloff, Slaveikoff. — Attitude de la Russie 72

CHAPITRE IV.

SOFIA. — CONDITIONS ÉCONOMIQUES DE LA BULGARIE.

Pages.

Sofia et ses environs. — Le Vitosch. — Les richesses minérales. — M. Lascelles et la Bulgarie fractionnée. — Population de la Bulgarie. — Le budget. — M. Queillé et les vices de l'organisation financière. — La Banque nationale et M. Guechoff. — L'agriculture et ses produits. — Les zadrugas. — Les qualités des Bulgares. — La constitution et les libertés. — Le clergé. — Pourquoi abandonner le costume national? — Lettre d'un diplomate sur la situation en Bulgarie. — La capitulation. — Les *desiderata*. — Politique mal inspirée de la Russie. 94

CHAPITRE V.

ROUMÉLIE ET MACÉDOINE.

Vaccarel. — Ichtiman. — L'antique probité turque. — Excellentes prescriptions de l'islam. — *Porta Trajana*. — Vetren. — Tatar-Bazardjik et Orphée. — Philippopoli. — Le Dr Tchomakoff. — Les *Bulgarian atrocities*. — La constitution de la Roumélie. — Les partis. — M. Guechoff et le budget. — Sacrifices pour l'enseignement. — Peu de crimes. — Le Robert-College. — La Macédoine. — La lutte des nationalités. — La persécution systématique des Bulgares. — Aveuglement du gouvernement turc. — Les Pauliciens. — Stanimaka. — Le choro. — Le régime turc d'après M. A. Dumont . . 163

CHAPITRE VI.

CONSTANTINOPLE. — LE RÉGIME TURC.

La vallée des roses. — Andrinople. — La terre fertile est déserte. — *Thalassa*. — Le platane de M. V. Cherbuliez. — San-Stéfano. — Constantinople et les mosquées. — Le Salamlik. — M. de Noailles à Therapia.

Pages.

— Prinkipo. — La décadence et ses causes. — Le baksich. — La cure Blowitz : Vente des vakoufs. — Impossibilités matérielles et morales. — La prétendue civilisation européenne tue la Turquie. — La solution. — La confédération orientale. 230

CHAPITRE VII.

EN ROUMANIE.

De Varna à Routschouk. — Bucharest. — Sir William White. — M. et Mme Demeter-Stourdza. — Carmen Sylva. — Bucharest fortifié et le général Brialmont. — Le roi Charles à Cotroceni. — Les libertés et la constitution roumaine. — Les partis et le *Romanul*. — M. Aurelian et l'école d'agriculture. — Les communautés agraires des *Resechis*. — L'économie rurale et la production. — Les mines. — L'industrie. — La question sémitique. — L'instruction publique. — Les progrès économiques de la Roumanie. — M. Lavertujon et la commission du Danube. — Les cochers russes. — Les pays roumains *irredenti*. — La plaine de la Valachie. — Jusqu'à Verciorova. — Progrès de la Hongrie. — Conclusion. — La politique des grandes puissances en Orient 292

Annexe nº 2. Les zadrugas 354
— nº 3. Les anciens livres bulgares. 358
— nº 4. Le budget de la Bulgarie, 1884 361
— nº 5. La guerre serbo-bulgare 362
— nº 6. La situation de la Macédoine 369
— nº 7. Le régime turc 404

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
3 0112 082298313